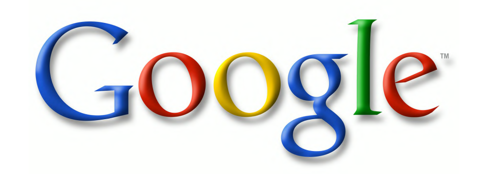
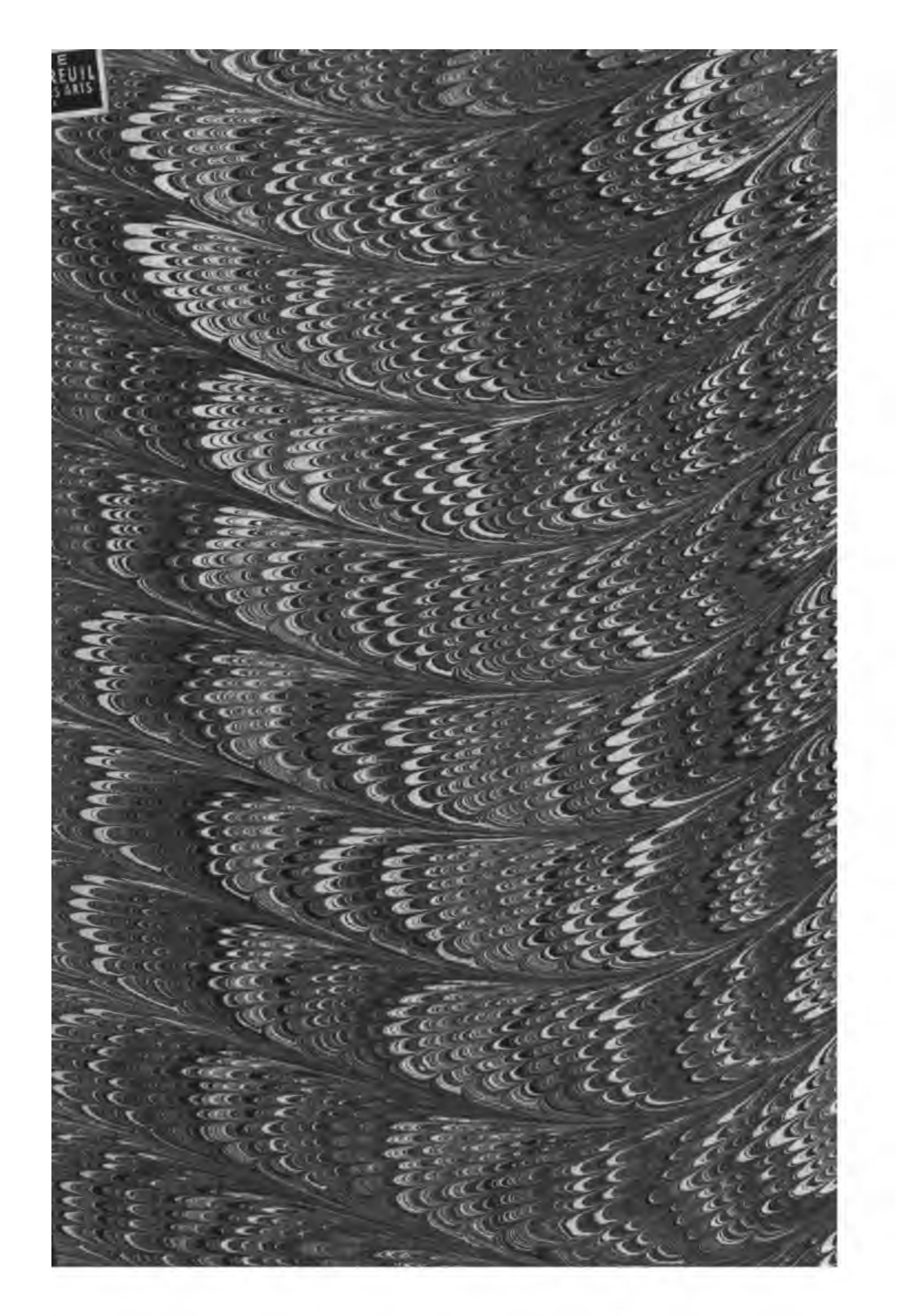

Google







VILLARS

D'APRÈS

SA CORRESPONDANCE ET DES DOCUMENTS INÉDITS

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie RUE GARANCIÈRE, 8.



Villars

d'après le portrait original de Rigaud

VILLARS

D'APRÈS

SA CORRESPONDANCE ET DES DOCUMENTS INÉDITS

PAR

Charles Jean Melchior

LE M^IS DE VOGÜÉ

DE L'INSTITUT

AVEC PORTRAITS, GRAVURES ET CARTES

TOME PREMIER



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

—

1888

AVANT-PROPOS

Ce livre n'est pas une biographie. Nous n'avons pas eu l'intention de refaire la vie de Villars, qu'il a tenu à écrire lui-même et dont nous publions en ce moment, pour la Société de l'histoire de France, le texte authentique. Mais nous avons pensé qu'à côté de cette publication étendue, tout imprégnée de la personnalité de l'auteur, il y avait place pour un travail plus limité et peut-être, dans un sens, plus rigoureusement historique. Une autobiographie, surtout écrite après coup, échappe rarement à l'influence des faits accomplis, des dénoûments connus : elle verse sciemment ou insciemment dans l'apologie. La correspondance est bien autrement sincère. En préparant la nouvelle édition des *Mémoires de Villars,* nous avons recherché ses lettres pour y puiser des éléments d'information et de contrôle. Nous en avons retrouvé un très-grand nombre; Villars écrivait beaucoup et avait de très-nombreux correspondants. Nous avons en même temps rencontré, surtout à l'étranger, des correspondances où il est question de lui et des événements auxquels il a été mêlé. De tout cet ensemble de docu-

ments nous avons extrait une série d'études qui, embrassant les principales périodes d'une vie très-accidentée, nous ont paru de nature à donner une idée exacte du caractère et du rôle de notre personnage.

Villars a été, de la part de Saint-Simon, l'objet d'attaques si passionnées et si graves, qu'il y a, ce nous semble, un véritable intérêt historique à en contrôler la valeur. C'est ce que nous avons essayé de faire, sans autre souci que celui de la vérité. Le lecteur qui aura pris la peine de nous suivre jusqu'au bout pensera peut-être que tout n'est pas à reprendre dans le violent réquisitoire du grand, mais partial écrivain. Si la plupart des accusations d'ordre militaire s'écroulent devant l'évidence des faits, il en est d'autres qui subsistent : certains détails du portrait tracé par Saint-Simon ne seront pas effacés. En pénétrant dans la vie d'un grand homme de guerre, on ne saurait s'attendre à n'y trouver ni défauts ni visées personnelles : ce serait mal connaître le cœur humain et se faire de grandes illusions sur les ressorts complexes qui le font agir. Villars savait sacrifier son repos et jouer gaiement sa vie pour le service du pays; il ne faisait bon marché ni de la gloire de son nom qu'il comptait fonder, ni de l'avenir de sa famille qu'il entendait établir convenablement. Mais s'il a, comme dit Saint-Simon, bien fait ses affaires, il a, comme disait Louis XIV, encore mieux fait celles de l'État; s'il n'a négligé aucune occasion de se faire valoir, s'il a aimé les distinctions, les

récompenses et l'argent, il a été brave, spirituel, heureux. Fanfaron la plume à la main et dans un salon, pour les besoins de son avancement ou par entraînement de nature, l'épée à la main et devant l'ennemi il redevenait réfléchi, presque modeste, audacieux sans témérité; sa bonne humeur, sa confiance en lui-même, sa verve gaillarde égayaient et enlevaient les troupes, qui aimaient à reconnaître en lui le type complet du soldat français. Ce mélange de qualités et de défauts, c'est l'homme; et quand cet homme a constamment battu l'ennemi, qu'il a arrêté l'invasion victorieuse et libéré, par l'épée, le territoire national, on est singulièrement disposé à l'indulgence et presque tenté de se demander si ses défauts n'ont pas, autant que ses qualités, été utiles à la patrie. Quoi qu'il en soit, sa correspondance le montre tel qu'il est, et après tant de controverses, ce qu'il importe à l'histoire de connaître, c'est le véritable Villars.

Les études qui vont suivre, nous l'espérons du moins, feront cette lumière; elles sont sincères : tous nos efforts ont tendu à ce qu'elles fussent fidèles : elles ont été écrites d'après les sources mêmes, qu'un heureux concours de circonstances nous a permis de retrouver et d'utiliser : nous avons déjà fait connaître, dans la préface des *Mémoires de Villars,* l'histoire de ces documents; nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour renouveler l'expression de la reconnaissance dont nous sommes pénétré pour tous ceux qui ont aidé ou facilité nos recherches.

Nous ne pouvions songer à publier intégralement la masse considérable de documents ainsi mise à notre disposition; nous avons fait un choix : nous avons joint à la nouvelle édition des *Mémoires* une série de pièces inédites extraites de la correspondance générale de Villars, c'est-à-dire des lettres échangées par lui, soit avec le Roi, soit avec les ministres, soit avec les principaux personnages de son temps. Nous avons réservé pour le présent ouvrage les correspondances de Villars avec l'Électeur de Bavière, avec madame de Maintenon et avec le prince Eugène de Savoie. Les deux dernières, ou du moins leurs parties essentielles, seront insérées dans le corps même du récit. Quant à la première, sauf quelques extraits intercalés dans le texte, nous l'avons réunie en un seul tout que nous donnerons en appendice; nous avons cru devoir la reproduire *in extenso,* en raison de la place considérable que tiennent dans la vie de Villars les relations qu'il a eues avec Max-Emmanuel. Nous y avons joint des extraits de la correspondance échangée entre l'Électeur et le comte de Monasterol, son envoyé à la Cour de France, correspondance qui fournit de si nombreux et de si curieux détails sur les mémorables campagnes de 1702 et de 1703. Les lettres qui concernent cette période sont conservées dans les archives de la famille des comtes Törring; ce riche dépôt m'a été gracieusement ouvert par son possesseur actuel, et j'ai pu y puiser largement, guidé par le savant et obligeant docteur Riezler.

Afin de ne pas multiplier les citations bibliographiques, nous avons adopté un système d'abréviations pour désigner les collections dont le nom revient le plus souvent dans les notes placées au bas des pages; en voici l'explication :

A. E. Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris.

D. G. Dépôt de la Guerre, Paris.

B. N. Bibliothèque nationale, Paris. Il y existe, sous le n° 496 des *Nouvelles acquisitions françaises,* un volume qui contient, presque sans exception, les originaux de toutes les lettres adressées par Villars à l'Électeur de Bavière.

A. M. Archives secrètes de la Cour de Bavière, à Munich.

A. T. Archives du comte Törring-Sessenbach, au château de Seefeld, Bavière.

A. V. Archives impériales royales de la Cour, de l'État et de la Maison d'Autriche, à Vienne.

P. V. Papiers de Villars. Sous ce nom nous comprenons tout l'ensemble de correspondances, documents, copies, provenant directement de Villars et se trouvant soit dans notre possession, soit dans les archives du château de Vaux, appartenant à M. Sommier.

P. O. Papiers d'Ormond. James Buttler, duc d'Ormond, qui commanda l'armée anglaise dans les Flandres après la disgrâce de Marlborough, a laissé de nombreuses correspondances qui ont été recueillies avec beaucoup d'autres par M. Michael Wodhull. Cette collection a ensuite passé entre les mains de M. J. Severne et a été vendue publiquement à Londres, le 9 novembre 1886. Nous avons acquis à cette vente toutes les liasses relatives à l'année 1712.

PELET. *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne,* publiés par le général PELET dans la collection des *Monuments inédits sur l'Histoire de France.*

Rappelons enfin que sous le nom de *Mémoires de Villars,* nous désignons non la publication apocryphe faite en 1736, ni les compilations artificielles des collections Petitot et autres, mais l'édition authentique donnée par nous pour la « Société de l'histoire de France », avec les correspondances qui y ont été annexées.

VILLARS

CHAPITRE PREMIER

VILLARS ET L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE.

Coup d'œil sur les débuts de Villars. — Il est envoyé à Vienne en 1687 pour complimenter l'Empereur. — Louis XIV le charge d'une mission officieuse auprès de l'électeur de Bavière. — Max-Emmanuel, la comtesse Kaunitz et mademoiselle de Welen. — L'Électeur se prend de goût pour Villars, l'emmène à Munich et en Hongrie. — Bataille de Mohacz. — Villars revient à Munich avec Max-Emmanuel. — Ses efforts pour l'entraîner dans l'alliance française. — Sa lutte avec Kaunitz. — La comtesse Paar et mademoiselle de Sinzendorf. — Mariage de la princesse Yolande de Bavière avec le prince de Toscane. — Max-Emmanuel se sert de la présence de Villars pour arracher à l'Autriche un commandement en chef et d'importantes concessions. — Villars ne peut l'accompagner en Hongrie et revient à Versailles. — Il est félicité par le Roi. — Il retourne à Munich avec le caractère d'envoyé et la mission de conclure un traité. — Il échoue. — Max-Emmanuel traite secrètement avec l'Autriche et congédie brusquement Villars. — Villars fait brillamment les campagnes de 1689 à 1697. — Est nommé lieutenant général. — Paix de Ryswick.

A l'époque où commence ce récit, au début de l'année 1687, Villars avait trente-quatre ans, était colonel de cavalerie et découragé. Depuis huit ans que l'Europe était en paix, il vivait dans un repos qui pesait à son activité; attentif aux moindres bruits de rupture, il désespérait de voir la grande guerre se rallumer. Le traité de Nimègue,

la trêve de Ratisbonne, semblaient l'avoir ajournée pour longtemps ; le programme de Louis XIV paraissait accompli dans ses parties essentielles ; l'acquisition de la Franche-Comté et de l'Alsace, la réunion de Strasbourg, avaient donné à la France sa frontière nécessaire ; l'annexion de la Lorraine, seule enclave qui demeurât dans le territoire normal de la France, n'était plus qu'une question de temps et de diplomatie ; elle pouvait se faire sans effusion de sang. Le grand roi pouvait se contenter des résultats acquis et des lauriers récoltés ; d'ailleurs, il vieillissait ; la modération lui venait avec l'âge et la satiété des succès. De son côté, l'Empire semblait se résigner aux faits accomplis ; l'Autriche, occupée ailleurs, laissait sommeiller ses inimitiés séculaires ; la paix paraissait donc assurée pour longtemps, au grand déplaisir des nombreux officiers dont la guerre avait commencé la fortune, et qu'elle seule pouvait achever. Villars était du nombre et souffrait plus qu'un autre de l'inaction : la guerre avait révélé en lui, dès sa première campagne, des qualités exceptionnelles ; il l'aimait avec passion et s'y donnait tout entier : « Il semble, avait dit de lui le Roi, au siége de Maestricht (1673), dès que l'on tire en quelque endroit, que ce petit garçon sorte de terre pour s'y trouver. » Il avait vingt ans. — « Ce jeune homme-là voit clair », avait dit Condé, le matin de Senef. — « Si Dieu te prête vie, avait dit le maréchal de Créqui en le voyant monter à l'assaut du fort de Kehl (1678), tu auras ma place plus tôt que personne. » Malgré ces présages flatteurs, son avancement avait été lent : colonel de cavalerie à vingt et un ans, il l'était encore à trente-quatre.

Louvois ne l'aimait pas; certaines aventures galantes l'avaient éloigné de la cour; la guerre seule pouvait le remettre en selle; il en attendait non-seulement l'illustration de son nom, mais l'établissement de sa famille. Villars n'avait que la cape et l'épée; son père ne pouvait rien pour lui : lui-même n'avait reçu des siens en héritage que quelques maigres garrigues sur les bords du Rhône, et une bonne mine qui lui avait valu un surnom de roman[1] et des succès de cour, mais n'avait pas rempli son escarcelle; ses ambassades en Espagne, en Danemark, à Turin, ne l'avaient pas mieux pourvu; la diplomatie n'a jamais enrichi ceux qui veulent utilement et dignement représenter leur pays : avec cela cinq filles à marier, et trois fils à pousser dans le monde; ceux-ci ne devaient compter que sur eux-mêmes. La carrière des armes que les deux aînés avaient embrassée, ruineuse dans les grades subalternes, n'offrait de chances favorables qu'au sommet de la hiérarchie militaire; il fallait donc parvenir aux grades et aux commandements qui attiraient les grâces du Roi et donnaient ces occasions de profits que les usages militaires légitimaient. Combien peu y arrivaient! Villars comptait être du petit nombre des élus, autant par désir de gloire que par nécessité de vivre. Il s'était jeté au plus fort du péril, confiant en sa bonne étoile, risquant chaque jour le présent pour mieux assurer le lendemain : la notoriété lui était déjà venue; mais voilà qu'au moment décisif de sa carrière, la paix en avait arrêté l'essor; en l'an de grâce 1687, il attendait vainement

[1] Il était connu sous le nom d'*Orondate*. Voy. SAINT-SIMON (t. II, p. 28) et madame DE SÉVIGNÉ, *passim*.

depuis huit ans la campagne qui devait couronner ses efforts et réaliser ses espérances.

La paix, nous l'avons déjà dit, semblait assurée pour longtemps : il y avait pourtant, au loin, sur les frontières orientales de l'Europe, un point où l'on se battait, la Hongrie. Le duel engagé entre l'Autriche et la Turquie se poursuivait avec acharnement sous les yeux de l'Europe attentive. La jeune noblesse française y avait couru; des volontaires du meilleur monde y jouaient gaiement leur vie pour acquérir quelque gloire : les jeunes princes de Conti, le comte de Turenne, le duc de la Rocheguyon, MM. de Liancourt, de Brionne, de Blanchefort, d'autres moins connus, s'étaient fort distingués aux siéges de Gran et de Neuhäusel. Villars, séduit à son tour par l'attrait de ces lointaines aventures, demanda la permission d'aller servir l'Autriche qu'il ne croyait plus avoir à combattre. Le Roi, qui voyait les choses de plus loin, et ne voulait pas sacrifier inutilement ses meilleurs officiers, refusa son autorisation et interdit tout départ de volontaires. Villars, rebuté, commençait à désespérer de l'avenir, lorsqu'une circonstance fortuite lui fournit l'occasion qu'il avait en vain cherchée depuis longtemps.

L'Impératrice mère, la sœur de la reine Anne d'Autriche, était morte : il fallait un officier pour porter à Vienne les compliments de condoléance du Roi. Villars s'offrit et fut agréé, sans doute par l'influence de madame de Maintenon, l'amie de sa famille. Cette bonne fortune lui en attira une autre. Louis XIV cherchait à renouer avec la Bavière : il lui importait d'être exactement renseigné sur

les dispositions de son jeune souverain, l'électeur Max-Emmanuel, frère de Marie-Anne, Dauphine de France : il voulut profiter du rapide voyage de Villars pour recueillir quelques informations et planter quelques jalons; il fit écrire par la Dauphine une lettre que Villars eut l'ordre, en passant à Munich, de remettre en mains propres à l'Électeur; tout en s'acquittant de ce message de famille, Villars devait entretenir Max-Emmanuel, chercher à deviner ses intentions et ses espérances, en rendre compte au Roi : c'est tout ce que Louis XIV espérait, pour le moment, de la diplomatie d'un jeune colonel de cavalerie : le savoir-faire de Villars fit sortir de ce programme limité une mission en règle. Telle fut l'origine des relations qui rapprochèrent des hommes d'origine si différente et influèrent non-seulement sur leurs propres destinées, mais sur celles de leurs pays.

Tour à tour amis et ennemis, alliés ou adversaires, associés dans le commandement de grandes armées ou brouillés avec éclat, Villars et Max-Emmanuel se sont pendant vingt ans comme fatalement trouvés en contact, par la diplomatie ou la guerre, échangeant politesses et coups de canon, témoignages d'affection et récriminations passionnées, suivant le hasard des négociations, des campagnes, des accommodements ou des ruptures. L'histoire de ces relations accidentées nous a paru offrir d'autant plus d'intérêt qu'elle se confond avec l'histoire de la France pendant une des périodes les plus décisives du règne de Louis XIV. La Bavière tenait une place importante dans les préoccupations respectives des deux maisons rivales de

France et d'Autriche : par sa situation et l'étendue de ses possessions territoriales, elle semblait appelée à jouer un rôle prépondérant dans leurs querelles ; et de fait, la maison de Bavière, placée dans des conditions assez semblables à celles de la maison de Savoie, aurait pu avoir des destinées analogues. Il ne lui a manqué, pour arriver au même terme, ni les circonstances favorables, ni la valeur militaire, ni l'appui extérieur, ni, quoique dans une mesure moindre, l'inconstance dans les alliances : mais elle n'a pas su avoir, autant que la maison de Savoie, la vue claire de ses véritables intérêts, la persévérance et la suite, même dans l'ingratitude, le sens juste de l'opportunité. Le plus malavisé de ses princes a été Max-Emmanuel. Brave jusqu'à la témérité, ayant la passion de la guerre et du commandement des armées sans l'application nécessaire à la direction des grandes opérations, compromettant les plus heureuses qualités par la mobilité de son esprit et la légèreté de sa conduite, il ne sut profiter ni des dons de la Providence, ni des occasions exceptionnelles qui lui furent offertes. Louis XIV avait sur lui des vues considérables : il voulait l'opposer à l'Autriche et par lui arriver à interrompre l'hérédité impériale qu'elle était parvenue à s'assurer ; et certes, de toutes les maisons allemandes qui pouvaient aspirer à l'honneur de ceindre la couronne du Saint-Empire romain, nulle n'en était plus digne que la fière et vieille maison de Wittelsbach ; elle tenait au passé héroïque et légendaire de la race germanique par des racines plus profondes que les Habsbourg ; établie au centre de l'Empire, libre de toute attache extérieure, elle aurait pu

grouper les populations catholiques de l'Allemagne avec moins de danger pour la France et moins de péril pour l'indépendance de l'Europe. Max-Emmanuel ne sut pas répondre aux intentions de Louis XIV : non qu'il ait trouvé indigne de lui le rôle que le grand roi lui destinait, mais il ne sut ni l'accepter ni le refuser franchement et en temps utile : il crut plus habile de marchander ses services, tantôt à la France, tantôt à l'Autriche, et tout en cherchant ainsi à exploiter à son profit leur rivalité, il ne réussit qu'à s'associer successivement à la mauvaise fortune de l'une et de l'autre.

Villars quitta Versailles dans les premiers jours de février 1687, porteur de la lettre du Roi à l'Empereur, et de la lettre de la Dauphine à l'électeur de Bavière.

Arrivé à Vienne à la fin du mois, il eut accompli en quelques jours les devoirs officiels qui l'y amenaient. Quand, cette première partie de son mandat terminée, il s'informa de l'électeur de Bavière, il apprit que Max-Emmanuel n'était pas à Munich et ne paraissait pas pressé d'y retourner. Il était allé passer le carnaval à Venise, en compagnie d'Eugène de Savoie. Pendant que le « petit abbé » se préparait à faire payer cher à Louis XIV ses dédains en visitant des soldats, des forts et des arsenaux, l'Électeur courait les plaisirs faciles de la ville élégante, perdant au jeu la solde de ses troupes, oubliant ses devoirs de souverain dans un tourbillon de fêtes et de galanterie. De Venise il devait venir à Vienne, où l'attirait la belle comtesse de Kaunitz, qui avait pris sur lui une influence très-favorable aux desseins de la cour impériale. Villars l'attendit, utilisant son séjour

dans la capitale de l'Empire en étudiant, lui aussi, les ressources militaires de l'armée qu'il était destiné à combattre, et nouant, sans oublier ses plaisirs, des relations qui devaient servir un jour à ses missions diplomatiques.

Max-Emmanuel arriva le 16 mars. C'était un beau jeune homme de vingt-cinq ans, que sa bravoure exceptionnelle avait entouré d'une brillante et précoce auréole; au siége de Vienne, aux assauts de Bude et de Gran, il s'était couvert de gloire; son courage était déjà légendaire dans les deux armées; les Turcs l'avaient surnommé le *roi bleu,* à cause d'un justaucorps bleu de ciel qu'il portait au feu et qu'on voyait toujours au plus fort de la mêlée. Mais ces rares qualités étaient accompagnées de défauts qui devaient en paralyser les effets. Impropre à tout travail sérieux, il était aussi indécis au conseil que prompt à l'action; avide de gloire et dévoré d'ambitions généreuses, il avait la manie des grandes conceptions politiques et militaires, sans l'esprit de suite et l'application soutenue qui les font réussir; par-dessus tout, il avait le goût des plaisirs et ne savait pas les sacrifier à ses devoirs. Deux idées fixes occupaient son esprit : il voulait commander de grandes armées et régner sur les Pays-Bas. Cette double ambition a pesé sur toute sa vie; elle a inspiré l'héroïsme militaire qui l'a illustré et les fautes de conduite qui l'ont perdu. C'est en flattant ces deux passions que l'Autriche l'avait attiré à elle et qu'elle sut le garder pendant vingt ans, malgré l'éducation toute française qu'il avait reçue, malgré les traditions prudentes de son père et les intérêts évidents de sa maison. Son père, l'électeur Ferdinand-Marie, était un esprit sage, mesuré,

prévoyant, qui avait réussi à maintenir sa neutralité, tout en s'assurant, du côté de la France, des subsides importants dans le présent et de secrets avantages pour l'avenir. Sa mère, Adélaïde de Savoie, était Française d'instinct; elle avait confié son éducation à un Français, le marquis de Beauvau, et l'avait entouré de compagnons venus de son pays natal. On parlait français ou italien dans l'intimité de Max-Emmanuel; lui-même écrivait en français toute sa correspondance personnelle. Pour l'arracher à ces influences, l'Autriche n'eut besoin que de lui montrer des commandements à exercer en Hongrie et à lui faire entrevoir la cession éventuelle des Pays-Bas dans le futur règlement de la succession d'Espagne; une fois enrôlé dans le parti impérial, il y avait été bientôt fixé par la fraternité des champs de bataille, par la gloire acquise en commun, par toutes les satisfactions et les illusions de la vanité, par les secrètes influences de la galanterie, par le réveil de ses sentiments germaniques : l'en tirer n'était pas une tâche facile.

Villars avait l'ordre de la tenter.

Il se présenta chez l'Électeur le lendemain de son retour, et, dès l'abord, il lui plut : sa manière ouverte et cavalière, l'accent avec lequel il lui parla de la guerre et de la gloire, frappèrent le soldat; une intimité complète s'établit aussitôt entre eux, et Villars fit si bien qu'en moins de huit jours, admis chez Max-Emmanuel à toute heure, il recevait ses confidences galantes et avait été invité à l'accompagner à Munich, puis à la prochaine campagne de Hongrie.

Entre ces deux hommes, le prince et l'officier de fortune,

il y avait plus d'un point de contact : tous deux avaient l'amour de la gloire et du bruit, la passion du combat et des plaisirs faciles, le désir d'arriver sans regarder de trop près au choix des moyens; mais là s'arrêtait la ressemblance : chez Villars, l'enivrement de la charge ne faisait pas oublier les devoirs du commandement; la hâblerie gasconne et la hardiesse du langage couvraient souvent les desseins étudiés d'un esprit calculé; l'ivresse des plaisirs mondains n'obscurcissait pas la vue claire des intérêts et n'ôtait rien à l'activité d'une volonté laborieuse et d'un corps infatigable. Villars eut bientôt compris les ambitions de Max-Emmanuel et appris que si la comtesse de Kaunitz avait conservé son empire, elle avait perdu de ses attraits, et qu'une des filles d'honneur de l'Impératrice, mademoiselle de Welen, la remplaçait dans les pensées de l'Électeur; tout en s'apprêtant à tirer parti de ce changement d'inclination, il entra dans les vues ambitieuses de l'Électeur et lui insinua discrètement que la France pouvait leur donner toute satisfaction; il crut s'apercevoir qu'il était écouté avec intérêt, et s'empressa d'en informer le Roi. Louis XIV se montra très-satisfait des débuts du diplomate improvisé; il l'autorisa à suivre Max-Emmanuel sans caractère officiel, « sous le seul prétexte du plaisir qu'il trouvait à faire sa cour à ce prince », et lui recommanda de pénétrer de plus en plus dans sa confiance.

Villars était au comble de ses vœux; il se hâta de se mettre en règle avec la cour d'Autriche, prit son audience de congé, reçut de l'Empereur la tabatière traditionnelle[1]

[1] « En sortant de la chambre de l'Empereur, le prince de Dietrichstein,

et partit pour Munich, où l'Électeur l'avait précédé le 24 mars. Il y arriva le 16 avril.

Max-Emmanuel, nous l'avons déjà dit, s'ennuyait dans ses États : son éducation italienne et française l'avait mal préparé à se plaire dans un pays encore tout imprégné de rudesse germanique et à peine remis des épreuves de la guerre de Trente ans. Munich n'était pas alors ce que l'ont faite plusieurs générations de souverains cultivés et artistes. C'était une ville de briques et de bois, dont les aspects pittoresques, intéressants pour nos esprits curieux, étaient sans charmes pour les novateurs du dix-septième siècle, qu'attiraient les élégances de Versailles : peu de sculptures, peu ou point de ces hardiesses de pierre qui rachètent à Heidelberg les exagérations de la renaissance allemande; la plupart des maisons étaient peintes, quelquefois avec un grand bonheur d'invention; il y avait là de curieuses pages où les figures allégoriques, les attributs professionnels, les banderoles à inscriptions se groupaient dans des compositions vivantes et colorées : la vieille Allemagne y revivait avec sa poésie et sa grossièreté, ses légendes et sa foi; mais c'était l'exception : bien souvent le pinceau n'avait servi qu'à dissimuler la pauvreté des matériaux, à figurer les lignes absentes d'une architecture artificielle. C'est dans ce système bâtard qu'avait été construite la résidence électorale, vaste palais dont les longues façades étaient décorées de fausses corniches, de fausses fenêtres, d'ornements postiches peints en gris jau-

grand chambellan, m'a donné de sa part une boîte de portrait garnie de diamants un peu plus belle qu'à l'ordinaire. » (*Villars au Roi,* 3 avril 1687.)

nâtre sur un mur nu. L'aspect extérieur en était misérable; Hans Reifenstül et Heinrich Schön, les architectes du grand Maximilien, ne manquaient pourtant pas de talent; mais la pierre était rare, et l'argent, absorbé par la guerre, avait fait défaut; là où ils avaient pu concentrer des ressources suffisantes, ils avaient fait preuve d'invention et de goût; les portes d'entrée, avec leurs figures de bronze et leurs lignes de marbre, ont du caractère et de la couleur, les fontaines monumentales qui animent les cours intérieures ont de la puissance et du mouvement, le « grottenhof », avec ses portiques en rocaille et ses jolies statuettes de bronze, d'inspiration toute florentine, apparaît comme un petit coin de l'Italie égaré sur les bords de l'Isar. A l'intérieur du palais, il y avait aussi de belles salles peintes à fresque sous la direction de Pierre de Witt, une chapelle ravissante où des stucateurs inconnus avaient imité avec un rare bonheur l'effet décoratif des mosaïques de Florence. Mais ces arrangements *antiques* ne plaisaient pas à Max-Emmanuel, qui rêvait déjà de les remplacer par les belles boiseries et les élégants trumeaux qu'il demanda plus tard à l'art français. En attendant, il résidait peu à Munich; les voyages de Venise et de Vienne en hiver, les campagnes de Hongrie en été prenaient une grande partie de l'année; il passait le reste de son temps dans ses châteaux, près des forêts, où il aimait à courir le cerf et le sanglier, au bord des rivières, où il tirait le castor. C'étaient Landshut, Leonsberg près de Straubing, Kayserfeld, Nymphenburg, où huit cents prisonniers turcs creusaient un canal et préparaient les embellissements de l'avenir; enfin Schleissheim, sa résidence

favorite, où il devait essayer plus tard de reproduire les magnificences de Versailles.

C'est à Leonsberg qu'il reçut Villars : il lui fit l'accueil le plus empressé, lui « donna une chambre », faveur très-exceptionnelle et très-remarquée. L'envoyé autrichien, le comte de Thun, logeait dans un village, à un quart de lieue du château. On y chassa quelques jours, puis on se rendit à Schleissheim. Ce n'était alors qu'un pavillon bâti par l'Électeur à l'entrée d'un bois, au milieu d'une plaine peu pittoresque. Ce pavillon subsiste toujours et a conservé sa disposition primitive : au centre, une grande salle autour de laquelle se groupent, en deux étages superposés, des chambres peu nombreuses et qui se commandent; la petite cour s'entassait dans ces appartements incommodes et y menait joyeuse vie. Villars eut encore l'honneur d'une chambre séparée : c'était celle qu'occupait la comtesse de Kaunitz quand son mari représentait l'Empereur à Munich. Il y eut la fièvre, et l'Électeur vint l'y voir. Il était l'objet des attentions de tous; il apportait dans ce centre animé de nouveaux éléments d'entrain et de gaieté; chacun fêtait ce jeune Français, d'humeur si gaillarde, qui menait la galanterie au pas de charge, savait par cœur les meilleurs passages de Racine et de Corneille, citait les couplets des opéras à la mode, assaisonnait les belles manières de Versailles d'un sel soldatesque et gaulois qui eût choqué Saint-Simon, mais qui réussissait en Bavière.

Pendant deux mois, ce ne furent que jeux, divertissements, chasses; on croit encore assister à ces fêtes en visitant la grande salle du pavillon de Schleissheim; la

décoration des murs, faite à cette même époque, en a fixé le souvenir; on y voit Max-Emmanuel forçant le cerf ou le sanglier, enfumant le renard, volant le héron, en compagnie de seigneurs et de dames en costume Louis XIV; on pourrait se croire à Versailles ou à Marly, si une certaine exagération dans les ajustements et le luxe un peu suspect des parures féminines ne trahissaient la contrefaçon; au milieu de ces gentilshommes en perruque et en bottes à chaudron, on cherche Villars, on est tenté de le reconnaître dans un cavalier au pourpoint bleu et qui seul porte la moustache, comme les portraits d'Orondate. Dans l'intervalle des chasses, écrivait Villars, « nous rangeons les tableaux, on joue au mail, beaucoup de musique le jour, et la nuit, des comédies italiennes..... L'Électeur fait de grands desseins de bâtiments ici, et il ne serait pas impossible que ce goût-là ne lui vînt. »

Villars ne se trompait pas : Max-Emmanuel, qui, tout en combattant Louis XIV, cherchait à l'imiter en tout, eut aussi le goût exagéré de la construction, et c'est à Schleissheim qu'il entreprit son œuvre principale. En 1701, il commença la construction d'un palais colossal, entouré de parterres aux eaux jaillissantes, et ne put l'achever : demeure hors de proportion avec sa destinée, comme les ambitions de l'Électeur étaient hors de proportion avec ses facultés, et qui resta inachevée comme l'édifice politique que son fondateur avait voulu élever.

Tout en prenant largement sa part de cette vie de plaisirs, Villars n'oubliait pas sa mission, et, sans la laisser deviner, il en remplissait les devoirs. Les occasions d'abor-

der l'Électeur ne lui manquaient pas ; il ne les laissait pas échapper, et leurs conversations intimes, sans caractère officiel, eurent bientôt touché à toutes les secrètes ambitions du prince, à tous les points délicats de la politique générale. Villars exprimait le chagrin qu'éprouvait la Dauphine de voir son frère sans liaisons avec la France. Max-Emmanuel expliquait ses relations avec l'Autriche par son goût pour la guerre : il veut commander de grandes armées ; c'est pour s'y préparer qu'il combat le Turc avec les Impériaux ; il veut devenir digne des plus grands commandements ailleurs même que dans l'Empire, dit-il, d'un ton qui indique que sa suprême ambition serait de se trouver à la tête d'une armée française. Villars encourage ces espérances : il fait briller aux yeux du prince, avide de gloire et de plaisirs, non-seulement les perspectives militaires, mais les fêtes de Versailles ; il exploite l'attraction fascinatrice qu'exerce ce nom, synonyme de toutes les séductions de la vie intellectuelle et de toutes les élégances de la vie mondaine. Non content d'agir sur l'esprit du prince, il se crée des intelligences dans son entourage, se liant avec ses familiers, entrant en relation avec ses fonctionnaires influents. Son entourage immédiat, les « Savoyards », est assez facile à convaincre : ils avouent à Villars que « le séjour de Munich leur est insupportable, et qu'ils s'ennuient parfois à la mort ». Ils voudraient voir Versailles, et ils s'accommoderaient d'une politique qui leur faciliterait le voyage de France. C'est le comte de Monasterol, que nous retrouverons plus tard à Paris comme envoyé de l'Électeur, esprit éclairé et de bonne foi, mais que la passion du jeu

devait perdre; ce sont les frères Simeoni, qui, eux aussi, auront des missions diplomatiques; Saint-Maurice, Sanfré, Ribera, Gabrielli, Santini, Locatelli, qui commandent des compagnies ou des régiments en attendant mieux. Quant aux fonctionnaires allemands, ils sont tous plus ou moins acquis à l'Autriche : ce sont les ministres Berkheim et Leydel, « tous deux, je crois, écrit Villars, pensionnaires de la cour de Vienne » ; le directeur de la chancellerie de guerre Mayr, que ses fonctions appellent souvent en Autriche; les secrétaires intimes du prince, Reichardt et Malknecht, le premier, que nous retrouverons chargé des missions secrètes et suspectes; le second, esprit mordant et caractère douteux, qui gouvernera les Pays-Bas au nom de l'Électeur, et administrera, plus tard, les finances bavaroises sans oublier les siennes. Le seul qui ait des sympathies françaises positives est le chancelier Gaspard Schmidt, esprit honnête et prudent, héritier des sages traditions du règne précédent. C'est lui qui, comme négociateur de Ferdinand-Marie, avait conclu et signé, avec Robert de Gravel, envoyé du roi de France, le traité secret de 1670, en vertu duquel des arrangements étaient pris, non-seulement pour assurer le règlement équitable de la succession d'Espagne, mais pour poursuivre en commun l'élection de Louis XIV comme empereur, et celle de l'électeur de Bavière comme roi des Romains [1]. Il était resté dans les mêmes sentiments

[1] Le texte peu connu de cet article secret est conservé aux archives des Affaires étrangères : on en lira peut-être avec intérêt le passage principal : « Imperio per mortem Imperatoris vacante, utraque pars pro viribus suis allaborabit ut electorale collegium pro Christianissima Sua Majestate in Imperatorem et Serenitate Sua Electorali in Regem Romanorum

et le montrait à Villars. Mais son influence avait beaucoup baissé : il avait, aux yeux de Max-Emmanuel, le tort de représenter l'administration paternelle; de plus, il avait fait la faute, au début du nouveau règne, de se faire appuyer trop ouvertement par l'envoyé de France, M. de Lahaye, personnage maladroit, qui avait offusqué le jeune souverain « par les airs qu'il prenait avec lui » et en essayant de « lui faire peur ». Max-Emmanuel avait secoué la tutelle des conseillers de son père et donné sa confiance à Berkheim et à Leydel. En racontant ces détails à Villars, il ne niait pas avoir « eu quelques torts envers l'envoyé du Roi », et reconnaissait que « ses deux ministres, l'un surtout, étaient fort Autrichiens », mais il ajoutait « que s'il remarquait qu'ils ne le conseillassent pas fidèlement, il ferait d'eux comme des autres ».

Leydel, voyant la faveur dont Villars était l'objet, cherchait d'ailleurs à se rapprocher de lui, à lui persuader qu'il n'était pas aussi éloigné de l'alliance française qu'il le paraissait : le comte de Sanfré était l'intermédiaire de ses confidences :

C'est, écrivait Villars le 13 mai, un des plus honnêtes gens qu'il y ait dans cette cour, des plus dans la confiance de l'Électeur, et qui est le plus propre à en faire bon usage; il me donne tous les avis qu'il croit pouvoir m'être utiles; M. de Leydel m'a fait assurer par lui qu'il était de mes amis, qu'il me priait de ne pas le confondre avec Berkheim, qu'il serait fâché qu'on le crût

eligendis disponatur, nisi rationabiliter et quasi pro certo videant omnem utriusque operam inutilem fore, de quo utrinque sincera et bona fide communicabunt et inter se convenient. » 17 février 1670.

Autrichien : qu'il cherchait les intérêts de son maître, et qu'où il pourrait les trouver, il conseillerait toujours à son maître de s'y attacher.

L'importance politique venait à Villars avec la faveur et répondait au désir de paix qui régnait dans le public.

J'ai eu l'honneur de vous mander les premiers jours, écrivait-il au Roi, que l'on ne me regardait pas comme un homme chargé d'aucune commission : je ne puis pas vous dire la même chose présentement. Les fréquentes conversations de M. l'Électeur, l'envie qu'a presque toute la cour de revoir une bonne intelligence avec la France, leur font publier que ce n'est pas seulement de plaisirs et de galanterie que nous parlons ; aussi beaucoup de gens commencent à lever la tête, cherchent à me parler, à me donner des avis ; je ne les détrompe point fort, car il me paraît nécessaire de ne leur point ôter une espérance qui les flatte... Pour toute la noblesse du pays, le peuple de Munich, tous ne parlent au monde que des temps heureux où l'alliance avec Votre Majesté faisait régner l'opulence, et détestent fort ces derniers temps et les Autrichiens qui les ruinent ; ils commencent même à se plaindre assez hautement.

L'envoyé d'Autriche, le comte de Thun, commençait à s'effaroucher d'une intimité qui amenait de tels résultats. Il s'en plaignit à l'Électeur, qui reçut assez mal ses observations, se retrancha derrière le caractère tout privé de ses relations avec Villars et continua à le combler d'attentions. Il n'était question dans tout le pays que de la faveur de ce jeune étranger ; sa réputation s'étendait même au dehors ; voici ce que nous trouvons dans une lettre que M. Verjus de Crécy, ambassadeur de France près la diète germanique, écrivait à Villars de Ratisbonne, le 12 mai :

M. de Lantery[1] me fait un si grand éloge de vous, que j'ai cru devoir envoyer à notre cour un extrait de sa lettre, en y mandant en quel point de confiance et de considération il me revient de différents endroits que vous êtes auprès de M. l'électeur de Bavière. Je ne doute pas que le Roi vous donne l'ordre de demeurer auprès de Son Altesse Électorale durant la campagne et après. C'est le plus joli poste et le plus de confiance qu'un Français puisse avoir en ce temps-ci à l'étranger..... Vous aurez déjà su, Monsieur, que le Roi vous avait destiné pour celui de Vienne, mais que M. le marquis de Villars[2] a dit qu'il vous conseillerait de vous en excuser et qu'il vous en a excusé par avance. Pour aller à quelque chose de grand, l'emploi de Vienne ne me paraît en rien comparable à celui auprès de M. l'électeur de Bavière.

Le Roi, frappé des qualités diplomatiques dont Villars semblait donner la preuve, avait pensé à lui pour remplacer à Vienne, comme envoyé extraordinaire, le comte de la Vauguyon rappelé en France : il l'avait fait sonder par Croissy; mais Villars était de l'avis de M. Verjus. « Je mets une grande différence entre ces deux postes, avait-il répondu à Croïssy; celui-ci me paraît très-agréable par l'espérance d'y pouvoir utilement servir Sa Majesté, et pour l'autre, il y a mille raisons qui m'obligeraient à vous supplier très-humblement de vouloir bien ne me le point destiner. »

Parmi ces raisons, une des plus sérieuses était qu'une situation officielle à Vienne entraînait l'obligation de renoncer à la campagne de Hongrie : or, Villars comptait bien guerroyer contre le Turc, et attendait avec impatience

[1] Ministre de Savoie à Munich.
[2] Le père de notre Villars.

l'autorisation qu'il avait sollicitée du Roi. Louis XIV n'avait garde de la refuser : il ne voulait pas laisser échapper l'occasion qui s'offrait de rester en communication avec l'Électeur et d'être exactement renseigné sur les chances d'une guerre qui occupait les forces de l'Autriche. Il permit donc à Villars de suivre Max-Emmanuel et lui assigna un traitement : mais il insista de nouveau pour qu'il ne prît aucun caractère officiel et ne laissât rien transpirer de sa mission. Croissy joignit aux ordres du Roi les instructions les plus prudentes : Villars devait prendre pour prétexte de sa présence à l'état-major de l'Électeur, « l'attachement particulier que lui donnaient pour sa personne les bons traitements qu'il en avait reçus ».

On partit le 1er juin. Le départ fut magnifique. Cent cinquante chalands avaient été réunis à Alt-OEtting sur l'Inn. L'Électeur s'y embarqua avec sa suite et un brillant équipage, après avoir fait ses dévotions à la célèbre chapelle qui domine la rivière. En quatre jours de navigation l'on fut à Vienne. Les hostilités étaient déjà commencées ; le duc de Lorraine avait rassemblé ses forces sur la Drave, avec l'intention de marcher sur Eszek. Max-Emmanuel s'empressa de le rejoindre. Nous n'avons pas l'intention de le suivre pas à pas pendant cette campagne assez peu fertile en résultats. Elle se passa surtout en escarmouches : la bravoure de Max-Emmanuel trouvait à s'y déployer. Villars, associé à tous ces combats, les a décrits dans ses lettres [1]. Dans ces actions de détail, où spahis d'un côté,

[1] Nous les avons toutes publiées à la suite du premier volume des *Mémoires de Villars*.

hussards et *cravates* de l'autre, se rencontraient dans des passes rapides, l'avantage restait souvent à la cavalerie turque, habile à se disperser devant l'attaque, à se reformer pour une charge subite, à déconcerter les mouvements méthodiques de ses adversaires par l'imprévu et la vigueur de ses coups, par la force et l'adresse individuelle de ses cavaliers.

On dirait que ce sont deux mille officiers choisis qui n'ont tous qu'un même esprit : si l'on plie devant eux, en un moment ils se trouvent douze ou quinze cents à pousser fort vigoureusement; dès que vous les arrêtez avec des corps de troupes, tout se sépare, et vous ne voyez pas un homme ensemble; et à la fin il se trouve qu'ils prennent et tuent beaucoup de gens, et qu'on ne leur prend personne en vie ; on en tue quelques-uns. (*Villars à Croissy,* 8 août.)

Une seule grande bataille se livra, le 12 août, entre Mohacz et le mont Hersans, et ce fut une grande victoire pour l'armée austro-bavaroise. Là aussi, la cavalerie turque faillit compromettre le succès : dès le début de la journée, tandis que les longues lignes des Impériaux défilaient au pied de la montagne, un corps de cinq à six mille chevaux, exécutant un grand mouvement tournant, vint se jeter sur les derrières de l'armée avec l'intention de la couper des hauteurs et de la prendre à revers. Si ce mouvement, contraire à toutes les règles en vigueur, eût réussi, la défaite était certaine. Ce fut Villars qui s'en aperçut le premier; l'Électeur l'avait envoyé sur les pentes du mont Hersans pour reconnaître de plus haut le terrain; il vit les Turcs dessiner leur mouvement et courut en rendre compte.

Le général Piccolomini, qui commandait la seconde ligne de cavalerie, eut le temps de former sa brigade en potence et de montrer ainsi aux spahis un front de cuirasses alignées et de mousquets exercés. Devant cette ligne peu profonde, mais imposante, la masse ennemie n'osa pousser à fond et s'arrêta : le prince de Bade prit alors l'offensive et rejeta cette cavalerie sur les janissaires ; l'armée s'ébranla à son tour, et par une marche de front sur toute la ligne balaya tout devant elle : le camp retranché des Turcs fut enlevé par la cavalerie ; le carnage fut effroyable, le butin immense et de grand prix. L'Électeur fut légèrement blessé ; il mena constamment la charge de ses escadrons ; Villars eut son buffle coupé de deux coups de sabre ; Créqui, fils du maréchal, du Héron, du Marton et les autres volontaires français se firent également remarquer et soutinrent brillamment la réputation de leur pays[1].

Villars fut très-frappé de la charge manquée des Turcs : « Ces mouvements ne se pratiquent pas dans nos guerres, écrit-il dans ses *Mémoires* (p. 75) ; on n'est pas accoutumé à voir 8 ou 10,000 chevaux partir ensemble comme des fourrageurs et prendre le derrière de l'armée, mouvement qui, exécuté vivement et avec vigueur, *pouvait parfaitement réussir*. » Est-ce souvenir de cette charge, ou intuition de son propre génie? mais Villars, appelé plus tard à commander des corps de cavalerie, eut, sur leur rôle, sur

[1] Villars envoya au Roi un plan de la bataille fait de sa main : nous en avons donné le *fac-simile* à la suite du premier volume des *Mémoires*, p. 373. Max-Emmanuel fit peindre par Beich un grand tableau qui se trouve dans la grande salle du château de Schleissheim et concorde d'une manière absolue avec le plan de Villars.

leur action à grande distance, des idées très-personnelles et très-neuves; sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il devina les manœuvres de l'avenir.

Après la bataille de Mohacz, au gain de laquelle il avait beaucoup contribué, l'Électeur voulut avoir un commandement séparé et demanda à aller faire le siége d'Erla. Le duc de Lorraine s'opposa à ce projet, que Villars lui-même trouvait peu raisonnable, pensant avec raison qu'il fallait profiter du désarroi de l'ennemi pour pousser ses avantages, prendre Eszek, entrer en Transylvanie, et menacer Belgrade, le principal point d'appui de la force ottomane. Le prince de Bade, qui souffrait autant que l'Électeur de l'obligation de servir sous le duc de Lorraine, joignit ses réclamations aux siennes : le résultat de ces dissentiments fut que ces deux princes quittèrent l'armée. L'Électeur reprit le chemin de Vienne, et Villars le suivit, non sans trouver qu'il était bien pressé d'aller « jouir de sa gloire au milieu des plaisirs, et plus touché du désir de faire parler de lui que soigneux d'acquérir un savoir bien profond dans la guerre ».

L'Électeur, comme on peut le penser, fut très-fêté à Vienne : Villars ne le fut pas moins; les satisfactions d'amour-propre, dont ils étaient très-friands l'un et l'autre, leur furent prodiguées. Villars fut félicité par l'Empereur en personne, et le chancelier Strattmann, dans un grand banquet, lui fit un compliment public sur sa bravoure et sur les services qu'il avait rendus à l'armée impériale. La comtesse de Kaunitz essaya de reprendre son empire sur l'Électeur et y réussit en partie, grâce au soin qu'elle prit

de fermer les yeux sur ses infidélités; elle tenait moins à sa tendresse qu'à sa soumission, et voulait moins régner sur son cœur que diriger sa politique : ainsi, elle laissa l'Électeur se rapprocher de mademoiselle de Welen et déjouer pour la voir la surveillance de l'Impératrice, « qui n'entendait pas raillerie sur ce chapitre ». Au lieu d'en faire une rivale, elle s'en fit une auxiliaire pour le plus grand intérêt de l'Autriche. Elle aurait voulu que son mari fût envoyé à Munich, afin d'y retourner avec lui et d'y exercer plus librement son empire; Villars redoutait beaucoup le voisinage de la belle comtesse et s'appliqua à contrecarrer ses projets en raillant l'Électeur de sa dépendance. Max-Emmanuel, qui ne tenait pas à la tutelle politique du mari, y échappa en le faisant nommer conseiller d'État et chevalier de la Toison d'or. Kaunitz resta à Vienne; sa femme « fut quelques jours dans une tristesse mortelle », mais dut se résigner à n'agir que de loin. Après cette première preuve d'indépendance, l'Électeur en donna une seconde en refusant de renouveler le traité qu'il avait fait pour cinq ans, en 1683, avec la cour d'Autriche, et qui était près d'expirer : il ne consentit à se lier que pour la campagne suivante contre les Turcs. Villars enregistrait avec satisfaction ces symptômes d'un changement prochain dans les sentiments de l'Électeur et s'en attribuait naturellement le mérite; mais il ne lui fit aucune ouverture formelle pendant son séjour à Vienne; craignant, avec raison, qu'il ne répétât ses discours à la comtesse de Kaunitz, il attendit, pour entrer en matière, que l'Électeur fût de retour à Munich; ils y rentrèrent ensemble le 25 octobre.

Alors commença une négociation, ou plutôt une lutte de six mois, dont il est intéressant de suivre les péripéties dans les nombreuses correspondances[1] qui nous sont restées des principaux acteurs. Ce sont, d'un côté, Louis XIV et ses ministres, Louvois et Croissy, qui poursuivent un double but : compléter le système de défense du Rhin et préparer le règlement de la succession d'Espagne, dont ils ont pressenti les difficultés. Pour le premier objet, non-seulement il faut réunir à la France sur la rive gauche du Rhin le plus de territoires possible, mais il faut lui assurer, dans les États riverains dont l'annexion est impossible, une influence prépondérante; il faut avoir à Cologne un électeur dévoué à ses intérêts, comme le cardinal de Fürstenberg; il faut mettre la main dans les affaires du Palatinat à l'occasion de l'héritage de Madame. Pour le second objet, le concours militaire de la Bavière est indispensable. Villars doit seconder ces combinaisons en amenant Max-Emmanuel à renoncer pour son frère Clément à l'électorat de Cologne et à se lier avec la France par un traité positif. De l'autre côté, l'Empereur cherche à retenir son gendre dans son alliance, et c'est Kaunitz qui agit en son nom.

De part et d'autre, on fait assaut d'efforts, de promesses, d'intrigues : tout est mis en œuvre, la séduction, la menace, l'argent, la galanterie; ce dernier moyen, auprès d'un prince léger et sensuel, semblait le plus efficace; Villars, comme tous les diplomates improvisés, s'en exagérait la valeur. Max-Emmanuel était aussi un ambitieux,

[1] Voir les principales lettres imprimées à la suite du premier volume des *Mémoires de Villars*.

devait perdre; ce sont les frères Simeoni, qui, eux aussi, auront des missions diplomatiques; Saint-Maurice, Sanfré, Ribera, Gabrielli, Santini, Locatelli, qui commandent des compagnies ou des régiments en attendant mieux. Quant aux fonctionnaires allemands, ils sont tous plus ou moins acquis à l'Autriche : ce sont les ministres Berkheim et Leydel, « tous deux, je crois, écrit Villars, pensionnaires de la cour de Vienne » ; le directeur de la chancellerie de guerre Mayr, que ses fonctions appellent souvent en Autriche; les secrétaires intimes du prince, Reichardt et Malknecht, le premier, que nous retrouverons chargé des missions secrètes et suspectes; le second, esprit mordant et caractère douteux, qui gouvernera les Pays-Bas au nom de l'Électeur, et administrera, plus tard, les finances bavaroises sans oublier les siennes. Le seul qui ait des sympathies françaises positives est le chancelier Gaspard Schmidt, esprit honnête et prudent, héritier des sages traditions du règne précédent. C'est lui qui, comme négociateur de Ferdinand-Marie, avait conclu et signé, avec Robert de Gravel, envoyé du roi de France, le traité secret de 1670, en vertu duquel des arrangements étaient pris, non-seulement pour assurer le règlement équitable de la succession d'Espagne, mais pour poursuivre en commun l'élection de Louis XIV comme empereur, et celle de l'électeur de Bavière comme roi des Romains [1]. Il était resté dans les mêmes sentiments

[1] Le texte peu connu de cet article secret est conservé aux archives des Affaires étrangères : on en lira peut-être avec intérêt le passage principal : « Imperio per mortem Imperatoris vacante, utraque pars pro viribus suis allaborabit ut electorale collegium pro Christianissima Sua Majestate in Imperatorem et Serenitate Sua Electorali in Regem Romanorum

et le montrait à Villars. Mais son influence avait beaucoup baissé : il avait, aux yeux de Max-Emmanuel, le tort de représenter l'administration paternelle; de plus, il avait fait la faute, au début du nouveau règne, de se faire appuyer trop ouvertement par l'envoyé de France, M. de Lahaye, personnage maladroit, qui avait offusqué le jeune souverain « par les airs qu'il prenait avec lui » et en essayant de « lui faire peur ». Max-Emmanuel avait secoué la tutelle des conseillers de son père et donné sa confiance à Berkheim et à Leydel. En racontant ces détails à Villars, il ne niait pas avoir « eu quelques torts envers l'envoyé du Roi », et reconnaissait que « ses deux ministres, l'un surtout, étaient fort Autrichiens », mais il ajoutait « que s'il remarquait qu'ils ne le conseillassent pas fidèlement, il ferait d'eux comme des autres ».

Leydel, voyant la faveur dont Villars était l'objet, cherchait d'ailleurs à se rapprocher de lui, à lui persuader qu'il n'était pas aussi éloigné de l'alliance française qu'il le paraissait : le comte de Sanfré était l'intermédiaire de ses confidences :

C'est, écrivait Villars le 13 mai, un des plus honnêtes gens qu'il y ait dans cette cour, des plus dans la confiance de l'Électeur, et qui est le plus propre à en faire bon usage ; il me donne tous les avis qu'il croit pouvoir m'être utiles; M. de Leydel m'a fait assurer par lui qu'il était de mes amis, qu'il me priait de ne pas le confondre avec Berkheim, qu'il serait fâché qu'on le crût

eligendis disponatur, nisi rationabiliter et quasi pro certo videant omnem utriusque operam inutilem fore, de quo utrinque sincera et bona fide communicabunt et inter se convenient. » 17 février 1670.

à la maison d'Autriche le soin d'étendre ses frontières aux dépens d'un ennemi aussi faible et aussi abattu que le Turc l'est à présent.

Sur ce fondement, Sa Majesté, portée d'inclination pour l'électeur de Bavière, veut bien appuyer de tout son pouvoir l'élection de ce prince à la dignité de roi des Romains, lorsqu'il jugera lui-même la conjoncture favorable, et que, de son côté, il voudra prendre avec Sa Majesté les mesures nécessaires pour s'élever à ce rang; et il n'en sera pas plutôt convenu avec Sa Majesté qu'elle emploiera efficacement ses offices tant auprès des trois électeurs ecclésiastiques que de l'électeur de Brandebourg, pour les disposer à concourir à son élection.

En second lieu, si, outre ce grand engagement dans lequel Sa Majesté veut bien entrer pour l'agrandissement dudit électeur et de sa maison, il témoigne encore souhaiter de pouvoir rentrer, lorsqu'il sera parvenu à l'Empire, dans tous les droits que les électeurs de Bavière ont anciennement exercés sur les villes de Ratisbonne, Nuremberg et Augsbourg, et généralement dans tout ce qui lui peut et doit appartenir entre l'Inn et le Danube, et qu'il demande pour cet effet l'assistance de Sa Majesté, elle permet audit sieur de Villars de promettre en son nom qu'elle l'appuiera dans cette juste prétention, et que, s'il en est troublé par voie de fait, elle lui donnera tout le secours dont on conviendra avec lui.

En troisième lieu, si ledit électeur, voulant entrer dans une étroite liaison avec Sa Majesté et agir tant par ses suffrages dans les diètes que par la jonction de ses troupes à celles de Sa Majesté envers et contre tous ceux qui la voudraient troubler dans la juste possession où elle est en conséquence du traité de trêve, et obliger aussi Sa Majesté de le secourir envers et contre tous ceux qui l'attaqueront dans ses droits et possessions, et même s'opposeraient aux prétentions que Sa Majesté aura estimées justes et promis d'appuyer, désirait encore que Sa Majesté s'obligeât de lui

payer des subsides, ledit sieur de Villars saura bien précisément les intentions dudit électeur, jusqu'où il prétend porter ses engagements envers Sa Majesté, ce qu'il en demande réciproquement, se chargera d'en rendre compte à Sa Majesté et d'attendre de nouveaux ordres.

Finalement, comme la maison d'Autriche veut amuser ledit électeur par de vaines espérances d'un partage de la succession d'Espagne dont elle se garderait bien de lui donner la moindre partie si le cas échéait, Sa Majesté, au contraire, veut bien, pour lui donner de plus solides marques de son amitié, lui promettre que si le roi d'Espagne venait à mourir sans enfants et que ledit électeur veuille s'obliger dès à présent, en ce cas, de joindre ses armes à celles de Sa Majesté contre ceux qui voudraient disputer à Mgr le Dauphin la succession qui lui doit appartenir à l'exclusion de tout autre, elle et mondit seigneur renonceront en faveur dudit électeur de Bavière aux royaumes de Naples et de Sicile, et Sa Majesté lui donnera tout le secours dont il aura besoin jusqu'à ce qu'il soit en paisible possession desdits royaumes.

Max-Emmanuel reçut avec satisfaction des communications qui l'associaient de si près à la politique du grand roi et lui ouvraient des perspectives si séduisantes : il garda néanmoins une certaine réserve et chercha, par des objections de détail, à engager Louis XIV plus avant : il montra les dangers immédiats auxquels l'exposait une rupture avec l'Empereur et l'Empire, rupture inévitable s'il briguait la dignité de roi des Romains et réclamait les villes d'Augsbourg, de Nuremberg et de Ratisbonne; il demanda à connaître la nature et la valeur des mesures militaires que le Roi prendrait pour le défendre, et ne dissimula pas qu'il préférerait une combinaison qui lui pro-

curerait les mêmes avantages sans l'exposer aux mêmes périls. Un jour, il dit naïvement à Villars : « Si la maison d'Autriche me mettait dès à présent de certains États dans les mains et qu'on voulût par là m'engager seulement à ne pas traverser personnellement l'élection du roi des Romains, le Roi n'aurait-il pas assez de voix parmi les électeurs pour la faire tomber sur moi, sans que je parusse agir? Alors, sans manquer aux paroles que les Autrichiens m'obligeraient sans doute de donner, *je pourrais être roi des Romains et me trouverais en même temps en possession de leurs pays*[1]. » Il alla même plus loin; et, pour donner plus de valeur à cette insinuation, il laissa entendre que ces territoires, et bien d'autres, lui étaient offerts par l'Autriche; pressé par Villars, l'Électeur refusa de s'expliquer catégoriquement, à cause du « secret qu'il devait à l'Empereur comme au Roi »; mais il en dit assez pour que Villars pût croire qu'on lui avait promis les Pays-Bas espagnols ou le royaume de Naples. Cette promesse était imaginaire, et Max-Emmanuel la supposait pour stimuler la France; nous n'en avons trouvé la trace ni dans les archives de Vienne ni dans celles de Munich[2]. Le Roi reçut avec hauteur ces insinuations.

[1] *Villars au Roi*. 15 janvier 1688. *Mémoires*, t. I, p. 408.

[2] On peut même déduire de certains documents, conservés dans ces deux dépôts, la preuve que la promesse ne fut pas faite : le 13 décembre 1688, lorsque l'Électeur négociait avec Kaunitz les conditions de son alliance avec l'Empire contre la France, il *demanda* la cession des Pays-Bas; Kaunitz repoussa cette demande comme *exorbitante* et en ajourna l'examen à la mort du roi d'Espagne : son gouvernement ne l'avait donc pas offerte. (Kaunitz à l'empereur Léopold. *Mémoires de Villars*, t. I, p. 426. Voy. aussi ci-dessous, p. 62 et suiv.). De fait, toutes ces négociations se terminèrent par la nomination de l'Électeur au *gouvernement* (statthalterei) de ces provinces, en 1692.

L'espérance qu'on donne à l'Électeur de quelque part à la succession d'Espagne, écrit-il à Villars [1], n'est qu'un amusement,... une chimère pour fasciner ses yeux... Il peut bien juger que ce serait une forte entreprise pour un duc de Bavière et pour qui que ce puisse être, de vouloir ôter à mon fils ce qui lui doit appartenir légitimement... Pour peu qu'il soit informé de l'état présent de ce qui reste aux Espagnols dans les Pays-Bas, il jugera facilement qu'on ne lui en offre le gouvernement souverain que parce qu'il est impossible à la couronne d'Espagne de le pouvoir conserver dans la première guerre qu'elle aura avec moi, et que la perte en étant infaillible, soit sous un gouvernement espagnol, soit sous celui d'un prince étranger, elle aime mieux en rejeter le blâme sur lui et me mettre dans une nécessité absolue d'employer mes principales forces tant pour empêcher son passage dans les Flandres que pour attaquer ses propres États,... qu'il risquera de perdre pour courir après l'ombre d'une souveraineté qu'elle ne peut plus défendre et dont tant de puissances unies contre moi ne pouvaient plus empêcher la perte entière, si je n'eusse voulu mettre des bornes à mes conquêtes par la paix de Nimègue. Enfin, il fera tout ce qui peut plaire à l'Empereur, mais il ne peut pas espérer que toutes les forces de la maison d'Autriche et de ses alliés soient capables de le rendre paisible possesseur de ce qui reste encore à l'Espagne dans les Pays-Bas... Il ne doit pas mieux espérer aussi des offres que lui peut faire la cour de Vienne d'une cession du royaume de Naples et de Sicile en cas de mort du Roi Catholique; car, outre qu'elle n'y aurait aucun droit, il sait bien que l'Empereur ne peut pas avoir d'armée navale, et que les miennes seront toujours en état de maintenir le droit de mon fils et de donner la loi dans toute la mer Méditerranée. Ainsi, il n'y a que moi qui puisse le mettre dans une possession légitime et paisible de tous ces royaumes, si le roi d'Espagne venait à manquer.

[1] De Fontainebleau, le 11 novembre 1687. A. E.

Devant ce fier langage, l'Électeur ne jugea pas utile de continuer la discussion ; mais, pour donner une conclusion pratique à ces premiers pourparlers, il réclama le payement des subsides arriérés dus à son père en vertu du traité de 1671. Cette réclamation éveilla les soupçons du Roi, qui fit répondre par Villars que cette question serait examinée lorsqu'on discuterait les clauses du traité qu'il proposait à l'Électeur de signer avec lui.

Fixé désormais sur l'étendue des avantages qu'il pouvait espérer de la France, Max-Emmanuel se retourna du côté de l'Autriche pour négocier avec elle les conditions de la prochaine campagne de Hongrie. Il envoya successivement à Vienne Mayr et Leydel, chargés de réclamer le payement de 400,000 florins de subsides arriérés, d'obtenir, pour l'année courante, une somme non moins forte et un commandement en chef, enfin de régler à son avantage les questions relatives aux quartiers et aux subsistances de ses troupes. Leydel, qui avait été mis au courant des propositions françaises, et qui, selon toute apparence, avait inspiré la réponse de l'Électeur au Roi, ne manqua pas de se servir de ces offres pour peser sur la cour de Vienne ; il obtint facilement ce qu'il demandait et revint le 13 mai 1688 à Munich avec un traité qui assurait à l'Électeur un subside de 350,000 florins et un commandement séparé.

Mais entre temps des intrigues s'étaient nouées, qui avaient encore compliqué la situation et ajouté aux indécisions de l'Électeur. Mademoiselle de Welen, restée à Vienne après le passage de Max-Emmanuel, s'y trouvait dans une situation compromettante pour son honneur, et dont il fal-

lait la tirer au plus vite. L'Impératrice était dans une grande fureur : Kaunitz, au contraire, se félicitait d'un incident dont il espérait se servir pour attirer l'Électeur à Vienne. Max-Emmanuel, accueillant avec émotion des espérances de paternité que les voies légitimes lui avaient jusqu'alors refusées, voulait faire venir la demoiselle à Munich et lui avait secrètement fait préparer un appartement au palais. A Vienne, on voulait la marier avec un Autrichien qui couvrirait sa faute et sauverait les apparences. La lutte s'était établie sur ce terrain. Elle avait été traversée par la légèreté de l'Électeur, qui, subitement, s'était épris d'une demoiselle de sa cour, mademoiselle de Sinzendorf. Villars, croyant trouver en elle une auxiliaire, était entré dans son intimité : il s'était servi de son influence pour empêcher le voyage de l'Électeur à Vienne; mais, du même coup [1], il avait empêché celui de Venise, dont il espérait une heureuse diversion et des économies. Les fêtes dont mademoiselle de Sinzendorf était l'occasion étaient ruineuses : ce

[1] « Notre voyage de Venise est toujours incertain, écrivait Villars à Verjus de Crécy le 23 janvier 1688. Cependant l'Électeur voulut encore hier parier mille pistoles contre moi que nous le ferions. Le pari aurait décidé du voyage, vu l'incertitude. Si j'avais cru que le Roi eût voulu payer pour moi, je n'y aurais pas manqué. J'en ai été fort tenté. Qu'auriez-vous fait à ma place? Pour moi, je crois que mille pistoles pourraient être plus mal employées. » — « Le voyage de Venise n'aura pas lieu, écrivait-il au même le 17 février, quoique les équipages fussent déjà partis... Je crois que l'Électeur s'est repenti de n'avoir pas continué son dessein, qui n'a été traversé que par des espérances qui ne seront peut-être pas sitôt accomplies. » P. V. — Mademoiselle de Sinzendorf, après s'être amusée quelque temps de la passion de Max-Emmanuel, sut en effet lui résister : Villars lui-même fut obligé de le reconnaître (*Villars au Roi*, 23 décembre 1688, A. E.), malgré ses insinuations malveillantes et la singulière insistance qu'il mit à s'attribuer l'origine de cette intrigue; sa seule excuse est qu'il la croyait utile aux intérêts de la France.

n'étaient que bals, comédies, déplacements fastueux à Landshut ou à Schleissheim, courses et chasses en traîneau, folles prodigalités qui épuisaient les ressources destinées à la guerre et détournaient l'attention du cas pressant de mademoiselle de Welen. Nous voyons alors surgir un nouveau personnage, une certaine comtesse de Paar, qui se mêle activement à l'intrigue : son mobile est différent; elle déteste le ménage Kaunitz et le comte Strattmann, qui partage avec Kaunitz la faveur de l'Empereur; elle est liée d'intérêts avec les ministres qui, dans le sein même du conseil aulique, sont les rivaux de ces deux hommes d'État[1]. De plus, elle est ruinée, obligée de se créer des ressources pour soutenir son train de dépense, livrée aux inspirations mauvaises d'une situation embarrassée. Elle arrive à Munich, où elle est sûre d'être bien reçue : l'Électeur a pour elle une déférence qui date sans doute de ses jeunes années; il écoute volontiers ses conseils. Elle propose ses bons offices pour marier mademoiselle de Welen et l'amener à Munich; elle s'abouche avec Fürstenberg et avec Villars. Celui-ci propose au Roi de l'acheter : le Roi, tout en avouant « qu'il n'est pas persuadé qu'elle veuille et puisse lui rendre de grands services », autorise Villars à lui offrir « une gratification de 4,000 livres par an payables par quartiers tant qu'elle donnera de bons avis ». La dame croit plus habile de décliner cette offre comme « n'ayant encore pu rendre aucun service qui méritât rien », et de dire que

[1] *Villars au Roi*, 12 mai. — « Croit que M. de Lorraine veut se débarrasser de la présence gênante de l'Électeur à l'armée, et est d'accord avec les ministres qui inspirent la comtesse de Paar. »

« quand le Roi aurait trouvé qu'elle avait fait son devoir, elle ne refuserait pas un présent ». En attendant, pour commencer à se créer des titres au « présent » du Roi, elle agissait sur l'esprit mobile de l'Électeur, et, tout en négociant avec lui et pour lui la délicate affaire du prétendu mariage, elle l'indisposait contre Kaunitz.

Quand Leydel revint de Vienne avec le traité arraché à Kaunitz, Max-Emmanuel refusa de le ratifier, sous prétexte que la question des quartiers d'hiver et de la subsistance de ses troupes n'avait pas été réglée conformément à ses instructions.

Quelques jours à peine après ce refus, arrivèrent à Munich les envoyés du grand-duc de Toscane chargés de négocier et de conclure le contrat du mariage convenu entre la princesse Yolande et le fils du grand-duc. C'étaient l'auditeur Finetti et un Capucin, le Révérend Père Benfati, homme avisé et actif, qui avait la haute main dans l'affaire. Les commissaires bavarois chargés de traiter avec eux étaient acquis à l'Autriche et soulevèrent des difficultés de détail ou des questions de forme qui faillirent tout faire échouer. Ce fut Villars qui brusqua la solution : sa qualité d'hôte de l'Électeur, sans caractère et sans responsabilité apparente, lui donnait des facilités exceptionnelles; il pouvait tout faire et tout dire aussi longtemps qu'il conserverait la faveur du prince et serait admis dans son intimité; faveur et intimité étaient alors complètes, car il entrait chez lui à toute heure, même quand il était au lit, à la grande fureur du comte de Thun, l'envoyé autrichien, soumis aux formalités de l'étiquette. Grâce à cette grande

liberté, Villars put déjouer les intrigues de négociateurs peu scrupuleux; à chaque nouvelle difficulté soulevée par eux, il allait trouver l'Électeur, faisait écrire ou écrivait au granc-duc, servait d'intermédiaire entre les deux souverains et obtenait directement d'eux des solutions qu'ils imposaient à leurs mandataires. Grâce à cette intervention officieuse et active, toutes les objections furent successivement écartées et tous les articles du contrat furent arrêtés et signés dans les premiers jours de mai. Le grand-duc reconnut que le mérite de cette négociation revenait surtout à Villars et lui écrivit pour le remercier [1].

On fut très-irrité, à Vienne, de ce résultat, et encore plus étonné peut-être : refuser le roi de Hongrie, le futur roi des Romains, le premier parti de l'Europe, pour épouser un prince de Toscane, était un acte inexplicable qui dénotait chez l'Électeur une grande perturbation dans les idées ou une soumission inattendue à l'influence de la France; cette surprise se changea en inquiétude lorsqu'on vit la tournure que prenait la négociation relative à la campagne de Hongrie. Nous avons déjà dit que l'Électeur avait refusé de ratifier le traité conclu par Leydel le 13 mars : les prétextes allégués étaient sans importance réelle; les vraies raisons, qui apparurent plus tard, étaient beaucoup plus sérieuses : il devenait évident que le commandement séparé ne suffisait plus à l'ambition de l'Électeur; il voulait commander en chef, et surtout ne pas être sous les ordres du duc de Lorraine. Enfin, le 12 mai, il

[1] Nous avons publié les principales correspondances relatives à ce mariage. *Mémoires de Villars*, t. I, p. 387 et suiv.

adressa à Kaunitz, de sa propre main et de sa prodigieuse orthographe, une lettre dont Villars obtint et envoya au Roi la copie, et qui est explicite : il y rappelait que, l'année précédente, son commandement séparé n'avait duré que vingt-quatre heures; à la seconde étape, son corps était réuni à celui de M. de Lorraine, qui prenait le commandement supérieur; il ne voulait pas s'exposer au même fait ni donner une deuxième fois le spectacle d'un électeur subordonné à un général lieutenant de l'Empereur. Il voulait opérer seul et être immédiatement informé des plans de campagne projetés; son concours était à ce prix; il envoyait Mayr à Vienne pour recevoir et lui rapporter les éclaircissemeuts catégoriques qu'il demandait [1].

Cette lettre causa un grand émoi, moins par ce qu'elle exigeait que par ce qu'elle sous-entendait. Deux jours après l'avoir reçue, Kaunitz prenait la poste et se rendait à Munich en toute hâte : nous croyons devoir donner la traduction de la première lettre qu'il écrivit à Strattmann ; elle peint mieux que tout récit la situation qu'il trouva à la cour électorale, et le rôle que chacun y jouait :

Munich, 22 mai 1668.

Votre Excellence sait que j'ai quitté Vienne dimanche soir. Le lendemain matin, entre Melck et Kemelbach, j'ai été dépassé par le domestique de M. Mayr, qui est arrivé *per posta* [2] ici avant moi : le même jour, j'ai croisé deux *estafettes* venant

[1] Voy. le texte de cette lettre dans *Mémoires de Villars*, t. I, p. 412.
[2] L'original est conservé aux Archives I. R. de Vienne ; comme toutes les dépêches allemandes de cette époque, il renferme un grand nombre de mots latins, français, italiens; je les reproduis en italique.

d'ici; le 18, j'ai rencontré un courrier de l'Électeur qui s'est caché de moi; je l'ai fait venir et lui ai demandé où il allait : « Pas au delà de Lintz », me répondit-il. Mais, en continuant ma route, j'ai su qu'à chaque relais il avait dit qu'il se rendait à Vienne pour y annoncer l'ajournement du départ de l'Électeur pour l'*armée*. Un autre courrier venant de Vienne m'a rejoint près de la ville où je suis arrivé le 19 à cinq heures et demie du soir. La cour se trouvait à Schleissheim pour une fête *en gala* à l'occasion du jour de naissance de la princesse Violante. Je m'y suis rendu aussitôt et suis arrivé au château avant le souper; j'ai encore eu le temps de remettre à Leurs Altesses Électorales les lettres de Sa Majesté. L'Électeur daigna m'embrasser amicalement et me dit : « *Quelles nouvelles?* » — *Ego :* « *D'aussi bonnes que Votre Altesse Électorale pourrait souhaiter.* » — *Ille:* « Qu'y a-t-il de décidé pour la *campagne* et le *commandement?* » — Je résumai en quelques mots l'*intention* et la *résolution* de S. M. l'Empereur. — *Ille :* « Aura-t-on assez de troupes pour partager l'*armée* en deux, en cas que l'on n'attaque pas Belgrade? » — *Ego :* « On partagera tout ce qu'on aura. » — *Ille :* « Le duc (de Lorraine) voudra-t-il rester sur la Save avec aussi peu de monde? » —*Ego:* « Votre Altesse Électorale n'a pas à s'inquiéter de cela, puisqu'on lui laissera le choix de l'*armée* qu'elle voudra *commander*. » — *Ille :* « Je pourrais bien ne pas y trouver mon compte. » —*Ego :* « L'Empereur serait heureux de *contenter* Votre Altesse Électorale et de faire tout ce que la *raison de guerre* exigera. » J'ajoutai : « Mayr reviendra bientôt. » — *Ille:* « Je n'ai rien à apprendre de lui que vous ne m'ayez dit. » — Il ajouta : « Nous en reparlerons plus tard. » Et l'on se mit à table. Il y avait plus de soixante personnes, dames et *cavalieri*. Je fus assis à la droite de la comtesse de Paar, qui avait à sa gauche le prince Égon de Fürstenberg. Après quelques propos indifférents, elle me dit que je devrais faire en sorte que l'Électeur ne fît pas la prochaine *campagne*. — *Ego :* « Je n'ai pas la *présomption* de

le faire aller ou rester, mais je dois suivre les instructions de l'Empereur. » — *Illa :* « La cour impériale ne tient pas à ce qu'il y aille, et vous pouvez l'empêcher. » — *Ego :* « J'ai été nommé *commissarius* pour cette campagne ; il m'est donc impossible de négocier dans un sens opposé. » — *Illa :* « L'horoscope de l'Électeur prédit des malheurs, et l'on aurait été satisfait, du côté de l'Empereur, qu'il n'allât point à la guerre. » — *Ego :* « Je n'ai jamais entendu rien de semblable, et je sais Son Altesse Électorale trop *généreuse* pour croire à des superstitions astrologiques. » — *Illa :* « Cela est pourtant, et il n'aura tenu qu'à vous d'empêcher un malheur, s'il arrive par la suite. » — *Ego:* « Un serviteur ne peut jamais faillir lorsqu'il suit exactement les ordres qu'il a reçus : Dieu, qui a protégé Son Altesse Électorale pendant cinq campagnes, le protégera encore ; il faut avoir confiance en sa toute-puissance. » — Elle n'ouvrit plus la bouche. Après le dîner, j'ai communiqué à l'Électeur la jolie *proposition* que la comtesse de Paar m'avait faite. *Ille :* « Il est certain qu'elle ne me verrait pas partir avec plaisir. » — *Ego :* « Le plus piquant est l'argument tiré de l'horoscope. » — « Ce sont des plaisanteries », dit-il en souriant, et s'en alla. L'Électeur a paru soucieux tout le dîner : à ceux qui lui demandaient pourquoi, il répondait qu'il était enrhumé. On a dansé jusqu'à quatre heures. Quant à moi, je me suis retiré de bonne heure...

Le lendemain 20, Kaunitz, étant rentré en ville, fut pris d'une douleur au pied qui l'empêchait de marcher : il fit demander au grand chambellan une heure d'audience et ne reçut pas de réponse; il se fit conduire au palais et attendit dans l'antichambre de l'Électeur, qui ne l'entretint qu'à sept heures du soir...

...Je le priai, *præmissis curialibus,* de me dire ce qu'il avait résolu pour la campagne, afin que je pusse prévenir Sa Majesté et

obtenir d'elle les ordres nécessaires. — *Ille :* « En ce qui touche le *commando,* puis-je compter sur ce que vous m'avez dit hier? » — *Ego :* « Sans aucun doute. » — *Ille :* « J'ai pourtant vu des lettres d'un *ministre* impérial fort *accrédité* qui assurent qu'il est absolument impossible de marcher sur Belgrade et de faire deux armées : il pourrait arriver que l'on fût réduit à se cantonner dans des villages entre la Save et la Drave pour empêcher l'ennemi de passer la Save; ce n'est pas un *commando* digne d'un électeur ou d'un duc de Lorraine: on finira par réunir les deux armées et ne faire qu'une *opération.* » — *Ego :* « Je doute que ce ministre soit mieux informé que l'Empereur, qui m'a seul *accrédité* auprès de Votre Altesse Électorale, *in hoc negocio :* je ne puis m'empêcher de penser que si Sa Majesté était informée de ces doubles *négociations,* elle en serait fort mécontente. La *réputation* de Votre Altesse Électorale est *engagée :* si elle a ses raisons pour ne pas faire la *campagne,* je n'ai rien à dire, si ce n'est qu'elle avait promis de main et de bouche de la faire. » — *Ille :* « J'ai promis d'aller à Vienne : quant à la *campagne,* si j'ai mes raisons pour ne pas la faire, qu'a-t-on à dire? » — *Ego :* « Si Votre Altesse Électorale a des raisons que j'ignore, je n'ai rien à dire; mais le monde dira qu'elle a une *faiblesse,* et qu'elle a donné *dans le panneau* de l'horoscope. » — *Ille :* « Personne ne le croira. » — *Ego :* « Il sera difficile d'enlever cette opinion à ceux qui l'auront : en tout cas, on n'aura rien à reprocher à l'Empereur. » — *Ille :* « Ainsi vous croyez ma *réputation* engagée? » — *Ego :* « Au plus haut degré. » — L'Électeur me congédia alors, en me disant qu'il y songerait et me ferait connaître sa réponse.

Pendant les deux jours qui suivent, Kaunitz sort difficilement de chez lui. Il logeait chez le valet de chambre de l'Électeur, un Français nommé Châteauneuf, qui arrivait de Paris avec une cargaison de modes nouvelles : l'Électrice et les princesses viennent chez lui incognito pour

voir les étoffes et les dentelles. Kaunitz rencontre encore l'Électeur, sans pouvoir rien tirer de lui; il lui parle du courrier qu'il avait rencontré en venant et remarque que l'Électeur rougit :

...Je ne doute pas que sa réponse ne dépende du retour de ce courrier et des nouvelles qu'il lui rapportera du ministre dont j'ai déjà parlé. Je ne puis croire que ce dernier agisse *cum scitu et consensu Augustissimi;* il n'en est pas moins fatal aux négociations dont je suis chargé, et bien malheureux pour moi, que l'on permette de nouer ainsi des intrigues par le moyen d'une femme, au détriment des intérêts de Sa Majesté et pour le discrédit de ses envoyés officiels... Si l'Électeur ne fait pas la campagne, on peut s'attendre aux *pessimas sequelas*... S'il ne vient pas à Vienne... il faut considérer l'éventualité d'un voyage beaucoup plus éloigné et plus dangereux. (En France sans doute.) Pour l'empêcher, il faudrait se débarrasser des mauvaises gens. *Hic labor, hic opus est, sed neque de hoc desperandum :* mais cela ne peut s'écrire, et, si le cas se présente, je devrai revenir au plus vite... pour apporter à l'Empereur mes informations... Je vois peu de gens capables de servir et beaucoup capables de nuire : que peut-on espérer d'une femme comme celle-là, qui a mangé un *capital* supérieur à 300,000 fl., n'a aucun moyen de continuer son train de dépense, et cherche par conséquent des ressources *per fas et nefas?* Elle a correspondu avec le prince Égon et maintenant ne le quitte pas. Villars a aussi souvent avec elle de longs *discursus* et a plus souvent des secrets à lui dire. Le P. Benfati a *recours* à elle pour le mariage de Florence : tous les *Savoyards* lui font la *cour*. Le grand chambellan (Berkheim), Leydel et bien d'autres m'ont confié qu'ils ne doutaient pas que la France n'eût la main dans le jeu, et que cette femme ne fût l'*instrument* du ministre en question. Jusqu'au jour de son arrivée ici, le voyage de Hongrie ne faisait pas de doute. Que Villars

ne soit pas favorable à ce voyage, qu'il craigne que nous ne mettions l'Électeur dans une meilleure voie, cela est tout naturel; mais que des ministres et des sujets de Sa Majesté, *sive bona, sive mala intentione, directe vel indirecte,* se mêlent de seconder les vues de la France, je ne puis pas le comprendre : pour un million, je ne voudrais pas agir comme ce *ministre,* comme cette comtesse de Paar qui *négocie palam ad mentem dicti ministri contra Cæsaris intentionem.*

La fin de la dépêche est consacrée à l'exposé des soucis de Kaunitz, de ses souffrances, de son découragement. Si l'Empereur n'agit pas vigoureusement, les intrigues de la comtesse de Paar réussiront, l'Électeur n'ira pas en Hongrie, et Kaunitz demande à être promptement relevé d'une mission qu'il ne pourrait utilement conserver ni pour le service de l'Empereur, ni pour ses propres convenances.

Kaunitz ne se trompait pas : la comtesse de Paar avait conseillé à l'Électeur de ne pas faire la campagne de Hongrie; elle avait fait agir mademoiselle de Welen dans le même sens, et celle-ci avait écrit à Max-Emmanuel qu'elle lui « défendait expressément de partir, et qu'elle se jetterait dans un couvent pour n'en sortir de sa vie s'il partait ». Villars, de son côté, lui affirmait que sa réputation militaire était trop bien établie pour souffrir du refus de faire une campagne annoncée : l'Électeur, paraissant céder à ces influences, fit déclarer à Kaunitz qu'il n'irait pas en Hongrie.

Kaunitz prit cette déclaration au sérieux et fut au désespoir. La résolution de l'Électeur ne devait pourtant pas résister à la tentation d'un commandement en chef. Le

bruit vrai ou supposé d'une maladie du duc de Lorraine s'étant répandu six jours après cette déclaration, il envoya son premier chambellan dire à Kaunitz qu'il s'offrait pour remplacer le chef de l'armée impériale. Cette évolution n'était pas la dernière; quelques jours n'étaient pas passés que le départ pour la Hongrie était encore ajourné : l'Électeur avait eu vent que la maladie de son rival avait été supposée pour lui arracher son consentement; il avait envoyé à Vienne un officier de confiance pour savoir la vérité, et, en attendant, retirait sa parole. Kaunitz se découragea; il repartit pour Vienne le 12 juin : en arrivant, il résuma ses impressions dans un rapport à l'Empereur où il exhala son mécontentement contre tous ceux qui avaient circonveuu l'Électeur et l'avaient rendu méconnaissable. Villars n'est pas oublié; on lira sans doute avec intérêt la traduction de cette lettre :

Vienne, 16 juin 1688.

Votre Majesté Impériale n'ignore pas le triste état des affaires à la cour électorale de Bavière : pour lui en donner une *idée* complète, je dois d'abord lui parler de l'Électeur et avouer que je ne le reconnais plus. Quand je me rappelle sa délicatesse de conscience, sa susceptibilité sur le *punctum honoris;* aujourd'hui, il traite tout *cavalièrement,* il n'a pas craint de m'offrir, lorsque je lui reprochais d'avoir manqué à sa *parole,* de m'attester par écrit qu'il m'avait promis le contraire. J'ai le regret de dire qu'on ne peut plus le croire et encore moins lui rien confier, car un *secretum* ne serait pas gardé. Il est si *volage* que, même après avoir pris une bonne résolution, je ne jurerais pas qu'une fois le dos tourné, il ne changeât pas en deux heures, sous l'influence des mauvaises gens *utriusque sexus* qui l'entourent jour et nuit. Et

il en sera ainsi tant que ces gens ne seront pas *éloignés*, ce qui est plus à souhaiter qu'à espérer. Leidel, qui a peur de perdre sa place, ne voit d'autre remède qu'un message de Votre Majesté. Berkheim est du même avis; celui-ci reprend de la force : il a rempli le conseil de *ses créatures*, et je crois que Leidel pourrait bien être remplacé par Wampel, si l'hostilité entre Leidel et Berkheim continue. Il m'a *de novo* assuré de sa *dévotion* envers Votre Majesté et m'a répondu de celle de Wampel. Il n'y a aucune apparence que Schmidt reprenne sa situation, car ce serait montrer trop *aperte* quel est le but que l'on poursuit. Berkheim approuve que l'Électeur ne fasse pas la campagne et affirme pourtant qu'il n'y a aucun *impegno bistato* avec la France. Lui et Leidel pensent que l'Électeur, après avoir été entraîné dans une mauvaise voie, pourra de même être ramené dans la bonne : j'aurais plus de confiance dans la *sincérité* de Leidel, mais son *pouvoir* est faible. Schmidt a de fréquentes conférences avec l'Électeur : il lui a communiqué le traité de son père avec la France. Villars a reçu la *liste* des principaux *banchieri* d'Augsbourg et s'est rendu dans cette ville; comme le crédit personnel dont il dispose n'est pas très-élevé et qu'un seul banquier y suffit, il est évident qu'il s'agit du payement des *arrérages;* si cela est, un *engagement* avec la France est imminent, car le Roi a souvent déclaré que sans alliance il ne payerait pas une *obole*. On dit dans le public que ces traités *éclateront* dans deux ou trois mois; ce qui est certain, c'est que, *de præsenti*, il n'y a rien de conclu.

Les causes principales de la résolution qu'a prise l'Électeur de ne pas aller en Hongrie, autant que j'ai pu les *pénétrer*, sont : premièrement la comtesse de Paar, et sa *négociation accréditée* par une lettre d'un des principaux ministres; secondement Schmidt, qui a offert à l'Électeur de remettre *in integrum* ses affaires bien troublées, à condition qu'il ne sortirait pas du pays... Votre Majesté peut juger par là de tout le tort que la comtesse de Paar a fait à son service : car le voyage de Hongrie eût été le plus sûr

moyen de soustraire l'Électeur à l'influence française, de le remettre dans le bon chemin et de conduire à bonne fin les importantes affaires qui le concernent, lesquelles, après avoir été bien *incaminata,* sont aujourd'hui tout à fait *incagliata.* Je n'augure rien de bon des intentions qu'on lui prête de faire le voyage de Paris, ni du commerce qu'elle entretient avec des gens *suspects,* tels que le prince Égon de Fürstenberg... Lorsque la nouvelle de la maladie du duc de Lorraine parvint à Munich, l'Électeur s'était décidé à faire la campagne et m'en avait informé par son grand chambellan. Celui-ci m'avait à peine quitté, que la résolution était modifiée : on m'a assuré que, dans l'intervalle, des lettres avaient été échangées avec la comtesse de Paar par l'intermédiaire du comte... comme le jour où elle avait pris médecine et où dix-sept messages ont été signalés.

Le lettre se termine par un long exposé des fatigues de Kaunitz et des raisons pour lesquelles il supplie l'Empereur de lui confier une autre mission.

Cependant l'aide de camp était de retour, disant que le duc de Lorraine n'était qu'indisposé et serait bientôt en état de prendre son commandement. L'Électeur maintient qu'il n'ira pas en Hongrie et défait ostensiblement ses équipages : Kaunitz, revenu à Munich, est éconduit et part pour Cologne, où l'appellent la mort de l'archevêque et la grave affaire de l'élection de son successeur. La cour de Vienne comprit qu'il n'y avait plus à hésiter : elle envoya à Munich le comte Strattmann lui-même, avec la mission de donner à l'Électeur toutes les satisfactions qu'il désirerait. L'Électeur demanda le commandement en chef de l'armée, quel que fût l'état de santé du duc de Lorraine, et l'appareil nécessaire au siége de Belgrade. Strattmann accorda tout, mais

exigea que Villars n'accompagnât pas l'Électeur; Villars était depuis six mois la cause de toutes les difficultés; il avait fait échouer le mariage de la princesse avec le roi de Hongrie, il avait inspiré toutes les résistances de l'Électeur : l'Empereur ne souffrirait pas sa présence sur son territoire.

Max-Emmanuel, au comble de ses vœux, sacrifia sans hésiter son compagnon de guerre et de plaisir; il voulut au moins lui laisser ses illusions, et, avant de partir pour Vienne, il lui remit deux lettres autographes pour Louis XIV : la première, qui s'est conservée [1], est l'exposé des circonstances qui lui faisaient un devoir d'accepter le commandement de l'armée impériale et l'obligeaient à éloigner momentanément Villars de sa personne; elle se terminait par les assurances assez banales de la reconnaissance qu'inspiraient à l'Électeur les offres considérables du Roi, et du désir qu'il éprouvait de s'attacher à ses intérêts. La seconde lettre s'est perdue, mais, d'après l'analyse que Villars en donne au Roi le 14 juillet, elle aurait été plus explicite :

J'ay si bien fait que j'ai tiré de l'Électeur plus que je n'aurois prétendu si l'Empereur ne s'estoit opposé à l'envie qu'avoit ce prince de me mener avec luy. Car il vient de me donner une lettre écrite comme de sa main, qui, hors un traité avec Votre Majesté, est, ce me semble, ce qu'on peut désirer de plus fort. Je ne l'envoye point à Votre Majesté, parce que ce prince m'a prié de ne la point exposer au hazard des voyes ordinaires, et de la rendre moy-mesme, si Votre Majesté me permet de m'en aller

[1] Nous en donnons le texte, *Mémoires de Villars*, t. I, p. 149. Elle est datée du 5 juillet 1688.

faire un tour en France; mais en substance il s'engage à Votre Majesté de ne faire aucun traitté avec l'Empereur, et proteste que celui qu'il a présentement n'est que pour cette année. Il prie Votre Majesté de me renvoyer icy dez qu'il y sera de retour, sous le prétexte des complimens sur le mariage de la Princesse sa sœur; engage sa parole de traitter pour lors solidement avec Votre Majesté. L'Électeur a consulté cette lettre avec le chancelier Schmit, avec lequel il a voulu que j'eusse aussi plusieurs conférences. Et le dit chancelier qui par l'intérest de son maistre et par le sien désire tant qu'il se rapproche de Votre Majesté ne croyoit pas que nous peussions tant tirer, et conseille à l'Électeur d'oster autant qu'il luy sera possible toutes sortes d'ombrages à la cour de Vienne, jusques à ce que sa personne et ses troupes soient de retour en Bavière.

Quelques jours après, l'Électeur se mettait en route, non sans s'être fait précéder à Vienne par Sanfré, chargé de voir mademoiselle de Welen, de l'amener à approuver son départ pour la Hongrie et de lui dire que son intention était de la faire venir à Munich après la campagne et de l'y établir pour toujours. Villars accompagna l'Électeur jusqu'à Passau, où il prit congé de lui. Max-Emmanuel s'embarqua sur le Danube, heureux d'aller recevoir son premier commandement, et la tête pleine de rêves de gloire : Villars partit pour la France, non moins satisfait des résultats de sa première campagne diplomatique.

L'accueil qu'il reçut à Versailles fut de nature à le confirmer dans la bonne opinion qu'il avait des effets de sa mission. Le Roi lui dit : « Je vous savais brave homme, mais je ne vous savais pas si bon négociateur. » Madame de Maintenon lui fit de grands compliments, madame de

Sévigné parla de lui dans ses lettres [1] ; il fut des comédies intimes de Saint-Cyr et des voyages de Marly, honneurs fort recherchés. Il eut en outre des satisfactions plus solides : le Roi promit de le renvoyer à Munich avec une mission officielle, et lui donna la charge de commissaire général de la cavalerie.

Louis XIV partageait les illusions de Villars; il avait considéré les deux lettres de l'Électeur comme des engagements [2], et ne doutait pas qu'au retour de Hongrie Max-Emmanuel ne conclût avec lui, sur les bases déjà ébauchées, un traité en bonne forme. Se croyant assuré de cette alliance, il s'appliqua avec ardeur et confiance à poursuivre ses projets sur le Rhin. Nous n'avons pas à refaire l'histoire très-connue des « réunions » et de la rupture de 1688. Nous n'avons pas davantage à suivre l'Électeur au siége de Belgrade. On sait qu'il s'y couvrit de gloire. Cette opération était de celles qui convenaient à ses qualités : il n'y fallait que de la bravoure. « Les Turcs, dit Villars dans ses Mémoires, très-ignorants en ce qui regarde la science de

[1] « Le jeune Villars est revenu d'Allemagne, où il a fort bien fait pour les négociations. » (Sévigné à Bussy, 26 août 1688.)

[2] Il avait répondu à la lettre du 5 juillet par l'autographe suivant :

« Mon frère, j'apprens par vostre lettre du 5e de ce mois la résolution que vous avez prise d'aller commander les armées de l'Empereur en Hongrie. Et quoyque l'affection que j'ay pour vous m'eust fait souhaiter qu'après cinq campagnes qui vous ont acquis beaucoup de réputation, vous eussiez suivy le dessein que vous aviez de donner celle-cy au bien de vos Estats et à la part que je prens à votre conservation, je ne prétends point vous détourner d'aller encore acquérir de la gloire; et comme je n'ay tenu le marquis de Villars auprès de vous que pour vous marquer mon estime, je ne lui donne point d'autre ordre aussy que de faire ponctuellement ce que vous désirerez et de vous bien assurer de la parfaite satisfaction que j'ay des bons sentiments que vous me témoignez. Sur ce, etc. »

Copie P. V.

la guerre, ne défendent leurs places que par leur seule valeur : ils ne font aucun cas des chemins couverts ni de tout ce que l'art a fourni à nos ingénieurs... Ils ne comptent que sur le rempart et le défendent le sabre à la main jusqu'à la dernière extrémité. » A Belgrade, ils ne manquèrent pas à leurs traditions d'imprévoyance et de bravoure, mais ils avaient affaire à un adversaire qui ne leur cédait en rien en courage : ce fut aussi le sabre à la main que Max-Emmanuel attaqua les janissaires et qu'il emporta la place. « Vous ne serez pas fâché d'apprendre la prise de Belgrade, écrivait-il à Villars, le 12 septembre, et de savoir que je l'ai emportée du premier assaut et que j'y suis entré par la brèche. »

Quand il rentra dans ses Etats, couvert de lauriers, enivré de succès, il y trouva les félicitations de toute l'Europe catholique que semblait animer comme un souvenir des croisades : de tous les points arrivaient à Munich des lettres d'évêques, d'archevêques, de cardinaux, célébrant le vainqueur des infidèles. Parmi tous ces témoignages d'admiration l'on remarquait une lettre du Pape, dont les subsides avaient contribué à l'armement des troupes chrétiennes [1]. Mais l'esprit des croisades animait moins Innocent XI que la haine de Gibelin qu'il portait à Louis XIV. En même temps qu'il écrivait à l'Électeur pour le féliciter de sa victoire, il écrivait à l'empereur Léopold pour l'engager à faire la paix avec le Turc et à tourner ses armes contre l'ennemi commun de tous les trônes. Cette lettre était un

[1] Les originaux de toutes ces lettres sont conservés aux archives de la cour et de l'État à Munich.

long réquisitoire où étaient énumérés les griefs du Saint-Siége et de l'Europe contre le Roi : les conquêtes, les « réunions » en Alsace et en Lorraine, l'ingérence en Italie, l'affaire des « franchises », la menaçante ambassade de Lavardin, et jusqu'aux dragonnades, cause de tant de « sacriléges » et de « profanations ». — « Loin de nous réjouir des conversions forcées, écrivait le Pape, nous en avons gémi, nous en avons pleuré ». Et rappelant qu'il avait porté l'épée avant de porter la tiare, il ajoutait : « S'il m'est permis de ressentir encore dans mon cœur quelque étincelle de ce premier feu, étant encore homme comme je suis, j'ose dire que la guerre contre la France est le seul moyen prompt et efficace pour la porter à faire raison à toute l'Europe d'une partie des torts et injustices qu'elle a faits[1]. »

Cet appel aux armes, imprimé et répandu dans toute l'Europe, n'y avait eu que trop d'écho : partout la politique violente et agressive de Louvois avait soulevé des mécontentements et fomenté des haines qui n'attendaient qu'une occasion pour éclater. A l'heure présente, pourtant, Louvois ne voulait pas la guerre; son éminent historien l'a démontré : « On ne saurait trop le redire, écrit M. C. Rousset (IV, 118), la guerre n'était ni dans les projets de Louis XIV, ni dans ceux de Louvois » ; leurs efforts tendaient à transformer en paix perpétuelle la trêve de vingt ans signée à Ratisbonne; ils attendaient de la paix le développement

[1] L'original de cette lettre ne s'est pas retrouvé aux archives de Vienne, mais nous possédons un exemplaire de la traduction française qui fut faite et imprimée sur feuille volante en 1688 pour être répandue en Europe.

des conséquences du traité de Nimègue; mais l'Europe ne croyait pas à cette modération tardive, et, il faut bien le reconnaître, de nombreuses fautes de détail semblaient justifier ses défiances. Ce n'est pas que nous songions à reprocher à Louis XIV l'extension normale du territoire français et l'annexion de l'Alsace; c'est, au contraire, à nos yeux, le mérite patriotique et l'honneur de son règne d'avoir donné à la France les frontières nécessaires à sa sécurité : la neutralité de Strasbourg était une chimère; l'histoire impartiale dira que son indépendance était un danger pour la France; elle relèvera les ménagements infinis dont Louis XIV l'a entourée avant de la détruire, par un acte pacifique et nécessaire dont l'indestructible attachement des Alsaciens pour la France a démontré la légitimité. Mais ce grand acte et ce grand devoir de souverain accomplis, la prudence la plus élémentaire conseillait de ne pas en exagérer la portée, de tout faire pour persuader à l'Europe inquiète qu'il marquait le dernier terme de la conquête, de ne rien négliger pour calmer les défiances, pour regagner la sympathie des États secondaires qui composaient la clientèle de la France. Loin de suivre cette politique prudente et avisée, Louis XIV, sous l'inspiration violente de Louvois, et malgré les efforts modérateurs de madame de Maintenon, semblait avoir pris à tâche de se créer partout des ennemis. Il n'y avait si petit État en Europe qu'il n'eût froissé, moins par désir de conquête que par esprit de domination et de prépotence : le duc de Savoie, les princes italiens, le Pape, par l'occupation de Casal, par une ingérence quotidienne dans les affaires de la régence

de Madame Royale, par l'injustifiable querelle des franchises, par le bombardement de Gênes; les princes allemands et jusqu'au roi de Suède par ses prétentions sur le Palatinat, Luxembourg, le bas Rhin; enfin il jetait un défi à toute l'Europe en mettant le siége, sans déclaration de guerre, devant Philippsbourg et Kaiserslautern. Il avait, il est vrai, l'intention sincère de rendre ces villes à la paix, et même d'y ajouter Fribourg démantelée; il le déclarait hautement; mais pouvait-il raisonnablement espérer que ses déclarations seraient acceptées, qu'elles suffiraient pour désarmer ses ennemis et les amener à laisser échapper les chances favorables que leur offrait l'état de l'Europe mécontente et de la France affaiblie par la persécution religieuse? Il est difficile de croire à une confiance aussi naïve. Une illusion pourtant restait à Louis XIV : celle que Villars lui avait fait partager; il croyait à l'alliance de l'électeur de Bavière, il comptait sur Max-Emmanuel pour faire une puissante diversion au cœur même de l'Empire et déconcerter la coalition qui se préparait. Aussi, à peine la prise de Belgrade eut-elle laissé l'Électeur libre de rentrer dans ses États, que Louis XIV donna l'ordre à Villars de retourner à Munich, et cette fois avec le caractère officiel d'envoyé extraordinaire et les pouvoirs nécessaires pour traiter d'une alliance positive.

Villars reçut ses instructions à Versailles le 21 septembre et se mit en route immédiatement. Dès ses premiers pas hors de la frontière, il put s'apercevoir des grands changements qui s'étaient opérés dans l'opinion européenne et mesurer l'étendue des difficultés qui l'attendaient. Le mani-

feste du 26 septembre, par lequel Louis XIV avait annoncé à l'Empire l'occupation par ses troupes de la rive gauche du Rhin jusqu'à Mayence, avait soulevé les colères prêtes à éclater. Il n'y avait pas de sécurité pour un voyageur français sur les terres allemandes. Villars dut faire un détour par la Suisse, l'Italie et le Tyrol : encore ne put-il traverser ce dernier pays qu'à la faveur d'un déguisement et en usant de stratagèmes. Il n'arriva à Munich que le 17 ou le 18 octobre, deux heures après le retour de l'Électeur; le jour même, il était admis à lui faire sa cour. La première partie de ses instructions était facile à remplir : il s'agissait de féliciter le vainqueur de Belgrade de la gloire qu'il avait acquise et d'exprimer la part que le Roi avait prise à ses succès. La seconde partie était plus délicate et lui réservait de pénibles surprises. Rappelons, en quelques mots, la situation des affaires qu'il avait à traiter.

La plus grave était l'affaire de Cologne. Le chapitre, convoqué le 19 juillet pour élire l'archevêque, n'avait pu se mettre d'accord : le scrutin n'avait donné aucun résultat; le cardinal de Fürstenberg avait obtenu 13 voix, et le prince Clément de Bavière, 9; or, pour être « postulé », il fallait les deux tiers des votes, soit 16 voix. L'élection étant manquée, la nomination de l'archevêque revenait de plein droit au Pape; mais le Pape, c'était Innocent XI, l'ennemi de Louis XIV, alors en guerre ouverte avec Lavardin, répondant par des excommunications aux réquisitions des « gens du Roi ». Louis XIV, sentant, un peu tard, la faute qu'il avait commise en se l'aliénant gratuitement, avait cherché à se rapprocher de lui : il avait envoyé auprès de

Sa Sainteté, en mission secrète, sous un nom d'emprunt, Chamlay, porteur de propositions conciliantes. Innocent XI avait sèchement refusé de recevoir l'agent secret; le Roi avait répondu par une lettre menaçante; le Pape avait répliqué par la nomination de Clément de Bavière à l'archevêché de Cologne. Dès le 4 septembre, Max-Emmanuel, encore à Vienne, avait annoncé officiellement à Louis XIV la nomination de son frère. Le prince, quoique âgé de dix-sept ans seulement, s'était hâté de revêtir les insignes épiscopaux et de prendre le titre d'électeur.

Villars avait pour mission d'obtenir de Max-Emmanuel que son frère renonçât à l'électorat de Cologne et se contentât d'être le coadjuteur du prince de Fürstenberg. Il devait, en outre, reprendre officiellement les négociations officieuses interrompues par la campagne de Hongrie et conclure avec l'Électeur une alliance offensive et défensive dirigée contre la maison d'Autriche, et qui stipulerait en faveur de la maison de Bavière les avantages que nous avons énumérés plus haut.

Ainsi, comme premier témoignage de l'intérêt qu'il portait à l'agrandissement de la maison de Bavière, le Roi exigeait de Max-Emmanuel l'abandon d'un électorat qu'il considérait comme un apanage de sa famille; à ce prince allemand, gagné à la cause germanique par la récente fraternité du champ de bataille, enivré de succès acquis à la tête des armées impériales, comblé d'honneurs et de flatteries par la cour de Vienne, certain d'avoir un commandement considérable dans la guerre qui se préparait, il offrait de se séparer avec éclat de ses compagnons d'armes

et de se tourner avec lui contre l'Empire, au moment où, par l'invasion du Palatinat, il menaçait et froissait non-seulement la maison d'Autriche, mais l'Empire tout entier et la nation allemande tout entière. La tentative était condamnée d'avance, et Villars s'en aperçut aux premiers mots : « L'Électeur m'a parlé du siége de Philippsbourg, écrit-il le 19 octobre au Roi, comme un homme qui arrive de Vienne; il m'a prié d'abord de considérer qu'il est électeur. » Malgré tous les efforts de l'envoyé de France, malgré la peine qu'il se donna pour convaincre son interlocuteur des intentions pacifiques du Roi, pour lui persuader qu'en se déclarant pour la France il assurerait le maintien de la paix et éviterait à l'Empire les horreurs de la guerre, Max-Emmanuel resta incrédule et réservé. Un jour seulement il parut ébranlé; il avait appris la chute de Philippsbourg, le passage du Rhin par Montclar et les incursions de Feuquières en Franconie. Le pays était dégarni de troupes, l'armée bavaroise étant encore sur la route de Hongrie; les populations de la Bavière étaient dans la terreur; la cavalerie de Feuquières avait poussé des partis jusqu'à Donauwerth, rançonnant les villes, levant pour plus de 2 millions de contributions en quinze jours. Max-Emmanuel parut écouter plus attentivement Villars; il chargea Schmidt, Mayr et Wampel de se réunir en secret et de lui faire un rapport sur la situation. Mais Villars ne se faisait pas d'illusion : il engageait le Roi à pousser ses avantages, à contenir par la terreur une cour qui paraissait décidée à ne pas se donner : « Rien ne saurait être plus avantageux pour les intérêts de Votre Majesté, écrivait-il,

que de faire avancer ses troupes... ; toute la Bavière est dans une épouvante terrible : ces peuples-ci sont naturellement fort timides : il fallut faire des défenses publiques, dans le plat pays, de ne plus parler de l'approche des Français, craignant que la terreur ne commençât à faire fuir ces gens-là. Ceux qui viennent d'Ulm disent publiquement que si les troupes de Votre Majesté s'en approchent, on leur portera les clefs. » Villars conseillait de prendre Ulm : « de là on peut faire contribuer une prodigieuse étendue du pays » ; il engageait le Roi à se hâter, l'Électeur ayant 4,500 hommes au plus à opposer à ses armées.

Ce conseil ne fut pas suivi : on conservait des illusions à Versailles ; on espérait encore attirer l'Électeur ou tout au moins obtenir sa neutralité, et l'on ne voulait lui donner aucun prétexte de rupture. Le Roi, ou plutôt Croissy, dans ses dépêches, multipliait les arguments, les propositions et les expédients, faisant agir la Dauphine, offrant à l'Électeur d'être le médiateur de la paix entre la France et l'Empire, l'appelant à la défense des intérêts catholiques menacés par l'entreprise du prince d'Orange en Angleterre et la ligue conclue à Magdebourg entre les princes protestants d'Allemagne : un jour, il lui offrait la main de l'infante de Portugal pour le prince Clément ; un autre jour, il proposait au prince de le reconnaître comme électeur de Cologne s'il consentait à laisser l'administration de ses États pendant quinze ans au cardinal de Fürstenberg contre l'abandon du tiers de leur revenu ; il invoquait tour à tour les intérêts de la maison de Bavière, ceux de l'Empire, ceux de l'Église, cherchant à démontrer qu'il les connaissait mieux que

l'Électeur, que l'Empereur et le Pape[1]. Tout fut inutile : la cavalerie de Feuquières s'était éloignée ; remis de ses émotions, l'Électeur ne se laissa pas toucher par l'éloquence de Villars et resta insensible à des propositions qui, sous leurs formes diverses et successivement atténuées, se ramenaient pourtant toutes à ces deux termes : l'abandon des droits de son frère et l'oubli de ses devoirs d'électeur. Il ne songea plus qu'à gagner du temps et à négocier avec l'Autriche aux conditions les plus avantageuses.

La cour de Vienne avait vu avec un grand déplaisir le retour de Villars à Munich; elle lui attribuait toutes les difficultés qu'elle avait rencontrées auprès de l'Électeur au printemps précédent, et craignait le renouvellement des mêmes scènes. Elle ne se trompait qu'à demi : la présence de Villars ne pouvait pas modifier les intentions déjà arrêtées de l'Électeur, mais elle devait lui servir, comme la première fois, à arracher à l'Empereur des concessions qu'il n'était pas disposé à accorder. Kaunitz fut de nouveau chargé de la négociation : il arriva à Munich, le 10 novembre, très-mécontent. Ayant rencontré Villars le jour même, il lui dit « qu'il n'aurait pas manqué de venir chez lui, mais que la conjoncture présente ne permettait pas ces honnêtetés-là ». — « Je lui répondis, écrit Villars, qu'il était nécessaire qu'il m'apprît ces difficultés-là, et que, pour

[1] « L'Électeur a dit, écrit Villars au Roi, le 24 novembre, que tout l'Empire était uni, que c'était une grande entreprise de vouloir se déclarer contre lui... ; il me prie de croire qu'il fait tout le cas qu'il doit de l'honneur, de l'amitié de Votre Majesté; mais que l'Empire attaqué et l'élection légitime de son frère, que Votre Majesté ne veut point laisser tranquille, sont de très-grands obstacles à faire ce qu'il avait résolu il y a trois semaines. » A. E.

moi, je n'y aurais pas songé; que nous étions accoutumés à faire des honnêtetés à nos ennemis, même à la tête de nos escadrons, et que, dans une cour tranquille, je n'en avais oublié aucune, mais que je réglerais ma conduite sur la sienne. » Leurs relations en restèrent là; ils n'avaient d'ailleurs rien à traiter ensemble : leur champ de bataille était l'esprit flottant de l'Électeur, dont, chacun de leur côté, ils avaient à entraîner les décisions. Placé entre leurs sollicitations contraires, Max-Emmanuel recommença le manége qui lui avait déjà réussi au printemps, allant de l'un à l'autre, mettant ses services à prix et sa fidélité aux enchères.

Il débuta pourtant par des rebuffades : à son premier entretien avec Kaunitz, prenant à la lettre le mot de « médiateur » qui se trouvait dans une des dépêches du Roi, il offrit ses bons offices, sa « médiation » pour le rétablissement de la paix entre la France et l'Empire. Kaunitz reçut fort mal cette communication et s'étonna que Max-Emmanuel eût consenti à s'en charger; l'Électeur s'en plaignit à Villars, qui, à son tour, le prit d'assez haut et dit que le Roi en écrivant le mot de « médiateur » n'avait voulu que lui donner une preuve de son estime et « éviter à l'Empire une guerre dont Sa Majesté n'était guère embarrassée ». L'Électeur prit sa revanche le lendemain en faisant communiquer à Kaunitz les conditions auxquelles il consentirait à traiter avec l'Empereur. Elles étaient exorbitantes : Schmidt, Mayr et Wampel étaient chargés de les discuter avec l'envoyé impérial; ils avaient déjà reçu la mission d'étudier les propositions du Roi; autrement dit,

ils devaient éconduire lentement Villars et extorquer à Kaunitz le plus de concessions possible.

Les trois conseillers du maître jouèrent leur personnage à son entière satisfaction, prodiguant des deux côtés les protestations contradictoires, multipliant les démarches mystérieuses et les entretiens secrets[1]. La première partie de leur programme était la plus facile et fut rapidement exécutée : dès le 25 novembre, Villars recevait sans étonnement, sinon sans dépit, une déclaration écrite, dans laquelle l'entente ultérieure était subordonnée à la « médiation » de l'Électeur et à la reconnaissance du prince Clé-

[1] On lira peut-être avec curiosité le premier billet par lequel Schmidt invitait Villars à l'une de ces conférences secrètes :

« Son Excellence!

« Excellentiæ Vestræ humiliter significo, à Serenissimo Electore Dño meo clementissimo me hodiè accepisse mandatum, ut cum Dño Collega meo Marco di Mair super iis, quæ nomine Christianissimæ Regiæ Majestatis à Sua Excellentia proposita sunt, oretenus conferrem : hæreo quidem gravi catharro domi detentus, nihilominus nos ambo deputati Vestræ Excellentiæ ad libitum remittimus, quam horam et quem locum nobis crastino die conveniendi designare velit, erimus semper ad nutum ad inserviendum parati. Mihi videtur vespertinum crepusculum ad secretum conversandum aptissimum fore : si igitur Excellentiæ Vestræ placeret circa horam sextam vespertinam incognito ad ædes meas devenire, aperirem posteriorem portam domûs meæ, ubi accessus nulli homini in domo mea notus esse posset, nec vicinis ibi plebeis hominibus ullo modo suspectus. Si Vestræ Excellentiæ alius modus in secreto conveniendi placuerit, ego et Dñus Collega meus ad obsequendum erimus paratissimi; particulariter vero ego manus deosculor et profiteor quod sim, Excellentiæ Vestræ,

« Humillimus et devotissimus servus,

« Casp. Baro Schmid, cancellarius.

« Ex Ædibus, 17 novembri 1688. »

Orig. P. V.

Schmidt, resté fidèle à ses premières opinions, s'efforçait d'arriver à la neutralité. Kaunitz ne s'y trompa pas et, malgré les protestations plus ou moins sincères du chancelier, récusa le plus souvent son intervention.

ment comme électeur de Cologne. C'était une fin de non-recevoir à peine déguisée.

En voici le texte :

DÉCLARATION SUR LES PROPOSITIONS FAITES A SON ALTESSE ÉLECTORALE DE BAVIÈRE PAR M. LE MARQUIS DE VILLARS.

On a fait la relation due à Son Altesse Électorale de Bavière sur ce que M. le marquis de Villars, envoyé extraordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, a proposé de la part du Roy à la dite Altesse Électorale de la manière qu'il s'en est expliqué plus amplement dans la conférence ordonnée pour cela; là-dessus on a jugé à propos de luy faire connoître par la présente que Son Altesse Électorale se trouve fort obligée à Sa Majesté de la confiance dont elle se voit honorée, non seulement en luy faisant espérer la continuation de son amitié, mais même en offrant son assistance pour de certaines occurrences et cas à l'avenir, et plus particulièrement en ce que le Roy veut bien remettre sur elle l'affaire de la médiation des différends et mésintelligences entre l'Empereur, le Roy et l'Empire. Et, comme Monseigneur l'Électeur n'a rien plus à cœur que de pouvoir donner au Roy plusieurs marques de l'estime qu'il fait de sa bienveillance, il est entièrement disposé à prendre sur soy la médiation offerte, pourvu qu'il plaise à Sa Majesté de luy donner des ultérieures ouvertures, comment et de quelle manière que le Roy verrait volontiers l'introduction et l'acheminement de ce négoce, tant avec l'Empereur qu'avec l'Empire, où assurément Son Altesse Électorale n'omettra rien de ce qui peut contribuer à une fin si salutaire, comme même tandis qu'il y aura espérance d'y pouvoir réussir, il ne prendra point d'engagement, se promettant de la générosité du Roy que pareillement Sa Majesté ne fera rien entreprendre contre les États et terres qui se voudront soumettre à la protection de Son Altesse Électorale, et en premier lieu Mon-

seigneur l'Électeur prie Sa Majesté de ne plus appuïer le parti de M. le cardinal de Furstemberg, mais plutôt d'agréer aussy de son côté l'élection canonique et la confirmation suivie de Monseigneur le prince Clément à l'électorat et archevêché de Cologne, dans l'espérance que Sa Majesté voudra bien obliger par là plus tôt une maison qui a l'honneur de lui être si étroitement alliée.

Du reste, Son Altesse Électorale se persuade qu'on trouvera bien encore des moyens d'accommodement entre l'Empereur, le Roy et l'Empire, et cela s'ensuivant, on se pourra entendre de plus près sur les autres propositions faites pour l'accroissement de cette maison électorale, dont elle conservera toujours le souvenir. Fait à Munic, ce 25 novembre 1688.

Chancellerie secrète de Son Altesse Électorale de Bavière[1].

La seconde mission des ministres bavarois était plus difficile : ils avaient à défendre contre la ténacité de Kaunitz des prétentions évidemment exagérées : nous ne les suivrons pas dans leur laborieuse négociation ; il nous suffit de faire connaître les points sur lesquels portait le débat.

Max-Emmanuel n'avait plus à stipuler pour lui-même le commandement des armées. La négociation du mois de juin et ses succès en Hongrie lui avaient valu une situation militaire qui ne pouvait plus lui être enlevée. Il poursuivait maintenant l'autre but de ses ambitions : un agrandisse-

[1] La remise de cette pièce avait été précédée par le billet suivant de Schmidt :

« Excellentiæ Vestræ significo, quod Serenissimus Elector Dominus meus clementissimus super propositionibus vestris se resolverit ; quam resolutionem ego et Dñs de Mayr Dños collega meus redigemus in scriptum, ut Vestræ Excellentiæ vespertino tempore circa horam quæ eidem placuerit communicari possit. Interim me commendo et meneo, Excellentiæ Vestræ, etc...

« Ex Ædibus, 25 novembri 1688. »

Orig. P. V.

ment territorial et spécialement la souveraineté des Pays-Bas; il demandait en même temps que l'Empereur lui garantît la possession de ses États héréditaires et lui communiquât le plan des opérations qu'il comptait ordonner pour mettre la Bavière à l'abri de l'invasion française. A Vienne, ces prétentions avaient fait jeter les hauts cris; le conseil aulique avait déclaré que la succession d'Espagne n'était pas ouverte, qu'il était impossible de distraire la moindre parcelle des possessions allemandes de la maison d'Autriche, et avait offert de remplacer les cessions de territoire par une subvention d'un million de florins. Max-Emmanuel insista, il déclara qu'il ne pouvait pas avoir sacrifié inutilement 30,000 hommes de ses troupes et 11 millions de florins de son trésor, depuis cinq ans, au service de l'Autriche, sans avoir gagné un pouce de terre; que ses sujets commençaient à murmurer, qu'il fallait faire taire les propos malveillants; il remit une note résumant ses demandes et recommença à coqueter avec Villars.

Cette note, datée du 13 décembre, comportait quatre points dont voici la substance : 1° L'Électeur demandait que l'Empereur obtînt effectivement de la couronne d'Espagne la cession des Pays-Bas espagnols, et qu'à cet effet un négociateur spécial fût envoyé à Madrid en passant par Munich. La paix ne devait pas être conclue avec la France avant que les Pays-Bas fussent entièrement conquis et sans que le traité de paix stipulât qu'ils seraient remis et maintenus entre les mains de l'Électeur, avec l'assentiment et au besoin avec le concours de l'électeur de Brandebourg, des États Généraux de Hollande et des puissances voisines. 2° Dans

le cas où cette cession ne pourrait avoir lieu, l'Électeur demandait qu'un équivalent territorial lui fût donné en proportion avec les services qu'il avait rendus contre les Turcs et des contingents qu'il avait fournis ou devait fournir. 3° Si cette condition aussi ne pouvait être remplie, l'Électeur demandait, à la place du million qui lui avait été offert, les marquisats de Burgau et de Neubourg sur l'Inn. 4° Il demandait enfin un subside annuel de 300,000 florins pour un contingent de 8,000 hommes ou de 450,000 florins pour 12,000 hommes, le tout jusqu'à ce que la succession d'Espagne fût ouverte.

Rien n'égale l'étonnement de Kaunitz en recevant cette pièce, ni sa feinte indignation. Oser accuser la maison d'Autriche d'ingratitude! Oser douter de sa reconnaissance! Quelle noirceur! Contester les « avantages » que la Bavière avait tirés de son intervention en Hongrie! Quel aveuglement! Ne comptait-on pour rien la gloire immortelle que l'Électeur s'était acquise, le « mérite » qu'il s'était donné devant Dieu, le Pape, l'Empereur, le Saint-Empire romain et toute la chrétienté? Du côté de l'Orient, l'Électeur n'avait plus à craindre qu'un siége de Vienne vînt mettre ses États en danger; du côté de l'Occident, même sécurité : l'Empereur, délivré de la menace des Turcs, pourrait se consacrer à la défense de l'Empire, et spécialement à la protection de la Bavière : il le ferait certainement dans l'occasion, sans demander de subsides... L'énumération de ces « avantages » ne paraît pas avoir convaincu Max-Emmanuel, mais, tout en insistant pour obtenir des résultats plus palpables, il consentit à ne pas attendre pour s'allier avec l'Empereur

que les Pays-Bas lui fussent remis : il lui suffisait que l'Empereur s'engageât à entamer immédiatement la négociation avec l'Espagne et lui promît de lui faire sa part dans le règlement ultérieur de la succession d'Espagne.

Kaunitz était autorisé à accepter cette transaction; il y ajouta l'offre d'un million payé en cinq termes, contre un contingent de 8,000 hommes et un subside annuel de 200,000 florins, qui seraient réduits à 100,000 en temps de paix, jusqu'à ce que la succession d'Espagne fût ouverte et que l'Empereur ou ses héritiers fussent mis en tranquille possession de la monarchie espagnole, selon l'ordre établi. Mais, comme condition préalable à l'entente sur ces bases, Kaunitz exigeait le renvoi immédiat de Villars.

L'expulsion immédiate de Villars, c'était alors la préoccupation principale de la cour de Vienne; elle apparaît dans toutes les correspondances : elle avait fait l'objet d'un rescrit spécial adressé par l'empereur Léopold à Kaunitz le 12 décembre; de son côté, Max-Emmanuel, sentant le prix qu'on attachait à ce détail secondaire, ne voulait pas céder sans compensation : « J'insiste pour qu'on congédie M. Villars, écrivait Kaunitz à Strattmann le 23 décembre; je crains pourtant de ne rien obtenir que l'alliance ne soit faite. » Et il priait sa cour de le mettre immédiatement en mesure de conclure. Impatient, lui aussi, d'une solution, et certain d'obtenir ce qu'il désirait, Max-Emmanuel se décida enfin à donner à l'Empereur la satisfaction qu'il demandait : la lettre qu'il écrivit à cette occasion mérite d'être traduite au moins dans ses parties essentielles :

Munich, 27 décembre 1688.

Je me sens tout particulièrement *consolé* en apprenant la *satisfaction* avec laquelle Votre Majesté Impériale a daigné accueillir mes récentes déclarations. Elle peut être assurée que je n'ai jamais eu d'autre pensée que de m'attacher à son service et de me consacrer *patriotiquement* aux intérêts de l'Empire commun : les circonstances ne m'ont pas permis, jusqu'à présent, d'exprimer publiquement ces sentiments; je ne pouvais le faire sans exposer mon pays à une ruine certaine et sans courir le risque d'être mis immédiatement dans l'impossibilité de *prêter* aucune *assistance*... Mais aujourd'hui que Votre Majesté me donne l'assurance écrite qu'elle me tendra sa main puissante, que les contingents de la Franconie et de la Souabe me sont offerts, et que l'affaire peut être engagée *de concert* dans les meilleures conditions, je prouverai, autrement que par de vaines paroles, combien je suis impatient de repousser les injustifiables violences des Français, d'aider à protéger les pays d'Empire contre des malheurs immérités, et de couvrir, avec autant d'ardeur que n'importe quel général, à l'aide des troupes qui me seront confiées, les territoires et les villes appartenant en propre à Votre Majesté. Il n'y a pas un instant à perdre; aussi je prie Votre Majesté de donner les ordres nécessaires aux régiments qui me sont destinés, ainsi qu'aux régiments de Stahrenberg et de Stadel, afin qu'ils soient réunis le plus tôt possible, tout délai étant préjudiciable... Votre Majesté n'aura pas à se repentir de la confiance qu'elle me témoignera en me donnant le commandement de ces troupes : je compte sur un corps solide au printemps; et, pour éviter tout retard, je m'en remets dès à présent au traité d'alliance, donnant humblement l'assurance qu'aussitôt l'ordre reçu, je m'empresserai de me *déclarer* à Ratisbonne contre la France, ennemie de l'Empire, et de *licencier M. Villars* de ma cour...

Kaunitz confirma la lettre de l'Électeur le 4 janvier 1689

et pressa Strattmann de conclure l'alliance : « Demain ou après-demain, écrit-il, Villars recevra son *compliment.* »

Kaunitz était bien informé : le lendemain même de son expédition, Villars était dans son cabinet, occupé à écrire au Roi pour l'informer des mouvements des troupes bavaroises et de l'imminence d'une rupture, lorsqu'on lui annonça Leydel. Le vice-chancelier, après un « mauvais compliment » débité d'un air embarrassé, lui signifia, de la part de l'Électeur, d'avoir à quitter Munich sous trois jours. Villars était loin de s'attendre à un pareil dénoûment. Depuis six semaines, il ne se faisait plus d'illusions sur les véritables desseins de l'Électeur : il savait que la guerre était décidée, il n'avait d'autre ambition que de gagner du temps pour retarder, au profit des opérations de l'armée française, un départ qu'il savait inévitable : il croyait pourtant encore à l'amitié de l'Électeur pour lui, il se croyait protégé contre toute injure personnelle par le souvenir de ses longues et amicales relations. Ce congé, brutalement signifié, le froissait dans son caractère, dans ses illusions, dans sa vanité. Il courut au palais, pénétra violemment jusqu'à l'Électeur, espérant au moins lui arracher le désaveu du procédé, obtenir un mot du cœur qui, distinguant entre l'homme privé et l'homme officiel, consolât l'un des déconvenues de l'autre. Max-Emmanuel fut indifférent, froid, cachant son embarras sous un silence dédaigneux : Villars, n'ayant plus rien à ménager, se laissa aller à sa verve railleuse et agressive, et, après d'assez vifs reproches, sortit sans prendre congé. En quittant le palais, il vit l'Électeur passer bruyamment devant lui, sur le siége d'une voi-

ture qu'il menait lui-même, « allant courre les rues avec ses courtisans derrière le carrosse [1] ».

Il rentra très-dépité et fit ses préparatifs de départ, décidé à ne pas demander d'audience de congé et à refuser les présents de l'Électeur. Celui-ci lui évita l'embarras d'avoir à choisir entre sa dignité et son intérêt en ne lui faisant offrir ni audience ni tabatière. Il se borna à lui envoyer ses passe-ports avec un trompette chargé de l'accompagner jusqu'à la frontière. Villars partit sans retard, ne pensant plus qu'à trouver dans la guerre l'occasion de « faire repentir ceux qui n'avaient pas voulu le croire ». A huit lieues de Munich, il fut rejoint par des officiers français en grand nombre qui étaient au service de la Bavière ou de l'Empire et se hâtaient de rentrer en France [2]. M. de Lusignan, envoyé de France à Vienne, et qui lui aussi venait de recevoir ses passe-ports, rallia la petite troupe, et tous prirent ensemble le chemin de la Suisse. Malgré leur nombre, ils eurent toutes les peines du monde à gagner la frontière à

[1] *Villars au Roi.* 5 et 7 janvier. *Mémoires,* t. I, p. 429, 432.

[2] Parmi ces officiers, je relève les noms de Spinchal, Tournon, Mercy, Lalande, et celui d'un ingénieur, nommé Noblesse, que le général Sereni chercha vainement à retenir par les offres les plus brillantes. — « Ils sont fort piqués, écrivait Villars au Roi, le 5 janvier, de voir qu'aucun des Français ne balance à montrer son zèle pour Votre Majesté, et j'avoue, Sire, que je serai ravi de partir avec un assez grand nombre d'officiers, honnêtes gens, et qui parlent comme tels. » — Mais, parmi ces expatriés, il y en avait que le seul goût des aventures n'avait pas entraînés hors de France, et qui avaient dû quitter l'armée du Roi pour des affaires plus ou moins délicates. Villars, par dépêche du 22 décembre, avait demandé au Roi des instructions à leur sujet : en marge de la dépêche conservée aux archives des Affaires étrangères, il y a écrit au crayon, sans doute sous la dictée du Roi : « Tous ceux qui ne se sont pas battus en duel peuvent revenir. » Lalande était dans ce cas : son parent, ingénieur de mérite, venait d'être tué au siége de Philippsbourg.

travers des populations irritées et menaçantes. A Bregenz, ils coururent de véritables dangers : Villars s'en tira par son savoir-faire, mais M. de Lusignan fut arrêté avec toute sa suite et resta huit mois en prison [1].

Ainsi se révélait, dès le début, le caractère implacable de cette fatale guerre de 1689 qui, pendant neuf ans, couvrit de ruines la vallée du Rhin, et n'a marqué dans l'histoire que par le souvenir de victoires stériles et de sauvages dévastations. Pour la première fois les populations se montraient solidaires dans la crainte et la colère, pour la première fois les gouvernements étaient unis pour l'action commune contre l'« ennemi d'Empire ». On a pu remarquer plus haut, dans les documents que nous avons cités, les expressions de « patrie commune », de « nation allemande », de « patriotisme », mots nouveaux qui répondaient à une situation nouvelle : l'idée allemande naissait à la lueur des incendies du Palatinat! Résultat bien inattendu de la politique de Louvois, et dont notre patriotisme peut aujourd'hui douloureusement demander compte à son imprévoyance et à son aveuglement.

La guerre replaçait Villars sur son véritable terrain; le champ de bataille lui convenait mieux que les chancelleries; il fit brillamment les campagnes de Flandre, d'Allemagne, d'Italie, combattant tantôt en face de l'Électeur,

[1] Le marquis de Souvré, fils de Louvois, depuis trois ans au service de l'Autriche, fut arrêté à Bade. Louvois fit mettre à la Bastille seize officiers autrichiens qui se trouvaient à Paris aux académies militaires. Villars, encore à Munich, fut chargé de négocier l'échange par l'intermédiaire de Max-Emmanuel; l'Électeur fut éconduit : Villars s'adressa alors à Kaunitz et par lui réussit le 22 décembre 1688. P. V.

tantôt en face du prince de Bade ou du duc de Waldeck, s'efforçant de tenir la promesse qu'il avait faite au Roi et à lui-même de faire repentir ses ennemis de leurs procédés envers lui. Une fois il espéra vider directement sa querelle avec l'Électeur : c'était en 1693, dans la Flandre. Boufflers assiégeait Furnes; Max-Emmanuel était sorti de Bruxelles avec l'intention apparente de débloquer la place. Villars, envoyé à sa rencontre à la tête d'un corps détaché, s'avança jusqu'à Courtray, croyant en venir aux mains avec lui ; son espoir fut déçu : l'Électeur, renonçant à sauver Furnes, avait pris une autre direction [1]. Dans toutes ces occasions, Villars fit preuve de réelles qualités de commandement; il se mon-

[1] On fit à l'occasion de cette retraite la chanson suivante :

Sur l'air de Joconde.

Bavière, que prétendez-vous
Quand vous quittez Bruxelles?
La gloire en est toujours pour nous,
La Ligue en vain l'appelle.
Allez ! retournez sur vos pas :
Guillaume le souhaite ;
Il est plus que vous au combat
Sçavant sur la retraite.

Faut-il pour un peu de terrain
Dont Boufflers est le maistre
Venir les armes à la main
Pour après disparoistre ?
Chacun connoît vostre grand cœur,
Mais la Ligue jalouse
Ne peut vous permettre en vainqueur
De revoir vostre épouse.

Nos lignes et nos forts nouveaux
D'une fière estendue
Sont, à vray dire, des travaux
Dignes de vostre vue.
Mais n'en approchez que de loin :
Boufflers vous le conseille;
Contentez-vous d'estre témoin
D'une telle merveille.

Archives nationales, Bavière, K. 1305.

tra actif, avisé, audacieux, sachant manier avec décision et à propos de grandes masses de cavalerie. Sa situation militaire grandit ; à la cessation des hostilités, il était lieutenant général, désigné par l'opinion pour les grands commandements de l'avenir. La notoriété acquise à la guerre n'avait pourtant pas complétement effacé dans l'esprit du Roi le souvenir de sa mission en Bavière, et quand la paix de Ryswick eut rouvert le champ des négociations, ce fut à lui que Louis XIV songea pour renouer avec la cour d'Autriche les relations diplomatiques.

CHAPITRE II

VILLARS ET LA SUCCESSION D'ESPAGNE.

Villars nommé envoyé extraordinaire à Vienne. — Coup d'œil sur la question de la succession d'Espagne. — Mission de Tallard auprès de Guillaume d'Orange et d'Harcourt auprès du roi d'Espagne. — Modération et sincérité de Louis XIV. — Il cache à Villars le but de ses négociations. — Villars arrive à Vienne (juillet 1698). — Il est froidement accueilli. — Ne reçoit aucune ouverture sérieuse relative à la question espagnole. — Se mêle à la vie mondaine et la décrit. — Premier traité de partage (25 septembre). — Villars l'ignore et ne sait que répondre aux premières ouvertures de Kinsky. — Le prince de Liechtenstein offense Villars à un bal de cour. — Louis XIV demande une réparation qui n'est accordée que le 1er mai 1699. — Villars tenu à l'écart des négociations du second traité de partage, qui est conclu le 3 mars 1700. — Villars est chargé de le communiquer à l'empereur Léopold et d'obtenir son adhésion. — Hésitations et illusions de la cour d'Autriche. — Kaunitz seul d'avis de traiter. — L'Empereur compte sur la succession tout entière et refuse d'adhérer au traité de partage. — Villars obtient la suspension de l'envoi des troupes impériales en Italie. — Mouvement d'opinion en Espagne en faveur d'un prince français. — Suprême et loyale démarche de Louis XIV pour obtenir l'adhésion de l'Empereur au traité de partage. — Léopold refuse. — Inutiles efforts de Kaunitz. — Testament et mort de Charles II. — La cour d'Autriche voudrait reprendre les négociations, mais il est trop tard. — Ouverture des hostilités en Italie. — Combat de Carpi. — Villars est rappelé (18 juillet 1701). — Ses déceptions à Versailles.

La mission diplomatique que Villars reçut en 1698 se rattache à la période dernière et décisive de la grande négociation qui occupa toute la seconde partie du règne de Louis XIV, la négociation relative à la succession d'Espagne : elle doit à cette circonstance son principal intérêt. Bien que le rôle assigné à Villars fût secondaire, il n'en tint pas moins une place nécessaire dans le grand

drame qui se jouait sous les yeux de l'Europe : étudié à la lumière des documents nouvellement produits[1], il nous permet de mieux saisir le jeu des principaux acteurs, de mieux comprendre le dénoûment final. En essayant de faire partager au lecteur l'intérêt que nous avons trouvé à cette étude, nous ne cédons pas seulement à l'attrait de la curiosité historique; nous croyons faire œuvre utile; nulle question n'a donné lieu à des appréciations plus passionnées, ni plus divisé les historiens; le moment est venu de porter un jugement impartial et de fixer définitivement les responsabilités.

Deux systèmes contradictoires se partagent l'opinion des historiens.

Le premier, le plus répandu en Europe, et qui a trouvé

[1] Hippeau, *Avénement des Bourbons au trône d'Espagne*, Paris, 1875. Correspondance complète de Louis XIV et du marquis d'Harcourt. — Sirtema de Grovestins, *Guillaume III et Louis XIV*, Paris, 1868. Ouvrage qui renferme les principales pièces de la correspondance de Guillaume d'Orange et de celle de Tallard. — Gædeke, *Die Politik Œsterreichs in der spanischen Erbfolgefrage*, Leipzig, 1877. Ouvrage consciencieux et clair où sont publiées les pièces les plus intéressantes des Archives impériales royales de Vienne et des archives de la famille d'Harrach. — C. von Noorden, *Der Spanische Erbfolgekrieg*, Leipzig, 1870. Premiers volumes d'un grand travail qui devait embrasser l'histoire de toute l'Europe au dix-huitième siècle. L'auteur, enlevé trop tôt aux lettres sérieuses, avait étudié à fond les archives de toutes les capitales et spécialement les papiers du *grand pensionnaire Heinsius*, mis à sa disposition par le jonkheer Van der Heim, possesseur aussi libéral qu'éclairé de cette importante collection. — Reynald, *Louis XIV et Guillaume III*, Paris, 1883. L'auteur, trop tôt disparu aussi, avait reçu de Mignet les matériaux rassemblés par ses soins : il a repris, en l'abrégeant, l'œuvre inachevée du maître : ses deux volumes reproduisent les pièces diplomatiques les plus importantes. Quant à la correspondance de Villars, quoiqu'elle n'ait pas été publiée *in extenso*, on la possède pourtant en fait, car le chapitre de ses *Mémoires* qui est consacré à sa mission à Vienne n'est que la reproduction presque textuelle de ses dépêches : nous avons d'ailleurs ajouté quelques documents inédits à l'édition que nous avons donnée des *Mémoires*.

même en France d'habiles défenseurs[1], fait peser sur Louis XIV de lourdes responsabilités : le testament de Charles II serait son œuvre, les traités de partage n'auraient été qu'une ruse diplomatique destinée à endormir l'Europe et à peser sur l'opinion espagnole : l'intérêt dynastique et les vues ambitieuses l'auraient emporté, dans l'esprit du Roi, sur l'intérêt du pays et le respect de la foi jurée. Douze années de guerre et les désastres qui ont compromis la situation de la France seraient le fruit de cette politique tortueuse. Ce thème a surtout été développé dans les « manuels » destinés à entretenir outre-Rhin les jalousies nationales et à préparer les revendications que notre époque a vues se produire.

Suivant le système contraire, la loyauté de Louis XIV ne saurait être mise en doute; sa modération, son désir d'assurer la paix de l'Europe seraient évidents; les traités de paix ont été sincèrement conclus : le testament de Charles II a été le produit spontané du patriotisme espagnol; l'attitude de l'Autriche a obligé le roi de France à l'accepter, de même qu'elle a entraîné l'Europe dans une guerre que Louis XIV avait tout fait pour éviter.

Cette opinion est la véritable, et, je me hâte de le dire, les historiens allemands vraiment dignes de ce nom, qui l'ont récemment soumise à une critique rigoureuse, l'ont impartialement reconnue comme telle [2].

Rappelons que Torcy, l'habile et consciencieux inter-

[1] Entre autres MM. Hippeau et S. de Grovestins.

[2] Gædeke, Noorden, *Ouvr. cit.*, et Ranke, *Geschichte Frankreichs*, t. IV, p. 136.

prète de la pensée royale, a toujours repoussé la paternité du testament de Charles II, même en écrivant ses mémoires, à une époque où il avait tout intérêt à en revendiquer l'honneur. Saint-Simon et Voltaire ont appuyé son témoignage de leur autorité. Mignet enfin, après une étude approfondie des sources originales, est arrivé à la même conclusion; bien que son œuvre soit restée inachevée, son opinion est connue : il l'a résumée à la fin de l'introduction magistrale qui est dans toutes les mémoires. Cette conclusion, avons-nous besoin de le dire? est celle que nous avons adoptée.

Nous osons croire que le lecteur s'associera à notre adhésion, s'il veut prendre la peine de lire jusqu'au bout le rapide résumé que nous allons lui soumettre.

« La succession d'Espagne, a dit Mignet, fut le pivot sur lequel tourna presque tout le règne de Louis XIV. » Elle était devenue la principale préoccupation du grand Roi; le souci qu'elle lui causait, le sentiment qu'il avait de la fin prochaine de Charles II, contribuèrent, autant que sa modération naissante, à la rapide conclusion de la paix de Ryswick. Il voulait sa liberté d'action et s'empressa de s'en servir. A peine le dernier acte du traité signé, il se mit à l'œuvre, sans délai et sans relâche. Son ambition était de régler cette importante question, non par la guerre, mais par la diplomatie. Le grand revirement qui s'était opéré dans son esprit ne saurait être mis en doute. Rassasié de gloire militaire, il était arrivé à l'âge où les fumées de la victoire et l'éclat des lauriers ne suffisent pas à aveugler sur les effroyables maux de la guerre : les souffrances du peuple étaient profondes; l'écho de ses plaintes

avait percé l'atmosphère artificielle de Versailles et pénétré jusqu'au Roi, dont il avait ému le cœur paternel : le Roi voulait la paix, et l'influence croissante de madame de Maintenon[1] soutenait sa volonté avec une efficacité que les agents étrangers eux-mêmes constatent dans leurs rapports. Louis XIV ne tenait, d'ailleurs, ni pour lui, ni pour aucun des siens, à l'ensemble de l'héritage espagnol : cette mosaïque d'États sans lien réel, cette étendue de côtes difficiles à défendre ne le tentaient pas; le sentiment de l'équilibre européen lui était venu; il comprenait les concessions qu'exigeait la défiance des puissances; il était prêt à assurer à la France, par l'abandon de certaines provinces, les parties vraiment utiles de la monarchie espagnole.

Dans cet ordre d'idées, il n'avait que deux partis à prendre : ou s'arranger directement avec l'Autriche; c'était en apparence la voie la plus naturelle; ou s'arranger avec l'Europe et imposer à l'Autriche une solution concertée sans elle.

Le premier système lui avait déjà réussi en 1668 : à cette époque, il avait trouvé l'empereur Léopold disposé à traiter et avait conclu secrètement avec lui un arrangement qui, en cas de mort de Charles II sans enfants, attribuait à la France la Franche-Comté, les Pays-Bas, la

[1] « Le Roy ne cherche que son aise et du repos... Madame de Maintenon le conserve dans cette assiette d'esprit avec beaucoup de soin, et c'est à elle que l'Europe est redevable du calme dont elle jouit présentement... Il est constant... que la France tâchera d'éviter la guerre, à l'avenir, avec autant de passion qu'elle l'a faite jusqu'icy de gaieté de cœur. » (*Baron de Wiser au comte Kinsky*, Paris, 30 juin 1698. GOEDEKE, t. I, p. 152*.) Voy. aussi la lettre de Sinzendorf à l'Empereur du 1er septembre 1700. GOEDEKE, t. II, p. 162 *.

Navarre, Naples et la Sicile; à l'Autriche, l'Espagne, les Indes, Milan, les iles, les présides de Toscane. Ce partage pouvait se renouveler, et Louis XIV y était tout disposé; mais il avait la conviction que Léopold ne l'accepterait pas, et, en cela, il avait raison; son instinct politique et la connaissance qu'il avait du caractère de son beau-frère ne le trompaient point; l'événement l'a prouvé. En 1698, Léopold ne pensait plus comme en 1668. Non-seulement trente années de luttes avaient élargi le fossé qui le séparait de la maison de Bourbon, mais il se croyait appelé à recueillir tout l'héritage espagnol; il fondait son droit sur la renonciation plus ou moins valable qu'il avait arrachée à sa fille en la mariant à l'électeur de Bavière, il fondait ses espérances sur les sentiments autrichiens de Charles II, sur l'influence de la reine d'Espagne sa belle-sœur, l'aversion de la nation espagnole pour la France et l'appui de l'Europe stipulé en 1689. Louis XIV avait pénétré la pensée de Léopold : aussi renonça-t-il à lui faire des ouvertures qui auraient tourné au détriment de ses droits.

Il ne lui restait donc qu'à s'adresser à l'Europe, c'est-à-dire à celui qui, depuis dix ans, résumait en sa personne les défiances, les résistances et l'activité de l'Europe coalisée, à Guillaume d'Orange. L'entreprise était difficile. Guillaume avait le sentiment de la force qu'il avait acquise en groupant tous les souverains contre Louis XIV isolé; s'il n'avait pas vaincu le grand Roi, il l'avait contenu et, pour la première fois, obligé à renoncer à ses conquêtes : personnellement il ne l'aimait pas, et ne croyait pas à sa

bonne foi[1]; il avait, d'ailleurs, grâce à sa double qualité, des intérêts complexes à sauvegarder : en Hollande, la sécurité des frontières à assurer contre la France; en Angleterre, la prépondérance maritime et commerciale à conserver; dans les deux pays, il avait à compter avec les passions religieuses et les partis parlementaires. Pour agir sur lui, il fallait non-seulement calmer ses défiances ou satisfaire ses intérêts, mais il importait de ne pas se mettre à sa merci : il fallait se montrer prêt à se passer de son concours, s'il le refusait, c'est-à-dire prendre à Madrid et à Vienne une position telle qu'il pût craindre, ou que le Roi traitât avec l'Autriche, ou qu'il imposât à l'Espagne des résolutions favorables à sa cause. Les négociations avec Guillaume devaient en outre être absolument secrètes; connues à Vienne ou à Madrid, elles pouvaient y provoquer des mesures dangereuses pour le succès même de l'entente commune.

En un mot, la diplomatie française devait, à la fois, à la Haye et à Londres, désintéresser et convaincre; à Madrid, effrayer et séduire; à Vienne, provoquer des propositions sans en faire, et se préparer à faire accepter les résolutions qui auraient été convenues ailleurs.

Pour cette triple mission, il fallait des hommes bien choisis : Louis XIV s'appliqua à les distinguer, et son choix tomba, non sur trois diplomates de profession, mais sur trois généraux de ses armées, Tallard, Harcourt et Villars.

Les deux premiers furent expédiés à leurs postes respec-

[1] « La France m'a premièrement séduit et ensuite trompé », disait plus tard Guillaume III au comte Wratislaw. *Villars à Torcy*, 9 février 1701.

tifs, l'un à la fin de l'année 1697, l'autre au commencement de 1698. Les instructions qui leur furent remises sont de véritables chefs-d'œuvre et nous font toucher du doigt la singulière valeur de l'admirable instrument que Louis XIV s'était façonné dans le personnel du ministère des affaires étrangères. Dans ces remarquables morceaux, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, ou de la profonde connaissance des cours étrangères, ou de la netteté des vues politiques, ou de l'exquise habileté du langage. Tallard et Harcourt avaient les qualités nécessaires pour répondre aux intentions du Roi. Ils se ressemblaient par plus d'un côté : tous deux avaient de la finesse, de l'application, du tact, et par-dessus tout l'art de plaire; tous deux avaient l'indépendance d'esprit et de langage nécessaire pour dire la vérité au Roi et lui donner de courageux conseils.

Au bout de très-peu de temps, Tallard avait déjà obtenu des résultats considérables : il s'était complétement identifié avec son rôle et avait attaché son honneur à la conclusion d'un traité. Pour mettre d'accord les deux souverains, il lui fallait non-seulement vaincre les résistances et les défiances de Guillaume, mais amener Louis XIV à des concessions qui dépassaient de beaucoup ses intentions premières. Le plan de Louis XIV était de faire reconnaître le Dauphin comme seul héritier du roi d'Espagne, sauf à désintéresser les tiers dans une mesure qu'il espérait aussi restreinte que possible. Guillaume avait rejeté bien loin une combinaison qui donnait à la France une situation maritime prépondérante, et Louis XIV s'était résigné : sa volumineuse et remarquable correspondance nous le mon-

tre abandonnant successivement ses prétentions, non sans des hésitations et des regrets qui témoignent de sa sincérité; sacrifiant à son grand désir de la paix ses plus chères ambitions, à ce point qu'une négociation commencée par lui avec l'intention manifeste d'assurer à sa maison la couronne d'Espagne, se termina par un traité de partage où la moindre part était assignée à la France.

Au mois de juin 1698, les choses n'étaient pas encore aussi avancées : l'idée de partage était pourtant admise, et des projets de répartition avaient été ébauchés. Un temps d'arrêt se produisit alors dans la négociation : des nouvelles inattendues étaient venues d'Espagne. Harcourt y avait fait merveille; lui aussi s'était complétement identifié avec son rôle et poursuivait l'héritage espagnol avec l'ardeur et l'habileté que Tallard mettait à en amener la division. Reçu à Madrid avec une froideur non dissimulée, tenu à distance par la cour, par les grands, objet de telles préventions que la marquise de Gudaña était exilée dans ses terres pour lui avoir donné accès dans le jardin qu'elle ouvrait à tout le monde, Harcourt avait réussi en six mois à modifier profondément la situation qui lui était faite. A force de souplesse, de bonne grâce, de générosité, de fermeté et de tact dans le langage, aidé par les qualités aimables de la marquise d'Harcourt, il avait rompu le cercle de glace qui l'entourait, pénétré dans les cabinets de la Reine, agi sur l'opinion publique, attiré chez lui non-seulement la société élégante, mais des hommes en état d'influer sur les événements. Ne laissant douter ni des droits du Dauphin à la couronne, ni de la force dont Louis XIV

pouvait les appuyer, il insinuait discrètement qu'un changement de dynastie serait tout à l'avantage de l'Espagne, que Louis XIV saurait respecter son indépendance, son autonomie, son intégrité; qu'au besoin un des fils du Dauphin pourrait être substitué à son père, nommé prince des Asturies, reconnu par les Cortès, amené seul en Espagne pour y être élevé dans les habitudes, les traditions, l'amour de son nouveau pays. Ce langage avait été écouté, colporté, commenté; la foule, qui n'aimait ni l'entourage allemand de la Reine, ni l'ambassadeur autrichien Harrach, comparait les manières hautaines de l'un, les habitudes rapaces des autres aux manières affables, à la large existence de l'ambassadeur de France; elle s'habituait peu à peu à l'idée de demander à la France une protection qu'elle pensait devoir être moins lourde et qu'elle savait être plus efficace que la protection autrichienne : parmi les grands se formait un petit cercle groupé autour du cardinal Porto-Carrero, qui, malgré son peu de sympathie pour la France, commençait à se demander si l'avénement d'un prince français n'était pas le seul moyen d'empêcher le démembrement de la monarchie : son intérêt était d'accord avec son patriotisme pour lui conseiller cette solution. Harcourt, prompt à relever tous ces symptômes, à en accentuer la portée, ne manquait pas de les signaler au Roi : dès le mois de juin, il lui écrivait que toutes les chances paraissaient être pour un Fils de France[1].

Cette affirmation fit une certaine impression sur l'esprit

[1] Harcourt au Roi, 17 juin 1698. HIPPEAU, t. I, p. 116. Il fut encore plus affirmatif le 1er septembre. *Id.*, p. 181.

de Louis XIV : il parut un instant regretter les négociations engagées avec Guillaume ; il les laissa un instant sommeiller afin de se renseigner du côté de l'Autriche. Jusque-là il avait laissé l'ambassade de Vienne inoccupée, n'étant pas disposé à rétablir trop vite des relations que la cour impériale ne paraissait pas pressée de renouer. Il y avait maintenant urgence à y pourvoir. C'est alors que Villars fut désigné pour ce poste. Le choix n'était pas mauvais : Villars n'avait ni la distinction de manières d'Harcourt, ni la fine souplesse de Tallard ; mais, à défaut des qualités du grand seigneur, il avait celles du soldat, fort appréciées à Vienne, où l'on est bon juge ; il avait laissé de bons souvenirs dans l'armée autrichienne, y avait noué d'agréables relations : il avait de la bonne humeur, de l'application, une grande activité d'esprit et de plume ; il convenait à ce rôle tout d'observation et dont l'initiative diplomatique était exclue.

Les instructions qui lui furent remises par Torcy avaient l'étendue de celles données à Tallard et à Harcourt : elles témoignaient d'une connaissance non moins approfondie de la cour impériale et des affaires allemandes, mais sur la question du jour elles étaient beaucoup plus réservées. Bien que la succession d'Espagne y fût signalée à l'attention de Villars comme la question capitale, comme « le point fatal dont la tranquillité de l'Europe dépendait entièrement », il n'était chargé que d'étudier les intentions de l'Autriche et les ressources dont elle pourrait les soutenir. Le Roi « voulant maintenir la paix », Villars devait examiner s'il conviendrait davantage « au maintien de la paix », soit de « traverser les vues de l'Empereur, soit de s'entendre avec

lui ». Le Roi était tout disposé à traiter, mais il ne croyait pas l'Empereur dans les mêmes dispositions et ne voulait pas risquer, en lui faisant des avances inutiles, de laisser croire qu'il doutait des droits du Dauphin, ni s'exposer à « changer l'inclination que les Espagnols témoignaient présentement pour un des princes de France, afin d'éviter le démembrement ». Villars devait donc s'abstenir de toute proposition, écouter celles qui lui seraient faites, les encourager même, offrir au besoin comme modèle le traité secret de 1668, mais en référer au Roi et ne rien faire sans de nouveaux ordres.

Les instructions s'étendaient ensuite longuement sur les affaires intérieures de l'Allemagne, non pour inviter Villars à y intervenir, mais pour lui dicter un langage pacifique; il ne devait pas parler de la force du Roi, « qui est assez connue », mais de la « modération » dont il a donné tant de preuves, et ne pas oublier que, « désormais, le Roi n'a rien à démêler avec l'Empire ». Tant il est vrai que, dans la pensée de Louis XIV, le traité de Ryswick avait définitivement fixé les limites orientales de la France et supprimé toute cause de conflit ultérieur.

Quant aux négociations pendantes avec Guillaume III, les instructions les passaient absolument sous silence. Louis XIV, désirant les cacher à la cour d'Autriche, avait cru plus prudent de les laisser ignorer à son ambassadeur; il ne voulait mettre à l'épreuve ni sa discrétion, ni sa conscience.

Ces instructions furent remises à Villars le 15 juin 1698. Il les reçut avec une joie peu dissimulée; prompt aux illu-

sions, il se persuada que le premier rôle lui était réservé, et qu'il était destiné à régler, par un traité avec l'Empereur, la question qui préoccupait si sérieusement tous les esprits : cette perspective souriait à son ambition; il se croyait assez habile et se savait assez heureux pour l'envisager avec confiance.

Vers la fin du mois, il se mit en route. Le voyage d'un diplomate de Paris à Vienne était alors long et compliqué; il fallait cheminer à petites journées sur des routes en mauvais état, traînant derrière soi un lourd convoi. Villars n'avait pas le rang d'ambassadeur (une délicate question de préséance avec l'ambassadeur d'Espagne, que le Roi ne voulait pas soulever, lui avait fait donner la qualité d'envoyé extraordinaire) : néanmoins, les circonstances imposaient à l'envoyé du Roi un équipage peu différent de celui d'un ambassadeur; trois carrosses à huit chevaux pour lui, ses six pages et ses quatre gentilshommes défilèrent sur la route royale de Strasbourg, suivis de quatre chariots pour les domestiques, de six charrettes pour les bagages, les meubles, la vaisselle : près de cent chevaux tiraient ces lourdes machines; Villars, toujours avisé pour ses intérêts particuliers, les avait fait acheter à vil prix sur les marchés de l'Est encombrés par la réforme des régiments de cavalerie; rendus à Paris, ils lui revenaient à trente et quelques livres par tête. En arrivant à Ulm, après vingt jours de route, il vendit les chevaux 150 livres pièce et s'embarqua sur le Danube. L'opération, qu'il eut la singulière franchise de conter au Roi, couvrit toutes les dépenses du voyage : trois grands chalands préparés d'avance le reçurent avec

son personnel et son matériel, et le descendirent à Vienne au fil de l'eau. Il arriva dans la capitale de l'Autriche dans les premiers jours d'août.

Chemin faisant, il avait fait quelques visites utiles à ses relations ou à ses informations. A Nancy, il s'était arrêté chez le duc de Lorraine, qu'il avait trouvé tout entier à la joie d'être rentré dans ses États, de chasser dans ses forêts, de jouer au ballon dans ses jardins, « ne donnant qu'une médiocre attention aux dames et réservant ses tendresses pour mademoiselle de Chartres », qu'il était sur le point d'épouser et dont le portrait ne le quittait pas. En passant à Pfortzheim, Villars avait poussé jusqu'à Wildbad pour y voir le prince de Bade qui boudait la cour impériale, se plaignait de l'inaction où le laissait la conclusion de la paix et lui donna de curieux renseignements sur la cour de Vienne et les secrètes rivalités de ses hommes d'État. A Stuttgart, il avait été reçu avec de grands honneurs par la duchesse douairière de Wurtemberg; à Ulm, « messieurs de la ville » lui avaient fait un compliment auquel il avait été très-sensible.

A Vienne, une première déception l'attendait : l'accueil qu'il reçut ne répondait ni à ses souvenirs ni à son attente. La cour fut polie, courtoise, mais réservée; elle ne voyait plus en lui le brillant volontaire qui venait jouer sa vie à son service et chargeait si galamment les Turcs à la tête des escadrons autrichiens : il n'était plus pour elle que l'envoyé du rude adversaire qui, depuis dix ans, avait si malmené ses armées, et auquel elle se préparait à disputer par tous les moyens, même les armes à la main, l'héritage espa-

gnol. Villars fut très-mortifié de cette réception inattendue : mais il eut le bon goût de ne pas laisser voir son dépit : il désarma la froideur par sa bonne humeur, sa rondeur cavalière, attira les gens chez lui en tenant table ouverte et réussit au moins à se créer personnellement des relations suffisantes : il était de toutes les fêtes et les décrivit longuement dans ses dépêches, auxquelles la matière politique manquait un peu. Personne ne lui parlait d'affaires : et c'est ce qui le mortifiait le plus; il avait essayé d'aborder le terrain politique en offrant les bons offices du Roi dans les laborieuses négociations que la cour poursuivait avec le Turc; Kinsky avait poliment, mais péremptoirement décliné son intervention. Cependant les mois se passaient, et aucune bouche autorisée ne s'ouvrait pour lui faire les communications sur lesquelles reposait tout l'échafaudage de ses combinaisons et de ses ambitions diplomatiques. Une fois seulement, Schwarzenberg, le grand maître de la cour de l'Impératrice, vint secrètement l'entretenir de la succession d'Espagne et insister auprès de lui sur la nécessité d'une transaction. Schwarzenberg avait une certaine inclination pour la France, à laquelle sa famille avait des obligations : son grand-père, premier ministre de Brandebourg, recevait 10,000 écus de pension de Louis XIII; son père, lors de l'invasion suédoise, avait sauvé ses terres par la protection du roi de France; lui-même faisait élever à Angers son fils unique. Il était de l'école de Lobkowitz, le signataire du traité de 1668, et aurait personnellement été heureux de contribuer à un rapprochement entre les deux couronnes. Mais il était sans mandat. L'évêque de Passau, le futur car-

dinal Lamberg, le comte Jerger, statthalter de Vienne, firent aussi à Villars des allusions de même nature, mais ils n'étaient pas plus autorisés que Schwarzenberg. Villars n'en transmit pas moins à Louis XIV la substance de ces entretiens ; il profita de l'occasion pour exposer au Roi ses propres idées et développer les avantages qu'il voyait à un traité direct avec l'Empereur ; il laissa trop voir le désir qu'il avait d'être chargé de faire des ouvertures en ce sens ; Louis XIV, qui avait d'autres vues et touchait alors au terme d'une négociation toute différente, arrêta court ces velléités d'initiative et ces conversations inutiles : « Il ne convient ni à ma dignité, écrivit-il le 19 septembre, ni à mes intérêts de faire des propositions sur cet article. » Peu après, revenant sur les confidences de Schwarzenberg et de Jerger, il les attribua au désir de provoquer des ouvertures et termina en disant : « Il y a apparence qu'ils ne vous en parleront plus. » Personne, en effet, ne parla plus à l'envoyé français de la question d'Espagne, ni de toute autre question politique. Villars se vit forcé, pour donner un peu d'intérêt à sa correspondance, de reprendre ses études de mœurs. Il s'appliqua à faire connaître les principaux personnages de la cour, leur caractère, le genre de vie qu'ils menaient, décrivant les fêtes, les chasses, les divertissements à la mode, ne craignant pas d'emprunter à la chronique scandaleuse de la cour le sujet de digressions assez piquantes dans lesquelles le cadre et la nature de ce travail ne nous permettent pas de le suivre. Ces descriptions témoignent, sinon d'un grand talent d'écrivain, du moins de facultés d'observation assez développées, et renferment des traits

qui ne manquent pas d'une certaine finesse [1]. En les contrôlant et les complétant à l'aide de renseignements puisés aux sources authentiques, nous voudrions essayer de faire connaître les principaux personnages auxquels il avait affaire. Il y a pour nous un véritable intérêt à être renseignés sur les hommes qui vont avoir à prendre une des plus grosses résolutions qui se soient imposées à la décision des chefs d'une grande nation.

L'empereur Léopold, d'abord destiné à l'Église, avait conservé, dans son caractère et dans ses manières, quelque chose de sa vocation primitive : il était doux, consciencieux et mystique. Bon et accueillant comme la plupart des princes de la maison d'Autriche, il ne savait ni réprimer une faute, ni écarter une sollicitation : cette faiblesse se compliquait d'irrésolution ; se défiant de lui-même et des autres, il hésitait toujours à conclure ; pour se soustraire à l'effort de la décision, il s'en remettait à la Providence du soin de ses intérêts, attendant volontiers de sa bonté le « miracle » que des prophéties colportées en famille promettaient à la maison impériale. Sa piété couvrait sa lenteur d'esprit ; elle donnait, en outre, à toute sa vie une gravité et une sérénité qui lui permirent de traverser sans trouble les poignantes alternatives de revers et de succès qui signalent son règne. Passionné pour la chasse, ayant le goût des arts et des divertissements littéraires, il ne sacrifiait pas facilement ses distractions favorites. Il était, d'ailleurs, appliqué au travail, esclave du devoir, et voulait tout voir par lui-

[1] Nous en donnons quelques extraits à l'Appendice.

même; mais son intervention retardait, plus qu'elle ne l'aidait, l'expédition des affaires. En résumé, il avait les vertus de l'homme privé plutôt que les qualités du souverain.

Son fils aîné, l'archiduc Joseph, roi des Romains, tenait de sa mère, l'impératrice Éléonore de Neubourg, une nature plus décidée, mais un tempérament emporté. Ses bonnes qualités, ses facultés intelligentes étaient gâtées par une violence de caractère qui rendait son commerce difficile et embarrassait souvent son père. Villars raconte « l'avoir vu accabler ses pages de coups de poing devant toute la cour : l'Empereur détournait les yeux pour ne pas le voir ». La chasse était son occupation principale : il courait le lièvre dans le Marchfeld, poursuivait le cerf, l'ours dans les montagnes de l'Autriche ou de la Hongrie, recherchant le danger[1], faisait preuve d'adresse et de vigueur; ses courtisans renonçaient à le suivre. Cette activité corporelle nuisait aux affaires, pour lesquelles il montrait peu de goût; mais elle le préparait à la guerre, qu'il paraissait aimer.

L'archiduc Charles, le second fils de l'Empereur, celui auquel il destinait le trône d'Espagne, n'avait alors que dix-sept ans; il ressemblait à son père, tenait de lui des qualités aimables, le goût de l'étude et de la paix. Il n'était

[1] Toutes les chasses n'offraient pas les mêmes dangers; il y avait des battues où les animaux, traqués et obligés de s'engager dans de longs couloirs en toile, venaient passer devant des postes fermés où se tenaient les tireurs. L'Empereur et l'archiduc tiraient ainsi des cerfs, des sangliers, même des ours. Pour comble de précaution, quand un ours était dans les toiles, « on lâchait des chiens qui l'attaquaient : pendant qu'il se défendait, des valets de chiens avec de longues tenailles saisissaient très-prudemment les pattes de l'ours; quand ils les tenaient toutes quatre, on renversait l'ours sur le dos, l'Empereur et le Roi des Romains allaient le tuer ». *Villars au Roi,* 28 octobre 1699. A. E.

mêlé en rien aux affaires et était encore sous la direction de son gouverneur ou *ajo*, le prince Antoine de Liechtenstein. Celui-ci joignait au culte de l'étiquette, qui rentrait dans ses attributions, la haine de tout ce qui était français; ce sentiment lui était inspiré non-seulement par la rivalité des deux cours, mais par des rancunes de famille : la sœur de sa femme était cette jolie demoiselle de Löwenstein, que la Dauphine avait amenée en France et que le Roi avait mariée à Dangeau[1]. Le prince de Liechtenstein ne pardonnait pas à la cour de Versailles cette grave mésalliance. Son intervention ne facilitait pas les rapports de l'archiduc avec le corps diplomatique : la plupart des envoyés étrangers n'avaient pu lui être présentés, parce qu'il exigeait d'eux certaines formes de respect qui n'étaient dues qu'aux souverains. Villars avait reçu de Louis XIV l'ordre formel de ne prendre d'audience que lorsque ces prétentions seraient abandonnées.

Le premier personnage de la cour était le grand maître, prince Dietrichstein; mais son âge avancé le rendait impropre aux affaires, et la véritable autorité était exercée par le comte Ulrich Kinsky, chancelier de Bohême, vice-chancelier de l'Empire, homme instruit, appliqué, désintéressé, qui avait succédé à Strattmann, sans avoir ni la netteté ni la souplesse de son esprit. Défiant, ayant le goût des voies détournées, il excellait dans l'art de créer des difficultés et de compliquer les questions les plus simples. Il penchait vers une entente avec la France : ses rapports

[1] Saint-Simon, t. I, p. 344; t. II, p. 311.

avec Villars devaient, d'ailleurs, être très-courts, car il mourait au printemps de 1699, de chagrin de n'avoir pas été nommé grand maître de la cour à la mort de Dietrichstein. L'Empereur lui préféra Harrach, pour lequel il avait une véritable amitié, et qui lui plaisait autant par ses défauts que par ses qualités. Intelligent, sûr et de bon conseil, Ferdinand-Bonaventure, comte d'Harrach, était d'un caractère doux et indécis qui ne froissait pas l'irrésolution impériale : d'une piété sincère, il comptait, comme son maître, sur la protection spéciale de la Providence, et croyait au « miracle » attendu. Ambassadeur en Espagne, s'il n'avait pas utilement servi l'Autriche, il l'avait représentée avec dignité et avait de très-bonne foi entretenu les illusions de l'Empereur. Par la confiance du souverain, par sa situation personnelle, il tenait incontestablement la première place ; mais il n'avait ni l'ambition ni l'ardeur au travail qui assurent le premier rôle.

Le personnage le plus actif de tout le conseil était Dominique-André, comte de Kaunitz : nous l'avons déjà rencontré à Munich, ainsi que sa femme, la belle Éléonore de Sternberg ; nous avons pu juger des ressources de son esprit, de son activité, de son habileté à profiter des circonstances sans préjugés, pour ne pas dire sans scrupules. Villars n'avait pas oublié ses luttes avec lui, mais il en avait gardé un bon souvenir : il croyait être la cause de son départ de Munich et de la rupture de Max-Emmanuel avec la comtesse de Kaunitz : il lui savait gré de cette apparente défaite ; il reconnaissait, d'ailleurs, ses talents et son influence croissante. « Depuis la mort de Kinsky,

écrivait-il au Roi, le 30 septembre 1699, qui gouvernait absolument, et, pour dire la vérité, avec plus d'étendue d'esprit, d'élévation et de génie que tout ce qui approche présentement l'Empereur, le comte de Kaunitz a trouvé que toutes les affaires lui venaient naturellement. Le comte d'Harrach est paresseux, le chancelier de cour est un très-pauvre homme, le chambellan de même, le président de guerre ne sort pas de sa sphère et est d'ailleurs accablé de maladies. L'Empereur hait Mannsfeld et estime médiocrement le prince de Salm. Le cardinal Collonitz, d'un esprit très-borné, gouverne même fort mal les affaires de Hongrie. Ainsi tout revient presque au comte de Kaunitz. La considération qu'il s'attire excite bien l'envie du comte d'Harrach, mais ne change pas son tempérament, qui n'est pas porté à la peine. »

Le chancelier et le chambellan, dont Villars parlait avec cette désinvolture, étaient, l'un, le comte Bucelini, homme médiocre en effet, et conduit par ses subordonnés; l'autre, le comte Waldstein, que Villars jugeait trop sévèrement et qui avait plus de décision dans le caractère que la plupart de ses collègues du conseil. Quant au prince de Salm, c'était un homme vigoureux et énergique, qui plaisait à l'archiduc Joseph, dont il avait été *ajo,* et déplaisait peut-être à l'Empereur pour ce motif. « Il est fort ennemi de la France, écrivait Villars ailleurs, et si jamais le roi des Romains est à la tête des armées, ou le prince de Salm n'aura pas de crédit, ou elles seront tournées contre nous. » Le président du conseil de guerre était le vieux Rudiger Stahrenberg, l'illustre défenseur de Vienne, qui se renfer-

mait dans les devoirs de sa charge sans parvenir à les remplir intégralement : il mourut avant la fin de l'ambassade de Villars et fut remplacé par Mannsfeld, dont le principal mérite était d'être profondément dévoué à l'Empereur qui ne l'aimait pas, s'il faut en croire notre auteur.

Quant aux deux hommes de guerre les plus en vue, c'étaient le prince Louis de Bade et le prince Eugène de Savoie. Villars avait avec l'un et l'autre de cordiales relations, que la guerre même, suivant les courtoises habitudes du siècle, ne devait pas détruire. Il les jugeait avec sa perspicacité ordinaire, Eugène, comme un grand capitaine, déjà célèbre à trente-cinq ans et destiné à de plus grands succès; Louis de Bade, comme un général actif, vigilant, habile, mais sans grand vol, et avec une tendance fâcheuse à marchander ses services : « Il a toutes les qualités les plus propres pour commander dignement une armée et pour ôter l'envie de la lui confier[1]. »

Pendant que Villars se livrait à l'étude platonique de ces caractères, les événements avaient marché à Versailles, à Londres et à la Haye. Louis XIV, que nous avons laissé sous l'impression des nouvelles d'Espagne, hésitant à poursuivre les négociations commencées avec Guillaume, était vite revenu à ses premières résolutions, aux pensées de modération, de paix, qui les avaient inspirées. Il avait résolûment écarté les séduisantes tentatives dont Harcourt s'était fait l'organe, pour écouter les sages conseils de Tallard. La négociation reprise n'avait plus été interrom-

[1] Voy. les *Portraits des généraux* imprimés à la suite des *Mémoires de Villars*, t. I, p. 435.

pue; elle avait abouti au premier traité de partage, signé le 25 septembre, qui attribuait la couronne d'Espagne au prince électoral de Bavière et partageait les possessions italiennes de l'Espagne entre l'Autriche et la France.

C'était pour Guillaume d'Orange un grand succès : il avait fait capituler le grand Roi et prévaloir les intérêts maritimes et commerciaux de l'Angleterre et de la Hollande; il avait mis une singulière âpreté à les défendre. Sa loyauté envers Louis XIV n'avait pas été moindre : il n'avait rien laissé deviner ni à l'Autriche, dont il trahissait la cause, ni à l'Espagne, dont il disposait sans titre et sans son aveu. Sa discrétion avait été telle, que ni Goes ni Auersperg, les envoyés impériaux en Hollande, ni Hoffmann, envoyé à Londres, n'avaient rien soupçonné de ce qui se tramait à côté d'eux; ils avaient bien remarqué les allées et venues de Tallard, les conférences tenues à Loo, mais ils n'en avaient pas pénétré le motif. La cour d'Espagne fut renseignée la première : dès le 7 octobre, elle était informée de l'existence du traité, et, dès le 14, elle y répondait, *ab irato,* par le testament que Charles II signait en faveur du prince électoral de Bavière. Harrach, en apprenant cette résolution, qui déjouait tous ses calculs, en fut tout désorienté : il avoua à Harcourt qu'il ne restait d'autre ressource à l'Empereur que de s'entendre avec Louis XIV, et qu'il lui écrivait en ce sens [1].

Les communications étaient lentes entre Madrid et Vienne; les dépêches d'Harrach ne parvinrent à la cour

[1] Hippeau, t. I, p. 270.

qu'à la fin de décembre; elles y causèrent un émoi facile à comprendre, mais dont on sut habilement cacher l'expression. Villars ne se douta de rien. Cependant des informations venues de Hollande et d'Angleterre dans le courant de janvier confirmèrent les rapports d'Harrach; l'existence du traité de partage ne pouvait plus être mise en doute, mais les termes exacts étaient encore inconnus. L'embarras du conseil aulique était extrême; il ne savait à quel parti s'arrêter; espérant obtenir au moins quelques lumières et se renseigner sur les dispositions de la France, il résolut de sonder Villars, et Kinsky fut chargé de le faire parler.

Kinsky aborda Villars, le 22 janvier 1609, dans l'antichambre de l'Empereur, lui exprima le grand désir qu'avait son souverain de vivre en bonne intelligence avec Louis XIV, fit des allusions éloignées aux négociations de la France, essaya d'amener la conversation sur la succession d'Espagne. Villars, qui ne savait rien, put, en toute sûreté de conscience, protester des bonnes intentions de son souverain; mais, entre ces deux interlocuteurs, dont l'un était mal renseigné et l'autre ne l'était pas du tout, la conversation ne pouvait aller loin : ils jouèrent ainsi, deux jours de suite, aux propos interrompus, sans que Kinsky eût obtenu les éclaircissements qu'il désirait, et sans que Villars eût compris le motif de sa démarche. Villars interpréta le langage du ministre dans le sens de ses espérances; il crut à des ouvertures pour un traité direct, et les enregistra avec une naïve satisfaction. Kinsky revint à la charge le 30 janvier, et, cette fois, il fut plus explicite : il se plaignit du silence de la France, alors qu'il était notoire que son acti-

vité diplomatique était grande à Madrid et à Londres; il savait que des négociations étaient engagées pour le partage de la monarchie espagnole. Pourquoi les cachait-on à l'Autriche? Voulait-on la tenir à l'écart? Le testament du roi d'Espagne était un grave événement; on n'en disait rien : pourquoi ne pas échanger ses impressions? Villars ne savait que répondre et multipliait les assurances banales, tout en rejetant sur le silence observé à son égard la cause du silence du Roi. Il se chargea de transmettre au Roi, sans délai, les ouvertures qui lui étaient faites.

Il était tout à la joie que lui causait ce premier début de négociation, lorsqu'un incident inattendu vint, à son grand déplaisir, suspendre tout commerce entre la cour impériale et lui.

Il y avait le même soir bal à la cour. L'usage était de n'inviter à ces réunions restreintes que les personnes qui prenaient part aux danses : le corps diplomatique, quelques étrangers de distinction, assistaient à la fête dans de petites loges séparées de la salle de bal par une balustrade. La salle où se donnait ce divertissement dépendait de l'appartement de l'Impératrice douairière, dont l'archiduc Charles occupait une partie. Villars s'y rendit et se plaça dans une de ces loges avec Hop, l'envoyé de Hollande; l'envoyé de Suède, le nonce, les ambassadeurs d'Espagne, de Venise et de Savoie, en occupaient une autre; l'évêque de Raab soupait dans une loge voisine « de la desserte de l'Empereur ». Rappelons que ni Villars ni la plupart des diplomates présents n'avaient, pour des causes rapportées ci-dessus, été présentés à l'archiduc.

Quelques instants avant l'ouverture du bal, le prince de Liechtenstein, *ajo* de l'archiduc, entra dans la salle : apercevant Villars, il marcha droit à lui, lui dit qu'il trouvait étrange sa présence chez l'archiduc, auquel il n'avait pas été présenté, et l'engagea à se retirer. Surpris par cette brusque interpellation, Villars la reçut assez mal et répondit, non sans vivacité, qu'il n'était pas le seul dans le même cas; que d'ailleurs il se trouvait, non chez l'archiduc, mais chez l'Empereur, et avait le droit d'y rester. Liechtenstein ayant insisté, Villars sut se maîtriser et sortit. Les autres envoyés ne furent pas interpellés et demeurèrent.

L'aventure, comme on peut le penser, fit grand bruit et donna à la cour impériale des soucis qu'elle n'avait pas recherchés. Les torts du prince de Liechtenstein étaient évidents. Quant à Villars, on n'avait rien à lui reprocher : toujours maître de lui, il se contenta de se plaindre à Kaunitz de l'affront qu'il avait subi et de l'avertir qu'ayant pris les ordres du Roi, il les attendait en silence.

La réponse du Roi, datée du 11 février, arriva à Vienne le 25. Elle était d'une grande hauteur. Louis XIV exigeait que le prince de Liechtenstein vînt à la légation de France exprimer à son envoyé « son déplaisir de ce qui s'était passé et d'avoir manqué au respect dû à son caractère ». Tant que cette satisfaction n'aurait pas été obtenue, Villars avait l'ordre de suspendre tout commerce d'affaires avec les ministres de l'Empereur.

Cette demande du Roi jeta la cour dans un grand embarras, non qu'elle la trouvât excessive : elle ne défendait pas l'acte du prince de Liechtenstein, qui avait agi de son propre

mouvement et contre les convenances les plus élémentaires; mais la forme de la satisfaction demandée soulevait une grave question d'étiquette. D'après les usages espagnols en vigueur à la cour impériale, l'*ajo* de l'archiduc ne pouvait sortir du palais sans l'archiduc et ne pouvait rendre de visites que lorsqu'il accompagnait le prince confié à sa garde. Déroger à cette règle, dans un milieu aussi étroitement formaliste, était un acte inouï dont aucun ministre ne voulait prendre la responsabilité. On s'efforça donc d'obtenir la modification de cette condition. Alors commença une longue et laborieuse négociation dont nous ne saurions suivre tous les détails. Tout fut mis en œuvre soit pour convaincre Louis XIV, soit pour agir sur Villars et l'amener à se départir des instructions très-précises du Roi. On lui offrit des satisfactions équivalentes, peut-être même supérieures, s'il consentait à renoncer à la visite de Liechtenstein : Villars écarta toutes ces combinaisons avec autant de fermeté dans le fond que de modération dans la forme; il montra un désintéressement qui ne lui était pas habituel, s'effaçant entièrement, écrivant au Roi de faire servir l'incident à sa politique générale, soit qu'il désirât une rupture, soit qu'il poursuivît un accommodement avec l'Autriche sur la question espagnole. Louis XIV ne voulait pas rompre, mais il n'était pas fâché de faire durer un incident qui le dispensait de répondre aux embarrassantes ouvertures de Kinsky; il pensait d'ailleurs, avec raison, que ses demandes étaient fort modérées; il les maintint et prescrivit à Villars de quitter Vienne le 15 avril, si satisfaction ne lui était pas accordée. Le ministre autrichien

s'adressa alors à Londres et à la Haye, et pria les deux puissances maritimes d'agir officieusement à Versailles pour expliquer à Louis XIV les usages particuliers de la cour de Vienne et lui demander d'en tenir compte. Hemskerke, l'envoyé hollandais, en parla à Torcy : mis au courant de l'affaire, il reconnut le bien fondé et la modération des demandes françaises, et écrivit à Harrach une lettre pressante pour l'engager à ne pas s'arrêter à une insignifiante question d'étiquette. Il obtenait en même temps du Roi que le délai assigné au retour de Villars fût retardé. Villars fixa définitivement son départ au 30 avril et en informa Harrach. Les pourparlers reprirent, les conférences se succédèrent : le nonce, les ambassadeurs de Venise et de Savoie s'entremirent, sans que la question avançât d'un pas, et le 30 avril arriva sans que rien eût été réglé. L'émotion était grande dans la ville : l'éventualité d'une rupture avec la France, pour un motif aussi futile, préoccupait vivement les esprits. Sous la pression des circonstances, la cour découvrit un expédient qui sauvegardait les principes sacrés de l'étiquette : par le plus grand des hasards, la sœur du prince de Liechtenstein, la comtesse Trautmannsdorf, habitait la même maison que Villars et était malade. La maladie d'un proche parent était un de ces cas exceptionnels qui légitimaient une dérogation à la règle et permettaient à un *ajo* de sortir sans son archiduc. L'Empereur autorisa donc Liechtenstein à aller *voir sa sœur;* pour s'y rendre, il était obligé de passer devant l'appartement de Villars : si, au moment où il passerait, Villars se trouvait par hasard sur sa porte, il n'était pas interdit à l'*ajo* de s'arrêter un instant

et de causer avec lui. On fit donc demander à Villars, par l'ambassadeur de Savoie, s'il ne consentirait pas à se trouver sur sa porte, à une heure déterminée, et à y recevoir les excuses de Liechtenstein. La nuance était bien faible, en apparence ; mais Villars eut l'intuition de l'équivoque qu'elle recouvrait et refusa. Il ne se dissimula pas la responsabilité qu'il encourait en risquant une rupture pour ne pas accepter une aussi légère modification aux instructions royales : « J'ose dire, écrivait-il au Roi le lendemain, que j'ai donné, en cette circonstance, une preuve certaine que ma fortune m'est indifférente quand il s'agit de la gloire et de la délicatesse de Votre Majesté. »

Villars refusa donc et commanda les chevaux de poste pour le soir même. A trois heures, sa calèche était devant la porte, les chevaux attelés, au milieu d'un grand concours de peuple : Villars se préparait à partir quand l'ambassadeur de Savoie accourut de nouveau, et lui demanda d'attendre encore qu'il eût le temps d'aller faire un dernier effort au palais : deux heures après, il revenait, annonçant que la satisfaction était accordée sans réserve. Il était bientôt suivi de l'*ajo* qui se présentait chez Villars, était reçu par lui sur sa porte, entrait dans l'appartement, et, s'arrêtant dans le salon, où se trouvait le portrait du Roi, débitait la formule d'excuses très-mitigée qui avait été préalablement convenue. La nuit était arrivée, les domestiques avaient allumé des flambeaux pour éclairer la sortie du prince ; une foule inquiète, curieuse, s'était amassée dans la rue, dans la cour, dans les escaliers ; la visite de l'*ajo* reçut une publicité et un éclat qu'elle n'aurait pas eus si elle eût été simple-

ment et rapidement accordée : les hésitations de la cour n'avaient servi qu'à rendre plus solennelle la réparation donnée à l'envoyé du roi de France[1].

Le règlement de cette délicate question permettait de revenir aux affaires sérieuses. Mais, pendant les trois mois qu'avait duré l'interruption des relations, de graves changements s'étaient produits. Kinsky était mort; avec lui avait disparu l'un des ministres les mieux intentionnés pour la France; Kaunitz, qui lui avait succédé, n'était pas hostile aux idées de conciliation, mais son influence était contre-balancée par celle d'Harrach, récemment nommé grand maître de la cour. Harrach avait rapporté de son ambassade à Madrid une haute idée des droits de l'Autriche sur la succession tout entière, et de grandes illusions sur ses chances de l'obtenir. Un grave événement avait d'ailleurs complétement modifié l'échiquier diplomatique. Le prince électoral de Bavière était décédé, emportant dans la tombe les fragiles combinaisons échafaudées sur sa chétive existence. Les conventions de partage avaient été déchirées par la mort, « qui n'avait pas souscrit à notre traité, écrit Tallard au Roi le 14 février, et n'était pas entrée dans l'engagement de conserver les jours du jeune prince ».

Louis XIV, sans se laisser troubler par ce brusque incident, avait immédiatement repris les négociations avec Guillaume sur la base première : l'équitable partage de la monarchie entre les ayants droit. « Il y avait trois héritiers, écrivit-il à Tallard; il n'y en a plus que deux. » Il ajoutait

[1] Voy. à la suite du tome I des *Mémoires de Villars* le texte ou l'analyse que nous avons donnés des principales pièces relatives à cette affaire.

cette phrase remarquable, qui prouve à quel degré la notion de l'équilibre européen avait pénétré dans son esprit : « Je sais combien l'Europe serait alarmée de voir une puissance s'élever au-dessus de celle de la maison d'Autriche, de sorte que l'espèce d'égalité dont elle fait dépendre son repos cessât de se trouver entre l'une et l'autre[1]. » Il avait donc proposé une répartition des États espagnols entre le Dauphin et l'archiduc. Le roi d'Angleterre, surpris par un événement qu'il n'avait pas prévu, au milieu des embarras d'une crise parlementaire, avait assez froidement accueilli ces ouvertures : l'opinion s'était vivement prononcée en Angleterre contre le premier traité de partage ; elle était généralement favorable à l'Autriche; Guillaume hésitait à la froisser de nouveau. Cependant, la pression d'intérêts qui n'avaient pas changé, le souvenir des engagements pris, l'habile argumentation de Tallard avaient agi sur son esprit : au moment où nous sommes parvenus, c'est-à-dire au commencement de mai 1699, il était revenu à l'idée d'un partage réglé par une convention : mais, toujours préoccupé de ne pas mettre les ressources maritimes de l'Espagne et des Indes entre des mains puissantes, il cherchait à faire remplacer le prince électoral par un souverain de second ordre, soit l'électeur de Bavière, soit le duc de Savoie ; ce fut Louis XIV qui plaida la cause de l'archiduc et qui réussit à la faire triompher. Le 11 juin 1699, après des négociations dont nous n'avons pas à refaire l'histoire, le second traité de partage était provisoirement signé entre

[1] Le Roi à Tallard, 13 février 1699. REYNALD, t. I, p. 243.

le roi de France et le roi d'Angleterre; il ne devait devenir définitif qu'après l'accession de la Hollande. Trois mois étaient donnés à l'Empereur pour y accéder de son côté. On sait que ce traité attribuait à l'archiduc Charles l'Espagne, les Pays-Bas et les Indes, au Dauphin l'Italie, moins le Milanais, qu'il devait échanger contre la Lorraine. Si l'Empereur, à l'expiration du délai fixé, n'avait pas signé le traité, les puissances s'entendraient pour le choix d'un troisième prince qui recevrait la part refusée par l'Autriche.

Guillaume fut chargé d'amener l'Empereur à accepter ces conditions. Il le fit sonder par Hop, son envoyé à Vienne : lui-même fit des ouvertures à Auersperg. Le souverain et le ministre reçurent, chacun de leur côté, la même réponse, à savoir que l'Empereur était le seul légitime héritier de Charles II, depuis la mort du prince électoral, en vertu du testament de Philippe IV et de la renonciation de la reine de France; que l'Angleterre et la Hollande s'étaient engagées en 1689 à soutenir ses droits, que la *grande alliance* n'était pas rompue, et que l'Empereur comptait sur ses alliés pour le défendre éventuellement contre les prétentions de la France; il n'était pas besoin de nouveaux arrangements, les anciens suffisaient. L'argumentation était serrée, mais elle n'était plus de saison. Guillaume, lié avec Louis XIV, n'était plus disposé à faire la guerre au seul bénéfice de l'Autriche et à dépenser les ressources de ses deux États pour mettre l'Europe sous la dépendance d'une seule dynastie : il le fit sentir à la cour de Vienne, et insista, sans encore lui révéler l'existence du traité, pour qu'elle se prêtât à une transaction. Il se crut

écouté. Vers la même époque, Kaunitz, reprenant avec Villars le thème de Kinsky, lui faisait des ouvertures banales que l'envoyé de France prenait pour des avances et signalait au Roi avec empressement. A Versailles comme à Londres, on crut un instant à la possibilité d'une entente. Mais c'était une illusion; à Vienne, on ne cherchait qu'à gagner du temps, à empêcher le rapprochement de l'Angleterre et de la France : on se croyait sûr de l'héritage espagnol, on ne voulait pas risquer dans des compromissions douteuses les chances que l'on croyait tenir de son droit, de l'inclination connue de Charles II et de la protection d'en haut.

Cette politique d'atermoiement convenait à l'esprit irrésolu et mystique de Léopold, à la lenteur proverbiale du conseil aulique : les avances faites à Villars ne servaient qu'à la couvrir; pendant que l'envoyé du Roi les enregistrait avec une satisfaction prématurée, la cour prenait ses précautions à Madrid; des bruits alarmants ayant couru sur la santé du Roi, l'Empereur s'empressait de signer le 9 juillet des pleins pouvoirs donnés éventuellement au conseil de Castille pour gouverner l'Espagne en son nom. En même temps, feignant d'entrer dans les vues de Guillaume, il lui faisait proposer de donner les Indes à la France et le Milanais à l'Autriche. Guillaume et Heinsius étaient trop avisés pour ne pas discerner le véritable sens d'une proposition aussi directement contraire aux intérêts des puissances maritimes; ils la repoussèrent comme dérisoire et commencèrent à douter du succès; ils n'en insistèrent pas moins avec une louable persévérance. Guillaume s'épuisa en vains

efforts pour persuader la cour de Vienne de la nécessité d'une transaction sérieuse. Toute l'année 1699 se passa en inutiles négociations.

Ce n'était pas seulement à Vienne que le roi d'Angleterre rencontrait des résistances inattendues : en Hollande, les États Généraux se refusaient à signer le traité; « Messieurs d'Amsterdam », avec leur sens pratique, comprenaient ce qu'avait de précaire un arrangement repoussé par la partie la plus intéressée, et qui laissait indéterminée une question aussi grave que la nomination du futur roi d'Espagne; de plus, ces parlementaires défiants demandaient l'enregistrement du parlement de Paris. On voit d'ici l'indignation du grand Roi en apprenant une semblable prétention : il répondit avec hauteur que le parlement de Paris était un corps judiciaire qui n'avait pas à connaître de sa politique, mais il se montra prêt à attendre patiemment l'adhésion de l'Autriche et à s'entendre avec Guillaume sur une liste de candidats au trône d'Espagne : ces concessions n'amenèrent aucun résultat. Louis XIV commençait à perdre patience; Guillaume, de son côté, s'alarmait et craignait que le Roi, poussé à bout, ne s'entendît directement avec l'Autriche : il fit un dernier et vigoureux effort, et enleva le consentement des États Généraux; le 3 mars 1700, ils signèrent le traité tel qu'il avait été arrêté entre les deux rois. Les ratifications furent échangées à la fin d'avril.

A Vienne, Guillaume fut moins heureux : il n'obtint que des fins de non-recevoir. Seul, pendant toute cette année, il avait conduit la négociation par l'intermédiaire de Hop. Villars s'était tenu à l'écart par ordre du Roi, qui pensait

avec raison que l'ancien allié de Léopold était mieux placé que lui pour amener l'Empereur à traiter. Villars ne devait pas laisser soupçonner aux ministres autrichiens que son souverain fût d'accord avec le roi d'Angleterre. Pourtant, quand l'adhésion des États de Hollande eut donné au traité un caractère nouveau, Louis XIV pensa avec raison que son abstention n'avait plus de motif, que le traité ne pouvait être caché à Madrid, et qu'il devait être communiqué à Vienne.

A Madrid, la cour n'ignorait pas les projets de partage, mais elle ne savait pas exactement quel était le rôle de la France : Harcourt le lui dissimulait avec soin, espérant toujours que Louis XIV ne persévérerait pas dans cette voie. Pendant six mois, tenu par le Roi au courant des moindres détails, il n'avait cessé de lui déconseiller le traité, soutenant qu'un traité n'empêcherait pas la guerre; il considérait la guerre comme inévitable dans tous les cas : ne valait-il pas mieux la faire, d'accord avec la nation espagnole, pour mettre et maintenir un Fils de France sur le trône, que contre la nation pour lui imposer un archiduc d'Autriche? Le Roi calmait cette ardeur; il ne croyait pas à l'efficacité du sentiment public : « Ce sont des vœux sans effet », écrivait-il; quand même l'avénement de son petit-fils eût été facile à obtenir, il ne pouvait espérer le maintenir sans guerre : « Il préférait à cette vue celle de prendre des mesures plus convenables à la paix de l'Europe et au repos de la chrétienté[1] » ; un traité, conclu avec les puis-

[1] 30 juin 1699. HIPPEAU, t. II, p. 98. Malgré ces preuves positives de la sincérité de Louis XIV et du découragement d'Harcourt, M. Hippeau

sances maritimes et consenti par l'Autriche, était à ses yeux le seul moyen d'assurer la tranquillité. Harcourt se soumit, non sans regret, et demanda un congé pour ne pas assister à l'écroulement de ses espérances. « Le parti de Votre Majesté[1] ne consiste que dans l'inclination du peuple et *très-peu* de seigneurs qui ne se sont pas expliqués : *il tombera de lui-même.* » Le Roi l'avait pourtant maintenu à son poste tant que la Hollande avait résisté, afin de pouvoir revenir à ses idées, « si le traité ne s'achevait pas ». Quand le traité eut été achevé, Louis XIV n'insista plus : « Il n'est plus question de négocier à Madrid, écrivait-il le 11 mars 1700... Mon intention est que vous preniez présentement vos audiences de congé. » Harcourt s'était hâté d'obéir; sa femme était déjà rentrée en France; il partit aussi vite que le lui permit la nécessité de liquider un grand établissement : au mois de mai, il avait quitté le sol de l'Espagne, laissant M. de Blécourt comme chargé d'affaires, avec la triste mission de liquider la faillite diplomatique à laquelle il ne voulait pas attacher son nom.

Au même moment, Villars reçut du Roi le texte du traité, avec mission de le communiquer à l'Empereur et de lui demander son adhésion. Villars, comme Harcourt, n'était

soutient que les négociations secrètes pour la désignation du duc d'Anjou et la marche des troupes françaises se continuaient entre Harcourt et Porto-Carrero : il base son opinion sur une dépêche qu'il publie à la date du 13 août 1699 (t. II, p. 123). L'argumentation s'écroule devant un fait tout matériel : la dépêche n'est pas de 1699, mais du 13 août 1698; le contexte le prouve surabondamment : elle annonce comme prochaine l'entrée de l'ambassadeur qui eut lieu le 15 septembre 1698. A cette époque, le traité de partage n'était pas signé, Harcourt recevait les premières ouvertures du cardinal et les encourageait discrètement.

[1] 8 mars 1699. HIPPEAU, t. II, p. 42.

guère satisfait de la tournure que prenaient les événements. La mission ingrate qu'il recevait n'était pas celle qu'il avait rêvée; il doutait grandement de sa réussite; il ne l'accomplit pas moins avec une scrupuleuse exactitude, sinon avec succès. Pour bien comprendre les difficultés auxquelles il se heurta et bien saisir le véritable rôle de l'Autriche, il nous faut reprendre les choses d'un peu plus haut.

On se rappelle que Hop avait été seul chargé par son gouvernement de faire des ouvertures à la cour de Vienne; sans lui révéler l'existence même du traité, il devait l'amener à l'idée d'un partage de la monarchie espagnole, suivant le système de répartition qui faisait la base du traité. On se rappelle aussi les propositions dérisoires et les fins de non-recevoir opposées aux démarches de l'envoyé hollandais. L'attitude inerte et fataliste de la cour impériale n'avait pas été adoptée sans des discussions et des tiraillements qu'il est bon de connaître. Nous avons à cet égard les renseignements les plus curieux et les plus authentiques. C'est la série des procès-verbaux des séances du conseil, conservée aux Archives I. R. de Vienne. Cette incomparable collection est la source incontestée de l'histoire véritable. M. Gædeke l'a utilisée avec sagacité et en a publié les principales pièces. Tout y est curieux, jusqu'à la forme. Ce sont de courtes notes, prises au cours de chaque séance, à l'aide de ce bizarre mélange de mots allemands, latins, français, italiens, à la mode dans les chancelleries allemandes; les discours de chaque membre du conseil y sont résumés en quelques phrases rapides, brèves, dont l'incorrection même

garantit la sincérité; mieux que les dépêches les plus correctes et les plus étudiées, ces témoins irrécusables nous font connaître la pensée entière de la Cour et assister au laborieux enfantement de ses résolutions. Le conseil ou *conférence* chargé d'étudier la question d'Espagne se composait de Harrach, grand maître de la cour, de Waldstein, grand chambellan, de Buceleni, grand chancelier, de Kaunitz, de Mannsfeld, plus deux conseillers d'État servant de secrétaires. Le roi des Romains assistait aux séances importantes qui avaient lieu en présence de l'Empereur. Quand les questions avaient été discutées, l'opinion de la majorité était soumise à l'Empereur, qui décidait.

De tous ces hommes d'État, les seuls qui parussent avoir des idées nettes étaient le roi des Romains et Kaunitz : le premier ne croyait pas à une solution pacifique; sans se refuser à un essai de négociation directe avec la France, il insistait pour que l'on prît résolûment et rapidement des mesures militaires. Kaunitz croyait une entente avec la France possible; il conseillait de la tenter franchement, tout en se préparant à faire la guerre si les tentatives de conciliation échouaient. Les autres flottaient incertains entre des opinions contradictoires : le plus irrésolu de tous était l'Empereur. Dans les conclusions qui terminaient chaque séance, les récriminations stériles, les propositions vagues tenaient plus de place que les résolutions positives. L'accord s'était pourtant fait sur un point : l'impossibilité d'accepter les propositions hollandaises. Tout le conseil était d'avis que le projet de répartition des États espagnols ne tenait pas un compte suffisant des intérêts autrichiens, et en cela, il

faut le reconnaître, il n'avait pas tort : le point de vue qui avait dominé dans la rédaction du traité était le point de vue anglo-hollandais, c'est-à-dire le point de vue maritime et commercial : les aspirations naturelles des deux dynasties rivales et les convenances géographiques des deux États n'avaient pas été prises en considération; la base normale d'une entente directe entre l'Autriche et la France était celle de 1668, à savoir les Pays-Bas à l'une et le Milanais à l'autre; elle avait été écartée à cause des susceptibilités anglo-hollandaises que Louis XIV voulait à tout prix satisfaire; le lot assigné à l'Autriche, en lui fermant l'Italie, en l'isolant dans les Pays-Bas, en lui donnant l'Espagne ruinée à garder sans armée, et les Indes lointaines à exploiter sans marine, ne répondait à aucun de ses intérêts actuels. Aussi, lorsque Hop l'offrit pour la première fois aux ministres autrichiens, l'indignation fut-elle grande au sein du conseil : il n'y eut qu'une voix pour flétrir la trahison des Anglais et des Hollandais, qui manquaient à leur foi et à l'alliance conclue en 1689. A cette impression de colère en avait succédé une de découragement : les idées de négociation directe avec la France avaient alors gagné du terrain; mais on n'avait pas su se mettre d'accord sur les termes de la proposition à lui faire; tout s'était borné à cette offre dérisoire des Indes, que nous avons vu Guillaume repousser avec tant de hauteur, et à quelques banales conversations avec Villars.

On avait pourtant pris une résolution positive, celle d'envoyer un ministre en France; que l'on se décidât ou non à traiter, il était indispensable de pourvoir un poste

depuis trop longtemps vacant; on y avait mis le comte Sinzendorf, jeune débutant de bonne maison, mais on lui avait interdit toute initiative et mesuré parcimonieusement les instructions et les renseignements; comme Villars, il devait observer, écouter et attendre. Torcy avait bientôt reconnu le vide de ses informations et cessé de le prendre au sérieux.

Le silence et la réserve de Villars avaient failli l'exposer au même traitement. Le premier effarement passé, Kaunitz avait obtenu que l'on étudiât au moins avec soin la question de savoir s'il convenait ou non de traiter avec la France et sur quelle base, celle de 1668 ou toute autre. Plusieurs séances du conseil en août et septembre 1699 avaient été consacrées à cette étude : le conseil semblait pencher vers la conciliation; lorsqu'on en était venu à discuter le mode de procéder, en cas de négociation, Mannsfeld avait conseillé de prendre un autre intermédiaire que Villars : « Il doutait que Villars eût le *crédit* suffisant pour que le Roi lui confiât une négociation de cette importance. » Ce fut Kaunitz qui avait insisté pour que Villars ne fût pas mis de côté, *non prætereundum :* « Il ne pouvait pas croire que l'envoyé du Roi fût laissé dans l'ignorance de ce qui se passait[1]. » Puis il avait développé un système qui consistait à donner à l'archiduc, outre l'Espagne et les Indes, le Milanais, Final et les ports de la Toscane, enfin les Pays-Bas à échanger avec l'Électeur contre la Bavière : le Dauphin aurait eu Naples, la Sicile, et

[1] Gædeke, t. I, p. 173*.

la Sardaigne à échanger contre la Lorraine. Sur le premier point, Kaunitz avait eu gain de cause; il avait été convenu que Villars serait tenu au courant des négociations, quand même Sinzendorf aurait été chargé de les conduire à Versailles; mais sur le second point Kaunitz n'avait obtenu aucune résolution positive : l'attention qu'il avait eue pour Villars était restée sans application, car aucune négociation n'avait été sérieusement entamée, ni à Versailles, ni à Vienne : les *conférences* s'étaient succédé pendant toute la fin de 1699 et le commencement de 1700, sans que rien eût été décidé : l'Empereur ne donnait aucune conclusion, par calcul autant que par inertie. Les velléités de conciliation qu'il avait semblé avoir au début avaient été subitement arrêtées en septembre 1699, par les démarches du roi d'Espagne. Charles II, informé des projets de partage, avait adressé à Londres une protestation indignée, avait rappelé (27 août) son ambassadeur et écrit à Léopold qu'il comptait sur sa fidélité; l'Empereur, dont toutes les espérances reposaient sur les sentiments de Charles II, s'était empressé de répondre qu'il ne souffrirait pas le démembrement de la monarchie, et s'était empressé d'éviter toute compromission avec les souverains prévoyants et sacriléges qui, du vivant du Roi, se partageaient ses dépouilles. Il s'était retranché dans un silence obstiné, confiant dans l'affection du roi d'Espagne et dans la protection divine, qui n'avait jamais manqué à sa maison : *Oculis tamen videmus quod Deus multa operatus est pro Austria, auch in Spanien*[1].

[1] Conférence du 11 octobre 1699. GÆDEKE, t. II, p. 178*.

Sinzendorf avait seulement été autorisé à sonder la cour de France en lui faisant « comme de lui-même » quelques vagues propositions au sujet des Indes et du Milanais. Torcy n'avait eu qu'à demander à l'envoyé autrichien s'il parlait en son propre nom ou au nom de son gouvernement, pour que la conversation tombât d'elle-même. Elle n'avait pas été reprise.

En résumé, depuis deux ans, aucun commerce sérieux n'avait existé entre Léopold et Louis XIV, ni l'un ni l'autre ne voulant, pour des causes que nous avons suffisamment fait connaître, prendre l'initiative d'un arrangement direct. Quant à un arrangement collectif, l'Empereur se refusait à y participer : il était engagé vis-à-vis de Madrid par ses promesses et ses espérances, vis-à-vis de Londres par ses résistances mêmes, par l'indignation que lui causait la trahison de Guillaume III. Le conseil était divisé ; la minorité, conduite par Kaunitz, n'était pas éloignée d'accepter le traité, à condition toutefois que certaines modifications y fussent introduites, que Milan, par exemple, fût assuré à l'archiduc. La majorité repoussait un arrangement auquel l'Empereur refusait de souscrire : le mot de guerre avait même été prononcé ; le roi des Romains l'avait jeté au milieu de la discussion, comme la ressource suprême de l'honneur compromis et des intérêts méconnus.

C'est dans ces conditions que Villars fut officiellement chargé de l'ingrate mission que nous avons déjà indiquée, celle de communiquer à l'Empereur le texte même du traité de partage, et de solliciter son adhésion.

Les ordres du Roi étaient datés du 6 mai 1700. Ils

étaient accompagnés d'une longue dépêche, modèle de précision, de modération, de prudence, de force contenue. Louis XIV y développait dans un magnifique langage les raisons qui l'avaient porté à abandonner partiellement les droits de son fils et à renoncer à se servir, pour les soutenir, des forces dont chacun savait qu'il pouvait disposer; il avait voulu éviter à ses peuples et à l'Europe les horreurs d'une nouvelle guerre : si l'Empereur accédait au traité, la redoutable question de la succession d'Espagne serait réglée sans effusion de sang. Le Roi faisait un éloquent appel à la prudence et à la piété de Léopold; il ne pouvait croire que l'Empereur préférât les événements incertains d'une guerre et les malheurs qui en sont inséparables à un arrangement raisonnable et équitable; il le conjurait de l'accepter sans délai.

Villars composa avec les termes mêmes de la dépêche du Roi, en atténuant seulement quelques expressions, un discours qu'il tint à l'Empereur le 18 mai au soir; il lui remit en même temps la copie du traité de partage. Léopold répondit à cette communication en termes généraux, protestant de son intention de vivre en bonne intelligence avec le Roi, rappelant la modération qu'il croyait avoir montrée depuis un an, pendant les négociations de Hop avec ses ministres, insistant sur les longs délais qu'exigeait l'examen d'une matière aussi importante.

Harrach et Kaunitz, que Villars vit après l'audience impériale, furent moins réservés; ils ne dissimulèrent pas leur mauvaise humeur. Le premier s'exprima en termes très-vifs sur le compte de ces alliés de la veille, si prompts à

disposer du bien d'autrui, de ces marchands d'Amsterdam qui se mêlaient de donner des fiefs de l'Empire. Kaunitz montra le ciel en disant : « Il y a quelqu'un là-haut qui travaillera encore à ces partages. »

Le conseil fut immédiatement convoqué; il tint plusieurs conférences consécutives[1] ; la question fut examinée sous toutes ses faces ; ses inconvénients furent analysés ; divers systèmes furent discutés. La préoccupation qui domine ces délibérations confuses est celle de rompre l'alliance conclue entre la France et les puissances maritimes, et de ne rien faire qui pût altérer les bonnes dispositions du roi d'Espagne pour l'archiduc. Kaunitz plaida de nouveau la cause de la conciliation : à son sens, le traité serait acceptable s'il accordait le Milanais à l'Autriche; ne pourrait-on essayer d'échanger cette province contre la Belgique en donnant la Belgique au duc de Lorraine? On commencerait par offrir les Indes à la France, mais il faudrait auparavant solliciter l'agrément du roi d'Espagne. Kaunitz se trompait s'il croyait encore une entente directe avec la France possible : le moment était passé; tant que Louis XIV n'était pas officiellement engagé avec les puissances maritimes, il pouvait se prêter à des négociations séparées ; il les aurait certainement acceptées si elles lui avaient été alors franchement offertes; mais, à l'heure présente, lié par un traité solennel, il ne pouvait plus écouter de propositions secrètes. Quant à l'offre des Indes, elle ne pouvait être sérieusement faite : le conseil n'ignorait pas que Portland avait déclaré

[1] Conférences des 21, 27, 28 mai 1699. GÆDEKE, t. II, p. 183* et suiv.

qu'il se laisserait plutôt « couper les mains » que de signer une pareille clause. Un membre fit observer que la France ne saurait accepter les Indes sans s'exposer à une guerre interminable, *bellum perpetuum,* avec l'Angleterre et la Hollande, et qu'elle ne consentirait à les recevoir que si l'Empereur lui promettait son assistance militaire. Malgré cette objection décisive, à cause d'elle peut-être, il fut décidé qu'on essayerait d'amener la France à une entente secrète et qu'on lui offrirait les Indes. Le sens de cette décision ressort des discussions qui l'avaient précédée; elle n'avait d'autre but, selon l'expression de Sinzendorf, que d' « allécher[1] » la France et de l'entraîner à des démarches capables de la brouiller avec ses alliés. En même temps des lettres pressantes furent adressées en Espagne, au Roi, à la Reine, pour protester de l'indignation de l'Empereur, pour affirmer sa volonté de maintenir l'intégrité de la monarchie, pour solliciter de « mâles résolutions ».

A la suite de la décision prise, Harrach et Kaunitz vinrent mystérieusement, le 14 juin, lire à Villars deux mémoires : l'un ostensible, dans lequel ils discutaient les termes du traité et donnaient des assurances banales de leur désir de s'entendre avec la France; l'autre confidentiel, dans lequel il était dit que l'Empereur ne pouvait admettre l'ingérence des puissances tierces dans une question qui ne relevait d'elles à aucun titre, mais qu'il était disposé à s'entendre directement et secrètement avec le roi de France. Si le Roi entrait dans cette vue, des pleins pouvoirs pour-

[1] Sinzendorf à l'Empereur, 28 nov. 1699. Gædeke, t. II, p. 141*.

raient être envoyés soit à Vienne, soit à Paris; le traité secret une fois conclu, l'Empereur accéderait pour la forme au traité de partage, mais il serait bien entendu qu'à la mort du roi d'Espagne le traité secret serait seul exécuté. En même temps, Sinzendorf se rendait chez Torcy et lui offrait de traiter soit en acceptant le Luxembourg à la place du Milanais, soit en échangeant toutes les Indes contre les possessions de l'Espagne en Italie.

Villars crut toucher au but si ardemment désiré : « Le fort de la négociation est à Vienne », écrit-il complaisamment dans ses Mémoires; il essayait de faire partager au Roi ses illusions. Mais Torcy était sur ses gardes; il déclina courtoisement les propositions de Sinzendorf qui ne lui parurent pas sérieuses et qui ne l'étaient pas en effet. Sinzendorf n'insista pas, « dans la crainte, écrit-il à l'Empereur [1], de découvrir le jeu de Votre Majesté, au cas où elle n'aurait pas l'intention de souscrire au traité... et de donner lieu de croire que Votre Majesté ne cherchait qu'à gagner du temps ou à brouiller la France avec les puissances maritimes ». Sinzendorf discuta alors l'article 9 du traité, celui qui empêchait la réunion de la couronne d'Espagne sur la même tête que la couronne de France ou la couronne impériale. Torcy, avant de suivre son interlocuteur sur ce terrain, lui demanda si, dans le cas où l'Empereur recevrait satisfaction sur cet article, il accepterait le reste du traité. Sinzendorf répondit qu'il n'avait pas d'ordres à cet égard, mais qu'il croyait à l'acceptation de son souverain.

[1] 7 juin 1700. Gædeke, t. II, p. 155*.

Ou l'envoyé impérial était mal renseigné sur les intentions de son maître, ou il cherchait à les dissimuler, car au moment même où il donnait à Torcy cette espérance formelle, Léopold montrait pour le traité un éloignement de plus en plus marqué : il avait reçu d'Espagne des lettres qui le confirmaient dans ses illusions. Le Roi, indigné de l'abandon de Guillaume III, affirmait qu'il voulait conserver ses États à la maison d'Autriche; la Reine et son entourage veillaient avec soin afin d'éloigner les influences contraires. Léopold se persuada qu'il n'avait qu'à attendre en paix l'effet de ces heureuses dispositions. Le conseil était moins optimiste : il savait que plusieurs ministres espagnols, pour sauver l'intégrité de la monarchie, parlaient de se donner à la France; l'ambassadeur d'Espagne à Vienne, quoique partisan de l'Autriche, avait dit tout haut qu'à la honte d'un démembrement son pays préférerait « la dure extrémité de subir un prince français ». Mannsfeld, Kaunitz étaient inquiets; ils insistèrent pour que l'on tînt compte de ces avertissements, demandèrent que l'on prît au moins des mesures militaires, que l'on renforçât le corps allemand qui occupait la Catalogne, que l'on se préoccupât de l'Italie, que l'on prît enfin à l'égard de la France une résolution positive. L'influence fataliste de Léopold prévalut; l'état d'esprit qu'elle inspira se peint dans cette conclusion caractéristique de la conférence du 28 juillet : *Respondendum Sinzendorf, ita ut nec sit affirmativa aut negativa!* Quant à Villars, on l'amusa avec de feintes confidences et des entretiens sans conclusion.

Les nouvelles venues d'Espagne étaient vraies; le Roi,

surveillé de près par la Reine, par son confesseur tyrolien, restait fidèle à ses sentiments autrichiens; mais dans le conseil de Castille, dans l'opinion publique, un travail tout différent s'était produit. Contrairement aux prévisions d'Harcourt et de la cour de France, la divulgation du traité de partage, loin de faire tomber le parti français, l'avait considérablement accru. Blécourt le constate avec surprise : « La déclaration, écrivait-il dès le 13 juin, a produit un effet tout contraire à ce qu'on pouvait en attendre. » L'opinion se tournait vers un Petit-fils de France, comme vers le seul souverain assez fort pour maintenir l'intégrité de la monarchie : Porto-Carrero, habile à profiter des circonstances, avait fait prendre au conseil de Castille une délibération dans le même sens.

Pour combattre ce mouvement, Harrach s'était empressé d'affirmer que Louis XIV, lié par le traité de partage, avait déclaré qu'il refuserait au duc d'Anjou l'autorisation d'accepter la couronne. L'ambassadeur autrichien, en répandant cette nouvelle décourageante, n'oubliait qu'un point très-important, c'est que Louis XIV avait subordonné son refus à l'adhésion de l'Empereur au traité. Interpellé par Sinzendorf, le 20 mai 1700, sur la question de savoir si, l'Empereur souscrivant au traité, le roi de France accepterait l'offre de la couronne pour un prince français, Torcy avait catégoriquement répondu : *Non*[1], et le Roi lui-même

[1] Gædeke, t. II, p. 150*. La même conversation est résumée dans un mémoire de Torcy qui est conservé aux archives des Affaires étrangères, et où il est dit que si l'Empereur signe le traité, « nulle offre n'empêchera le Roi d'exécuter ponctuellement ce qu'il aura promis ».

avait écrit à Villars quelques jours après : « Je ne m'engage à refuser les propositions que les Espagnols pourraient faire à l'un de mes petit-fils qu'en cas que l'Empereur ait signé et ratifié le traité. » L'engagement était formel, j'ajoute qu'il était sincère : il était la conséquence naturelle de toute la politique suivie par Louis XIV depuis trois ans. On peut affirmer que si l'empereur d'Autriche avait accepté le traité, Louis XIV eût refusé la couronne d'Espagne pour son petit-fils. Sinzendorf n'en doutait pas et revient plusieurs fois dans ses dépêches sur les déclarations satisfaisantes qu'il avait reçues. Mais la réserve faite par le Roi n'était valable qu'autant que l'Empereur de son côté se fût engagé à ne réclamer, de la succession espagnole, que la part assignée à son fils par le traité. La cour de Vienne ne l'ignorait pas, mais elle avait intérêt à ce qu'à Madrid on crût le contraire. Son ambassadeur s'y employa activement. Porto-Carrero s'adressa à Blécourt et lui demanda s'il était vrai que le Roi eût fait la déclaration que lui prêtait Harrach : le Roi lui fit répondre le 15 juillet que « l'Empereur n'ayant pas souscrit au traité, il n'était pas encore temps de faire cette déclaration ». Le cardinal, rassuré par cette réponse, se joignit à ceux qui, pour un motif tout différent, dissuadaient l'Empereur de s'engager avec les puissances alliées, et ce fut non-seulement en son nom, mais au nom du conseil de Castille tout entier et au nom des grands de sa cour, que Charles II put supplier Léopold de ne pas signer un traité attentatoire à l'honneur de sa couronne et aux droits de la maison d'Autriche. Il paraît probable qu'à ce message ostensible le roi d'Espagne en joignit un autre

confidentiel, par lequel il promettait de faire un testament en faveur de l'archiduc[1].

Cette commnnication dissipa les dernières hésitations de l'Empereur. Le 18 août, il faisait remettre à Villars, par Harrach, une note dans laquelle il déclarait qu'il aurait cru manquer à toutes les bienséances en s'occupant de la succession d'un roi vivant et en état d'avoir des enfants. Il refusait donc de souscrire au traité, et, tout en protestant de ses bons sentiments pour la France, il se disait disposé à empêcher, même par les armes, la prise de possession de l'Espagne par le troisième souverain dont on l'avait menacé.

En même temps, Léopold chargeait son ambassadeur à Madrid d'exprimer au roi d'Espagne la joie que lui causait son intention de conserver toute la monarchie *pro domo nostra Austriaca;* il le chargeait, en outre, de remercier chaleureusement la Reine de son active et puissante intervention, d'exposer au conseil et aux grands que la France étant engagée dans le traité de partage, l'Autriche seule était en mesure de conserver l'intégrité de la monarchie, et qu'elle était prête à la défendre; il annonçait, en conséquence, l'envoi de renforts au corps allemand de Catalogne, la mise sur pied de 30,000 hommes destinés aux Pays-Bas, et sollicitait des ordres aux vice-rois des provinces italiennes pour qu'ils eussent à se mettre en état de défense et à

[1] On ne saurait mettre en doute les véritables intentions de Porto-Carrero : il savait que l'adhésion de l'Empereur au traité entraînerait le refus du duc d'Anjou ; il importait donc à ses projets tout autant qu'à ceux des partisans de l'Autriche que Léopold repoussât le traité : il se joignit à eux pour obtenir ce résultat, tout en se réservant de les jouer quelques jours après.

s'entendre avec la cour de Vienne sur les mesures militaires à prendre [1].

Villars reçut la communication du 18 août avec un dépit qu'il eut de la peine à dissimuler. Il voyait s'écrouler l'échafaudage de ses espérances et de ses ambitions. Pour cacher sa déception, il sollicita du Roi un congé, qui lui fut refusé. Louis XIV avait encore besoin de sa présence à Vienne, car il avait à conformer son attitude à la situation nouvelle et périlleuse créée par l'Empereur. Lui aussi voyait s'écrouler le fragile édifice de ses combinaisons; il avait tout sacrifié au repos de l'Europe : son orgueil de souverain, ses habitudes de conquérant, ses intérêts de chef de dynastie; il avait fait des avances à son plus mortel ennemi, subi le marchandage des négociants d'Amsterdam, accepté, pour la première fois, le second rôle dans une négociation importante, le tout dans l'intérêt de la paix, et il voyait le fantôme de la guerre se dresser devant lui. Il s'était trompé sur les sentiments de Léopold; il avait cru à sa modération et à sa perspicacité; il avait compté sans cette obstination douce et fataliste qui s'allie si bien à l'irrésolution dans les esprits faibles et ne leur laisse voir qu'un côté des questions. Léopold se jetait, les yeux fermés et de gaieté de cœur, dans la guerre, sans mieux en peser les conséquences qu'il n'en discernait les causes. La guerre devait durer douze ans, amener d'effroyables malheurs et donner à sa maison, malgré des succès militaires inespérés, des résultats inférieurs à ceux que lui assurait le traité. L'histoire impartiale

[1] Gædeke, t. II, p. 130*.

lui laissera la responsabilité du sang versé inutilement : elle saura gré à Louis XIV de ses efforts pacifiques, de la violence qu'il dut faire à son caractère et à ses habitudes pour les concevoir, les multiplier et les poursuivre.

Le refus de l'Empereur frappait de caducité le traité de partage avant même qu'il pût être appliqué. Conçu en vue de la paix, il ne répondait pas à l'état de guerre. Aussi Louis XIV, tout en s'efforçant encore d'en sauver les dispositions, songea-t-il à ne pas se laisser surprendre par les événements. Il commença à prêter l'oreille aux offres espagnoles et à prendre des mesures militaires; il massa un corps d'armée sur les Pyrénées et en donna le commandement à Harcourt, qui brûlait du désir de réparer par l'épée les échecs supposés de sa diplomatie. En même temps, le Roi chargea Villars de faire savoir à la cour impériale qu'il considérerait comme déclaration de guerre tout envoi de troupes dans les provinces espagnoles. Villars se tira de cette délicate mission avec tact et fermeté; il obtint de l'Empereur une déclaration qui, en donnant au Roi toute sécurité, ne froissait aucune susceptibilité : les deux souverains s'engageaient réciproquement à ne pas toucher aux territoires espagnols de Charles II [1]. La formule était heureusement trouvée : Villars s'en attribua, à tort ou à raison, le mérite; c'était son premier succès diplomatique, il était excusable de s'en exagérer l'importance. Longtemps après, il en parlait avec complaisance; l'incident s'était, dans ses souvenirs, grossi avec les années; dans les

[1] La déclaration est du 6 octobre et se trouve dans les *Mémoires de Villars*, t. I, p. 282 et 462.

Mémoires qu'il écrivit vingt ans plus tard, il a pris les proportions d'un événement de premier ordre, qui a décidé du sort de l'Espagne et de l'Europe.

Les destinées de l'une et de l'autre se décidaient alors, non à Vienne, mais à Madrid, et sans aucune intervention de la diplomatie française. Le sentiment espagnol s'exaltait : Porto-Carrero le soutenait et le dirigeait avec habileté et patriotisme : l'avénement d'un Petit-fils de France apparaissait de plus en plus comme le salut de la monarchie; le seul obstacle venait des refus présumés de Louis XIV. Harrach exploitait avec activité l'adhésion du roi de France au traité de partage, et s'efforçait de décourager les espérances nationales. Porto-Carrero fit une dernière et pressante démarche auprès du Roi afin de lui arracher son consentement. Louis XIV, qui commençait à désespérer du traité de partage, mais ne pouvait pas encore se l'avouer, répondit avec habileté : « Je n'ai pas dit, écrivait-il à Blécourt le 23 août, que je refuserais de pareilles offres, si elles étaient faites avec toutes les sûretés convenables; le silence que j'ai gardé sur ce sujet est tout ce que la nation peut me demander. » Le silence du Roi suffisait à Porto-Carrero, qui se remit à l'œuvre avec activité, persévérance et discrétion. On sait le reste. Nous n'avons pas à décrire ici les péripéties du drame qui se joua autour du lit où agonisait le dernier descendant de Charles-Quint : la lutte fut vive entre la Reine et le cardinal, menée de part et d'autre avec toutes les ressources de l'habileté et de l'intrigue; tout fut mis en œuvre pour arracher un acte décisif à la volonté du moribond, tout fut exploité, jusqu'aux

angoisses d'une conscience timorée, et aux affres de la mort prochaine; enfin, la victoire se décida pour Porto-Carrero : le 3 octobre 1700, Charles II signait le célèbre testament qui instituait le duc d'Anjou héritier de toutes les Espagnes.

Le surlendemain du jour où s'accomplissait ce mémorable événement, Louis XIV, qui n'y croyait pas [1], ne voulut pas renoncer aux espérances pacifiques du traité de partage sans avoir fait auprès de l'Empereur un suprême et loyal effort. Il chargea Villars de dire à Léopold que la mort du roi d'Espagne paraissant imminente, il avait voulu faire une dernière démarche « afin de ne rien omettre de tout ce qui pourrait maintenir la paix et le repos de la chrétienté ». D'accord avec ses alliés, il avait suspendu l'exécution de l'article 7, par conséquent le choix d'un troisième prince à substituer à l'archiduc, et consentait à tenir secrète, jusqu'à la mort de Charles II, l'acceptation qu'il sollicitait. Villars ne devait pas cacher à Léopold les offres faites par la nation espagnole à un Petit-fils de France, ni l'importance des troupes massées sur les Pyrénées; il devait ajouter qu'il dépendait de l'Empereur de conserver dans sa maison des États considérables sans effusion de sang, ou de déchaîner sur l'Europe tout entière les maux d'une guerre longue et incertaine. Villars, en accomplissant cette démarche solennelle, joignit au message du Roi tous les

[1] Le 28 septembre, à minuit, Blécourt écrivait encore au Roi que Charles II venait de confirmer le testament qu'il avait fait en faveur de l'archiduc. Le Roi répondait le 11 octobre par l'envoi d'instructions détaillées pour la conduite que Blécourt aurait à tenir en cas de mort du roi d'Espagne et de promulgation du testament en faveur de l'archiduc. (HIPPEAU, t. II, p. 276, 280.)

arguments qu'il crut de nature à impressionner l'Empereur. Il lui fut facile de voir qu'il n'était pas écouté. Léopold venait de recevoir un courrier d'Espagne : Harrach lui annonçait la signature par le Roi d'un testament, et lui affirmait qu'il devait être en faveur de l'archiduc ! La Reine, le Père Gabriel lui écrivaient dans le même sens !

Muni de ces renseignements erronés, l'Empereur convoqua le conseil : deux séances importantes furent tenues les 20 et 25 octobre ; tous les ministres y assistaient, ainsi que Jerger, Stahrenberg et un certain nombre de hauts fonctionnaires. Communication fut donnée de la démarche de Villars, d'une dépêche de Sinzendorf relatant une démarche identique de Torcy et de la correspondance d'Espagne ; celle-ci, à côté des informations dont on a pu apprécier l'exactitude, renfermait pourtant des avertissements significatifs. Harrach constatait avec inquiétude qu'on l'avait écarté du palais, alors que le testament se rédigeait, que l'opinion publique croyait cet acte en faveur d'un prince français, qu'un revirement vers la France s'opérait non-seulement au sein du conseil, mais jusque dans l'entourage du Roi : *Confessarius etiam regis inciperet gallicare.*

A l'appui de ces informations inquiétantes, Kaunitz donna lecture d'un mémoire écrit[1] où la situation était analysée avec une netteté remarquable et une perspicacité prophétique. Il posait comme un fait acquis que le testament était en faveur d'un prince français : cela ressortait pour

[1] Imprimé en entier par Gædeke (t. II, p. 199*), ainsi que les protocoles des conférences des 20-25 octobre.

lui de tous les renseignements, même des dépêches d'Harrach; il insistait sur la gravité de ce fait. Charles II avait autant que Philippe IV le droit de tester; après avoir soutenu la validité du testament du père, on pourrait difficilement contester celle du testament du fils; toute l'Espagne l'accepterait, les vice-rois n'hésiteraient pas à le faire exécuter, l'Europe le reconnaîtrait. Si donc l'Empereur persistait dans ses premières résolutions, c'était la guerre certaine, inévitable, déclarée dans de mauvaises conditions, sans alliés, sans armée, avec l'appui douteux des princes allemands, contre un ennemi redoutable et prêt.

L'opinion de Kaunitz était donc qu'il fallait traiter, et traiter sans délai. Si le roi d'Espagne venait à mourir, il serait trop tard; on serait alors trop heureux d'obtenir les conditions du traité de partage actuel; aujourd'hui l'on pouvait même les améliorer, et il fallait s'y appliquer sans relâche. Il conseillait d'ailleurs d'armer activement afin de soutenir les négociations.

Cet avis si sage ne prévalut point contre l'inertie fataliste de l'Empereur; le 25, après une discussion de cinq heures, on se décida à ne rien dire à Villars et à laisser les portes ouvertes à une négociation indéterminée : *Respondendum Villars non esse adhuc rationem mutandi responsum antea. — Die porten tractandi offen zu lassen.*

Les interrogations inquiètes et pressantes de Villars n'obtinrent de Kaunitz, d'Harrach, que des réponses vagues ou plaisantes; enfin, on lui remit, le 5 novembre, une note dans laquelle il était dit que l'Empereur persistait à considérer comme indécent et injuste de convenir de la succes-

sion d'un roi vivant, et qu'il était confirmé dans cette opinion par la confiance qu'il avait dans le prochain rétablissement de la santé du roi d'Espagne. C'est par une fin de non-recevoir aussi peu sérieuse et d'un goût, il faut bien le dire, si contestable, que la cour de Vienne répondait au suprême et éloquent appel de Louis XIV; elle ne semblait pas comprendre le grand et loyal effort que le roi de France avait dû faire sur lui-même pour se décider à une nouvelle démarche et pour tendre à Léopold une main si souvent repoussée. Elle ne comprenait pas davantage qu'en refusant non-seulement d'accepter le traité de partage, mais même de l'examiner, elle le frappait vraiment de caducité et risquait de rendre à Louis XIV une liberté qu'il avait spontanément consenti à enchaîner. Elle comptait sur la guérison du roi d'Espagne!

Charles II était mort depuis trois jours, quand cette phrase malencontreuse fut écrite. Mais on l'ignorait à Vienne; la fatale nouvelle ne parvint que le 18 novembre dans la capitale de l'Autriche et troubla singulièrement la quiétude qui y régnait. La véritable teneur du testament y causa un effarement général. Le conseil tint séance trois jours de suite, déclara que le testament était nul comme contraire à celui de Philippe IV, décida qu'il fallait protester auprès de toutes les cours, agir auprès du Pape, et enfin traiter avec la France, « ne fût-ce que pour gagner du temps[1] ». Mais le moment des négociations était passé,

[1] M. Gædeke n'a pas imprimé les protocoles des importantes conférences des 19, 21-22, 26-27 novembre 1700. Nous les avons consultés aux archives de Vienne et en avons extrait les détails ci-dessus.

les événements se précipitaient avec une rapidité que le lent formalisme du conseil avait peine à suivre; on apprenait coup sur coup l'ouverture du testament, son acceptation par Louis XIV, la mémorable scène de Fontainebleau, la proclamation du duc d'Anjou, l'adhésion de tous les vice-rois au nouveau règne, le prochain départ de Philippe V pour ses États; en même temps, l'Angleterre et la Hollande insistaient pour l'acceptation immédiate du traité de partage et laissaient entendre que leur concours était à ce prix. Le conseil fut obligé de reconnaître qu'il s'était trompé; la vérité se fit jour; elle éclate dans cette phrase révélatrice que nous extrayons du rapport fait à l'Empereur après la séance du 27 novembre, et qu'il nous suffira de traduire pour achever d'édifier le lecteur sur l'esprit qui a inspiré le gouvernement impérial pendant tout le cours de cette longue négociation : « On a espéré de tout temps que la France refusant la succession d'Espagne et s'en tenant au traité de partage, le gouvernement et le peuple espagnols reconnaîtraient leur erreur et reviendraient d'eux-mêmes à Votre Majesté et à sa glorieuse maison... On a de même espéré que l'Angleterre et la Hollande reprendraient leurs anciens liens avec Votre Majesté.. Il faut reconnaître que tout cela manque, et que Votre Majesté est réduite à faire presque seule, avec peu ou point d'alliés, la guerre non-seulement à la France, mais à l'Espagne et à l'Italie. »

Le dépit de l'erreur commise et le sentiment du danger rendirent à la cour de Vienne une activité qu'elle semblait avoir perdue. Les démarches diplomatiques furent multi-

pliées pour chercher des alliés, susciter des ennemis à la France, créer des embarras au gouvernement nouveau; les armements furent poussés avec vigueur. Nous n'avons pas à raconter l'histoire de ces efforts, qui n'auraient peut-être pas abouti, en présence de la lassitude de l'Europe, si Louis XIV, par des fautes inexplicables, n'avait soulevé contre lui l'opinion de l'Angleterre et donné à la haine de Guillaume III les prétextes qu'elle cherchait. Nous revenons à Villars.

La situation de l'envoyé français à Vienne était devenue très-difficile : le vide se faisait autour de lui; il lui fallait beaucoup de tact pour éviter de plus sérieux désagréments. Un jour, c'était le roi des Romains qui, à une course de têtes, lui faisait une avanie publique; un autre jour, c'était la foule qui s'amassait devant sa porte en l'accusant d'intelligences avec les insurgés hongrois. Il suppliait le Roi de mettre fin à sa mission; mais Louis XIV tenait à le maintenir à Vienne, non-seulement pour être renseigné sur les préparatifs militaires de l'Empereur, mais pour retarder autant que possible la rupture et faire durer la fiction d'après laquelle, si l'Espagne était en état d'hostilité avec l'Autriche, la France était en paix avec l'Empire[1]. Un moment vint pourtant où la fiction fut dissipée par le canon. Un corps autrichien, conduit par Eugène de Savoie avec une rare vigueur, avait franchi les montagnes tyroliennes, passé l'Adige et envahi le Milanais espagnol; il

[1] La correspondance du Roi et de Torcy prouve que jusque dans le mois de mai 1701 Louis XIV espérait encore éviter la guerre, et faisait à cette illusion des sacrifices nuisibles à ses intérêts.

y avait rencontré des régiments français près de Carpi et les avait battus. Quoique l'affaire, en elle-même, eût été peu importante, elle avait eu un grand retentissement, elle avait montré que les Français n'étaient pas invincibles et révélait le capitaine qu'ils allaient avoir à combattre; le prince Eugène préludait à ses victoires. Villars ne pouvait plus rester à Vienne [1]; il reçut du Roi un congé et s'empressa de revenir. Il trouva la cour de Versailles encore sous l'impression de joie et d'orgueil qu'avait produite la brillante solution de la question espagnole. Avoir contribué à l'avénement de Philippe V était le meilleur titre à la faveur. Des trois diplomates qui avaient tenu les principaux rôles, c'était à qui s'attribuerait l'honneur du dénoûment : d'Harcourt, qui en avait désespéré; de Tallard, qui l'avait combattu, et de Villars, qui l'avait ignoré. Louis XIV rétablit la gradation des mérites par celle des récompenses : il donna le duché à Harcourt, le cordon bleu à Tallard, et de bonnes paroles à Villars. Villars fut encore plus étonné que mécontent de son lot : « J'ai battu les buissons, écrivait-il familièrement à Chamillard, et ce sont mes camarades qui ont pris les oiseaux. » La guerre, que ses démarches n'avaient pas réussi à écarter, allait lui offrir l'occasion de remporter les succès et de mériter les honneurs refusés à sa diplomatie.

[1] « Depuis cette aventure, j'ai évité d'aller à la Cour, puisque sur la nouvelle du passage de l'Adige tous les courtisans m'environnèrent avec plusieurs assez mauvais propos, auxquels il faut bien répondre; mais je ne traverse pas la rue que je ne puisse craindre quelque avanie du peuple. » (*Villars à Torcy,* 16 juillet 1701. P. V.)





Heliog. Dujardin — Imp. Eudes

CHAPITRE III

VILLARS ET L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE.

Villars, se rendant à l'armée d'Italie, retrouve l'électeur de Bavière (août 1701). — Max-Emmanuel s'est rapproché de la France. — Ses négociations avec Louis XIV. — Il essaye de renouer avec la cour d'Autriche. — Mission secrète du comte Schlick à Munich. — Trouvant ses offres insuffisantes, Max-Emmanuel traite définitivement avec le Roi. — Louis XIV songe à Villars pour commander le contingent destiné à l'Électeur. — Il le rappelle d'Italie. — Mariage de Villars (1702). — Le Roi l'envoie en Alsace à l'armée de Catinat. — Surprise d'Ulm par Max-Emmanuel. — Nouvelles hésitations. — Villars nommé au commandement d'un corps détaché chargé de secourir l'Électeur. — Ses dispositions pour le passage du Rhin à Huningue. — Prise de Neuenbourg. — Passage du Rhin et victoire de Friedlingen (14 octobre 1702). — Villars nommé maréchal de France. — Secrètes négociations de Max-Emmanuel avec l'Autriche. — Il manque volontairement la jonction avec Villars. — Irritation de Villars, qui rentre en Alsace et prend ses quartiers d'hiver.

En se rendant de Vienne à Paris, Villars s'était arrêté à Munich, où se trouvait l'électeur de Bavière, qu'il n'avait pas revu depuis la pénible scène du 5 janvier 1689. Douze années s'étaient écoulées, pendant lesquelles Max-Emmanuel avait mené une vie fort accidentée. Les deux rêves de sa jeunesse s'étaient réalisés. Il avait commandé de grandes armées et gouverné les Pays-Bas. Mais le succès n'avait guère répondu à son attente. Sur le Rhin, il avait été arrêté par le Dauphin et Lorge; en Italie, il avait été repoussé par Catinat; en Flandre, il avait été cruellement battu par Luxembourg, malgré des prodiges de valeur personnelle; à Nerwinde, il avait quitté le dernier le champ

de bataille, mais l'héroïsme du soldat n'avait pas racheté les fautes du général, qui sortait de cette longue épreuve diminué, sinon désabusé. Le gouverneur des Pays-Bas avait-il été plus heureux? Il est permis d'en douter. Administrer une province sur laquelle on avait voulu régner, c'était déjà descendre; pour un prince souverain, électeur du Saint-Empire, le contraste était encore plus sensible : il n'avait pu être subi sans de secrètes blessures d'amour-propre, ni accepté sans une certaine inquiétude pour l'avenir : le gouvernement des Pays-Bas était moins un avancement d'hoirie que le gage de l'exécution des promesses douteuses de l'Autriche et de l'Angleterre : en le prenant, Max-Emmanuel avait voulu s'assurer une souveraineté dans l'avenir et, dans le présent, s'en donner les illusions. Il s'était entouré à Bruxelles d'une véritable cour, y jetant l'argent par les fenêtres, négligeant de réclamer les subsides qui lui étaient dus, et ruinant ses États héréditaires pour subvenir aux dépenses de son gouvernement. Malgré la légèreté de son esprit, Max-Emmanuel ne pouvait pas ne pas avoir réfléchi à la situation qu'il s'était créée, ni avoir pesé à leur véritable valeur les résultats obtenus par quinze années de sacrifices faits aux intérêts de la maison d'Autriche. Aussi la paix de Ryswick l'avait-elle trouvé disposé à déposer les armes et déjà ébranlé dans ses anciennes affections.

La question de la succession espagnole était alors venue lui ouvrir de nouvelles perspectives et lui apporter de nouvelles déceptions. Un jour, il avait eu le mirage d'une véritable couronne venant échoir à sa maison. Son fils, l'enfant

chétif et longtemps attendu que lui avait donné en mourant l'archiduchesse Maria-Antonia, avait été désigné comme l'héritier légitime du trône de toutes les Espagnes : le débile Charles II, dans un accès d'humeur dont nous avons déjà exposé les causes, avait fait un testament en sa faveur. Max-Emmanuel avait eu un instant de vertige : il avait fait solennellement venir son fils à Bruxelles, l'avait entouré d'une sorte de cour, avait fait peindre par Vivien son portrait, en armure royale, au bord de l'Océan, une mappemonde à ses pieds, étendant la main vers l'horizon lumineux derrière lequel on devine le vaste empire des Indes; il avait commandé à Amsterdam une flotte de vingt-quatre voiles pour porter à Cadix, avec l'appareil digne de son rang, celui qu'il appelait déjà le prince des Asturies. Le rêve n'avait duré que trois mois : il avait été brusquement interrompu par la mort du jeune prince, enlevé en quelques heures, le 6 février 1699.

La douleur du père avait été immense, folle. Dans son égarement, il avait cherché des causes mystérieuses à ce malheur trop naturel, accusant les prétendants au trône d'Espagne, l'Autriche surtout, d'un crime intéressé : ses rapports avec la cour de Vienne, déjà assez refroidis, s'étaient ressentis de ces suspicions. Le lien de famille était rompu : les intérêts politiques allaient devenir opposés. La force des choses allait faire de Louis XIV l'arbitre de la question espagnole : c'est de son côté que Max-Emmanuel s'était insensiblement tourné. Aussi quand le Roi eut accepté la couronne d'Espagne pour son petit-fils, l'électeur de Bavière avait-il été l'un des premiers à recon-

naître Philippe V. Il avait envoyé en France son fidèle Monasterol pour poser les bases d'une entente plus complète : lui-même était venu secrètement à Versailles offrir son alliance et celle de son frère, l'électeur de Cologne. Un traité avait été signé le 9 mars 1701 entre Torcy et Monasterol ; Philippe V y avait adhéré le 21 mars. Une alliance défensive et offensive était conclue entre le Roi et les deux électeurs ; leurs territoires devaient être interdits aux troupes autrichiennes, des subsides étaient stipulés en cas de guerre. En même temps des garnisons françaises occupaient toutes les places fortes des Pays-Bas.

Max-Emmanuel avait aussitôt rassemblé ses régiments, sa cour, ses équipages, et avait repris le chemin de la Bavière, laissant le baron de Malknecht à Bruxelles pour le représenter, mais remettant le gouvernement effectif de la province au marquis de Bedmar, un Espagnol de vieille roche, dévoué aux seuls intérêts de son souverain, et que Louis XIV lui-même avait désigné à son choix. Le 7 avril 1701, il rentrait dans sa bonne ville de Munich, accompagné de sa seconde femme et de ses enfants, escorté de ses troupes, aux acclamations de la population, privée depuis neuf ans de la présence de ses souverains. Il y était rejoint quelques jours après par M. de Ricous, jeune capitaine du régiment d'Enghien, dont Louis XIV avait fait un diplomate, et qu'il avait nommé son ministre auprès de la cour électorale. L'envoyé du Roi avait été chargé de développer les conséquences du traité d'alliance, mais en même temps il avait recommandé à l'Électeur d'en tenir les dispositions secrètes et d'user envers l'Autriche de

ménagements et de prudence. Ces recommandations s'accordaient trop avec les dispositions du prince pour ne pas être fidèlement observées : Max-Emmanuel avait repris à Munich ses habitudes de dissipation, tout entier à ses plaisirs et à ses bâtisses.

Ce fut le 1er août que Villars vint se présenter à lui, dans le même palais où douze ans auparavant ils s'étaient si cavalièrement quittés. L'accueil de l'Électeur fut des plus empressés; le passé semblait oublié; il ne fut question que de l'avenir et de la guerre prochaine. Tout en promenant son hôte à Schleissheim et en lui montrant les plans de Zuccali pour la reconstruction du palais, l'Électeur lui développa ses idées guerrières, lui confia son désir de faire campagne avec la France, lui avoua « qu'il y rêvait tous les jours, et qu'il avait déjà des projets écrits de l'épaisseur de deux doigts ». Pendant trois jours ce ne furent que fêtes entremêlées de conversations militaires. Villars repartit convaincu qu'il avait regagné les bonnes grâces de l'Électeur et qu'il était destiné à commander ses armées.

A deux postes de Paris, il apprit que le Roi avait remplacé Catinat par Villeroy à l'armée d'Italie et l'avait désigné pour servir sous ses ordres. Il courut à Versailles, s'attendant à recevoir quelque faveur en rapport avec les grâces accordées à Tallard et à Harcourt : comme nous l'avons déjà dit, il n'obtint du Roi que de bonnes paroles et repartit très-dépité. L'accueil qu'il reçut à l'armée fut de nature à le consoler; l'escorte envoyée à sa rencontre à Pizzighettone l'acclama avec enthousiasme. « C'est notre général que Dieu nous envoie ! » criaient les cavaliers : un petit corps

ennemi s'étant présenté fut bousculé avec un rare entrain : Villars, sautant de sa chaise sur le cheval d'un officier, avait chargé avec les soldats électrisés ; au quartier général, sur l'Oglio, il fut salué par de bruyantes démonstrations de joie : il semblait que sa bonne étoile dût fixer les hésitations de la fortune.

Quant à Max-Emmanuel, tout entier à ses « rêves », il attendait avec impatience la rupture de l'Empire et de la France. Les chances lui paraissaient toutes en faveur de Louis XIV; seul, le Roi avait vaincu l'Europe coalisée; que ne pourrait-il avec l'aide de l'Espagne et de la maison de Bavière? L'intervention de l'Angleterre et de la Hollande semblait d'ailleurs fort douteuse; les peuples ne partageaient pas la passion de Guillaume III et de Heinsius; ils avaient obligé leur gouvernement à reconnaître Philippe V. En agissant avec prudence et fermeté, Louis XIV pourrait isoler l'Autriche, et Max-Emmanuel pourrait la dépouiller. Malheureusement pour les ambitions bavaroises, le grand Roi ne sut ni désintéresser ni contenir les puissances maritimes; il menaça la sécurité des Hollandais et inquiéta leurs intérêts commerciaux sans profiter de sa supériorité incontestée pour les réduire à l'impuissance; il froissa le parlement anglais en reconnaissant le fils de Jacques II, et laissa à Guillaume III le temps de le décider à la guerre en écoutant ses négociations dilatoires. Enfin, après une série de fautes et d'hésitations dont nous n'avons pas à refaire l'histoire connue, il se trouva, à la fin de 1701, en présence d'une coalition formidable, ayant perdu toute une année en ménagements inutiles,

et gagné en Europe un seul allié, l'électeur de Bavière.

L'hiver de 1702 se passa en préparatifs militaires; la guerre générale était inévitable au printemps. Chacun concentrait ses forces et prenait ses positions. Il y eut pourtant un instant où le maintien de la paix parut encore possible : d'après un bruit qui courut les chancelleries, l'Empereur se serait montré disposé à reconnaître le roi Philippe V, moyennant la cession de la Bavière ; l'Électeur aurait échangé ses États contre les royaumes de Naples et de Sicile. Torcy ne prenait pas au sérieux une rumeur dont il attribuait la paternité à Guillaume III. Le roi d'Angleterre, disait-il, voulait mettre « la puce à l'oreille » au duc de Savoie, dont les visées sur Naples n'étaient un mystère pour personne. A Rome, on fut plus crédule : le Pape, qui redoutait, par un instinct prophétique, l'esprit remuant et ambitieux de la maison de Savoie, accueillait avec faveur une combinaison qui lui donnait pour voisin un prince catholique et accommodant. Monasterol, averti par le nonce, s'empressa d'en écrire à Max-Emmanuel. L'Électeur embrassa cette idée avec sa mobilité habituelle ; l'affaire du « troc », comme il l'appelait, vint faire concurrence, dans son imagination inquiète, à la couronne des Pays-Bas. Le projet n'avait aucune base, et bientôt on n'en parla plus ; il ne resta de tout ce bruit qu'une chimère nouvelle logée dans le cerveau de l'Électeur, cause pour lui de plus d'une fausse démarche.

Cependant des négociations plus sérieuses ne tardaient pas à réclamer toute son attention. Le Roi le pressait de régler avec lui les conditions de l'action commune; le

traité conclu l'année précédente était conçu en termes généraux; il s'agissait de le compléter par des dispositions additionnelles et de préciser les opérations militaires. Ricous multipliait ses instances; mais à mesure que le moment d'agir approchait, Max-Emmanuel devenait plus hésitant. Mayr était revenu d'un voyage à Londres, très-frappé de l'activité de Guillaume III, des moyens qu'il mettait en œuvre, des forces considérables qu'il était parvenu à soudoyer en Allemagne. L'Électeur commençait à trouver que les avantages stipulés n'étaient plus en rapport avec les dangers auxquels il exposait ses États. Enfin, quand, le 26 mars, pressé par le Roi, il se décida à envoyer Malknecht à Paris, avec des pouvoirs pour traiter, il lui donna pour instruction de demander le titre de roi, la souveraineté des territoires qu'il pourrait conquérir en Allemagne, la cession des Pays-Bas dans le cas où il perdrait ses États héréditaires, et enfin il demanda d'être autorisé à espérer qu'il pourrait un jour effectuer le *troc* de la Bavière contre Naples et la Sicile. Dans un billet autographe écrit à Monasterol pour accompagner l'envoi de ces instructions, il ajoutait qu'il ne voulait pas de généraux français pour commander ses armées; il désigne surtout Villars, « dont il ne veut absolument pas[1] ».

Torcy reçut avec surprise ces communications inattendues, mais il dissimula autant qu'il le put ses impressions. L'alliance de la Bavière était indispensable à la France; il

[1] Max-Emmanuel montra à Ricous le même éloignement pour la coopération de Villars. Voy. à l'Appendice la lettre de Ricous à Torcy, du 22 mai. N° 3.

fallait la conserver à tout prix ; c'était la seule sur laquelle on pût compter; les autres espérances s'évanouissaient une à une. Les cercles de Souabe et de Franconie, dont on avait escompté la neutralité, accédaient à la grande alliance; l'électeur de Brandebourg mettait ses régiments à la solde de la Hollande. Torcy était décidé à faire à la Bavière toutes les concessions nécessaires. Il rejeta pourtant très-loin et très-péremptoirement la chimère du « troc » de Naples, mais se dit prêt à négocier sur toutes les autres conditions.

La négociation fut laborieuse et dura près de cinq mois. Il fallut d'abord trois mois pour tomber d'accord sur les termes du traité : ils stipulaient pour l'Électeur, outre les subsides déjà convenus, — le gouvernement héréditaire des Pays-Bas, — la souveraineté des conquêtes qu'il pourrait faire en Allemagne, avec le titre de roi, — la cession des Pays-Bas en cas de perte de ses États héréditaires; enfin deux mois lui étaient donnés pour prendre l'offensive, et on lui abandonnait la moitié des contributions qui seraient levées en territoire ennemi par les armées combinées de France et de Bavière. Au moment de signer ces arrangements léonins, un incident vint tout remettre en question et offrir un nouvel aliment aux indécisions intéressées et suspectes de l'Électeur.

Le Roi avait désigné le duc de Bourgogne pour le commandement de l'armée de Flandre : il avait, à cet effet, et pour éviter les compétitions des généraux, demandé à Philippe V d'adresser à son petit-fils un brevet de généralissime des armées espagnoles. La cour de Madrid, renchérissant sur les désirs du Roi, avait fait rédiger et expé-

dier à Paris, au nom du duc de Bourgogne, une patente de vicaire général du roi d'Espagne dans les Pays-Bas. Indirectement prévenu de cette nomination, qui lui donnait un supérieur dans le gouvernement de la province, Max-Emmanuel entra dans nne grande colère : il écrivit, le 4 juin, à Monasterol, une lettre très-vive, se plaignant de l'offense faite à sa dignité d'électeur, de l'atteinte portée à sa considération dans tout l'Empire, et offrant sa démission si la mesure n'était pas rapportée.

Torcy, fidèle à ses instructions conciliantes, s'empressa de donner toutes les explications et toutes les satisfactions demandées par l'Électeur : la patente n'était pas encore enregistrée à Bruxelles, elle ne le serait pas; le duc de Bourgogne n'aurait que des pouvoirs militaires et aucun pouvoir civil; il ne se servirait du titre qui lui avait été délivré à l'insu de la cour de France, ni sur ses sauvegardes, ni sur ses passe-ports, ni dans aucune circonstance officielle; une déclaration formelle, écrite dans ce sens, fut donnée par le prince. Torcy fut si conciliant, si affirmatif; il alla au-devant de toutes les réclamations avec un empressement si loyal, que Monasterol, à bout d'objections, mis au pied du mur, ne put faire autrement que de signer le traité le 23 juin, tout en réservant la ratification de l'Électeur. Il la sollicita immédiatement et fut un peu surpris de l'étrange réponse qu'il reçut. Nous croyons devoir la citer textuellement :

Munich, ...juillet 1702.

Cher comte de Monasterol... Je connois votre fidélité et suis en sûreté quand je vous mets le plus grand secret entre les

mains. Sachez donc qu'en même temps que j'ay reçu la nouvelle de l'affaire du vicariat, le comte de Schlick me faisoit entrevoir les grands avantages que l'Empereur seroit porté à me faire. Sans l'affront reçu par ledit vicariat, je n'aurois seulement pas écouté le comte de Schlick; mais ayant par là juste raison de renoncer au gouvernement des Pays-Bas et de sortir de tout engagement sans blesser la bonne foy, puisque tout le tort est du côté des deux couronnes, j'ay dit, par manière de discours, au comte de Schlick, que je n'écouterois rien de la part de l'Empereur, à moins que l'on ne me parle sur un autre pied que du passé, et je vois à présent qu'on est disposé à me donner des avantages beaucoup au-dessus de ceux que je pourrois jamais espérer des deux couronnes. J'en seray pleinement éclairci en peu de jours : mais je ne puis différer jusqu'à ce temps-là de faire réponse au Roy Très-Chrétien sur tout ce que vous m'avez envoyé, ainsi qu'au sieur de Ricousse... A ce dernier, je diray en termes généraux que je remerciois fort Sa Majesté Très-Chrétienne de ce qu'elle contribuoit tant à adoucir le désagrément que j'ay reçu du côté du roy d'Espagne, et que j'étois de même obligé au duc de Bourgogne des honnêtetés qu'il me faisoit là-dessus; mais puisque cela ne changeoit pas l'intention du roy d'Espagne, ni l'atteinte que cette affaire a faite à ma dignité dans l'esprit du public, et qu'on a renversé par là le plus essentiel de ce que l'on m'avoit promis par le traité, Sa Majesté Très-Chrétienne ne trouveroit pas mauvais que je ne ratifie pas les derniers articles sans que je sache la réparation et satisfaction que je dois avoir du côté de Sa Majesté Catholique, et que je me remettois, pour le surplus, aux ordres que je vous donnerois. Mon intention est de demander par vous une satisfaction du Roy Très-Chrétien au nom du roy d'Espagne, qu'il ne puisse pas m'accorder, et que je reçoive de luy un refus tout plat sur ma demande. En attendant que votre réponse arrive, je sauray la décision du côté de l'Empereur : si je trouve ma convénience et la sûreté que je

demande de ce côté-là, je prendray l'occasion de ce refus... et feray démission du gouvernement. Si je ne trouve pas ma convénience et avantage avec l'Empereur, j'accepteray la satisfaction que les deux couronnes m'offriront, et dans ce temps-là je me déclarerai sur l'offensive ou sur la continuation de la neutralité.

La satisfaction que je crois que vous pourriez demander de ma part est que l'on révoque la patente qu'on a donnée au duc de Bourgogne, et qu'on le déclare généralissime des armées de Sa Majesté Catholique : à quoi vous adjouterez que, puisque l'on a fait voir qu'il y a un titre supérieur au mien aux Pays-Bas, je suis d'une chère à n'en pouvoir plus porter un moindre, et qu'ainsi je demandois le titre et la patente du vicaire général. Je suppose qu'on vous refusera cette demande, et qu'on vous proposera quelque chose de moins, sur quoy vous direz d'avoir ordre de ne pas accepter d'autre satisfaction et de m'en donner part par un courrier, qui est le but que j'ay, comme je vous ay dit plus haut. Mais si, contre toute attente, on me prenoit au mot en accordant la satisfaction que je demande, je serois réduit à un fâcheux embarras, car je ne saurois me cabrer ny de bonne grâce, ny de bonne foy, après qu'on m'auroit accordé tout ce que j'ay souhaité..... Pour savoir s'il n'y a pas du danger d'être pris au mot, vous pourriez chercher de parler au marquis de Torcy et feindre comme si vous aviez reçu quelques lettres d'ici, par lesquelles on vous marquoit que la satisfaction que je demanderois seroit dans les termes que je viens de dire..... Vous verrez facilement, par le discours du marquis de Torcy, si l'on me donnera le refus que je souhaite. Si vous n'êtes pas sûr de cela, il faudra parler en termes généraux... quoique cela me gagnera le temps dont j'ay besoin, il ne me seroit pourtant pas si agréable, puisque je ne puis avoir une plus belle occasion de rompre qu'à présent, sur le refus de la satisfaction que j'ay demandée touchant le vicariat. Vous êtes à présent entièrement dans le cas et savez

mon but et secret; vous avez du jugement et du savoir-faire; si d'ici je ne puis penser aussi juste sur la manière de se conduire et travailler avec la cour de France, que vous, qui êtes sur le lieu, prenez la voye que vous jugerez la meilleure. Si entre temps l'affaire est conclue ou rompue avec l'Empereur, je vous en avertirai aussitôt par un courrier.

La vérité est que Max-Emmanuel, tout en négociant avec Louis XIV, n'avait pas cessé d'être en contact avec la cour de Vienne, et de prêter l'oreille aux propositions plus ou moins sincères dont elle leurrait sa crédule avidité. Divers agents l'avaient abordé en secret; il ne les avait pas découragés; le comte Schlick était enfin venu à Munich, porteur de bonnes paroles. Il avait affirmé que l'Empereur était prêt à souscrire à toutes les demandes de son « cher » gendre. Alléché par cet appât, l'imagination hantée par sa marotte du « troc », Max-Emmanuel avait parlé de Naples; Schlick n'avait pas dit non; l'Électeur avait alors offert son alliance aux quatre conditions suivantes : 150,000 florins par mois pour un contingent de vingt mille hommes, — la cession du marquisat de Burgau et de trois seigneuries en Tyrol,—l'échange de la Bavière contre le Milanais ou contre le royaume de Naples et de Sicile, — enfin la promesse de la main d'une fille du roi des Romains pour son fils[1].

Schlick était reparti pour Vienne, laissant Max-Emmanuel convaincu que ses conditions seraient acceptées; il devait rapporter la réponse de l'Empereur dans le plus bref délai possible. En attendant, Max-Emmanuel avait suspendu les négociations de Monasterol, lui enjoignant

[1] Instructions de l'Empereur au comte Schlick, du 5 août 1702. A. V.

d'exiger de la cour de France des satisfactions inacceptables, afin de la rendre responsable de la rupture qu'il désirait. Toute sa crainte alors était que Torcy, qui avait déjà tant cédé à ses caprices, ne cédât encore une fois. Cette crainte était justifiée. Louis XIV, nous l'avons déjà dit, était décidé à conserver l'alliance de la Bavière. Aussi Monasterol se trouva-t-il bientôt dans le plus cruel des embarras; Torcy, tout en lui laissant voir qu'il n'ignorait pas la véritable cause des hésitations de l'Électeur, montrait une patience et une condescendance sans limites [1]; il accordait tout, le retrait de la patente, des subsides nouveaux, l'envoi d'une armée française en Bavière. Monasterol ne savait plus comment expliquer les retards de son maître; il expédiait courrier sur courrier, écrivant à Malknecht, à Reichardt, à l'Électeur lui-même, des lettres pressantes et indignées [2].

Max-Emmanuel ne se trouvait pas moins embarrassé que son ministre à la cour de France : les jours, les semaines passaient, et la réponse promise de Vienne n'arrivait pas; il ne savait comment concilier ce silence avec les assurances du comte Schlick, et hésitait entre ses inquiétudes et ses convoitises. Le fait est qu'à Vienne ses demandes

[1] Ricous, qui renseignait exactement le Roi, trouvait cette condescendance excessive. « Au lieu d'agir avec l'Électeur comme avec un amy, écrivait-il le 1er août, je croirois qu'il faudroit ne le regarder que comme un instrument utile ou inutile à vos desseins. » A. E.

[2] Les originaux se trouvent dans les archives du comte Törring. Voyez à l'Appendice, nº 5, la lettre, du 12 août, de Monasterol à l'Électeur. « J'ai pris la liberté, écrivait en même temps Monasterol à Malknecht, d'écrire à Son Altesse Électorale mes sentiments, d'une façon que ma lettre me serviroit de sentence à la cour de Vienne, si elle étoit interceptée. »

avaient été trouvées exorbitantes et rencontraient une vive opposition : l'Empereur cédait volontiers sur les questions financières, ne refusait pas l'archiduchesse, mais se montrait intraitable sur les cessions de territoires. Kaunitz, qui n'était pas sûr de conquérir Naples, l'aurait promis sans scrupule; mais le roi des Romains, soutenu par des émigrés napolitains compromis par l'Autriche, s'y opposait avec violence. Après deux mois de tiraillements, on se décida à renvoyer secrètement Schlick à Munich, avec la mission d'obtenir de l'Électeur qu'il se contentât de 100 à 120,000 florins par mois, de la garantie du remboursement de ses anciennes créances sur l'Espagne et de la main d'une archiduchesse pour son fils. Si Max-Emmanuel insistait pour l'échange de la Bavière contre des territoires italiens, Schlick accepterait la conversation, se ferait expliquer par Max-Emmanuel comment il comprenait le règlement des nombreux détails résultant de cet échange, chercherait à savoir si l'Électeur désirait être mis en possession de l'un des royaumes italiens avant que l'Autriche eût reconquis l'Alsace et les Pays-Bas, puis reviendrait à Vienne recevoir de nouvelles instructions. En dernier ressort, il pourrait offrir à Max-Emmanuel des territoires à conquérir en Espagne et aux Indes.

Schlick a laissé un long récit de son mystérieux voyage; c'est une scène de haute comédie, dont le lecteur nous saura peut-être gré de reproduire les traits essentiels [1].

Parti secrètement de Vienne le 12 août, l'envoyé impé-

[1] L'original est conservé aux Archives I. R. de Vienne; il est daté du 27 août 1702.

rial passe par Passau, Landshut, et arrive le 16 à Freisingen, où l'attendait l'intendant de Schleissheim, qui le prend dans sa voiture et l'amène à onze heures du soir au château. Il passe la nuit dans les appartements d'hiver de l'Électeur, qui sont entièrement vides. Max-Emmanuel a un pied-à-terre dans les nouvelles constructions qu'il a fait élever au bout du parterre; il vient chaque jour visiter ses travaux : rien n'est plus simple que de se voir sans éveiller l'attention. Le lendemain matin, à huit heures, l'intendant vient le chercher, lui fait traverser le jardin et l'introduit par une fenêtre du rez-de-chaussée dans la pièce où l'attend l'Électeur; on ferme les portes à clef. Après des compliments aussi affectueux que peu sincères, on s'assoit des deux côtés d'une petite table, l'Électeur dans un fauteuil, Schlick sur un tabouret.

C'est Max-Emmanuel qui aborde la négociation; il se plaint des lenteurs de la cour de Vienne et les oppose à l'empressement de la cour de France : depuis le mois de mars le roi Louis XIV lui offrait un traité aux conditions les plus avantageuses; il a toujours ajourné son acceptation, répondant aux concessions de la France par des difficultés renaissantes; il s'étonne de la patience des Français et de la confiance qu'ils lui témoignent; il lève avec leur argent des troupes qui serviront sans doute à les combattre, car son but, en faisant ainsi traîner les choses en longueur, a été de servir les intérêts de l'Empereur. Il a voulu se mettre en situation d'être utile à l'Empereur et à la patrie[1],

[1] Diese menagements waren zu keinem anderen Zweck gerichtet gewesen, al sich in einem Standt zu setzen, S. K. M. und dem Vaterlandt desto nützlicher seyn.

et de pouvoir les assister dans le besoin. La seule difficulté était de rompre avec des gens aussi accommodants. Le ciel heureusement est venu à son secours, en suscitant cette affaire du vicariat général des Pays-Bas, qui lui donne le meilleur des prétextes : il peut rompre sans manquer à sa parole et « de la belle manière ». Il ne l'a pas fait encore, mais le moment est venu de prendre un parti définitif.

C'est au tour de Schlick de faire connaître les avantages que la rupture procurera à Max-Emmanuel du côté de l'Autriche ; il les énumère peu à peu, sans livrer son dernier mot, mesurant ses offres à l'impatience de son interlocuteur, marchandant chaque détail, et mettant deux heures à atteindre la limite que ses instructions lui assignaient. Max-Emmanuel discute chaque terme, ne cachant pas son désappointement, réclamant les territoires annoncés. Schlick élude la question, se refuse à « vendre la peau de l'ours », et enfin, pressé par l'Électeur, finit par lui laisser espérer l'échange de Milan contre la Bavière et par offrir les territoires que les flottes de Hollande et d'Angleterre ne manqueront pas de conquérir en Espagne et aux Indes. Il insiste sur les trésors du Pérou, sur les ressources de l'Espagne, « à laquelle il n'a manqué jusqu'à présent qu'une bonne direction » ; quelle figure ne fera-t-elle pas dans le monde, lorsqu'elle aura été réorganisée par la haute intelligence de l'Électeur !

Max-Emmanuel l'interrompt, et, changeant de ton, reproche assez vivement à Schlick les procédés dont il est l'organe. Voilà donc la réponse qu'on lui a fait attendre neuf semaines ! Que reste-t-il de la promesse écrite, que

Schlick lui a donnée au nom de l'Empereur, de traiter su les bases qu'il avait indiquées? On lui offre aujourd'hu moins que ce qu'il a déjà refusé; est-ce pour arriver à c résultat qu'il a dépensé 23 millions de florins et sacrifi quarante-deux mille de ses sujets au service de l'Autriche sans vouloir parler de son intervention personnelle? Il n' même pas été remboursé de ses avances; on lui offre de subsides qui n'ont aucune valeur, s'ils ne sont garanti par l'Angleterre ou la Hollande; on lui offre des territoire qu'il faut conquérir par de grandes victoires, des pays qu les Espagnols ne se laisseront pas arracher, et que la maiso de Bourbon ou la maison d'Autriche seules sont asse fortes pour pouvoir garder. L'Électeur raconte alors tout l'affaire du vicariat général des Pays-Bas, avoue cynique ment que les satisfactions qui lui ont été offertes étaien très-suffisantes, qu'il les a refusées, et a posé des condi tions « qu'il n'aurait jamais cru devoir être acceptées » [1] Tout a été accordé; Torcy a dit à Monasterol, et Ricou lui a textuellement répété : « Pour désarmer Votre Altess encore de ce côté, et vous faire voir l'estime que le Roi a pour vous, Sa Majesté veut bien passer par-dessus toute les considérations dues à son petit-fils, héritier de la cou ronne [2]. » Dans une pareille situation, Monasterol n'a pu faire autrement que de signer le traité; l'Électeur a réserv sa ratification, mais jusqu'au 22 août seulement : on es

[1] Ich habe zwar dem Monasterol... solche Bedingnüssen vorgeschriebe welche ich nicht geglaubt habe dass Sie jemahls eingehen würden; sothan haben Sie dannoch alle bewilliget.

[2] En français dans l'original.

au 17; il faut quatre jours à un courrier pour se rendre à Paris à franc étrier; c'est donc le lendemain que la réponse définitive doit être expédiée; l'Électeur ne peut la retarder sans s'exposer à « s'asseoir entre deux chaises ». Si Schlick n'est pas en mesure de conclure séance tenante, ils n'ont plus qu'à se séparer.

L'entretien est interrompu par le grand chambellan, qui vient frapper à la porte et avertir l'Électeur qu'il est près de midi et qu'on l'attend pour la messe. Schlick supplie Max-Emmanuel de l'entendre encore une fois. Une seconde entrevue a lieu à trois heures, avec le même mystère. Schlick entame la série des questions qu'il est chargé de poser en vue d'un échange éventuel du royaume de Naples contre la Bavière. Max-Emmanuel, voyant qu'il ne s'agit toujours que d'un entretien sans conclusion immédiate, l'interrompt. Schlick prie, supplie, ne demande que huit jours pour avoir une réponse de Vienne, offre de passer ce temps caché et ignoré dans le logement qui lui a été assigné : « Il est trop tard », dit Max-Emmanuel en le congédiant définitivement.

Le soir, l'intendant apportait à l'envoyé impérial un billet autographe de l'Électeur, conçu en termes très-affectueux et annonçant l'envoi d'un présent. Schlick crut devoir le refuser, et le lendemain 18 août, à cinq heures du matin, il repartait pour Vienne par un autre chemin.

Le même jour, Ricous était informé que l'Électeur avait ratifié le traité conclu avec Louis XIV, et, le lendemain, un courrier portait à Monasterol la lettre suivante, curieux mélange de cynisme et de naïveté :

Schleissheim, 19 août 1702.

Cher comte de Monasterol, depuis ma dernière j'ai su plus précisément les intentions de l'Empereur; mais comme elles ne sont pas décisives, et que je vois qu'on ne cherche qu'à traîner et me laisser dans l'ambiguïté, pendant que de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne on m'offre une satisfaction complète touchant le vicariat général, et que rien ne paroît plus sincère que la manière dont on agit avec moy de ce côté-là, je croirois blesser en quelque façon la bonne foy si je n'agissois pas de même, et, puisque je vois partout que les affaires tournent entièrement à l'avantage des deux couronnes, je ne peux pas plus longtemps rester dans l'incertitude et perdre une occasion si favorable qui peut-être ne reviendra plus tout le reste de ma vie. C'est pourquoy je me suis déterminé enfin de ratifier le traité et de commencer l'offensive le plus tôt que je pourray, ce qui sera, à ce que j'espère, vers la fin de ce mois. Vous recevrez le traité ratifié par un courrier que je vous dépêcheray tout aussitôt qu'on l'aura achevé d'écrire. En attendant, j'ai trouvé nécessaire de vous envoyer celuy-cy, afin de vous informer de ma résolution et que, sans perte de temps, vous en donniez part au Roy. Je me suis expliqué de même de cette manière à l'envoyé de France. Quant à l'affaire du vicariat, il y a quelques jours que ledit envoyé, en me pressant fort de lui dire la satisfaction que je souhaitterois, m'a fait entendre que, si la patente de vicaire général étoit ce que je demandois, le Roy me l'accorderoit : je ne luy ay rien répondu cette fois-là, sous prétexte d'attendre le retour du courrier que j'avois envoyé aux Pays-Bas : mais ayant aujourd'huy pris la résolution que je vous ay marqué cy-dessus, je luy ay dit que le courrier étoit revenu, et que trouvant, par la réponse qu'il m'a apportée, l'affaire du vicariat en un état à pouvoir être redressé en me donnant ce titre à moy, j'espérois que Sa Majesté Très-Chrétienne ne me le refusera pas, croyant pouvoir demander avec justice le caractère le plus élevé qu'on pouvoit donner aux Pays-Bas : à quoi le sieur de



Ricousse n'a trouvé aucune difficulté : même lui ayant dit que je ne voudrois pas qu'on donnât ensuite le titre de gouverneur des Pays-Bas au marquis de Bedmar, il m'a répliqué qu'il ne le falloit pas, et que je porterois celui de *vicaire, gouverneur* et *capitain général,* dont il m'a assuré plusieurs fois aussy bien que d'avoir sur ce chapitre plein pouvoir du Roy, sur quoy vous pouvez vous regler et persister que cela ayt son effet ; surtout je vous recommande que le titre de gouverneur et capitain général me reste avec celuy de vicaire, car si l'on le donnoit au marquis de Bedmar ou à un autre, cela me donneroit bien du désagrément et beaucoup de brouillerie.

Avant que de commencer l'offensive, j'ai demandé d'être précisément instruit de quelle force sera l'armée du maréchal de Catinat, quel mouvement cette armée fera en conséquence de l'entreprise sur la ville d'Ulm, tant pour la favoriser que pour se joindre, s'il étoit nécessaire ; quel détachement l'on destine pour se joindre à moy, par qui il sera commandé et où il sera dans le temps de ladite entreprise. Informez-vous-en de même de votre côté.

Le Roi, comme toujours, souscrivit aux demandes de Max-Emmanuel ; non-seulement il lui accorda la patente de vicaire général des Pays-Bas et toutes les satisfactions d'amour-propre qu'il exigeait, mais il approuva ses projets militaires. Il trouvait pourtant la saison bien avancée et le siége de Landau bien compromis pour qu'il fût prudent de commencer une grande opération sur la rive droite du Rhin. Mais, avant tout, il voulait contenter son allié et l'engager définitivement avec lui ; les considérations stratégiques s'effaçaient devant l'intérêt politique. Louis XIV ordonna donc à Catinat de mettre à la disposition de l'Électeur les troupes qu'il lui demanderait jusqu'à concurrence

de quarante bataillons et de cinquante escadrons. Sur deux points seulement, il maintint son opinion, à savoir : le lieu de la jonction et le choix de l'officier chargé de la faire réussir. Max-Emmanuel ne voulait pas « trop s'éloigner de ses États [1] » ; le Roi insista, au contraire, pour qu'il envoyât un détachement de son armée sur le Rhin, pensant avec raison que le passage du fleuve serait très-difficile s'il n'était secondé par une vigoureuse diversion sur la rive allemande. Enfin Max-Emmanuel ne voulait pas de Villars, et ce fut lui que le Roi désigna pour le commandement de l'armée destinée à opérer en Bavière. Sur ce point encore Louis XIV voyait juste. De tous les lieutenants généraux présents à l'armée d'Allemagne, Villars était le plus propre à conduire avec vigueur et célérité une opération aussi difficile. Monasterol, en confirmant à l'Électeur, par lettre du 31 août, toutes les concessions du Roi, l'engageait à céder de son côté et à faire avancer, jusqu'en face d'Huningue, le détachement sans la coopération duquel il ne croyait pas la jonction possible. Quant à Villars, « il a, écrivait-il, une réputation de hardiesse et de valeur accompagnée d'un peu d'ostentation et de forfanterie, mais, tout ensemble, il passe pour un homme de guerre [2] ».

Pendant que la destinée de Villars se décidait ainsi à son insu, que faisait-il ? Revenons à lui.

Nous l'avons laissé à l'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal de Villeroi. Il y était mécontent ; il trouvait les opérations conduites sans vigueur, l'attitude du duc de

[1] Lettre du 21 août. Voyez à l'Appendice, n° 6.
[2] *Monasterol à l'Électeur*, 23 juin 1702. A. T.

Savoie suspecte, son propre rôle insignifiant. Il quitta l'armée le 15 décembre et revint à Paris passer l'hiver. L'accueil qu'il reçut de Louis XIV ne dissipa pas sa mauvaise humeur; le Roi fut bienveillant, affectueux même, mais ne lui donna aucune marque publique de sa satisfaction; Villars en fut très-mortifié. Harcourt et Tallard, ses deux camarades de promotion, ses deux collègues en diplomatie, avaient reçu des grâces importantes : l'un avait été fait duc, l'autre avait eu le cordon bleu et un bon gouvernement, et pourtant leurs négociations n'avaient conduit qu'à un traité inexécutable et à la guerre générale; ses services ne valaient-ils pas les leurs? Ce n'était pas l'avis du Roi, qui ne croyait plus aux aptitudes diplomatiques de Villars, mais estimait beaucoup sa valeur militaire; il lui réservait un commandement à l'armée d'Allemagne et voulait lui donner l'occasion de gagner, sur les champs de bataille, des grâces mieux méritées. En attendant, il l'autorisa à rester à Paris et lui fit demander plusieurs mémoires sur la conduite de la future campagne.

Ce fut pendant les loisirs de cet hiver de 1702 que Villars épousa la belle Angélique Roque de Varangeville, qui avait trente ans de moins que lui, des parents fort riches et d'utiles alliances [1]. Quoique fort épris, au point de faire sourire ses amis, il ne perdait pas de vue les opérations qui se préparaient en Allemagne. Quand le prince de Bade eut envahi l'Alsace, il s'offrit pour passer le Rhin avec un corps détaché, se faisant fort de mettre le pays de

[1] Son père avait été ambassadeur à Venise; sa sœur avait épousé le président de Maisons.

Bade à contribution et de faire une telle diversion, que le siége de Landau en devînt impossible. Quand il fut question de la coopération de l'électeur de Bavière, il rappela à Chamillard ses anciennes relations avec Max-Emmanuel, les témoignages de confiance qu'il en avait reçus, la connaissance particulière qu'il avait des officiers bavarois, et se proposa pour commander l'armée électorale. Torcy crut convenable d'en causer avec Monasterol, qui, à son tour, en référa à l'Électeur. Max-Emmanuel tenait à commander lui-même ses troupes; il s'empressa de faire répondre par Ricous, le 23 mai, qu'il ne voulait pas de Villars, « d'un homme qui se donne tout ce qu'il y a de bien fait ».

L'attitude de l'Électeur, nous l'avons vu, était à ce moment fort équivoque; sa coopération devenait douteuse. Villars ne pouvait pas attendre l'issue de négociations fort incertaines; il alla rejoindre Catinat en Alsace et reçut le commandement d'un petit corps détaché sur la Sarre. Il resta six semaines à piétiner entre Metz, Thionville, Sarrebourg, sollicitant inutilement des ordres, soit pour essayer de débloquer Landau, soit pour préparer la défense de l'Alsace, si Landau, abandonné à lui-même, venait à être pris. Catinat vieilli, se sentant mal soutenu à la cour, n'osait prendre aucune initiative. Chamillard n'apportait pas dans la direction supérieure les vues claires et l'autorité de Louvois. Le Roi, tout en approuvant les idées que Villars lui soumettait, hésitait à les imposer. Pendant ce temps, les munitions et les vivres de Landau s'épuisaient, le roi des Romains s'établissait fortement sur la Lauter, poussant des partis vers Haguenau. Villars se rapprocha

de Saverne, et, lorsqu'à la fin d'août Catinat se décida enfin à tenter un effort dans la direction de Landau, il marcha avec lui et prit la droite de l'armée.

Le 2 ou le 3 septembre, il était campé à Drusenheim, lorsqu'il reçut de Catinat communication d'une lettre du Roi qui l'appelait au commandement des troupes destinées à secourir l'électeur de Bavière. Le lendemain, un billet de Chamillard confirmait la bonne nouvelle. La « joie » de Villars, comme il l'écrivait lui-même, fut « au-dessus de toute expression ». Il touchait enfin au but; il allait avoir sous ses ordres une véritable armée, diriger des opérations importantes, glorieuses peut-être. Le Roi autorisait Catinat à lui confier, si l'Électeur l'exigeait, 40 bataillons et 50 escadrons, avec l'artillerie convenable; avec ce corps, il devait passer le Rhin, soit à Rheinau, soit à Huningue, attirer à lui l'Électeur, et, avec les armées combinées, porter la guerre au cœur même de l'Allemagne. Ce plan souriait à l'ardeur de Villars, mais il était trop homme de guerre et il connaissait trop le caractère de l'Électeur pour ne pas en mesurer les difficultés. Que n'avait-il été décidé six semaines plus tôt, alors que les défenses de Landau étaient intactes et les forces impériales moins concentrées! Il était temps encore de l'exécuter, mais il n'y avait pas à « s'amuser » ; il fallait agir avec « fermeté et habileté ». « Je dis habileté et fermeté, écrit Villars à Chamillard le 5 septembre; ces deux qualités devant être indispensablement employées pour bien prendre son temps et ne pas s'alarmer des périls qui se présenteront d'abord à un prince qui ose attaquer l'Empereur. » Puis, dans une série

de dépêches remarquables, il esquisse en traits vifs et rapides la campagne qu'il croit possible : forcer le passage du Rhin à Huningue pendant que l'Électeur prendra à revers les retranchements de Friedlingen, se porter rapidement en Bavière, s'établir solidement sur la rive droite du Danube, assurer ses derrières en donnant, à travers le Tyrol, la main à M. de Vendôme, maître de la vallée de l'Adige; puis, par les ponts fortement occupés d'Ulm, de Donauwerth, d'Ingolstadt, pousser des contributions sur la rive gauche du Danube, en Autriche, en Bohême, dans les Cercles; attendre ainsi, dans de bonnes positions et en vivant aux dépens de l'ennemi, le moment où l'armée d'Alsace serait en état de reprendre l'offensive.

Ce plan ne différait pas de celui que l'Électeur avait indiqué [1]. Il avait le grand inconvénient d'être tardif, de paralyser momentanément Catinat et d'exposer Landau; mais, exécuté sans délai, il pouvait encore réussir. La garnison de Landau résistait énergiquement. Mélac, qui la commandait, était un officier vigoureux et sûr : il tiendrait peut-être assez longtemps pour rendre possible le coup de main hardi qui le sauverait. Catinat arrêta donc son mouvement en avant, et envoya un courrier à Ricous, pour l'avertir des dispositions qu'il prenait et lui demander de hâter celles de l'Électeur.

Max-Emmanuel était alors dans le premier feu de sa récente détermination, tout entier à l'offensive. Informé le 4 septembre de l'adhésion du Roi à ses projets, il

[1] Voyez entre autres la lettre du 18 septembre imprimée à la suite des *Mémoires de Villars*, t. II, p. 262.

organisait avec activité la surprise d'Ulm et l'envoi vers Huningue d'un corps commandé par le comte d'Arco. Le 7 septembre au soir, quelques soldats déguisés entraient dans la ville d'Ulm pour reconnaître la place; le lendemain au petit jour, le lieutenant-colonel Pechmann et une trentaine d'hommes déterminés, vêtus en paysans et paysannes, se mêlaient aux villageois qui venaient au marché, entraient dans la ville, retrouvaient leurs affidés, se jetaient avec eux sur la garde d'une des portes, et la désarmaient. Une brigade de dragons, qui s'était approchée à la faveur de la nuit et d'un épais brouillard, arrivait au galop et occupait les principaux postes avant que la garnison, revenue de sa surprise, eût eu le temps de se mettre en défense. Dix-huit compagnies de milice bourgeoise, réunies à la hâte, engageaient pourtant un combat de rues; mais l'infanterie bavaroise, arrivée à son tour, étouffait la résistance : la place se rendait [1].

Max-Emmanuel vint le 14 septembre y faire son entrée solennelle, au bruit du canon; il s'était fait précéder d'un manifeste, dans lequel il déclarait que l'Empire n'était pas obligé de soutenir les intérêts dynastiques de la maison d'Autriche, revendiquait sa neutralité, et affirmait n'avoir pris les armes que pour la défendre contre l'attitude menaçante des Cercles.

Cet acte eut un grand retentissement en Allemagne; mais le bruit qu'il fit fut bientôt couvert par la nouvelle de la prise de Landau. Le 11 septembre, Mélac, à bout de

[1] *Max-Emmanuel à Monasterol*, 9 septembre 1702. « Le pauvre Pechmann est mort de sa blessure. » A. E.

ressources, avait capitulé, après quatre-vingt-quatre jours de tranchée ouverte, une brèche au corps de place et plusieurs assauts repoussés ; il était sorti avec les honneurs de la guerre, ses armes et ses drapeaux. Le prince de Bade retrouvait la liberté de ses mouvements et la disposition de toutes ses forces. En apprenant ce malheur, dont ses lenteurs équivoques étaient la principale cause, l'Électeur fut atterré : il donna l'ordre à Arco de suspendre sa marche vers Huningue, parla de se replier avec toutes ses forces vers les montagnes, montra à Ricous une inquiétude extrême. Pour comble d'infortune, l'officier qu'il avait dépêché à Catinat pour l'instruire de ses mouvements, le comte Locatelli, se laissa ou se fit prendre par les hussards impériaux. Conduit devant le gouverneur de Rheinfeld, menacé de la question, il avait dévoilé tout le plan de campagne. Le prince de Bade, aussitôt averti des mouvements qui se préparaient, prenait ses dispositions pour les contrecarrer.

Pendant ce temps, Villars, immobile à Strasbourg, attendait de jour en jour des nouvelles qui n'arrivaient pas. Sept ou huit courriers, disait-on, avaient été interceptés par l'ennemi; leurs dépêches, qu'on avait négligé de chiffrer, avaient été lues [1]. Ces accidents et ces maladresses invraisemblables commençaient à éveiller les

[1] Le comte de Fürstenberg, qui commandait le corps allemand de la rive droite, intercepta ou reçut la copie de lettres adressées par Catinat et Villars à l'Électeur, et relatives aux opérations projetées : il l'adressa au prince de Bade le 29 septembre, avec une lettre en français qui a été publiée par Roeder, *Kriegs und Staats Schriften des Markgr. L. von Baden*, Carlsruhe, 1850, n° 59 : « Votre Altesse y verra les desseins concertés et la nécessité qu'il y a d'être beaucoup renforcé pour prévenir le coup prémédité, afin de ne pas se trouver entre le marteau et l'enclume. »

soupçons de Villars; cé long silence le jetait dans de grandes perplexités; enfin, le 20 et le 21 septembre, arrivèrent deux officiers bavarois, le chevalier Santini et le comte de Luttens; ce dernier était l'aide de camp général de l'Électeur, investi de sa confiance. Il n'apportait aucun document écrit, mais déclara à Catinat que le comte d'Arco s'était arrêté à Pfullendorf, à trente-sept lieues de la frontière, qu'il s'avancerait encore d'une quinzaine de lieues, jusqu'à Stühlingen, et que là il attendrait l'armée française : celle-ci, aux termes du traité, était obligée de venir le rejoindre : si elle manquait à ce devoir, l'Électeur se considérerait comme abandonné par la France et chercherait à pourvoir autrement à sa sûreté. Cette sommation parut assez suspecte à Catinat, qui, dépourvu de tout renseignement officiel et de tout moyen de contrôle, s'efforça de prouver au comte de Luttens, par des raisons toutes militaires, que l'intérêt du comte d'Arco était de pousser jusqu'au Rhin. Sur ces entrefaites, il reçut une dépêche du Roi lui donnant l'ordre formel de marcher. Si l'Électeur équivoquait sur les engagements qu'il avait pris, Louis XIV entendait tenir les siens sans réserve; il avait promis de secourir l'Électeur, il tiendrait sa parole de roi, dût-il dégarnir ses propres frontières et compromettre leur sécurité. Catinat avait donc l'ordre de former immédiatement un détachement de ses meilleures troupes et de le faire partir avec Villars; si ce premier corps était insuffisant, il l'augmenterait par de nouveaux renforts. M. de Luttens, auquel ces ordres furent communiqués, fut frappé de la loyauté et de la décision du Roi; il promit de faire tous ses efforts pour engager le

comte d'Arco à marcher en avant : il repartit le 22 au soir pour annoncer à son chef que Villars serait le 2 octobre à Huningue, prêt à forcer le passage du Rhin, et comptant sur une diversion de sa part.

Villars ne perdit pas un seul instant pour exécuter les ordres du Roi; en deux jours il eut acheminé vers le sud les trente bataillons, les quarante escadrons et les trente pièces de canon que le Roi lui confiait pour la première fois. C'étaient des troupes de premier ordre, des meilleurs parmi les incomparables régiments qui depuis trente ans avaient porté si haut la réputation de l'armée française; il y avait là le régiment de Champagne, l'un des six *vieux*, élite de l'infanterie; le régiment de la Reine; des bataillons de Nivernais, Crussol et Vermandois; le régiment de Condé cavalerie, digne du grand nom qu'il portait; le régiment de Mérinville, qui, au combat de Leuze, sous les ordres de Villars, avait perdu la moitié de son effectif et vingt-six officiers sur trente-deux; des escadrons de Fourquevaux, de la Ferronays, qui, eux aussi, avaient déjà combattu sous Villars en Allemagne, en Italie, et qui avaient en lui une confiance illimitée. Toutes ces troupes, qui avaient au plus haut degré le sentiment de leur valeur et l'orgueil de leur noble métier, sortaient avec joie d'une inaction qui, depuis six mois, les étonnait et les humiliait. Elles marchaient au combat avec ardeur sous un chef qu'elles aimaient, qui avait partagé leur impatience et, comme elles, ne doutait pas du succès. Qu'on lise ces quelques lignes par lesquelles Villars, huit jours auparavant, terminait sa dernière lettre à Chamillard :

En vérité, Monsieur, je vous plains avec tous les sentiments que peut avoir un bon serviteur du Roi et le vôtre, car les armées du Roi sont belles, nombreuses, remplies d'ardeur, payées tous les cinq jours; elles se consument sans utilité : j'aimerois mieux qu'elles fussent exposées à être battues, ce que je tiens impossible par la bonne opinion et la justice que l'on doit à des troupes depuis trente ans toujours victorieuses. J'ai pris la liberté de le dire à Sa Majesté, pourvu que l'on ne mène pas ses armées à des murailles sèches ou à des rivières qu'il faut passer à la nage, je ne crois rien d'impossible à ses troupes. Combien de fois ai-je eu l'honneur de vous dire, cet hiver, qu'il falloit avoir pour premier objet de combattre [1] !

L'événement allait bientôt justifier cette confiance.

Après avoir présidé au départ de ses colonnes et les avoir accompagnées jusqu'à Erstein, Villars les laissa marcher par brigades sous la conduite de ses maréchaux de camp, Magnac, Saint-Maurice, Chamarande et Biron, et partit en poste avec ses lieutenants généraux, MM. des Bordes et du Bourg; arrivé à Huningue le 28 au soir, il s'empressa de reconnaître le terrain sur lequel il allait avoir à combattre.

Huningue était une petite place créée par Vauban, sentinelle avancée jetée à l'extrême limite du royaume. Plutôt forteresse que ville, elle avait la régularité mathématique d'une construction élevée tout d'un jet dans une plaine rase. Le Rhin baigne d'un côté le pied des remparts; une grande île couvre ce front et partage en deux le cours du fleuve; le grand bras, de 150 mètres environ de

[1] *Villars à Chamillard*, 18 septembre. P. V. Voyez *Mémoires de Villars*, t. II, p. 264. Voyez aussi *Villars à Ricous*, *id.*, p. 265.

large, profond et rapide, est du côté de la ville; le petit bras, de 30 mètres à peine, guéable à la cavalerie, est du côté allemand. Dans l'île étaient les ruines d'un ouvrage à cornes, rasé à la paix de Ryswick.

Quand on a franchi le fleuve, on trouve d'abord une plaine basse et plate, large d'environ 1 kilomètre, puis un brusque ressaut, et une seconde plaine non moins plate que la première, de 12 à 1,500 mètres de largeur, et qui s'étend jusqu'au pied des montagnes. Ce ressaut, ou rideau, ancienne berge du Rhin quaternaire, n'a guère plus de 15 mètres d'élévation, mais il est très-escarpé et offre à la cavalerie un obstacle infranchissable, si ce n'est sur deux points, l'un en face d'Huningue, l'autre à un faible kilomètre sur la droite, près de la frontière suisse. Le premier passage était alors défendu par le château de Friedlingen, vieux donjon doublé d'une redoute récemment construite; le second était libre, mais l'ennemi s'occupait activement à en empêcher l'accès, en creusant une ligne de tranchées du rideau à la frontière suisse.

Une ligne de hauteurs, d'une centaine de mètres d'élévation, ferme la plaine à l'orient; leurs pentes sont rapides, mais accessibles; leur sommet forme un plateau allongé dont le centre, alors comme aujourd'hui, était occupé par un bois. L'extrémité sud du plateau, arrondie en croupe, était plantée de vignes et couronnée par le village de Tülingen.

Toutes les positions que nous venons de décrire étaient, à l'arrivée de Villars, occupées par l'ennemi : des postes garnissaient le petit bras du Rhin, un camp de cavalerie était établi près de Friedlingen, et des travailleurs nombreux

FRIEDLINGEN

élevaient des redoutes dans la petite plaine qui borde immédiatement le fleuve. Le prince de Bade, informé des projets de l'Électeur, s'était hâté de diriger des troupes sur le lieu présumé de la jonction. Lui-même, laissant six mille hommes dans Landau et de forts détachements sur la Moder sous les ordres du comte de Styrum, s'avançait avec le gros de son armée, parallèlement à l'armée de Villars, prêt à lui disputer le passage.

Villars eut rapidement pris ses dispositions : dès le 29, il jetait du monde dans l'ile et faisait travailler activement au rétablissement de l'ouvrage à cornes. En même temps, on construisait un pont de bateaux sur le grand bras; malgré les efforts de l'ennemi, ce travail protégé par le canon de la place fut achevé en trois jours. Le 1er octobre, à midi, les dernières poutrelles du pont étaient placées, et l'artillerie, arrivée de la veille au soir, passait dans l'ile avec quinze cents hommes d'infanterie : le soir même on jetait sur la rive allemande une compagnie de grenadiers qui s'y retranchait rapidement et protégeait la construction d'un pont sur le petit bras. L'ennemi fit dans la nuit un vigoureux effort pour la déloger, mais il dut se retirer devant le tir à cartouches des batteries de l'île; le lendemain, le petit pont était achevé, et une tête de pont, établie malgré le feu de l'ennemi, le mettait désormais à l'abri de toute attaque.

Cette importante opération à peine achevée, Villars vit venir à lui MM. de Luttens et Santini, arrivant de Bâle. Il fut convaincu qu'ils revenaient avec la réponse de l'Électeur, et les reçut avec des transports de joie. Quel ne fut pas son

désappointement en apprenant qu'ils n'avaient pas dépassé Schaffhouse! Ils affirmèrent que, reconnus par des agents impériaux, épiés par eux, ils auraient été infailliblement pris s'ils avaient mis le pied en Allemagne. M. de Puysieulx[1] lui-même leur avait conseillé de prendre un autre chemin. Cette explication parut justement suspecte à Villars, qui ne put s'empêcher de marquer à M. de Luttens, « avec beaucoup d'honnêteté, sa surprise de ce qu'étant chargé du projet de marche et jonction, il n'eût pas hasardé d'être pris pour joindre son maître et son général » . Les soupçons de Villars, ainsi qne nous le verrons plus tard, n'étaient que trop fondés. Non-seulement le comte d'Arco n'était pas à Stühlingen, comme il l'avait annoncé, mais il n'était même plus à Pfullendorf; il s'était porté en arrière, par ordre de l'Électeur, et, au lieu de marcher sur le Rhin, il allait s'emparer de la ville impériale de Memmingen[2].

L'impatience reprit Villars; il se plaignit au Roi, à Catinat; il envoya à Ricous, par des voies différentes, des lettres assez vives. Sa mauvaise humeur et ses perplexités augmentèrent encore le 7 octobre par l'arrivée du comte de Mercy, colonel bavarois, accompagné du sieur Duclos, valet de chambre de l'Électeur. Mercy était envoyé en Italie par Max-Emmanuel pour proposer à Philippe V et à Vendôme une jonction par le Trentin. Duclos se rendait à Paris pour communiquer à Monasterol ce nouveau plan. Ricous

[1] N. Brulart, marquis de Puysieulx, ambassadeur de France près des cantons suisses.

[2] D'après un ordre de marche conservé aux Archives des Affaires étrangères (Bavière, 47, 158), c'est le 22 septembre qu'Arco commença son mouvement de recul.

encourageait cette évolution : il croyait bien faire en détournant l'Électeur du premier projet, qui avait, à ses yeux, le grave défaut de dégarnir l'Alsace et de découvrir la frontière de France. Villars était exaspéré de ces tiraillements et de ces fausses démarches : heureusement, il reçut presque en même temps une lettre du Roi, qui, ferme dans ses premières intentions [1], l'engageait à préparer vigoureusement l'offensive et lui annonçait un renfort de dix bataillons et de vingt escadrons. Villars tâcha d'oublier l'Électeur et s'appliqua tout entier à l'exécution de la difficile opération qui lui était confiée.

Le passage du Rhin était assuré par la construction des ponts : il s'agissait maintenant de pouvoir déboucher en plaine et déloger l'ennemi des fortes positions qu'il occupait. L'armée allemande était au complet, et le prince de Bade en personne la commandait : à peu près égale en infanterie à l'armée de Villars, elle comptait deux mille chevaux de plus et surtout avait sur elle l'avantage du terrain. L'infanterie occupait les hauteurs boisées de Tülingen, la cavalerie était massée dans la plaine haute, autour du château de Friedlingen ; tout le front de l'armée était couvert par le long escarpement du rideau et les redoutes qui en défendaient les seuls points abordables. Le prince de Bade avait encore ajouté à ces défenses : sur sa droite, il avait poussé une ligne de retranchements depuis le rideau

[1] Pelet, *Mémoires militaires sur la guerre de la succ. d'Espagne*, t. II, p. 836, 839. — Le Roi fit également dire à Max-Emmanuel, par Ricous, que le projet apporté par Mercy était impraticable, que la jonction par Huningue était la seule possible, et qu'il eût à la poursuivre sans délai. A. E.

jusqu'au Rhin ; sur sa gauche, il avait construit une redoute contre la frontière suisse. Il était même entré en négociation avec les autorités de la ville de Bâle, pour obtenir d'elles qu'elles creusassent un fossé tout du long de leur frontière, afin d'obliger Villars à respecter leur neutralité. Si cette négociation aboutissait, Villars, enfermé dans un cercle continu, ne pouvait en sortir sans de grandes difficultés. Il n'y avait donc pas un instant à perdre. La petite plaine basse qui séparait les deux armées, balayée par l'artillerie, était intenable : on ne pouvait y avancer que la pelle à la main : Villars poussa des tranchées sur ses deux flancs, élargissant ses places d'armes, faisant des rampes pour la cavalerie, construisant sur sa droite une redoute qui avait des vues sur les retranchements de la gauche ennemie, repoussant les attaques dirigées par le prince de Bade sur ses travailleurs. Quand il eut ainsi préparé, sur la rive allemande du fleuve et dans l'île, des abris suffisants pour loger ses colonnes d'attaque et les conduire tout près des lignes ennemies, il se mit à manœuvrer, tant pour donner le change à son adversaire que pour mettre, selon son langage, « deux cordes à son arc ».

Le 11 au soir, une colonne de deux mille hommes d'infanterie, avec deux régiments de dragons, commandée par M. de Laubanie, assisté du marquis de Biron, maréchal de camp, et de M. Damigny, brigadier, était envoyée pour surprendre Neuenburg, petite place située sur la rive allemande du Rhin, à 7 lieues au-dessous d'Huningue. L'expédition, conduite avec rapidité et vigueur, réussit à souhait : dans la nuit du 12 au 13, la petite colonne passa le Rhin

en bateau; les grenadiers de Crussol, conduits par le capitaine de la Petitière, escaladèrent la muraille et furent bientôt suivis par le régiment de Béarn, sous les ordres du brave lieutenant-colonel Jorreau; la garnison de quatre cents Suisses fut tuée ou prise. Immédiatement prévenu de ce succès, Villars fit descendre d'Huningue tous les bateaux disponibles et donna l'ordre à M. de Guiscard, qui lui amenait de Strasbourg dix bataillons de renfort, de se jeter dans Neuenburg et d'y établir un pont.

Ce fut pendant cette opération que Villars reçut de l'Électeur la première lettre qu'il lui eût écrite depuis le commencement des hostilités : elle était datée de Memmingen du 7 octobre[1]; elle annonçait une marche vers le Rhin, mais en termes dont la courtoisie dissimulait mal l'embarras. Une lettre de Ricous, qui accompagnait le message princier, en donnait le véritable sens : « Enfin l'on marche », écrivait-il; « mais ne vous flattez pas que l'on perce jusqu'à Huningue. » La petite place de Rothenhausen, située sur le Rhin, à 8 lieues au-dessus de Bâle, était indiquée comme point de jonction. « On ne m'a cependant jamais voulu promettre d'aller jusque-là, écrivait Ricous; on ne dit pas aussi que non : tout dépend des conjonctures et des mouvements des Impériaux. »

[1] Voyez à l'Appendice, n° 10. Nous croyons devoir donner à ce même appendice, soit *in extenso*, soit en analyse, toute la correspondance échangée entre Villars et Max-Emmanuel depuis cette époque jusqu'à la fin de 1703, telle que nous avons pu la retrouver. Nous y joignons des extraits importants de la correspondance de Monasterol. Les relations de Villars avec Max-Emmanuel tiennent une trop grande place dans sa vie et ont donné lieu à trop d'appréciations contradictoires, pour que la publication des sources authentiques nous paraisse avoir besoin d'être justifiée.

Quoique peu encourageantes, ces nouvelles n'étaient pas de nature à faire abandonner à Villars les opérations commencées; il s'appliqua avec ardeur à les achever. Il écrivit à Chamillard qu'il était décidé à attaquer l'ennemi dans la nuit du 14, « avec l'ayde du Seigneur », soit par Neuenburg, soit par le petit Huningue. En même temps, pour ne laisser aucun doute dans l'esprit de l'Électeur sur sa volonté de percer jusqu'à lui et sur la confiance qu'il avait dans sa coopération, il lui écrivit avec une assurance affectée le 12 au soir :

Celuy qui n'a pas été embarrassé pour passer la Save devant cent mille Turcs ne le sera guère à traverser des montagnes : pour moy, je vais passer le Rhin, et j'espère que toutes les précautions des ennemis, leurs retranchements sur retranchements, ne m'en empêcheront pas : faut-il que de si bonnes troupes remuent tant de terre ! Je respecte leur général, mais j'avoue que je suis déjà animé par l'esprit d'un grand prince dont je vais recevoir les ordres, par mon zèle pour le service de mon maître et la confiance que je dois prendre dans des troupes, Dieu mercy, jusqu'à présent invincibles.

La diversion sur Neuenburg avait produit l'effet désiré. Le prince de Bade, apprenant dans la journée du 13 la prise de cette place, voyant des hauteurs de Tulingen des bateaux descendre le Rhin et des mouvements de troupes se préparer dans le camp ennemi, ne douta pas que Villars ne voulût s'assurer un second passage. Il craignit de se trouver pris entre deux attaques combinées, avec l'Électeur de Bavière à dos, et résolut de changer de position; il se décida à se porter plus au nord, à la hauteur de Neuen-

burg, et envoya dire à Styrum de venir le rejoindre, en ne laissant en Alsace que les forces strictement nécessaires à la défense des lignes. Le mouvement commença dans la nuit du 13; mais faute de chevaux en nombre suffisant pour traîner la grosse artillerie, il se fit avec lenteur. La cavalerie s'ébranla la première : le 14 au matin, l'infanterie quitta à son tour ses positions retranchées et se mit en marche, couverte par une arrière-garde de 400 chevaux, commandée par le colonel Mercy [1].

C'est le moment qu'attendait Villars avec toutes ses forces massées pendant la nuit, l'infanterie dans l'île et dans les tranchées, la cavalerie dans le lit presque à sec du petit bras du Rhin.

Par ses ordres, seize compagnies de grenadiers se jetèrent sur les retranchements dégarnis de la gauche ennemie, les occupèrent et s'établirent solidement à leur point de jonction avec le rideau : en même temps la cavalerie, tournant la redoute par la frontière suisse, se portait à fond de train sur la seconde plaine et s'y formait en bataille sur deux lignes, la gauche au point occupé par les grenadiers, la droite au pied des montagnes. Derrière ces deux lignes et sous leur protection, l'infanterie, formée en colonnes serrées, traversait la plaine, courait aux montagnes, abordait la croupe du plateau de Tülingen, et, montant à travers les vignes, couronnait les hauteurs. Ce mouvement, d'une grande hardiesse, n'avait pu réussir que par l'extrême rapidité avec laquelle il avait été conduit devant le front d'un

[1] *Le prince de Bade au roi des Romains*. Rapport conservé aux Archives de Carlsruhe et publié par Roeder, *ouvr. cit.*, t. I, n° 66.

ennemi indécis. Mais, quelle qu'ait été la vitesse avec laquelle il avait été exécuté, il avait duré assez longtemps pour permettre au prince de Bade de se reconnaître et de prendre ses dispositions de combat. Sa cavalerie, ramenée en avant, se formait en bataille, face à la cavalerie française, sa droite appuyée au fort de Friedlingen, sa gauche aux montagnes, avec son canon, comme le nôtre, dans l'intervalle des escadrons : son infanterie avait repris ses positions sur le plateau, dans le bois qui en occupait le centre. Les deux comtes de Fürstenberg [1], les margraves de Durlach et d'Anspach commandaient l'infanterie, le comte de Zollern [2] la cavalerie. Ces divers mouvements prirent environ une heure, pendant laquelle les deux armées, occupées à former leurs lignes, n'échangèrent pas un coup de canon [3].

Villars avait donné à M. de Magnac, qui commandait la cavalerie française, l'ordre d'attendre celle des ennemis, afin de l'obliger à s'éloigner du fort de Friedlingen; puis il avait marché aux hauteurs avec l'infanterie. Ce fut elle qui engagea le combat; après un court feu de mousqueterie, elle aborda l'ennemi à la baïonnette. L'engagement fut vif et meurtrier; l'infanterie allemande, protégée par le bois, faisait une vigoureuse résistance. Elle dut néanmoins céder à l'élan de l'attaque, et bientôt, refoulée hors du bois, elle

[1] L'un d'eux, Charles de F. Mœskirch, fut tué; Anspach fut blessé.
[2] Il fut fait prisonnier.
[3] Es ist remarquable gewesen dass beide Arméen nur etwann 1500 schritt von einander sich in der grösten Eill formieret, und fast eine Stunde ohne einigen Schuss zu thun ein jeder auf seiner Seith sich zur Schlacht preparirt. *Rapport du prince de Bade*, Roeder, *loc. cit.*

commença à descendre en désordre le revers du plateau.

Pendant ce temps, la plaine était le théâtre d'un engagement non moins brillant : les deux cavaleries étaient en présence, sur deux lignes parallèles, s'observant avec l'émotion contenue de deux adversaires en champ clos. La cavalerie allemande s'ébranla la première; le prince de Bade conduisait lui-même à l'attaque la masse imposante de ses cinquante-six escadrons. M. de Magnac, suivant les ordres qu'il avait reçus, le laissa approcher, maintenant sa troupe immobile et silencieuse; c'était un officier d'expérience et de vigueur qui comptait déjà quarante ans de services excellents et mal récompensés. Il avait défendu à ses hommes de tirer : quand l'ennemi fut à deux cents pas, il mit l'épée à la main, et, d'un seul mouvement, lança ses quatre mille chevaux en avant, dans une charge furieuse et ordonnée; le choc fut terrible; les escadrons impériaux, renversés les uns sur les autres, tourbillonnèrent et furent ramenés l'épée dans les reins jusqu'à l'entrée de la vallée de la Kander; M. de Magnac ne crut pas devoir les suivre plus loin, et, arrêtant ses escadrons, il revint au pas les reformer dans la plaine.

Villars, qui, du haut du plateau, découvrait tout le pays, s'aperçut que la cavalerie allemande, dispersée, cherchait à se rallier pour reprendre l'offensive; il s'empressa de courir à M. de Magnac pour le prévenir : le ravin par lequel il descendait au galop était encore occupé par un détachement d'infanterie ennemie qui, posté dans les vignes, éloigné du combat, n'avait pas suivi le mouvement général de recul de l'armée impériale. Villars échappa par le plus

grand des hasards à cette troupe isolée, laissant entre ses mains son aide de camp, M. d'Hauteval, qui fut pris. Il avait à peine donné ses ordres à M. de Magnac et remis la cavalerie en mouvement, qu'un grave désordre se produisait sur le point qu'il venait de quitter. Il était survenu un de ces accidents dont notre histoire militaire offre plus d'un exemple et qui s'expliquent par le tempérament spécial du soldat français : le combat du bois avait confondu les rangs de l'infanterie; les deux lieutenants généraux qui la commandaient, MM. des Bordes et de Chamarande, étaient hors de combat; Chavannes, brigadier, et beaucoup d'officiers avaient été tués : lorsque les têtes de colonnes arrivèrent à la lisière du bois, un grand nombre de soldats débouchèrent sans direction dans la plaine, âpres au butin, poursuivant en désordre l'ennemi qui se retirait. Le comte Prosper Fürstenberg, qui se trouvait à la gauche ennemie avec deux escadrons de dragons à pied, ayant marqué un retour offensif, les soldats dispersés regagnèrent vivement le bois : leur retour précipité produisit une panique parmi les troupes restées sous les arbres, et bientôt une masse d'hommes débandés se mit à redescendre en courant et sans être attaquée les pentes que, quelques instants auparavant, elle avait héroïquement emportées sous le feu de l'ennemi. Le général Erffa, ralliant à la droite le détachement resté dans les vignes, le lança sur le flanc de cette masse affolée et augmenta encore la confusion. Villars se jeta au milieu de ces hommes égarés, un drapeau à la main, les entraînant de sa voix et de son exemple; il parvint à les ramener dans le bois, mais l'infanterie ennemie avait

profité de ce temps d'arrêt pour se retirer sans être inquiétée.

La cavalerie, poussée de nouveau par M. de Magnac, avait également disparu par la vallée de la Kander [1].

La bataille était gagnée et bien gagnée ; l'ennemi laissait sur le champ de bataille 4,000 hommes, 11 canons, 60 drapeaux ou étendards, 3 paires de timbales. Les soldats étaient dans l'enthousiasme; ils firent une ovation à Villars et le saluèrent maréchal de leurs acclamations prolongées. Villars se jeta dans les bras de Magnac et l'embrassa devant tous les officiers, attribuant à son énergie une grande part du succès [2]. Certes les brillantes charges de la cavalerie avaient largement contribué à la victoire, mais elle était due surtout à l'impulsion du général en chef, à ses dispositions bien prises, à ses manœuvres bien conçues et vigoureusement commandées; la gloire lui en revient, et, malgré les malveillantes insinuations de Saint-Simon, elle ne lui sera pas enlevée [3].

[1] Noch die generalen noch übrige officiers deren der meiste Theil todt, blessiert und gefangen woorden, nit mächtig gewesen, ein einzige Esquadron auf zu halten, noch nit verhindern können dass sie sich aus den Pass und var champ de bataille verlassen haben. *Rapport du prince de Bade.*

[2] Villars fit aussi au Roi et à Chamillard l'éloge de Magnac et demanda pour lui de l'avancement. *Mémoires de Villars,* t. II, p. 268.

[3] Notre récit est le résultat de l'étude comparative et contradictoire des documents français et des documents allemands. Dans le rapport que nous avons déjà cité, le prince de Bade reconnaît la déroute de sa cavalerie et le premier recul de son infanterie : il avoue qu'à ce moment « les choses « avaient la plus mauvaise apparence, et qu'il ne doutait plus d'une défaite « totale ». Le retour offensif de l'infanterie et le succès momentané qu'il amena sont alors présentés comme une victoire relative : l'infanterie française aurait été repoussée en désordre *jusqu'à Huningue,* après quoi l'infanterie allemande aurait repris sa marche vers le nord, sans être poursuivie. « Le but que se proposait le prince de Bade était atteint, dit son historien; il avait empêché la jonction de Villars et de Max-Emmanuel; le véritable

La bataille de Friedlingen eut un grand retentissement. C'était la première victoire incontestable de l'année, c'était le réveil après un long assoupissement; l'armée française montrait qu'il ne lui avait manqué qu'un chef pour être digne d'elle-même; ce chef se révélait, prêt à prendre la succession des grands capitaines morts ou vieillis.

L'opinion inquiète, depuis un an, de l'inaction des armées, accueillit avec une grande satisfaction la nouvelle du succès et avec grande faveur le nom du vainqueur. « J'ai été embrassé de toute la cour, écrivait Monasterol, le 17 octobre, de Fontainebleau; il n'y a jamais eu tant de joie, et le Roi est ce qui s'appelle vraiment transporté... Voilà M. de Villars au-dessus de tous les généraux de France, ayant eu affaire à un capitaine de réputation qu'il a battu *en écolier*... Le Roi lui donne le bâton de maréchal de France, avec un applaudissement universel, ce qui est assez rare; mais son action est trop belle et trop importante pour ne pas mériter une récompense distinguée. »

Louis XIV ne séparait pas la cause de l'Électeur de la

gain de la bataille était donc pour lui. » Il nous est impossible de souscrire à ce jugement. *Huningue* ne peut être qu'une faute de transcription ou d'impression. Si Villars eût reculé jusque-là, il eût perdu le champ de bataille, tandis qu'il est notoire qu'il le gagna. Il s'agit évidemment d'un des villages situés sur la colline que se disputaient les deux infanteries, soit Tülingen, qui occupe la croupe méridionale, soit Haltingen, qui est situé au pied du flanc occidental : vraisemblablement *Tülingen*, qu'il est facile, dans un manuscrit, de confondre avec *Hüningen*. Quant à la jonction, on va voir que ce n'est pas le prince de Bade qui l'empêcha, mais l'électeur de Bavière qui refusa de la faire. A part cette exagération excusable chez le vaincu, le rapport du prince de Bade rend exactement compte des phases de la bataille : la panique de l'infanterie française est très-bien expliquée : *Ich vermuthe dass Sie sich der gänzlichen Victorie schon versichert gehalten, und viele auf die Beute sich begeben haben müssen, und nichts mehr zu besorgen zu haben vermuthet, sich aber confundirt.* Roeder, *ouvr. cit.*, t. I, p. 107.

sienne, et tint à l'affirmer publiquement. Apercevant Monasterol qui s'approchait de lui au milieu de la foule joyeuse qui se pressait dans la galerie de Fontainebleau, il fit deux pas à sa rencontre et lui dit : « Voici de bonnes nouvelles, monsieur, pour M. l'Électeur et pour moi; j'en ai d'autant plus de joie que ce succès le met en état d'agir avec avantage et lui prouve la droiture de mes intentions et l'envie que j'ai de le seconder dans les projets de son agrandissement; j'espère qu'il en sera à présent bien persuadé, et que nous aurons dorénavant de fréquentes occasions de nous donner des preuves mutuelles d'amitié et de bonne volonté. » Pendant tout le dîner qui suivit, le Roi ne cessa d'entretenir Monasterol et de lui donner des marques publiques d'empressement. L'envoyé de Bavière comprit la leçon courtoise qui se cachait sous ces attentions et s'empressa de la transmettre à son souverain : « Depuis la défaite de M. le prince Louis de Bade, lui écrivait-il le 21 octobre, la situation de Votre Altesse Électorale a tellement changé de face, que je me persuade qu'elle trouvera pour le moment nécessaire de s'attacher au projet de la jonction de ses troupes avec celles du Roi du côté du Rhin, dont le marquis de Villars vient de lui ouvrir les chemins par une action encore plus utile pour le service de Sa Majesté et le bien des affaires de Votre Altesse Électorale, qu'elle n'est brillante et glorieuse pour lui-même. » Monasterol insistait ensuite pour que Max-Emmanuel, abandonnant toute incertitude et toute équivoque, mît franchement sa main dans la main qui lui était si loyalement tendue.

Villars, de son côté, ne négligeait rien pour la réussite

d'une jonction qu'il savait être, en ce moment, la principale préoccupation du Roi. Le soir même de la bataille de Friedlingen, il dépêchait à l'Électeur un billet de sa main[1] pour lui annoncer que le passage était libre. Le lendemain, une fois solidement établi sur la rive droite du Rhin et bien assuré que le prince de Bade se repliait sous Fribourg, il envoya le marquis de Biron avec un fort détachement reconnaître la route que l'Électeur avait tracée. Biron remonta la vallée de la Wiese jusqu'à Schopfheim, et de là poussa des partis dans diverses directions : l'un d'eux s'avança jusqu'à Seckingen, en vue de ce fort de Rothenhausen que l'Électeur, dans sa dépêche du 7 octobre, avait assigné comme point de jonction. Non-seulement il n'y trouva pas l'Électeur, mais il ne put recueillir aucun renseignement sur son compte. M. de Legall, envoyé quelques jours après en reconnaissance avec deux mille chevaux, ne fut pas plus heureux; il était évident que les troupes bavaroises n'avaient fait aucun mouvement dans la direction du Rhin. Ce fut le 31 octobre que Villars reçut des nouvelles de Max-Emmanuel. M. de Luttens et M. de la Colonie[2] arrivèrent avec des lettres du 25. Non-seulement l'Électeur ne s'était pas rapproché du Rhin, mais il s'en était éloigné; il se trouvait sur le Danube à Ehingen, non loin d'Ulm. Il proposait d'envoyer trois cents dragons

[1] Nous donnons ci-contre le *fac-simile* de ce billet écrit du champ de bataille sur un tambour. Voyez le texte à l'Appendice, n° 16.

[2] Officier français qui avait quitté la France à cause d'un duel et pris du service en Bavière. Il devint général-major et se distingua particulièrement à la bataille de Belgrade sous le prince Eugène en 1717. « Il décida la victoire avec ses Bavarois », a écrit le prince de Ligne. On a de lui des mémoires imprimés à Bruxelles en 1737.

le 14me 7bre au

a 6 heures
du soir

Monseigneur

J'aurois l'honneur de
dire a vostre altesse
Serenissime que l'armée
du roy vient de battre
celle des ennemis vous

[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible]



dans le fait positif
rapport sur ce sujet

Manifestation de l'état

le fait sensible et
fait d'expérience immédiate



jusqu'à Rothenhausen, concourir avec un détachement français à la prise de ce fort. Une fois le passage ainsi assuré, Villars en informerait l'Électeur, et se concerterait pour les opérations ultérieures. Cette proposition n'était pas sérieuse, M. de Luttens, pressé par Villars, fut obligé de le reconnaitre; M. de la Colonie lui dit en secret, de la part de Ricous, « qu'il ne se flattait pas que l'Électeur passât Stochach[1] ». L'Électeur ne voulait pas la jonction, le fait n'était que trop patent. Les soupçons de Villars se confirmèrent. Le nouveau maréchal, sans manquer à ses devoirs, ne pouvait s'attarder à la poursuite d'un but qui fuyait devant lui; il n'avait que trop perdu de temps. Le prince de Bade, remis de l'émotion de Friedlingen, avait activement employé les quinze jours de répit que Villars lui avait laissés bien à regret; il avait appelé à lui les détachements demeurés en Alsace, avait reçu des renforts et concentré sous Fribourg une force imposante qu'il pouvait, soit jeter sur le flanc de Villars, soit porter rapidement dans l'Alsace dégarnie. Villars n'avait qu'un parti à prendre : il repassa le Rhin, après avoir mis à l'abri de toute insulte les deux ponts d'Huningue et de Neuenburg, et cantonna ses troupes autour de Strasbourg, prêt à défendre le territoire national contre toute nouvelle entreprise de l'ennemi.

Villars n'était pas le seul à soupçonner la fidélité de Max-Emmanuel. Ricous, qui le voyait de près, était convaincu qu'il ne voulait pas sincèrement rompre avec l'Au-

[1] *Villars au Roi*, 6 novembre 1703. P. V.

triche, et écrivait au Roi dans ce sens [1]. Monasterol, qui le connaissait bien, craignait une évolution nouvelle et confiait à Malknecht ses inquiétudes [2]. Le public lui-même était en éveil : le bruit courait en Suisse que des négociations secrètes étaient engagées entre l'Électeur et l'Empire. Toutes ces suppositions étaient fondées, mais la preuve matérielle de la déloyauté de Max-Emmanuel manqua toujours aux contemporains; nous l'avons retrouvée depuis dans la poussière des archives : pour la justification de Villars et pour l'honneur de la vérité historique, nous croyons devoir la publier.

On se rappelle l'impression produite sur l'esprit mobile de l'Électeur par la prise de Landau, l'émotion montrée à Ricous, l'ordre envoyé à Arco de suspendre sa marche sur Huningue. Son imagination troublée voyait déjà les Français retenus en Alsace, le secours promis impossible, la Bavière envahie et ruinée. Ses inquiétudes augmentèrent encore lorsqu'il apprit que la diète de Ratisbonne avait, à l'unanimité des trois colléges, pris contre lui des conclusions tendant à ce que Ulm, Memmingen et les territoires d'Empire qu'il avait occupés lui fussent repris par la force. Il ne manquait à cet acte, pour être exécutoire, que la ratification de l'Empereur. La peur le prit, et il résolut de tenter un rapprochement. Il envoya secrètement à Ratisbonne son secrétaire particulier, Reichardt, avec la mission

[1] *Ricous au Roi*, 29 septembre et 7 octobre. A. E. « On s'imagine encore en état de paroistre innocent à la cour de Vienne et à la Diette, parce qu'on n'a rien entrepris. »

[2] Voy. spécialement les lettres des 23 et 31 octobre reproduites à l'Appendice, nos 20 et 25.

de s'aboucher avec le cardinal Lamberg, principal commissaire de l'Empereur à la diète, et de le prier d'être l'intermédiaire d'une réconciliation [1]. Lamberg accepta ce rôle, et une correspondance s'établit entre lui, l'Électeur et l'Empereur; elle dura cinq semaines, du 30 septembre au 9 novembre [2]. Encouragé par l'accueil fait à ses ouvertures, Max-Emmanuel proposa, le 8 octobre, — qu'on remarque la date, — de s'engager par traité à envoyer vingt mille hommes en Italie renforcer le prince Eugène et à commencer lui-même les hostilités contre la France en Allemagne. Les conditions qu'il mettait à cette coopération n'étaient pas indiquées, il se réservait de les faire connaître lorsque l'Empereur aurait accepté le principe de l'arrangement : en attendant, « il promettait de ne faire aucun mouvement et de ne pas chercher à opérer sa *conjonction* avec Villars » ; il demandait en même temps que le prince de Bade fût invité à ne faire contre lui aucun acte hostile et « à empêcher la *conjonction* que Villars essayait avec lui, jusqu'à ce qu'il ait eu le temps de recevoir communication des dernières résolutions de l'Empereur ».

Léopold accueillit avec réserve ces propositions, qui pouvaient n'être qu'un « amusement » destiné à arrêter le mouvement de ses armées; il fit répondre qu'il attendait pour se décider que Max-Emmanuel fît connaître ses conditions et donnât une preuve de sa sincérité en évacuant

[1] Ricous signale ce voyage et ne se méprend pas sur sa portée. 16 octobre. A. E.

[2] Cette correspondance est conservée aux Archives impériales royales de Vienne. Voyez à l'Appendice les analyses et extraits que j'en donne sous le n° 26.

Ulm, Memmingen et les territoires qu'il occupait indûment dans le cercle de Souabe.

Max-Emmanuel, remis de sa première émotion, rassuré par les succès de Villars, posa ses conditions : l'investiture du Milanais pour lui et sa descendance masculine, 300,000 thalers hypothéqués sur les marquisats de Neuburg et de Burgau, 100,000 thalers par mois garantis par l'Angleterre et la Hollande, enfin le commandement d'une armée soit en Italie, soit en Allemagne. En transmettant ces demandes à l'Empereur, Lamberg ajoute, dans le langage bigarré du temps, qu'il était nécessaire de faire savoir que *Elector quovis modo ein commando seiner und E. K. Majestæt vælcker en chef zu führen desiderirt.*

Léopold fut très-irrité par ces prétentions impérieuses; il les déclara inacceptables et essaya, dans un langage digne et sévère, de ramener l'Électeur à l'observation de ses devoirs envers l'Empire. Max-Emmanuel maintint ses exigences avec d'autant plus d'insistance que la victoire de Friedlingen lui donnait plus de sécurité; il répondit le 26 octobre, d'Ehingen, — qu'on remarque encore la date, — qu'il suspendait sa marche vers le Rhin et ne s'éloignerait pas de la région où il se trouvait tant qu'il croirait encore pouvoir recevoir de l'Empereur la réponse qu'il persistait à espérer favorable. En remettant ce message à Lamberg, l'envoyé bavarois, baron de Zinth, énuméra de nouveau les conditions posées par son maître et ajouta que « sa jonction avec Villars ne dépendait que de sa volonté, que personne ne pouvait l'empêcher », qu'il ne l'avait point faite pour donner une preuve de sa sincérité, et la

suspendrait encore pour donner à l'Empereur le temps d'envoyer sa réponse.

La réponse de l'Empereur fut aussi nette que digne; il se refusait à continuer ces négociations secrètes et s'en remettait à ses armées du soin de punir, avec l'aide de Dieu, tant de noirceur et d'infidélité.

Ainsi le 8 octobre, le jour même où l'Électeur proposait à Villars, par l'intermédiaire de Ricous, de faire la jonction à Rothenhausen, il offrait à l'Empereur de tourner ses armes contre la France; ou sa proposition n'était pas sérieuse, ou elle couvrait un indigne guet-apens; ainsi, le 26 octobre, c'est-à-dire le lendemain du jour où il affirmait à Villars n'avoir pu effectuer la jonction et offrait de nouveau de la faire à Rothenhausen, il reconnaissait que la jonction ne dépendait que de lui et se faisait, auprès de l'Empereur, un mérite de l'avoir ajournée. Nous n'insistons pas, laissant aux faits eux-mêmes à donner la mesure des caractères.

Ce fut le 2 novembre que l'Empereur repoussa définitivement les avances de Max-Emmanuel, et signifia à Lamberg de cesser toute correspondance avec lui. Le cardinal par une dernière lettre du 6 novembre transmit à l'Électeur les décisions impériales. Éconduit, Max-Emmanuel se hâta de se retourner : dès le 8, nous le voyons changer de langage avec Villars; il lui écrit alors une longue dépêche [1] où il cherche à se justifier de ses délais et à rejeter sur d'autres la responsabilité de la jonction manquée; il repousse avec une feinte indignation et une sincérité

[1] Pelet, *Mémoires militaires sur la guerre de la succession d'Espagne*, t. II, p. 864.

affectée les accusations qui ont été colportées contre lui. Après les révélations que nous venons de produire, on ne lira pas sans surprise et sans tristesse des phrases comme celles-ci : « Il n'est point temps de dissimuler; je parle à un ami que j'estime et en qui je me confie; c'est pourquoi je vous dirai avec une entière sincérité que je ne suis point étonné que vous soyez fâché contre tout ce qui a empêché la jonction, je le suis bien davantage que vous; mais je ne saurais vous passer à mon égard la méfiance que je remarque par votre lettre... attaquer ma bonne foi et par conséquent ma gloire! Je vous avoue que j'en suis touché au vif... L'on me soupçonne! Je ne vois rien de plus outrageant que cela. » Suit alors une longue apologie de sa conduite, sans intérêt pour nous qui connaissons la vérité, et enfin un appel chaleureux à la coopération de Villars. Cette fois Max-Emmanuel était sincère; exposé à l'attaque des troupes impériales, menacé de plusieurs côtés, il avait grand besoin du secours de la France et grande hâte de le recevoir. Il demande donc que la jonction se fasse à Villingen, il envoie tout un plan pour l'exécution de cette opération. Si Villars ne peut venir avec toute son armée, qu'il détache au moins dix mille hommes, qui, joints aux troupes électorales, suffiront à couvrir la Bavière pendant l'hiver en attendant les opérations du printemps.

Il était trop tard; quand Villars reçut ce message, le 19 novembre, il était à Saverne avec toutes ses forces cantonnées autour de Strasbourg, dans des positions bien choisies. La saison était trop avancée pour tenter une opération en Allemagne; il avait neigé dans les montagnes

Noires, les chemins étaient impraticables. Villars d'ailleurs, avec juste raison, n'avait aucune confiance dans la sincérité de l'Électeur, et trouvait très-imprudent de risquer une marche aussi aventureuse sur des assurances aussi suspectes. Il insista[1] pour que l'expédition fût ajournée à la campagne suivante. Le Roi, bien qu'abandonnant à regret le projet de jonction immédiate, dut se rendre aux raisons du maréchal[2]. Villars, autorisé à rester sur la rive gauche du Rhin, employa les deux derniers mois de l'année à opérer dans la basse Alsace et sur la Sarre, et à interdire de ce côté à l'ennemi l'approche des frontières.

L'Électeur, irrité et inquiet, mécontent de lui et des autres, se plaignit très-vivement d'une inaction qu'il considérait comme un abandon. Il fatigua Ricous, Monasterol, Villars, de ses récriminations, de sa feinte indignation, du récit des dangers auxquels il était exposé. Il alla jusqu'à menacer de négocier avec la diète sa neutralité. Villars et Ricous le laissaient dire, mais Louis XIV, qui connaissait

[1] Villars dicta, en réponse à la lettre de Max-Emmanuel du 8, une longue lettre qui réfutait en termes très-vifs les arguments de l'Électeur et déclarait la saison trop avancée pour une campagne. Avant de l'expédier pourtant, il l'adressa au Roi le 20 novembre en lui disant : « Je ne crois pas devoir l'envoyer que Votre Majesté ne l'ordonne, puisque je ne sçais s'il convient de convaincre M. l'Électeur de ses fautes. » D. G. 1582. Nos 180, 181. Nous n'avons pas la réponse du Roi, mais il est évident que la lettre ne fut pas expédiée, car elle ne figure ni dans le recueil si complet de la Bibliothèque nationale, ni dans le registre de copies faites pour le maréchal et sous sa propre direction.

[2] « La réponse que vous avez faite (à l'Électeur)... devroit le déterminer, s'il pouvoit se résoudre à quitter son pays : je souhaite qu'il n'y ait que la peur de se voir exposé à ses ennemis qui l'y retienne, mais vous ne pourriez faire davantage, en l'estat où sont les choses... Vous avez pris les meilleurs partis que vous pouviez prendre, et je ne doute pas que vous n'en usiez de même dans la suite. » *Le Roi à Villars*, 5 novembre 1702. P. V.

moins bien le personnage, était ému de son insistance; fidèle au système de patience et de concessions qu'il avait toujours suivi à son égard, il chercha à le calmer par de nouvelles assurances, et à le retenir par de nouvelles promesses. Il fit venir Monasterol et lui confia que son intention était de tenter une campagne d'hiver et de faire donner par l'Espagne à Max-Emmanuel les Pays-Bas, sauf le Luxembourg, en faisant de ce nouvel État soit un cercle de l'Empire, soit un apanage de la maison de Bavière. Monasterol fut invité à aller exposer verbalement à son souverain les projets du Roi et les avantages dont il comptait récompenser sa fidélité. Il partit immédiatement. Il s'arrêta le 19 novembre à Saverne, où se trouvait alors Villars, et essaya de le décider à une marche en avant; il fut assez mal reçu. Villars ne voulait pas compromettre son armée dans un pareil pays, dans une pareille saison, avec un pareil allié; il avait parfaitement raison; mais la forme qu'il donna à ses arguments blessa Monasterol, et de ce jour commença le dissentiment qui devait plus tard dégénérer en conflit aigu.

L'envoyé bavarois écrivit le jour même à Torcy une lettre [1] perfide dans laquelle il accusa Villars de ne pas

[1] Nous donnons cette lettre à l'Appendice, nº 32. Un mois plus tard, Monasterol, écrivant à Torcy de Winterthür, revient sur le même sujet : « L'éloignement que m'a fait remarquer M. de Villars pour le passage des montagnes pendant cet hiver ne m'a point plu, je vous l'avoue... je n'ai jamais trouvé qu'un froid rebutant, chaque fois que j'ai entamé cette matière à Saverne. » A. E. Villars, de son côté, écrivait à Chamillard le 20 nov. : « Il vaut mieux se ruiner en promesses qu'en lettres de change... J'ai rempli M. de Monasterol des plus belles espérances. » Il conseillait plaisamment au Roi de mander à l'Électeur que l'armée menait avec elle

ouloir passer le Rhin pour des motifs personnels : il ısinua que le nouveau maréchal, n'ayant plus rien à ıgner, ne se souciait pas de risquer une opération périlıuse pour aller commander en second.

Tout en donnant à la sage réserve de Villars cette maleillante signification, il ne pouvait se dissimuler les fautes e l'Électeur, ni les soupçons que lui inspirait sa conduite : écrivait le même jour à Malknecht : « Je ne suis pas en ıon particulier content de ce que je vois du côté de Son ltesse Électorale... je désire seulement de pouvoir passer, eut-être les choses iraient-elles moins mal; j'ai écrit à on Altesse Électorale pour avoir une escorte du côté de chaffhouse, j'attends une réponse avec toute l'impatience ue vous pouvez imaginer [1]. »

Au lieu d'attendre à Saverne une réponse qu'il n'était pas ûr de recevoir, Monasterol eût mieux fait de se rendre nmédiatement à Schaffhouse; lorsqu'il y arriva, l'escorte nvoyée de Bavière n'y était plus : l'officier qui la commanait avait vainement attendu toute une journée, risquant de e faire enlever par les hussards autrichiens, et était parti. lonasterol passa un mois à errer sur la frontière de Suisse, llant de Schaffhouse à Saint-Gallen, sans trouver le moyen e passer.

ıe voiture chargée de cinq à six millions en espèces, et les lui remettrait le joignant. *Mémoires de Villars*, t. II, p. 269, 271.

[1] « M. le comte de Monasterol n'a pas fait difficulté de me dire qu'il croit Électeur trahi par le secrétaire dont il s'est servi, qui est un nommé ıichart, lequel a été donné par le comte de Kaunitz. Mondit sieur de onasterol soupçonne aussi le sieur Prilmayer; en un mot, il voit qu'il y a ıelque chose qui va de travers. » (*Villars au Roi*, Saverne, 15 novem-e 1702. P. V.)

L'Électeur était dévoré d'impatience et lui écrivait lettre sur lettre : il lui tardait de savoir quel était ce mystérieux message du Roi. Était-ce un nouveau plan de campagne? A ses yeux, il n'y en avait que deux possibles : la jonction ne pouvait se faire que par le Tyrol ou par les montagnes Noires. Le premier système avait ses préférences; pour l'exécuter, il s'exposerait volontiers à ce que l'ennemi fît, pendant son absence, une excursion en Bavière. Si pourtant le Roi choisissait le second, il était prêt à l'exécuter; que Villars passe le Rhin et s'avance jusqu'à la plaine, « lorsqu'il verra son armée à portée, il promet d'attaquer sans balancer et de marcher droit pour joindre ». Mais il déclare en même temps que si l'on n'exécute pas l'un de ces deux projets, il se trouvera dans un tel péril que, « se voyant sur le point d'être accablé, sans aucun secours du côté de la France, il tâchera d'obtenir au moins sa neutralité[1] ». En même temps il proteste de sa sincérité : « Ne pensez pas qu'il y ait la moindre intelligence ou négociation entre l'Empereur et moi, bien au contraire. » Sa sincérité était bien forcée, l'Empereur ne voulait plus rien entendre de lui, poursuivait activement à Ratisbonne sa mise au ban de l'Empire, et pressait l'organisation des armées qui devaient attaquer la Bavière de trois côtés. Max-Emmanuel n'avait plus de ressources que dans une franche et décisive

[1] *Max-Emmanuel à Monasterol,* 28 décembre 1702. Dans un post-criptum il accuse réception de la lettre par laquelle Villars annonce qu'il a pris ses quartiers d'hiver, et ajoute : « Si ce sont là les mesures qu'on prend et le projet que le maréchal médite dont vous m'avez parlé, je n'ai plus qu'à songer à redemander ma neutralité ou me pendre. Encore une fois, il faut qu'on s'y prenne autrement si l'on veut qu'il soit en mon pouvoir de continuer la guerre. » A. T.

action avec la France. Monasterol comprenait la situation de même ; il jugea que sa présence était plus utile à Paris qu'en Bavière, il écrivit donc, en chiffres, à Max-Emmanuel un résumé des offres bienveillantes du Roi, y joignit un chaleureux appel à la loyauté et repartit pour Paris porter au Roi les bonnes assurances qu'il avait reçues de son maître.

Louis XIV, pendant ce temps, n'était pas resté inactif ; bien que ses troupes fussent dans leurs quartiers d'hiver, il prenait toutes les mesures pour que la campagne pût se rouvrir le plus tôt possible. Villars aurait bien voulu revenir à Paris ; un fils lui était né le 4 décembre, il avait hâte de le voir et de retrouver sa jeune femme ; mais les ordres du Roi étaient formels, il dut rester à Metz pour presser l'organisation de son corps d'armée et préparer sa marche en avant : « Oubliez monsieur votre fils pour un mois ou six semaines, lui écrivit Chamillard ; il faut espérer qu'il se trouvera quelque intervalle dans lequel vous pourrez venir faire un tour à Versailles. » — « Je souhaite passionnément d'être au moins deux heures à Versailles, répondit Villars... mais ce que je dois au Roi et ce que je me dois à moi-même sont des sentiments si vifs, que les autres ne font pas la moindre diversion. »

Il s'échappa pourtant le 28 décembre et vint passer quinze jours à la cour. Il y fut reçu avec beaucoup de distinction, et, pour la première fois, ne se plaignit pas de l'accueil qu'il y trouva. Il y aurait volontiers prolongé son séjour, au milieu des joies de la famille et des attentions du public ; mais le Roi était impatient, il fallut se remettre en route le 13 janvier 1703. Avant de quitter Paris, Villars

voulut que l'Électeur fût informé du sacrifice qu'il faisait à ses intérêts, et de l'importance du secours qu'il se préparait à lui apporter; il écrivit à Monasterol :

Vous verrez, Monsieur, par mon prompt retour sur la frontière, que le peu de jours que j'en ai été éloigné ne pouvoit être d'aucun préjudice aux intérêts de M. l'Électeur. Je retourne à Strasbourg avec toute la diligence possible, plus d'ardeur que jamais de ne rien oublier de tout ce qui sera humainement possible pour son service. J'en ai des ordres du Roi si positifs, que vous pouvez compter, Monsieur, que si vous êtes avec nous, vous jugerez vous-même qu'il ne tiendra pas à nous que M. l'Électeur ne soit en état de régenter dans l'Empire. Le Roi, qui a cela à cœur plus qu'aucun autre point, me donne des forces si considérables que, pour peu que Son Altesse Électorale veuille l'aider, nous embarrasserons assurément nos ennemis. Comme vous avez des chiffres avec elle, ayez la bonté de lui faire savoir ce que je vous mande, et faites-moi l'honneur de me donner de vos nouvelles à Strasbourg, où je serai dans le même temps que vous recevrez cette lettre.

Quelques jours après, Monasterol arrivait à Paris, apportant les assurances formelles de la sincérité de l'Électeur et de sa volonté d'agir avec énergie. De part et d'autre, on se prépara avec une activité fébrile à la reprise vigoureuse des opérations combinées.

CHAPITRE IV

VILLARS ET L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE.

Villars à Strasbourg. — La maréchale l'y rejoint. — Passage du Rhin. — Siége et prise de Kehl. — Villars rentre à Strasbourg. — Mécontentement de Louis XIV. — Intrigues de Monasterol. — Villars repasse le Rhin. — Renonce à attaquer les lignes de Bühl. — Franchit les montagnes Noires. — Combat de Hornberg. — Jonction avec l'Électeur. — — Projet de marche sur Vienne. — Villars renonce à faire venir la maréchale. — L'Électeur change les projets convenus. — Son expédition en Tyrol. — Vendôme a ordre de le rejoindre par la vallée de l'Adige. — Sa lenteur fait manquer la jonction. — Soulèvement des Tyroliens. Max-Emmanuel obligé de se replier. — Villars se retranche à Dillingen. — Ne peut obtenir du Roi que Tallard rétablisse ses communications avec la France. — Le prince de Bade essaye de franchir le Danube. — Son avant-garde battue au combat de Munderkingen (31 juillet). — Nouvelle tentative le 24 août couronnée de succès. — Le prince de Bade échappe à du Bourg et s'empare d'Augsbourg. — Mécontentement de Villars. — Ses dissentiments avec l'Électeur. — Il demande un congé. — Victoire d'Hochstædt (20 septembre). — Nouveaux démêlés avec l'Électeur. — Accusations réciproques. — Le Roi relève Villars de son commandement et le remplace par le maréchal de Marsin.

La campagne de 1703 est de toutes celles qui mirent en rapport Max-Emmanuel et Villars la plus fertile en événements considérables et en incidents intéressants; elle est marquée par de brillantes opérations et de grosses fautes, par de grands combats et de petites querelles, par le choc des armées et le conflit des caractères. Elle vit éclater, entre le prince et le maréchal, une mésintelligence qui compromit leurs succès militaires et mit fin à leurs relations amicales. Avant d'en aborder le récit, il convient de rappeler brièvement la situation des armées en présence.

Max-Emmanuel avait sous les armes une trentaine de mille hommes, avec lesquels il occupait la rive droite du Danube, entre l'Iller et l'Inn, et gardait ces deux rivières jusqu'aux montagnes du Tyrol. Ses positions formaient ainsi un vaste quadrilatère, dont Munich occupait le centre, et qui était couvert par de larges cours d'eau et de bonnes places; elles avaient le défaut d'être trop étendues pour l'effectif dont il pouvait disposer. L'Empire se préparait à l'attaquer de trois côtés. Le général Schlick, le même qui avait échoué dans ses secrètes négociations avec lui, concentrait une quinzaine de mille hommes en face de l'Inn. Le général Gronsfeld rassemblait du côté de Nordlingen les troupes du cercle de Franconie et huit mille Saxons, pour se porter sur le Danube. Enfin le comte Styrum réunissait en Souabe quelques troupes et milices.

Sur le Rhin, le prince de Bade occupait fortement une ligne qui, partant de Wissembourg sur la rive gauche, suivait le cours de la Lauter jusqu'au fleuve, reprenait à Stollhofen sur la rive droite et gagnait le pied des montagnes à Bühl. Le reste de ses forces était disséminé dans la forêt Noire et dans les places, Landau, Brisach, Fribourg et les villes forestières. Rappelons enfin que, en Flandre, Marlborough avait gagné, sur Villeroi et Boufflers, la ligne de la Meuse et se préparait à assiéger Bonn; qu'en Italie, le prince Eugène n'avait pu passer la ligne du Mincio devant le duc de Vendôme, solidement établi dans le Mantouan et le Milanais.

Villars avait pour mission de former à Strasbourg un corps de 40 bataillons et 50 escadrons, et de le mener au

secours de l'électeur de Bavière. Tallard devait appuyer son mouvement et garder le Rhin avec un second corps de même force, dont le commandement supérieur était destiné au duc de Bourgogne.

La tâche de Villars était difficile, l'opération qui lui était confiée était une des plus dangereuses qui se puissent tenter à la guerre, et les moyens d'exécution étaient, pour le moment, très-incomplets : passer un fleuve devant l'ennemi, traverser en hiver des montagnes hérissées de défenses naturelles et militaires, s'avancer entre trois armées à la rencontre d'un allié hésitant et douteux, tel était l'objectif; pour le poursuivre sans témérité, il fallait disposer d'un corps nombreux et homogène, pourvu de grands moyens de transport. Or, suivant les usages du temps, les troupes dispersées dans leurs cantonnements d'hiver n'avaient, à cette époque de l'année, ni leurs effectifs ni leurs cadres; les recrues n'étaient pas arrivées, les officiers étaient à la cour ou dans leurs familles, les chevaux manquaient, les habillements et les armes faisaient défaut. L'entreprise n'était pourtant pas au-dessus des forces de Villars, pourvu qu'on lui laissât le choix des moyens et le temps de les préparer. Formé à l'école de Condé et de Turenne, il avait conservé leurs traditions, à une époque où elles tendaient à se perdre pour faire place aux habitudes lentes et inactives de la guerre de siéges et du piétinement sur place. Il avait l'instinct de la stratégie, c'est-à-dire cette intuition particulière qui embrasse l'ensemble d'une situation militaire, discerne le point où doit être frappé le coup décisif, l'atteint par des concentrations

rapides et inattendues, par des manœuvres qui surprennent, trompent et déconcertent l'adversaire; il savait attendre pour frapper, puis, tous ses moyens en main, il marchait au but, avec une rare énergie, avec une confiance communicative qui n'avait qu'un tort, celui de se traduire par un langage trop imprégné de hâblerie méridionale. Cette humeur gaillarde et vantarde plaisait d'ailleurs au soldat, qui croyait à l'étoile de son chef et le savait heureux. Villars se l'attachait en outre par des mérites plus solides : il prenait soin de lui, veillait à son bien-être; impitoyable pour la maraude, qui ruine la discipline et tarit la source des approvisionnements réguliers, il excellait dans l'art de faire vivre son monde et de bien vivre lui-même aux dépens de l'ennemi; il dépassait même beaucoup la mesure en ce qui le concernait; mais le soldat, qui voyait les magasins toujours bien approvisionnés et la caisse toujours bien remplie, lui pardonnait aisément de prélever un peu durement sur l'ennemi la part que des usages heureusement disparus attribuaient au chef dans les contributions de guerre.

Dès le 15 janvier, Villars se mit à l'œuvre, pressant l'organisation des troupes, rappelant les officiers en congé, discutant par correspondance avec le Roi et Chamillard les plans de la future campagne. La maréchale était venue le rejoindre à Strasbourg, assez mécontente, paraît-il, d'être obligée de faire un aussi long voyage, en plein hiver. Madame de Grignan la raille de sa mauvaise humeur : « La voilà bien malade d'être la reine de tant de guerriers; elle représentera Armide et les enchantera tous. » La spi-

rituelle marquise comptait sans la jalousie de Villars, qui se serait mal accommodé de ce rôle d'enchanteresse de garnison. Il avait prié une de ses sœurs, madame de Vogüé, de venir avec sa femme; elle lui tenait compagnie pendant les fréquentes absences du chef d'armée, et, s'il faut en croire Saint-Simon, rassurait, par sa présence, la passion inquiète du mari.

Saint-Simon va plus loin; dans la haine aveugle qu'il portait à Villars, il l'accuse d'avoir oublié, aux pieds de sa femme, ses devoirs de général, d'avoir différé ses opérations pour ne pas la quitter, de les avoir interrompues pour la revoir. La correspondance de Villars proteste contre ces insinuations malveillantes et suffit pour les réfuter; elle nous permet de suivre, presque jour par jour, les efforts intelligents de Villars, de prendre sur le fait sa grande activité de corps et d'esprit, de constater que la présence de sa femme à Strasbourg n'a rien enlevé à la hardiesse de ses décisions, ni à la promptitude de ses mouvements; elle fait enfin justice de cette fable absurde, recueillie ou inventée par Saint-Simon, d'après laquelle le dépit d'avoir été empêché de mener sa femme en Bavière aurait été le mobile de toute sa conduite ultérieure. Nous aurons l'occasion de le démontrer bientôt, sans rien dissimuler des fautes ou des ridicules de Villars, mais en lui rendant la justice qui lui est due.

La première opération qu'il conseilla fut la prise de Kehl. Il lui fallait, pour gagner les montagnes Noires, un meilleur passage que celui d'Huningue, et Strasbourg comme base d'opérations. Le Roi autorisa ce siége, non

sans insister pour qu'il ne fît pas perdre de vue la jonction, « son principal objet ». Il ne comprenait pas que cette jonction était impossible sans une série d'opérations préliminaires indispensables. Habitué à ne pas être discuté, et peu au courant des détails, il s'étonnait de ne pas être obéi sur l'heure. Il était d'ailleurs pressé par Monasterol, qui, inquiet de l'Électeur, craignant une nouvelle évolution de sa part, voulant brusquer les choses pour engager son maître, le fatiguait, ainsi que Chamillart et Torcy, de ses démarches quotidiennes.

J'ai parlé aujourd'hui à M. de Chamillart fort longtemps, écrivait Monasterol le 5 février à Malknecht; l'on a épluché la matière du jour à fond... L'armée du Roi passera le Rhin et tentera toutes choses; je puis vous dire en confiance que l'on projette de jeter des forces considérables de ce côté-là, sans rien négliger de ce qui se pourra pour l'Italie. Si Son Altesse Électorale veut tenir ferme, elle sera l'arbitre de la guerre et de la paix, mais je vous avoue entre nous que je ne pense point bien de ses inquiétudes; les manquements de précaution ne me paraissent point naturels. Il y a depuis six mois un manége que j'expliquerois mal si je voulois démêler le vrai d'avec l'apparence. *La jonction n'a véritablement dépendu que de Son Altesse Électorale,* et je n'ai pu savoir ce qui l'en a détournée. Quoi qu'il en puisse être, elle est encore à temps de jouer un beau rôle, si elle veut effectivement ce que je ne saurois m'empêcher de croire qu'elle n'a que bien foiblement voulu jusqu'ici.

L'aveu est précieux à recueillir de la part de ce confident bien informé, peu suspect d'indulgence pour Villars. Le jour même où il l'écrivait, Villars recevait de l'Electeur une

lettre du 6 janvier, pleine de récriminations injustes [1]; le maréchal répondit de bonne encre :

La fin de la lettre de Votre Altesse Électorale m'offense cruellement, et j'attendois plus de justice d'un si grand prince qui a toujours connu mon attachement, mon respect et ma vénération pour sa personne... Ce sont les ennemis du Roy et de Votre Altesse Électorale qui voudroient insinuer des pensées indignes d'elle et, j'ose le dire, de moy.

Tout est en marche depuis six jours. Votre Altesse Électorale sait déjà que j'ay retenu toutes les troupes sur la frontière; il a bien fallu en mettre quelques-unes vers la Sarre et les Éveschés, et tout ne pouvoit pas tenir en Alsace, province épuisée de fourrages. On a fait des efforts au-dessus de l'imagination pour y voiturer des avoines, enfin nous en avons. Votre Altesse Électorale entendra bientôt parler de nous.

Je passe le Rhin le 11, et j'attaqueray tout ce que je trouveray devant moy; je perceray tant que terre me pourra porter et que pain me pourra suivre. Votre Altesse Électorale en veut-elle davantage, qu'elle fasse le reste. Jusques à présent je ne suis informé d'aucun de ses projets pour une jonction. J'occuperay asseurément les ennemis. Pleust à Dieu que ses plus fidèles serviteurs eussent autant d'ardeur que j'en ay pour son service dans cette occasion! La nécessité de mettre en peu de paroles m'empêche de mettre les expressions de respect convenables.

Il avait fallu de grands efforts pour arriver à mettre l'armée en mouvement à la date indiquée par Villars; il avait fallu recourir à des expédients momentanés. Bien des détails manquaient encore : les recrues d'infanterie avaient été armées avec les fonds de magasin de Strasbourg;

[1] Voyez à l'Appendice, n° 35.

l'artillerie, attelée par des paysans ; aucun colonel ni aucun général en congé n'était revenu. Mais l'esprit était bon, l'ardeur du chef animait tout le monde ; les dispositions prises par lui témoignaient de vues justes et hardies. Pour tromper l'ennemi sur ses intentions, il avait divisé son armée en trois corps : le premier faisait une fausse démonstration vers Haguenau ; le second remontait à Huningue, y passait le Rhin et marchait vers Rothenhausen, comme pour y chercher l'Électeur, mais, après une journée dans cette direction, reprenait, par une contre-marche rapide, le chemin de Neuenburg ; le troisième se concentrait à Ottmarsheim, en face de Neuenburg, prêt à passer le Rhin aussitôt que les têtes de colonne du second apparaîtraient, et à se joindre à lui pour marcher sur Kehl. Villars était en personne à Neuenburg le 10 février au soir, selon la parole donnée ; il y apprit que l'Électeur s'était enfin décidé à l'offensive et avait emporté, dans un brillant assaut, la ville de Neuenburg sur le Danube. Cette nouvelle le transporta de joie, et, oubliant toute rancune, il écrivit à Max-Emmanuel, avec sa bonhomie fanfaronne, la curieuse lettre que voici :

Monseigneur, vous venez de prendre Neubourg : deux mille hommes tués ou prisonniers. Je l'apprends par une petite lettre du sieur de Montigny que je payerois 10,000 écus. Je reconnois le vainqueur de Belgrade, celui qui a passé la Save devant des armées formidables. Vous en passerez bien d'autres, et de cette affaire-ci, Monseigneur, il faut que vous partagiez l'Empire, et pour moy que je sois connestable. Par ma foy, je suis transporté, et Votre Altesse Électorale me retrouvera le même

que j'étois en Hongrie et à Munich : bonnes batailles, beaux opéras; bien se battre, bien se réjouir. Voicy une lettre très-extraordinaire, mais j'avoue que je suis transporté du succès de Neubourg. J'ai l'honneur d'écrire à Votre Altesse Électorale d'un autre Neubourg en passant le Rhin, et je marche avec 50 bataillons et 80 escadrons. Si j'ay des nouvelles de Votre Altesse Électorale, je feray tout ce qu'elle croira elle-même possible; en attendant, je vais chercher les ennemis partout où j'en pourray trouver entre les montagnes et le Rhin. Si Votre Altesse Électorale croit que j'ai quelque chose de meilleur à faire, qu'elle me l'ordonne et qu'elle examine avec les grands talents que Dieu luy a donné, asseurément je ne refuseray rien de possible.

Nos troupes, que le succès de Votre Altesse Électorale anime, passent le Rhin avec une ardeur qui vous feroit plaisir.

Conduite avec cet entrain, l'opération eut un succès complet; le ciel s'était mis de la partie : à la pluie avait succédé une petite gelée, éclairée d'un beau soleil; la marche était rapide, les charrois faciles : « C'est un temps à souhait, écrivait le maréchal, les soldats l'appellent *le temps de Villars :* il n'est pas mauvais qu'ils me croient heureux[1]. » En six jours, l'armée descendit de Neuenburg à Kehl, enlevant, sans s'arrêter, les postes ennemis épars le long du Rhin et ne rencontrant aucune résistance sérieuse. Les garnisons de Brisach et de Fribourg, les troupes cantonnées dans les petites places, isolées les unes des autres, surprises par cette brusque invasion, n'osèrent sortir de leurs abris; le passage de l'Eltz et celui de la Kintzig furent à peine disputés par Bibra, à la tête de quelques hommes ramassés à la hâte. Kehl investi, deux

[1] *Villars à Chamillart,* 23 février 1704. D. G.

ponts jetés sur le Rhin amenaient de Strasbourg le matériel de siége et six mille travailleurs; la tranchée était ouverte, contre toutes les règles de l'art, à 40 toises de la palissade; les ouvrages extérieurs négligés ou enlevés d'assaut, et les attaques menées avec une telle vigueur, que la place capitulait au bout de douze jours, avant que le prince de Bade eût pu faire un mouvement pour la débloquer. « Vous êtes bien heureux, écrivait Chamillart à Villars, en apprenant la bonne nouvelle, de n'avoir pas eu pour témoin de votre entreprise M. le maréchal de Vauban; il n'aurait jamais consenti à ce que vous méprisiez la redoute et la demi-lune, comme vous avez fait. »

Vauban, s'il eût assisté à ces opérations précipitées, eût peut-être secrètement souffert de voir traiter aussi cavalièrement des règles qu'il avait créées et des fortifications qu'il avait lui-même construites; mais son sage et patriotique esprit n'eût pu s'empêcher d'admirer ce maréchal de France, d'une audace si réfléchie, d'une activité si brillante, qui, mêlé à tout, présent partout, égayant les tranchées par ses bons mots[1], enlevant les colonnes d'assaut par son exemple, aussi peu soucieux de sa vie que de la théorie de l'attaque des places, portait au plus haut point la valeur de son armée et obtenait d'elle des efforts aussi soutenus et aussi efficaces.

Au moment même où il signait la capitulation du fort, le 11 mars, on apporta à Villars une lettre de l'électeur de Bavière, datée du 25 février, et qui, pour la première fois,

[1] Voy. *Mémoires de Villars*, t. II, p. 63, et les pièces annexées à ce même volume.

renfermait des propositions raisonnables et raisonnées : « Ce ne sont plus des chimères, écrit-il à Chamillart, et nous avons enfin gagné de lui faire comprendre que, sans des mesures justes et concertées, on ne fait rien de bien. » Max-Emmanuel, acceptant la jonction par Villingen, proposée par Villars, s'engageait à se trouver à Riedlingen, avec des vivres pour toutes les troupes, le jour où l'armée française serait à Villingen. Si Villars préférait la route de Pfortzheim, il s'engageait à l'attendre, dans les mêmes conditions, sur le plateau d'Esslingen. Il demandait seulement à être exactement renseigné sur le parti que prendrait le maréchal, et lui fournissait le moyen de correspondance suivant : il envoyait un trompette au prince de Bade, avec une lettre dans laquelle il lui disait qu'attendant d'un oculiste de Paris de l'eau pour les yeux de sa fille, il le priait de recevoir et de remettre à son trompette les fioles qui lui seraient adressées par le gouverneur de Strasbourg. Villars était invité à faire parvenir par cette voie des fioles blanches ou bleues, suivant que la jonction aurait lieu en mars ou en avril, et en nombre égal au jour du mois choisi. Si la jonction devait se faire par Pfortzheim, le trompette répondrait que l'eau n'était pas arrivée de Paris, et le jour serait ultérieurement indiqué. En post-scriptum Max-Emmanuel écrivait : « S'il faut aller jusqu'à Villingen, vous pouvez vous assurer que j'irai jusque-là. »

Ce message causa une extrême satisfaction à Villars, qui volontiers aurait marché sur l'heure au rendez-vous qui lui était assigné ; mais il pensa avec raison qu'un départ immédiat eût été de la dernière imprudence ; la neige tom-

bait avec violence depuis deux jours, les chemins de montagne étaient impraticables : l'armée souffrait beaucoup, quelques jours de repos lui étaient indispensables après les fatigues d'une marche et d'un siége ainsi rapidement conduits. Les lacunes de son organisation n'avaient d'ailleurs pas pu être remplies; les expédients qui avaient suffi pour mettre l'armée en état de prendre Kehl ne pouvaient être continués sans danger; il fallait de toute nécessité attendre les fusils, les attelages et les officiers. Enfin l'armée du prince de Bade se renforçait chaque jour; il fallait, avant de s'éloigner, ou la combattre et la disperser, ou attendre que le maréchal de Tallard fût arrivé avec le corps destiné à la tenir en respect. Villars estima que six semaines étaient nécessaires pour que tout fût à point.

Il écrivit donc à l'Électeur le 12 mars, aussitôt après avoir vu défiler la garnison de Kehl, qu'il ne serait que le 7 mai à Villingen, où il le suppliait de se porter le même jour avec un détachement de son armée et des vivres pour l'armée du Roi. Il remit en même temps au trompette du prince de Bade, arrivé la veille, sept fioles vertes du prétendu collyre. « V. A. E. peut compter, disait-il en finissant, que je lui mènerai une armée excellente... composée d'au moins 40 des meilleurs bataillons et 50 des meilleurs escadrons du royaume... J'ai une impatience d'être auprès de V. A. E. qu'il n'est pas possible d'exprimer. »

Villars écrivit au Roi dans le même sens, puis, sans perdre de temps, se remit à son travail de préparation. Après avoir poussé quelques reconnaissances autour de Kehl, détruit les retranchements qui fermaient la vallée de

la Kintzig, rasé les murs d'Ortenberg et de Kentzingen, fortement assuré les deux ponts du Rhin, il rentra à Strasbourg. Le 18, toutes ses troupes avaient repris leurs cantonnements autour de cette ville.

Ce temps d'arrêt était justifié par une impérieuse nécessité, et aucun homme du métier ne saurait le reprocher à Villars, mais il surprenait l'Électeur dans une situation très-critique. Le cercle s'était resserré autour de ses États; le comte Styrum, réuni au général Gronsfeld, avait envahi le haut Palatinat, pendant que Schlick s'approchait de l'Inn pour le franchir. Max-Emmanuel, abandonné à ses propres forces, eut une inspiration de soldat qui le sauva : il résolut d'attaquer séparément ses deux adversaires avant qu'ils eussent le temps de l'attaquer simultanément. Il passa l'Inn le 10 mars, près de Scharding, se jeta sur Schlick, le battit deux jours de suite et l'obligea à s'enfermer dans Passau; puis, se retournant vivement vers son second adversaire, il franchit le Danube à Straubing, battit et tua le margrave d'Anspach près d'Amberg, obligea Styrum à repasser la frontière, et revint rapidement prendre de bonnes positions défensives entre le Danube et l'Inn, non sans avoir, en passant, mis la main sur le pont de Ratisbonne. C'est pendant cette brillante campagne de trois semaines qu'il reçut, par un trompette de Bade, les sept fioles vertes de Villars, accompagnées du petit mot suivant de la main du prince Louis :

Je suis toujours aussi passionné serviteur de Son Altesse Électorale que je l'ai été, je la supplie d'en être persuadée. Villars a pris Kehl et retourne dans ses quartiers, *sic vos non vobis*.

Max-Emmanuel était alors à Straubing, vainqueur de Schlick, mais encore menacé par Styrum. Ce message le jeta dans une grande perplexité : il se vit de nouveau abandonné par le Roi, livré aux coups et aux railleries de ses ennemis; avant de passer le Danube, il écrivit à Villars, pour le supplier de lui envoyer au moins un secours de dix mille hommes, et à Monasterol, pour se plaindre. Il chargea son envoyé de réclamer « des ordres prompts et positifs pour la jonction tant du côté d'Italie que du Rhin » ; il attendrait leur effet avant de se commettre du côté de Villingen : il avait déjà assez de peine à défendre ses États contre un double envahisseur.

Monasterol n'avait pas attendu cet appel pour agir : le jour même où il avait appris le retour du maréchal à Strasbourg, il avait couru à Versailles, avait vu Chamillart, Torcy, le Roi lui-même, les avait poursuivis de ses plaintes et de ses instances. Il avait trouvé le terrain bien préparé : le Roi était très-mécontent d'un mouvement qu'il n'avait ni permis ni prévu ; la lettre par laquelle Villars lui annonçait son retour s'était croisée avec une longue dépêche de lui par laquelle, sans méconnaitre le fâcheux état des troupes, il ordonnait la marche en avant, trouvant l'inconvénient militaire d'une attaque prématurée moins grave que l'inconvénient politique de l'ombrage donné à un allié méfiant et nécessaire. Pour comble de malheur, le rapport par lequel Villars lui annonçait une résolution en contradiction flagrante avec ses ordres était accompagné d'une lettre à Chamillart, dans laquelle cet incorrigible solliciteur demandait un brevet de duc pour prix de

la prise de Kehl. Le Roi se mit fort en colère et pour la première fois écrivit à Villars en termes sévères; il lui reprocha d'avoir abusé de la liberté qu'il lui laissait, presque de sa confiance, et renouvela l'ordre formel de repasser le Rhin et de marcher à l'électeur de Bavière, pour le joindre, ou au prince de Bade pour le retenir ou le battre.

Monasterol triomphait : « J'ai vu la lettre que le Roi écrit à M. de Villars, écrit-il le 23 à Malknecht; M. de Chamillart, qui l'a écrite de sa main, me l'a lue ce matin d'un bout à l'autre; elle ne saurait être plus forte ni plus positive... Je ne suis point fâché d'avoir été ici... Les insinuations du maréchal de Villars de laisser reposer les troupes jusqu'au mois de mai avaient déjà fait une impression forte sur les esprits, malgré l'opinion du Roi qui était toujours à la jonction : mais, grâces au ciel, M. de Villars en aura le démenti, et je crois que je n'ai pas peu contribué à faire déterminer cette résolution vigoureuse. Hier au soir, ajoute-t-il le 24 en post-scriptum, le Roi m'a fait l'honneur de me parler tout le long de son souper, il m'a témoigné avoir été dans une vraie colère du mouvement de M. de Villars. »

La colère du Roi, les démarches de M. de Monasterol, il n'en fallait pas davantage pour donner l'éveil aux propos malveillants. Encouragée par la mauvaise humeur du maître, la malice des courtisans se donna libre carrière : ce fut à Versailles un véritable déchaînement de reproches, de critiques, de railleries sur Villars, ses fautes, ses prétentions, son avarice, sa jalousie. S'il avait refusé de mar-

cher aux montagnes Noires, c'était pour ne pas compromettre son bâton de maréchal et ménager ses équipages ; s'il était rentré à Strasbourg, c'était pour revoir sa femme et surveiller son ménage : on peut lire dans Saint-Simon ces méchants propos, dont il s'est fait l'éditeur complaisant et partial.

Villars reçut l'orage inattendu qui fondait sur lui avec plus de tenue et avec autant d'esprit que l'on pouvait s'y attendre. Avec le Roi, il fut soumis et ferme : il rappela, avec une précision toute militaire, les raisons péremptoires qui rendaient une marche précipitée aussi dangereuse qu'inutile, mais se déclara prêt à obéir et à ne plus rien faire sans ordres du Roi : seulement il sollicita des ordres précis sur les mesures qu'il aurait à prendre lorsqu'il serait arrivé à Villingen, sans vivres, sans moyens de transport, avec la certitude de ne pas y trouver l'Électeur alors engagé du côté de Passau. A défaut des fusils dont l'arsenal de Strasbourg manquait : « J'armerai, écrivit-il à Louis XIV non sans malice, votre infanterie de tout ce que je pourrai trouver de piques, espontons, hallebardes. Il est assez dangereux de donner un combat de poste avec de telles armes, mais l'étoile de Votre Majesté et notre ardeur pour la servir nous feront surmonter des obstacles que bien des raisons me faisaient désirer d'aplanir [1]. »

Avec Chamillart, il fut plus incisif et plus personnel, insistant sur les détails, faisant honte au ministre des

[1] « Donner une bataille à coups de poing contre des fusils, écrivait-il en même temps à Villeroy, est surprenant, et si j'étois en un pays où l'on trouvât de grandes perches, on les brûleroit par le bout, et nous nous armerions comme les sauvages. » P. V.

ordres inexécutables qu'il lui envoyait, raillant les généraux de cour qui critiquaient ses mouvements, rappelant avec une certaine hauteur que la présence de la maréchale à Strasbourg ne l'avait pas empêché de faire son devoir devant Kehl, et insinuant naïvement qu'on le mènerait mieux avec la promesse d'un brevet de duc qu'en le « grondant[1] ».

Avec l'électeur de Bavière, il fut politique et couvrit entièrement le Roi. « Si, par hasard, il y a eu quelque faute, lui écrit-il, elle vient uniquement de moi; car le Roi a fort désapprouvé que j'aie repassé le Rhin et m'en a blâmé, bien que très-certainement il m'eût été impossible de faire autrement. » En même temps il annonça qu'il quitterait Strasbourg le 5 avril, et insista pour que l'Électeur s'avançât de son côté au-devant de lui jusqu'à Villingen. Si l'Électeur refusait d'occuper cette place et d'y préparer des vivres pour l'armée française, il s'efforcerait de battre le prince de Bade et de s'ouvrir la route par Ettlingen, Pfortzheim et Ulm.

La première émotion passée, le Roi fut obligé de reconnaître que, militairement, Villars avait bien fait de suspendre sa marche; il revint de bonne grâce : « La conjoncture de Bavière est si singulière, écrivit-il au maréchal le 27 mars, que tout ce qu'un général pense de plus sage est détruit par l'impossibilité de pouvoir s'assurer de conserver l'Électeur dans mon alliance s'il n'est promptement

[1] « Après tout cela, dès que M. l'Électeur me pressera et que les neiges laisseront les chemins libres, je ne sais pas autre chose qu'enfoncer mon chapeau, et vogue la galère; mais si vous voulez que j'aie le courage nécessaire, ma foy, ne tremblez pas quand vous parlez au Roy, autrement tout est perdu. » (*Villars à Chamillart*, 23 mars 1703. D. G.)

secouru, et c'est cette nécessité qui vous a attiré des lettres si pressantes. » Ce qu'on reprochait à Villars, ce n'était plus d'avoir repassé le Rhin, c'était de n'avoir pas prévenu la cour de son dessein : hors ce point, on était « content » de lui. Le Roi alla plus loin, il tint à effacer le souvenir de ses sévérités en retirant tout ce que ses ordres avaient de restrictif. « Je vous donne une liberté entière, lorsque vous serez de l'autre côté du Rhin, de faire ce que vous jugerez plus convenable au bien de mon service... ma confiance étant telle, que je ne l'ai jamais prise plus grande dans aucun de mes généraux. Je suis bien aise de vous dire que vous avez fortifié ces sentiments que j'avois il y a longtemps, par tout ce que vous avez fait, depuis le mois d'octobre, de grand et d'avantageux pour mon repos. J'ai lieu de croire que vous continuerez avec le même zèle, la même conduite et le même bonheur. » Chamillart ajouta, d'ordre du Roi, qu'une fois le Rhin passé, Villars pourrait demeurer immobile sur la rive droite les quelques jours nécessaires au complément de son organisation, puis il donna amicalement au maréchal le conseil de s'abstenir à l'avenir « d'outrer la matière à ce point » et d'embarrasser le Roi « en lui demandant des ordres qui devaient rouler sur lui-même [1] ».

[1] Voir les correspondances relatives à cet incident dans PELET, *Mém. militaires*, t. III, et *Mémoires de Villars*, t. II, p. 280 et suiv. Ajoutons encore cette phrase du Roi : « Mon cousin... les deux dernières lettres que vous avez reçues de moy, et qui vous ont redonné du courage, n'ont rien adjousté à la confiance et aux sentiments que j'ay de vous depuis longtemps... je ne saurois douter que vous ne preniez des mesures justes de toutes parts..... je ne saurois trop vous répéter la confiance que j'ay en vous, elle est telle qu'elle vous doit mettre entièrement au-dessus de tout

Villars se hâta de profiter du délai et de la latitude qui lui étaient accordés pour tirer des places fortes de l'Alsace le matériel qui lui manquait, compléter ses cadres, débarrasser ses rangs des malades et des éclopés, et régler avec le maréchal de Tallard les détails de l'action combinée qu'il méditait. Le 14 avril, tout était prêt : ses 54 bataillons et ses 84 escadrons, portant les plus glorieux noms de l'armée française, étaient concentrés autour de Kehl, avec 40 pièces de canon et un convoi de 1,200 chevaux prêt à les suivre. Les officiers généraux qui les commandaient avaient été choisis avec le plus grand soin : c'étaient le comte du Bourg, qui fut plus tard maréchal de France ; le marquis de Blainville, fils de Colbert, l'héroïque défenseur de Kaiserswerth, qui devait mourir au champ d'honneur ; Magnac, qui avait la goutte, mais soutenait énergiquement le grade gagné à Friedlingen ; le chevalier de Tressemanes, remis de la blessure reçue à la même bataille. La mise en scène, chère à Villars, n'avait pas été oubliée : le maréchal avait eu soin de monter sa maison de manière « à paraître dans l'Empire avec l'éclat qui convenait à un général des armées du Roi » : une compagnie de gardes à ses couleurs, galonnés d'argent, entourait son quartier général ; le couvert était mis tous les soirs à sa table pour soixante officiers ; M. de Monasterol était un de ses hôtes : Villars avait insisté pour qu'il suivît les opérations de la jonction et fût le témoin de la sincérité de ses efforts. « Il comprend bien présente-

ce qui vous reviendra des discours des courtisans. » (*Le Roi à Villars*, 7 avril 1703. Orig. P. V.)

ment, écrivait le maréchal au Roi, qu'il a eu tort de tant presser Votre Majesté. »

Le 16 avril, toute l'armée se mit en mouvement et marcha au prince de Bade ; elle le trouva dans des positions formidables : son front était protégé par une ligne continue de retranchements, allant du Rhin à la montagne, entre Stolhofen et Bühl ; sa gauche était soutenue par des postes fortifiés, échelonnés sur la montagne ; sa droite, couverte par des marais inondés ; une vingtaine de mille hommes garnissaient ces défenses. Villars essaya de les tourner par leur gauche ; le 21 au matin, il envoya M. de Blainville tenter, avec 25 bataillons, de s'emparer des crêtes fortifiées de la montagne : la colonne dut s'arrêter devant des ravins infranchissables. Une attaque de vive force fut décidée pour le 24. La journée du 23 fut employée en mouvements préparatoires : le soir, on s'empara du petit village de Finbuch et l'on s'y retrancha à soixante pas des lignes ; mais, le lendemain matin, ordre fut donné d'évacuer la position conquise et de se reporter en arrière [1]. « Les lieutenants généraux, écrit Monasterol, ont fait tant de difficultés et trouvé tant d'obstacles que le maréchal s'est rebuté. » Un conseil de guerre décida que l'attaque était impossible. Monasterol reconnut qu'il y aurait « de la témérité » à l'entreprendre. Villars, encore sous le coup de la leçon qu'il avait reçue du Roi, céda à ces conseils de

[1] La correspondance du prince de Bade confirme et complète celle de Villars ; seulement elle suppose que l'armée française perdit plusieurs mille hommes dans ces fausses attaques, ce qui n'est pas : les pertes furent insignifiantes. (Voy. Roeder, *Kriegs und Staatsschrif. des M. L. W. v. Baden*, t. I, p. 155 et suiv.)

prudence, mais il le regretta toute sa vie : « A la pluralité des voix, on ne fait rien qui vaille », disait-il à Chamillart à cette occasion. Il avait pourtant eu raison de renoncer à l'attaque directe : la prise des lignes n'eût pas procuré des avantages en rapport avec les sacrifices qu'elle eût coûté, elle eût fait perdre de vue l'objectif principal qui était de pénétrer en Bavière et de porter la guerre au cœur de l'Empire. Une lettre de l'Électeur, datée du 11 de Straubing, vint dissiper les dernières hésitations de Villars. Elle était aussi explicite que possible, elle annonçait l'envoi d'un détachement à sa rencontre avec des vivres pour toute l'armée française. Le convoi serait à quatre lieues de Villingen dans les premiers jours de mai, «plus loin s'il est possible ». Max-Emmanuel, aussitôt fixé sur les mouvements de Schlick, marcherait lui-même à la suite du détachement, il le promettait formellement : « Il faut se joindre pour cette fois à quelque prix que ce soit... ma perte ou mon salut dépend uniquement de la réussite de ce projet; je me repose entièrement sur vous, Monsieur, et vous connais trop bien pour douter un moment que ma cause ne soit en très-bonnes mains. »

Rassuré sur la question des subsistances, celle qui le préoccupait le plus, Villars prit immédiatement ses dispositions de marche. Après avoir canonné pour la forme le front du prince de Bade, il laissa le maréchal de Tallard en bataille devant ses lignes, pour le retenir et le contenir, puis il s'engagea résolûment dans la vallée de la Kintzig, poussant devant lui une forte avant-garde sous les ordres de Blainville.

Pour bien se rendre compte de la hardiesse de ce mouvement et des difficultés qu'il comportait, il faut en suivre sur le terrain les phases successives. Le prince de Bade ne le croyait pas possible; les quelques détachements qu'il avait échelonnés dans la vallée lui paraissaient suffisants pour interdire le passage des défilés [1]. Le comte Prosper de Fürstenberg, qui commandait ces corps isolés, comptant sur les obstacles naturels, n'avait pas cru nécessaire d'y ajouter des abatis ou des barricades : il s'était contenté d'occuper les petites places qui gardaient les points principaux. Son premier poste était à Hasslach. Jusqu'à cette ville, la vallée est large et d'un facile accès, la place elle-même est au milieu d'une petite plaine horizontale, et ses défenses n'étaient alors pas très-sérieuses. Blainville les enleva de vive force le 28 avril, et fit prisonnière la petite garnison. Après Hasslach la vallée se resserre, mais est encore praticable jusqu'au confluent de la Kintzig et de la Gutach, où se trouve la ville d'Hausach. Cette place avait alors une petite enceinte bastionnée et était dominée par un vieux château. Blainville s'y porta le 29 avec une telle rapidité, que la garnison, surprise, intimidée, évacua les remparts et se retira par les montagnes. Le lendemain, Villars rejoignait son avant-garde avec le gros de son armée et la tête de son convoi.

[1] A en juger d'après sa correspondance, L. de Bade crut que Villars se contenterait de détacher 10,000 hommes au secours de Max-Emmanuel, et se porterait sur Lauterbourg. Lorsqu'il apprit le passage victorieux des montagnes Noires, il l'attribua à la grande supériorité numérique de l'ennemi et à la mauvaise qualité des troupes commandées par Fürstenberg; il se plaignit vivement de ce que Schlick et Styrum n'eussent pas trouvé moyen d'empêcher Max-Emmanuel de se porter à la rencontre de Villars. Roeder, *Ouvr. cit.*, t. I, p. 157, 159.

Après Hausach, les véritables difficultés commençaient. La vallée de la Gutach, qu'il fallait suivre, serpente entre des hauteurs boisées à portée de mousquet l'une de l'autre; la colonne s'allongeait insensiblement : un ennemi résolu l'eût coupée; mais les miliciens qui occupaient les bois se contentèrent d'entretenir de loin une fusillade assez peu meurtrière. Après une demi-journée de marche pénible, on fut arrêté par Hornberg. La vallée est barrée en cet endroit par un rocher d'une centaine de mètres d'élévation, sur lequel un vieux château du moyen âge étage ses défenses superposées. Le château n'est abordable que par une crête qui relie le rocher aux montagnes voisines. Au pied du rocher, une petite ville entourée de murailles occupait tout le passage disponible; quatre mille hommes défendaient ces fortes positions. Il y eut un peu d'hésitation dans la tête de la colonne; Villars y courut et, enlevant les premiers grenadiers, commença à gravir avec eux les pentes boisées de la droite : « Faut-il, Messieurs, pour vous ébranler, dit-il aux officiers d'avant-garde, qu'un maréchal de France marche le premier? Marchons donc. » Électrisées par cet exemple, les colonnes d'attaque eurent bientôt couronné les hauteurs qui dominaient le château et la ville. Le soir même on était maître du passage. Le lendemain l'armée se reposa.

La marche fut reprise le 3 mai au matin, elle offrait les plus grandes difficultés. Après Hornberg, la vallée se rétrécit de plus en plus avec une déclivité croissante. Sur beaucoup de points la route se confond avec le lit du torrent; à l'un des coudes de la rivière, le chemin est percé

à travers les rochers qui encombrent le passage. Il n'y a place que pour quelques hommes de front : « Il eût suffi de cinquante arbres abattus, écrit Villars, pour arrêter toute l'armée. » Mais les défenseurs de la montagne paraissaient s'être découragés; ils se bornèrent à tirailler à distance; les défilés furent franchis sans perte sérieuse, et vers le soir on abordait les pentes du Sommerau qui ferment la vallée et aboutissent au plateau supérieur. Le lendemain 4 mai toute l'armée était réunie autour de Saint-Georges; elle n'avait plus aucun obstacle matériel à vaincre : le terrain s'étendait devant elle à perte de vue, à peine coupé par de légères ondulations, aux pentes indécises, dont les eaux semblent hésiter entre le Rhin et le Danube.

La ville de Villingen apparaissait bientôt, dressant au milieu de la plaine son enceinte pittoresque et ses hautes tours du moyen âge. C'est là, on s'en souvient, que le rendez-vous était donné à l'électeur de Bavière, et que Villars attendait le convoi de vivres dont il ne pouvait se passer. Un parti de cavalerie, envoyé dès le 3 au soir pour reconnaître la place, l'avait trouvée fermée, commandée au nom de l'Empereur par le baron de Wilsdorf, qui était décidé à se défendre. Villars, qui n'avait ni matériel de siége, ni assez de vivres pour suspendre sa marche, essaya d'intimider la petite garnison. Il l'envoya sommer de se rendre, la menaçant, ainsi que les habitants, des dernières rigueurs si les portes n'étaient pas ouvertes immédiatement; en même temps il venait le 4 au soir, avec toute son armée, camper en vue de la ville. Le baron de Wils-



VALLÉE DE LA GUTACH

... les ... qui ...

... que ... presque ... les de ...

... matin, ... écrit ...

... Mais les ... de la ...

... qu'ils se ...

... tous les ... sans per...

... les portes de ...

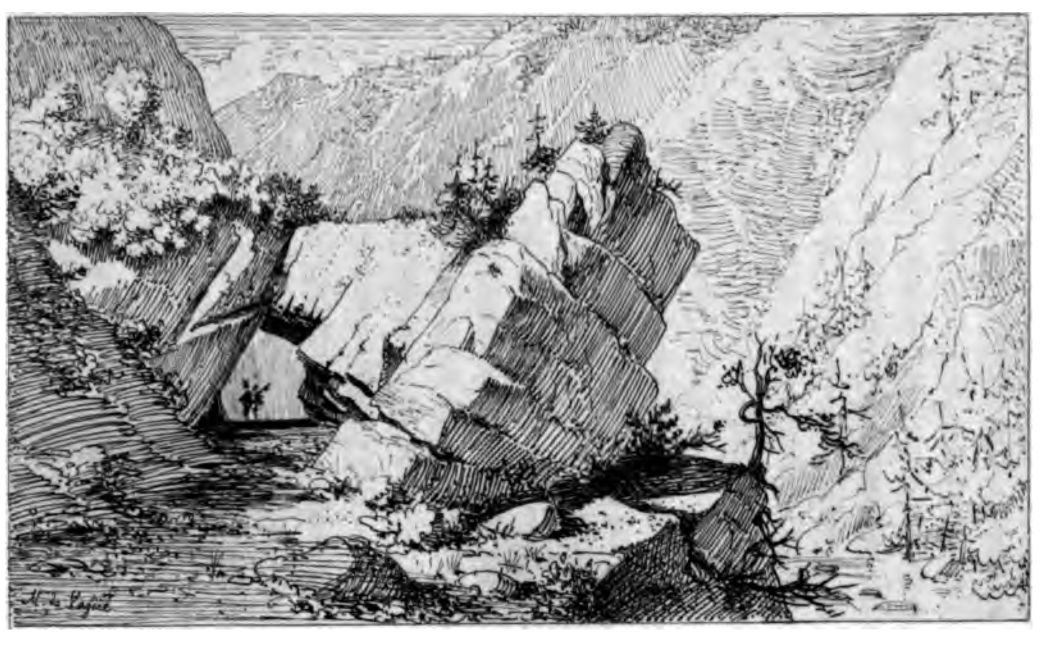
... ville ... au ... per...

... elle n'avait plus aucun obstacle ...

... ou par des ... on ...

... eaux ... hésitèrent ...

La ... de ... lingen ... bientôt, ... au milieu de la ... enceinte pittoresque et ... tours du moyen âge. C'est là, on s'en souvient, que le rendez-vous était donné à l'électeur de Bavière, et ... Villars ... le convoi de vivres dont il ne pouvait se passer. ... parti de cavalerie, envoyé dès le 3 au soir ... contre la place, l'avait trouvée fermée, comme ... de l'En... par le baron de Wilsdorf, qui ... à se défendre. Villars, qui n'avait ni matériel de ... de vivres pour suspendre sa marche, essaya ... petite garnison. Il l'envoya sommer de se ... aussi que les habitants, des derniers ... les portes n'étaient pas ouvertes immédiatement ... même temps il venait le 4 au soir, avec ... camper en vue de la ville. Le baron de Wils-



VALLÉE DE LA GUTACH

dorf était un homme de cœur; secondé par une population énergique, il refusa tout accommodement. Pendant toute la journée du lendemain, Villars fit canonner la place par douze pièces de campagne; il y fit jeter cinquante boulets rouges, mais sans résultat. L'intimidation n'ayant pas réussi, il n'avait qu'à continuer sa route à la recherche de l'Électeur. Il partit le 6 mai au matin avec l'intention de s'arrêter à Donaueschingen, où il espérait trouver des ressources et donner à ses troupes un repos dont elles avaient grand besoin. Il apprit en arrivant à l'étape que le convoi de vivres envoyé par l'Électeur était six lieues plus loin, à Tüttlingen, et que Max-Emmanuel attendait avec son armée à Riedlingen, quinze lieues au delà. Villars n'hésita pas, il fit faire à ses troupes une étape de plus, et de sa personne il courut avec des relais jusqu'à Riedlingen. Il y arriva le 9 au matin.

L'impatience de M. l'Électeur était telle de me voir, écrit-il au Roi, que, quoiqu'il ne m'attendît qu'à midi et qu'il fît un temps horrible, il monta à cheval à sept heures du matin, gagnant les hauteurs d'où il pouvait découvrir ma marche, envoyant courriers sur courriers au-devant de moi; et enfin, dès qu'il sut que j'approchais, il vint lui-même au galop et, dès qu'il put m'apercevoir, poussa à toutes jambes. Je parus vouloir descendre de cheval; il courut à moi, m'embrassant avec des larmes de joie, et fut près de me jeter à terre et de tomber aussi. Tous ces transports étaient violents et sincères, les expressions pleines de sa reconnaissance, que j'avais sauvé sa personne, son honneur, sa famille, ses États; enfin, Sire, tout ce que peuvent inspirer le changement de la situation terrible où il s'était vu et l'état triomphant où une armée puissante de Votre Majesté l'allait mettre...

Tout ce qu'il avait à me dire me permit à peine de lui répondre qu'après les ordres dont Votre Majesté m'avait honoré, de faire plutôt périr son armée que de ne pas secourir Son Altesse Électorale, rien ne pouvait nous être impossible. Je trouvai l'armée de M. l'Électeur en bataille, et je dois dire que les troupes sont belles et que j'ai été surpris de tout l'ordre, de la discipline et du bon état dans lequel je les ai trouvées... Il ordonna qu'elles me saluassent par trois saluts avec son canon, et à chaque fois, il cria : *Vive le Roi!* jetant son chapeau en l'air et, en vérité, pleurant de joie.

Le reste de la journée se passa en conversations aussi cordiales qu'animées : l'Électeur raconta la campagne qu'il venait de faire, proposa divers projets. Villars écouta sans exposer ses vues : il se réservait de soumettre un plan raisonné à l'Électeur après l'avoir étudié avec le maréchal d'Arco. Le dîner fut très-gai, mais Villars remarqua que, quoique maréchal de France, il n'avait pas été l'objet d'un « cérémonial » particulier, on ne lui « avait offert ni chaise distinguée, ni pour laver, ni gens pour le servir » ; le germe des conflits futurs était déjà semé : les confidences de Ricous vinrent préparer le terrain dans lequel ce germe devait se développer.

Depuis un an, Ricous n'avait pour ainsi dire pas quitté l'Électeur. Il avait assisté, impuissant et méconnu, à ses incertitudes, à ses défaillances, à ses duplicités; il avait découvert les négociations de Schlick, pénétré le mystère des voyages de Reichardt à Ratisbonne ; il savait qu'après Friedlingen, la jonction avait été volontairement évitée par Max-Emmanuel, il connaissait les intimes faiblesses, les secrets mobiles de cet esprit ambitieux et changeant :

pour la première fois, depuis un an, il avait l'occasion d'ouvrir son cœur et d'épancher sans contrainte le flot amer qui s'y était silencieusement amassé : il ne la laissa pas échapper; il vint trouver le maréchal dans sa chambre et, pendant plus d'une heure, il déborda. Le portrait qu'il fit de l'Électeur dépassait en sévérité tout ce que les souvenirs de Villars avaient pu lui inspirer : il insinua que les projets de campagne étaient dictés par les intérêts particuliers du prince et de son entourage : l'Électeur devait, d'argent de jeu, 700,000 livres à Monasterol, 300,000 écus à Arco, autant à son banquier Bombarda. « Il n'y avait pas un de ces gens-là qui ne comptât se faire payer ou sur les subsides ou sur les contributions » ; leur projet était de tenir les deux armées réunies, afin de profiter de la clause du traité qui stipulait le partage des impositions de guerre. La conclusion de Ricous fut que Villars devait imposer sa volonté à l'Électeur : « Tant de respect qu'il vous plaira, mais toujours la dernière hauteur. »

Le lendemain, encore tout imprégné de ces conseils, Villars se rendit au lever de Max-Emmanuel avec un projet écrit qui différait en tout des plans dont l'Électeur l'avait entretenu la veille. Il n'eut d'ailleurs pas à l'imposer; Arco déclara que c'était le seul bon. L'Électeur se jeta au cou du maréchal, le remerciant de n'avoir pas adhéré à ses vues, et lui exprimant combien « il se sentait l'esprit libre et bien soulagé ».

Saint-Simon, dans un de ses rares moments de justice, a dit que les projets de Villars étaient vastes, hardis, presque toujours bons, révélant le capitaine, et que nul autre

n'était plus propre à l'exécution. Le plan qu'il proposait alors méritait cet éloge : c'était une conception grandiose, et s'il eût été libre de l'exécuter, elle eût marqué dans l'histoire militaire. Bien qu'à sa première entrevue avec l'Électeur, Villars n'en ait, par prudence, exposé qu'une partie, nous devons, pour l'intelligence du récit, en résumer maintenant toute l'économie et en faire connaître la destinée, telles qu'elles résultent de l'ensemble des correspondances échangées pendant tout le cours de la campagne.

L'idée de Villars était de former deux corps : l'un, composé de l'armée bavaroise et d'une brigade d'infanterie française, sous les ordres de l'Électeur, devait descendre le Danube par la rive droite, en se faisant suivre de bateaux pour les principaux transports, prendre Passau et occuper Lintz. Avec le second corps formé des troupes françaises et d'une partie de la cavalerie bavaroise, Villars aurait passé le Danube, cherché et battu Styrum, dispersé les corps qui se rassemblaient dans le haut Palatinat, tenu tout le pays avec sa cavalerie, poussé des contributions jusqu'en Bohême, et suivi en le couvrant à distance le mouvement de l'Électeur. Les deux corps réunis à Lintz, on aurait marché droit sur Vienne, en se couvrant à gauche par le Danube. Pendant que ces opérations s'exécutaient, Vendôme, laissant sur le Mincio des postes suffisants pour contenir l'armée très-réduite des Impériaux, aurait remonté la vallée de l'Adige, pénétré dans le Tyrol, ramassé un corps bavarois envoyé à sa rencontre, et serait venu soutenir le mouvement vers Vienne. De son

côté, Tallard surveillerait le prince de Bade ; si ce général quittait le Rhin pour porter secours à l'Empire, il le suivrait, le retiendrait ou le combattrait. Ainsi protégé sur ses derrières, Villars, avec toutes ses forces réunies, se portait sur la capitale de l'Autriche, la trouvait dégarnie de troupes, déjà menacée par Rakoczy et les insurgés hongrois, la prenait, disait-il, en huit jours, et dictait la paix à l'Empereur dans son palais : on désintéressait la Hollande, en lui abandonnant quelques places dont l'Espagne n'avait que faire du côté de la Gueldre, et l'on terminait dans l'année une guerre qui n'avait que trop duré.

Ce plan était bien conçu : mais pour qu'il pût réussir, il eût fallu, suivant l'expression de Villars, « qu'un seul et même esprit gouvernât toute la guerre » ; c'est le contraire qui eut lieu ; la conduite des opérations fut livrée à toutes les incohérences, à tous les soubresauts résultant des vues divergentes de chefs indépendants. Les vues de Villars n'étaient pas désintéressées, mais elles étaient conformes à l'intérêt public : il voulait battre l'ennemi et le rançonner, l'amener à la paix par la destruction de ses armées et l'épuisement de ses ressources. Il y trouvait sa part de gloire et de profits. Max-Emmanuel avait un objectif différent et tout personnel : il voulait défendre ses États héréditaires et les agrandir. Ce qu'il attendait de l'armée française, c'était une protection et des conquêtes. Il visait spécialement le Palatinat, le Tyrol et le Milanais ; grâce à l'article du traité de 1702, qui lui garantissait la possession des territoires qu'il pourrait conquérir, il espérait, avec l'aide de Villars, se tailler dans l'Empire un État

qui, s'étendant du Mein au Pô, et tenant les passages des Alpes, lui valût une couronne. La divergence était profonde; si, aux tiraillements qu'elle devait nécessairement produire, on ajoute les froissements quotidiens naissant du frottement de deux vanités intraitables, de deux autorités égales par le grade, inégales par le rang, agissant côte à côte dans des limites mal définies, on comprendra que l'unité d'action fût impossible. De leur côté, Vendôme et Tallard, cantonnés dans leur coin spécial, avaient chacun leurs vues particulières, qui ne concordaient pas avec l'ensemble de la grande opération projetée. Pour dominer toutes ces volontés, pour les faire converger vers un but unique, il eût fallu à Versailles une volonté supérieure et une autorité reconnue; malheureusement Chamillart n'avait ni l'une ni l'autre; son insuffisance éclate dans sa correspondance élégante et verbeuse : incapable de faire plier les vues particulières des chefs d'armée, il ne savait que les concilier dans la forme par des rédactions habiles; il n'osait même pas faire respecter la hiérarchie militaire. Le projet de Villars avorta, ses combinaisons sombrèrent dans les sourdes compétitions et les fausses manœuvres. Pour en voir la réalisation, il nous faut descendre jusqu'en 1809. Le plan de 1703, repris par le génie puissant de Napoléon que servaient des auxiliaires soumis, Eugène à la place de Vendôme, Davout à la place de Max-Emmanuel, produisit alors les grands effets qu'avait entrevus le génie clairvoyant et mal secondé de Villars.

Dans la note écrite que Villars remit à Max-Emmanuel le 10 mai 1703, il n'avait pas dit toute sa pensée; il crai-

gnait de la livrer aux indiscrétions d'un esprit léger et d'un état-major peu scrupuleux. Il se contenta de conseiller l'opération combinée sur Passau et Lintz. Nous avons vu qu'elle fut acceptée avec enthousiasme par l'Électeur. Les dispositions d'exécution furent immédiatement arrêtées en commun. Il fut convenu que le mois de mai serait consacré au ravitaillement des soldats et aux préparatifs nécessaires. Les troupes seraient acheminées sans bruit et par fractions isolées sur des points différents de la vallée du Danube, de manière à pouvoir être réunies par une subite concentration au commencement de juin; l'opération serait alors menée avec vigueur. On calculait que l'opération secondaire en Tyrol pourrait être entreprise le 20 juin, et c'est dans les premiers jours de juillet que Villars pensait frapper le coup décisif.

Tous les détails réglés, Villars retourna à son camp près de Tuttlingen; l'Électeur vint lui rendre sa visite le 15; le lendemain il passa la revue des troupes françaises qui l'acclamèrent : il les déclara fort belles, dina chez le maréchal, confirma les ordres de marche convenus et repartit enchanté. « J'ai été à l'armée du Roi Très-Chrétien, d'où je viens aujourd'hui », écrivait-il le soir même à la comtesse d'Arco [1]; « elle est grande, belle et pleine d'envie d'agir, composée des meilleurs généraux, officiers et corps que le Roi ait; j'y ai été reçu avec tout

[1] Marie Popuel, avec laquelle Max-Emmanuel s'était lié à Bruxelles, qu'il avait mariée au frère du maréchal d'Arco et dont il eut le comte de Bavière, depuis lieutenant général au service de France. Les lettres de Max-Emmanuel à la comtesse d'Arco sont conservées aux archives royales de Munich.

l'agrément que j'aurais pu souhaiter et, je l'avoue, au delà que je m'y attendais. Me voilà donc en état d'agir présentement après quelques jours de repos que l'armée doit indispensablement avoir, et pendant ce temps, je ne resterai pas les bras croisés. » Il écrivit en même temps au Roi pour lui exprimer sa reconnaissance et promit à Villars de demander pour lui un brevet de duc[1].

Villars n'était ni moins satisfait du présent ni moins confiant dans l'avenir, mais il ne fermait pas les yeux sur les difficultés probables. En adressant au Roi le récit de ses succès et l'exposé de ses espérances, il insistait énergiquement pour que Tallard et Vendôme fussent invités à assurer ses communications : « On doit faire réflexion qu'il est dangereux d'avoir une grosse armée séparée du royaume, sans être même bien assuré d'en recevoir des lettres. »

En insistant ainsi pour que ses communications avec la France fussent mises à l'abri des insultes de l'ennemi, Villars ne se conformait pas seulement aux règles les plus élémentaires de l'art militaire, il servait aussi les intérêts de son cœur, et suivait même, s'il faut en croire les mauvaises langues, les inspirations de sa jalousie. La maréchale était restée à Strasbourg ; la séparation pesait au maréchal vivement épris et gratuitement inquiet. Il avait invité sa femme à venir le rejoindre et demandé pour elle un passe-port au prince de Bade, qui le lui avait refusé : mais aussitôt la sécurité des routes assurée il comptait la

[1] La demande ne fut expédiée que le 12 juin. Voy. à l'Appendice, n° 68.

faire venir avec sa sœur, l'installer dans une place forte, à Ulm par exemple, où il pourrait la voir de temps à autre et tout au moins prendre auprès d'elle ses quartiers d'hiver. Il avait arraché au Roi l'autorisation de ce voyage, et n'attendait qu'une occasion favorable pour le mettre à exécution. A la réflexion pourtant, Louis XIV avait été frappé des inconvénients et même des ridicules de cette jonction : il avait chargé Chamillart d'amener Villars à y renoncer. Le ministre s'acquitta de son mandat avec une insigne maladresse. Au lieu de s'adresser aux bonnes qualités de Villars, il s'adressa à ses faiblesses : au lieu de lui montrer, ce qui était son droit et son devoir, le fâcheux effet qui pouvait résulter pour la conduite des opérations militaires, pour l'autorité et la dignité du commandement, du spectacle de ses préoccupations conjugales, il essaya d'éveiller sa jalousie à l'endroit de Max-Emmanuel :

Voulez-vous que madame la maréchale s'établisse à Munich? Vous connaissez la politesse de M. l'Électeur; vous savez qu'il a du penchant pour les dames : quand vous seriez assuré des égards qu'il aurait pour vous, ne vous resterait-il pas à craindre la jalousie de madame l'Électrice qui, par sa seule inquiétude, pourrait moins bien traiter madame la maréchale que vous n'auriez lieu de l'espérer, avec le caractère que vous avez?

La fin de la lettre n'était pas de nature à atténuer la blessure faite par ce langage à l'amour-propre de Villars. Chamillart y recommandait au maréchal de ne pas oublier, dans l'exercice du commandement, ce qui était dû à la personne et au rang de l'Électeur :

Il n'est pas possible que le Roi lui demande de suivre vos avis : il faut donc que vous fassiez en sorte par vous-même de l'engager à faire ce que vous proposerez, en lui insinuant ce que vous croirez devoir faire, d'une manière à pouvoir le déterminer, si vous n'étiez pas du même sentiment. A moins que cette diversité d'avis ne se trouvât dans une occasion trop importante, vous devez prendre sur vous de suivre le sien, et le personnage que vous avez à remplir n'exige pas moins la politesse du courtisan que la prudence et le courage du grand capitaine.

Villars s'était porté à Riedlingen avec toutes ses forces et pressait, avec son activité accoutumée, l'organisation de sa grande expédition sur Vienne, lorsqu'il reçut ce message, dans les derniers jours de mai. Quand le pli lui fut remis, il ne douta pas (c'est lui-même qui l'écrit naïvement) qu'il ne renfermât ce brevet de duc, si ardemment désiré, si indiscrètement sollicité et, à ses yeux du moins, si justement mérité! On peut juger de sa déception. Il exhala sa mauvaise humeur dans une longue lettre[1] à Chamillart : il se plaignit amèrement de la créance ajoutée à de méchants propos : « Je suis outré de douleur que l'on veuille me regarder comme un homme dont une femme dérange la tête... En quel temps le Roi a-t-il pu s'apercevoir que mon zèle pour son service et un désir de gloire n'aient pas été mes premières passions? » Il se défend d'avoir voulu mener sa femme à Munich, ou d'avoir voulu lui faire suivre l'armée, mais reconnaît qu'il la désire à sa portée et ne veut pas renoncer à

[1] Cette lettre a été publiée intégralement à la suite des *Mémoires de Villars*, t. II, p. 293; elle est datée du 30 mai 1703.

l'espoir de la voir. « Je ne veux pas donner à mes ennemis le plaisir de dire : Il voulait mener sa femme, mais on a très-bien fait de la lui ôter. » Il compte donc sur Chamillart pour obtenir l'autorisation du Roi. « Elle viendra à Ulm et n'en partira que pour se rendre dans une des grosses villes qui sera, s'il plaît à Dieu, au milieu de nos quartiers d'hiver[1]. »

Le reste de la lettre est rempli de vives récriminations sur les défiances dont il est l'objet à Versailles, et l'état d'esprit où elles le mettent. « Je ne sers plus, je n'écris plus

[1] Malgré ces déclarations et quoique le Roi eût laissé la maréchale libre de faire ce qu'elle voudrait, Villars comprit les inconvénients du voyage et y renonça spontanément : les conseils de madame de Maintenon, transmis par madame de Saint-Géran, ne furent pas étrangers à ce revirement. C'est sur cet incident, démesurément amplifié, que Saint-Simon a échafaudé le roman qu'il substitue à l'histoire dans son récit de la campagne de 1703. Il raconte que Villars, irrité du refus de laisser venir sa femme, déçu par le mauvais accueil fait par le Roi à la demande du duché faite pour lui par l'Électeur, voyant qu'il n'avait plus rien à espérer de Max-Emmanuel pour la satisfaction de sa vanité ou de sa jalousie, ne songea plus qu'à éviter l'ennemi et à remplir ses coffres. Pour mieux y parvenir, il aurait suggéré à l'Électeur l'expédition absurde du Tyrol, fui les occasions de combattre et fait ainsi avorter une campagne destinée à ruiner les forces de l'Empire. De son côté, l'Électeur ne se serait décidé à envahir le Tyrol que « pour ne pas demeurer inutile spectateur des trésors » que Villars amassait. Nous n'avons nullement l'intention de défendre les procédés financiers de Villars, mais nous tenons à établir, en ce qui touche les opérations militaires, la fausseté de ce récit. Les lettres qu'on va lire démontrent que l'expédition du Tyrol a été décidée *contre l'avis* de Villars : les *sauvegardes* et l'affaire du duché n'y ont été pour rien; c'est le 27 mai que l'Électeur se décide à changer les plans convenus le 15. On avouera que, quelle qu'ait été l'habileté de Villars à pressurer les pays conquis, ces douze jours n'avaient pas suffi à lui procurer des « trésors », et quant au duché, c'est le 8 juin que Chamillart conseille à Villars « de laisser au Roi le soin de récompenser les services importants qu'il lui a rendus ». (*Mémoires de Villars*, t. II, p. 299.) La lettre du ministre n'a pu parvenir à Riedlingen avant le 14 ou le 15, et dès le 30 mai, nous voyons que Villars était déjà informé par l'Électeur de son intention de marcher vers le Tyrol. (Voy. ci-dessous, Appendice, n°s 61, 62.) La déception que cette courtoise fin de non-recevoir causa au maréchal fut donc absolument étrangère aux résolutions prises par l'Électeur en dehors de lui.

qu'en tremblant; en un mot, je ne commence pas cette campagne avec la liberté d'esprit et la joie dans le cœur qu'il serait peut-être bon de me donner : et je n'ai pas tort, plus il m'arrive de succès, plus on m'attriste; c'était tout le contraire autrefois. »

L'obligation de soumettre ses opérations à l'Électeur dont il redoutait, et avec raison, les visées personnelles et l'esprit changeant, lui était particulièrement sensible. Elle lui préparait de sérieux mécomptes.

Dès le soir même il en fit l'expérience, et un message de l'Électeur vint mettre à une rude épreuve l'esprit de soumission que le Roi exigeait de lui.

A peine de retour à Munich, Max-Emmanuel avait appris qu'un détachement de ses troupes laissé dans le haut Palatinat, sous les ordres de Maffei, avait été battu non loin d'Amberg, et que le petit château de Rothenberg, situé sur la frontière, était menacé. Cette nouvelle, en réveillant toutes ses inquiétudes pour la sûreté de ses États particuliers, jeta un tel trouble dans son esprit, qu'il renonça brusquement aux projets arrêtés et écrivit [1] à Villars qu'il était résolu à marcher sur Nuremberg avec toute son armée pour prendre cette place et réduire les Cercles. Villars bondit en recevant cette communication : « J'apprends non-seulement avec étonnement, mais avec une vive douleur, écrivit-il immédiatement à Max-Emmanuel, que V. A. E. ait changé le bon, grand et solide projet dont elle était convenue! Quoi, Monseigneur, la perte de deux ou

[1] La lettre de l'Électeur et la réponse de Villars se trouvent dans Pelet, t. III, p. 606, 607.

trois cents hommes, de trois pièces de canon, et d'avoir manqué à secourir Rothenberg, fait manquer le dessein d'attaquer l'Autriche, dépourvue de toutes ses forces, et donne à l'Empereur le temps de se reconnaître!... Je la conjure de n'avoir aucune inquiétude pour tout ce que peut faire M. de Styrum et de suivre son premier projet : il en est temps, puisque aucune troupe ne s'est encore ébranlée pour le troubler... Veut-elle qu'il soit dit que la première expédition de 50 bataillons et 60 escadrons, que je lui amène de France, soit d'aller secourir un château lorsqu'il dépend d'Elle de faire trembler toute l'Autriche! » Il insista, rappela que l'ordre était déjà donné à Vendôme par le Roi de marcher sur le Tyrol, démontra que la prise de Nuremberg était inutile ou dangereuse, proposa d'envoyer lui-même un détachement secourir Rothenberg sans suspendre la marche générale convenue; en même temps il écrivit à Arco, à Ricous, les suppliant d'intervenir pour empêcher l'Électeur d'abandonner le seul bon projet. Enfin, il dépêcha à Munich le comte Du Bourg, son meilleur auxiliaire, chargé de commenter ses lettres, d'en appuyer les arguments du poids de son incontestable autorité. Du Bourg obtint que la marche absurde sur Nuremberg fût abandonnée, mais il ne put obtenir que celle sur Passau et Lintz fût reprise immédiatement. L'Électeur, qui tenait avant tout à la conquête du Tyrol et du Milanais, ne renonça à l'expédition du Palatinat qu'en exigeant l'expédition immédiate du Tyrol[1]. Villars, encore pénétré des

[1] Ricous encouragea beaucoup ce changement : l'expédition sur Vienne n'était à ses yeux qu'une « simple incursion... qui se peut toujours faire...

formelles injonctions du Roi, se soumit; il poussa même la déférence jusqu'à féliciter Max-Emmanuel de sa décision; mais il ne perdit pas de vue son grand projet : dans sa pensée, il n'était que différé. Il en exposa de nouveau au Roi les avantages et, pour la première fois, en indiqua l'objectif véritable, la prise de Vienne :

Je n'ai pas voulu le mander à Votre Majesté, parce que je n'aime pas à donner de grandes espérances prématurées, mais en moi-même je ne trouvois nul obstacle à attaquer Vienne. Je dois connaître cette place par le séjour que j'y ai fait. Sans nulle difficulté, on se loge dès le premier jour sur la contrescarpe; l'on occupe en arrivant Léopoldstadt, et si nous n'y avions trouvé que ce régiment de la garde que j'ai vu battre par les écoliers, ce n'eût peut-être pas été un siège de huit jours... Je ne sais pas comment les armées du Rhin et d'Italie auroient pu arriver à temps pour secourir Vienne... Quand Votre Majesté m'a vu outré du changement de dessein de M. l'Électeur, qu'elle le pardonne à mon zèle. Nous avons regagné d'aller attaquer le Tyrol, lequel dessein paraît le meilleur après celui que je viens d'expliquer... mais l'autre était plus sûr.

Aussi Villars insistait-il pour que l'expédition du Tyrol fût menée le plus rapidement possible. « Il est bon, écrivait-il, que cette entreprise soit bientôt finie. » Il conseillait à Max-Emmanuel de brusquer les choses, d'occuper Kufstein et Inspruck, d'y laisser deux mille hommes

qui aurait consommé beaucoup de temps et nous aurait même *éloignés!* » *Ricous à Chamillart,* 11 juin 1703. D. G.

Ricous eut même la maladresse de discuter le projet de Villars, dans sa correspondance avec lui, et s'étonna de ne pas l'avoir converti : « Je vois, écrivait-il le 17 juin au maréchal, que vous regrettez encore Passau et Lintz. » P. V.

pour attendre Vendôme, et de revenir au plus vite se joindre à lui pour exécuter le plan convenu : il prenait ses propres dispositions en conséquence et attendait le retour de l'Électeur, avec ses troupes concentrées sur la rive gauche du Danube, entre Lavingen et Dillingen.

Les débuts de l'expédition du Tyrol furent très-heureux. Parti de Munich le 14 juin, Max-Emmanuel s'emparait de Kufstein le 18, et d'Inspruck le 26. La nouvelle de ces succès rendit à Villars toute sa verve.

Au camp de Gundelfing, 22 juin 1703.

C'est à vous faire, Dieu vous bénisse! Mais, au nom de Dieu, ne vous exposez pas tant et songez qu'il faut vivre longtemps pour être parfaitement heureux et couvert de gloire. Vous êtes, Mgr, le plus heureux prince que la terre ait porté, j'ai l'honneur de vous servir et ne suis pas malheureux aussy ; le baron de Simeoni me le disait : « Ce qui me donne une très bonne opinion de nos affaires, c'est que S. A. E. est heureuse en tout et que vous estes heureux aussy... » Je vous asseure, Mgr, que nous aurions échoué à Nuremberg et que nous sommes dans une bonne carrière. J'ay envoyé un courrier dez hier du soir à S. M. et j'ay l'honneur de luy escrire avec ma liberté ordinaire ; car, afin que V. A. E. le scache, si elle trouve des termes libres dans mes lettres, le Roy m'en pardonne bien d'autres : il se fasche et puis juge de mes intentions, car je ne balance pas à combattre ses ennemis. J'ai eu l'honneur d'escrire au Roy, et très fortement, premièrement, qu'il faut absolument que le duc de Vendosme envoye au moins vingt mille hommes de ses meilleures troupes ; en second lieu, comme S. M. m'avoit fait l'honneur de me mander que si M. le prince de Bade quittoit le Rhin, Mgr le duc de Bourgogne, dont l'armée est de soixante bataillons et quatre-vingts escadrons, le suivroit et marcheroit au

Neckre, que ce dessein-là est bon, mais que si l'on trouve quelques difficultés à emporter les retranchements de Bihel, où les ennemis n'avoient pas six mille hommes il y a huit jours, mais où il arrivera peut-estre quelques troupes de Hollande, il ne faut pas balancer à faire le siège de Fribourg et à marcher sur Villingen. Enfin, Mgr, si j'en suis creu, avant qu'il soit deux mois, V. A. E. sera à la tête de trois armées qui composeront plus de quatre-vingt mille hommes. Après cela, ma foy, je vous demande un duché en Bohême, ou bien où il vous plaira, mais comme vous pourrez disposer des couronnes, il faudra bien que votre petit serviteur ayt un duché. Je m'en vas faire des réjouissances. Il vous en coustera, Mgr, quelques milliers de poudre, ou j'ay bien regret, car nous n'en avons gueres; mais il faut se réjouir et que M. le Prince de Bade, qui m'approche, entende un peu notre canon. L'on m'apprend qu'il marche à moy, je seray bien sage; en attendant je mande à M. de Vendosme vos succès. J'ai ouï dire qu'il y a un trésor à Inspruck; que V. A. E. m'en donne quelque chose, mais de bon : je ne veux point de curiosité comme quelque peau de beste extraordinaire, de ces épées qui ont coupé cinq cents têtes. Je voudrois quelque gros rubis des anciens ducs d'Autriche, ils en étoient curieux, ou quelque statue d'argent des empereurs. Enfin qu'il me revienne de tout cecy quelque chose de bon. Par ma foy, je suis bien aise. J'espère que M. le général Volfrensdorf ne refusera pas une rasade à la santé de V. A. E.[1].

[1] En veine de bonne humeur, Villars écrivit à la même époque à Chamillart une série de lettres où il apparaît tout entier avec ses qualités et ses défauts, sa verve fanfaronne et son intelligence de la guerre, sa bonhomie native et sa naïve confiance en lui-même : il n'a gardé rancune à Chamillart ni du duché refusé, ni de la maréchale retenue en France, mais il n'a abandonné aucune de ses ambitions, et la sollicitation se cache sous les libres allures de la raillerie. « Dites-vous bien à vous-même : Nous avons affaire à un homme qui mène assez heureusement la guerre, ne le lanternons pas. — Je vous ai ouvert l'Empire, suivez-moi. — Comptez que je mèneray les ennemis loin, à moins que je ne renvoye une partie de l'armée pour escorter madame la maréchale de Villars, auquel cas vous me pardonnerez bien de

Max-Emmanuel répondit sur le même ton, le 2 juillet :

C'est du palais d'Insprugg que je voulois vous faire mes remerciements sur les compliments que vous m'avez faits; c'est aujourd'hui que j'y suis venu loger. En vérité, Monsieur, vous me dites de trop belles choses pour avoir vaincu des ennemis qui se sont si mal défendus. Que faudra-t-il vous dire à proportion si vous soutenez contre tant de forces et de menaces qu'on vous fait; j'en ai lu quelques-unes qui font dresser les cheveux. Quelle conquête que de prendre des villes avec des toits d'or et des trésors de longtemps amassés! Mais le mauvais de l'affaire est que les ducats que l'on ferait de cet or seraient de la fausse monnaie, ainsi nous en ferons des chaudrons. Pour le trésor, je l'ai, ma foi, fait galoper par mes dragons; un pont brûlé, qui les a arrêtés, l'a fait sauver en Carinthie. Des rentes il en est presque de même, les finances m'ayant donné un compte où elles m'ont fait voir que les dépenses excèdent le revenu : il faut un bon économe comme moi qui mette ordre á cela, après cela nous partagerons nos profits. Vous voyez, Monsieur, que votre lettre et l'air d'Insprugg m'ont mis de bonne humeur.

L'occupation du Tyrol se faisait avec une extrême facilité : les commandants d'Ehrenberg et de Scharnitz, deux places extrêmement fortes, se rendaient sans combat; le pays était dégarni de troupes sérieuses; le col du Brenner, passage pour entrer en Italie, était occupé sans coup férir par M. du Bordet avec trois bataillons. Nul doute que si, à ce même moment, Vendôme eût rapidement remonté la vallée de l'Adige, à peine défendue par M. de Vaubonne,

ne pas pousser nos conquêtes. Au nom de Dieu, qu'on ait l'esprit en repos sur ma conduite, je n'ay pas assez de souplesse d'esprit pour souffrir facilement qu'on s'en défie, mais la teste est bonne et mon cœur ne la dérangera pas. » — (Voy. le texte de ces lettres à la suite des *Mémoires de Villars*, t. II, p. 300 et suiv.)

la jonction ne se fût faite, sans difficulté, dans les premiers jours de juillet, et le grand projet de Villars eût pu s'exécuter.

Mais une pareille célérité n'était pas compatible avec le formalisme officiel. Avant de donner à Vendôme l'ordre de marcher vers l'Autriche, Chamillart le consulta. Vendôme, dont le siége était fait, désapprouva le projet : le Roi insista ; pour décider le maréchal, il fallut toute une négociation qui dura six semaines. Lorsque enfin Vendôme convaincu commença son mouvement, il y avait un mois que Max-Emmanuel était immobile à Inspruck, sept semaines que Villars, immobile sur le Danube, voyait les forces impériales grossir devant lui. L'ennemi, lui, n'était pas resté inactif et avait utilisé le répit qui lui était maladroitement donné ; des troupes régulières avaient été envoyées à la hâte dans la haute vallée de l'Adige ; des retranchements avaient été élevés, et une vaste conspiration avait été ourdie en silence parmi les braves et fidèles populations du Tyrol. Quand Max-Emmanuel, averti du mouvement de Vendôme le 19 juillet, quitta Inspruck pour se porter à sa rencontre, le soulèvement éclata derrière lui ; la bourgeoisie citadine chassa les garnisons bavaroises ; les paysans, sous la conduite de Martin Sterzinger, le précurseur de Andréas Hofer, occupèrent les défilés ; les chasseurs de chamois s'embusquèrent derrière les rochers. Assailli de tous côtés, coupé de sa ligne de retraite, Max-Emmanuel fut obligé de se replier ; il se fraya un passage à grand'peine et en courant les plus grands dangers ; au pont de Czierlé, entre Inspruck et Hall, ce fut le régiment de Noailles qui,

par une charge furieuse [1], lui ouvrit un passage; le comte Ferdinand d'Arco, pris pour lui à cause des galons de son uniforme, fut tué à ses côtés d'une balle bien ajustée. Le gouverneur d'Ehrenberg, effrayé ou complice, rendit le château à des paysans sans artillerie. Max-Emmanuel ne put s'arrêter qu'à Kufstein, où il fit tête quelque temps, comptant toujours sur la diversion annoncée par Vendôme [2].

Il attendit en vain. Parti le 20 juillet des bords du lac de Garde avec une vingtaine de mille hommes, Vendôme n'était à Riva que le 5 août et que le 17 à Arco; il avait mis vingt-sept jours à faire dix-sept lieues, s'arrêtant à chaque vieux château, « se panadant », dit Saint-Simon, « à chaque bicoque », faisant un siége en règle pour prendre vingt hommes, « amusant le Roi tantôt d'un courrier, tantôt d'un officier, pour apporter ces grandes nouvelles ». Il ne put dépasser Trente; quand il arriva devant cette ville après cinquante jours de marche, la situation s'était profondément modifiée; devant lui les obstacles s'étaient multipliés, derrière lui de nouveaux dangers s'étaient créés par la défection du duc de Savoie : il se contenta de jeter quelques boulets dans la ville de Trente, et rentra dans le Milanais après avoir perdu deux mois et quelques centaines d'hommes.

[1] M. de Ricous, auquel Max-Emmanuel avait donné un commandement, prit une part brillante au combat. Il fit à Villars un récit dont on trouvera des extraits à l'Appendice n° 88.

[2] « On a abandonné Inspruck la nuit avec un tel désordre, que l'on n'a même pas songé à prendre des otages pour les contributions, et l'Électeur en est revenu avec des porcelaines prises dans le cabinet de l'Empereur et un cheval de bronze. Ses généraux et son ministre n'en seront pas sortis de même. » (*Villars au Roi*, 30 août 1703. P. V.)

On peut se figurer l'impatience et l'irritation de Villars pendant ces fausses manœuvres. Il s'était solidement retranché sur la rive gauche du Danube, entre Dillingen et Lavingen, couvrant le fleuve, d'Ulm à Donauwerth, contre un ennemi chaque jour plus nombreux; poussant des partis de cavalerie en Wurtemberg, en Franconie, se consolant de son inaction forcée en levant des contributions rigoureuses. Il écrivait lettres sur lettres au Roi, à Chamillart, à Tallard, au duc de Bourgogne, pour leur exposer la nécessité d'une communication. Son armée ne pouvait pas rester sans base d'opérations, en l'air au milieu de l'Empire. Si la communication par le Tyrol manquait, il fallait absolument et sans délai en établir une autre par le Rhin. Il suppliait Tallard de se hâter de faire le siége de Fribourg, et sans attendre que la place fût prise, de passer les montagnes, de gagner Villingen et de venir soutenir avec lui la guerre au cœur même de l'Empire.

Tallard était sourd à toutes ces instances. Depuis que le duc de Bourgogne était venu prendre le commandement nominal de l'armée dont il avait la direction effective, il ne paraissait avoir d'autre but que de ménager le prince et de lui procurer, sans grand risque, des succès retentissants. Après avoir passé un mois à raser les lignes de la Lauter, abandonnées par l'ennemi, il ne songea qu'à faire des siéges avec la collaboration méthodique et lente de M. de Vauban; encore mit-il trois semaines à se décider sur le choix de la ville à assiéger, et quand, après beaucoup de conseils et de correspondances, le choix fut

tombé sur Vieux-Brisach, attendit-il jusqu'au 18 août pour investir cette place. Le Roi et Chamillart comprenaient le danger de ces fausses démarches. « La communication avec l'Allemagne, c'est le salut », écrivait Chamillart. Chamlay, qui avait conservé la tradition de Louvois et auquel le Roi demandait des consultations écrites, était encore plus formel : discutant, dans un très-remarquable rapport au Roi, les divers projets de siéges proposés dans la vallée du Rhin, « ces propositions, disait-il, pourraient dans une guerre simple et ordinaire produire de passablement bons effets, mais dans une guerre terrible comme celle-ci, à l'extinction de laquelle on ne voit d'autres moyens de parvenir que par la continuation et le maintien de la puissante diversion que l'on fait présentement au milieu de l'Empire, ces propositions sont indifférentes et sujettes à de grands inconvénients ». Il démontrait ensuite que le seul parti à prendre était de passer le Schwarzwald, de marcher au prince de Bade et de se concerter avec Villars pour le battre.

Tallard, auquel tous ces bons avis étaient communiqués sans vigueur, ne voulait rien entendre : il continuait à tracer des parallèles, à creuser des circonvallations, demandant au Roi de lui envoyer les troupes inutiles en Italie, se réjouissant d'apprendre que le prince de Bade, « occupé par M. de Villars, ne donnerait pas d'inquiétude à Mgr le duc de Bourgogne ».

Le prince de Bade, en effet, n'avait eu garde d'inquiéter un prince d'aussi haut rang et qui faisait si bien ses affaires. Aussitôt qu'il avait eu constaté qu'il ne risquait

pas d'être suivi par lui, il avait couru au plus pressé, c'est-à-dire à Villars. Il avait laissé dans les lignes de Bühl quelques hommes pour les garder sous les ordres du comte Thüngen et, avec toutes ses forces disponibles, il était venu retrouver Styrum entre Ulm et Nördlingen. L'armée des deux généraux se grossit rapidement de renforts amenés par le marquis de Bayreuth, envoyés de Bohême et même de Danemark; dès la fin de juillet, supérieure en nombre à celle de Villars, elle venait camper en face de ses lignes, le resserrant de plus en plus, le réduisant à rester sur la défensive en attendant qu'elle passât elle-même à l'offensive.

Le premier essai d'offensive que fit le duc de Bade ne fut pas heureux pour les armes impériales. Le 31 juillet, il tenta de passer le Danube; une avant-garde de quatre mille chevaux, commandée par M. de Latour, un ancien officier bavarois, franchit le fleuve au-dessus d'Ulm, à Munderkingen; Villars, à la vigilance duquel le mouvement n'avait pas échappé, expédia à sa rencontre M. de Legall avec dix-huit escadrons et sept cents fantassins portés en croupe. Latour, attaqué avec une extrême vigueur, fut culbuté, jeté dans le Danube par les charges les plus brillantes. Le prince de Bade n'osa pas recommencer de tout le mois. Pendant ces trente jours, Villars, resserré de plus en plus dans son camp de Dillingen, avait fort à faire pour garder ses ponts : il se dévorait d'inquiétude et de dépit, épanchant sa mauvaise humeur dans une incessante et inutile correspondance, il se plaignait des lenteurs de Vendôme, de l'inaction de Tallard : « Du 23 juin au

10 juillet, il était aussi facile de faire passer un corps de vingt mille hommes à travers le Tyrol que de mener des recrues de Paris à Orléans. » — « Le duc de Bourgogne et M. de Tallard doivent avoir soixante-cinq bataillons. Que diable en font-ils? Dieu me le pardonne! ils trouveront peut-être mes lettres un peu vives assurément, mais je ne saurais me taire sur leur indolence! » Et ailleurs : « Est-il possible que M. de Tallard, qui a su que M. le prince de Bade tirait ses troupes de Bühl où il n'est resté presque personne, n'ait pu rien faire pendant cent dix jours que raser les retranchements de la Lauter; en vérité c'est cruel! — La gazette de Hollande s'en moque, et elle a raison. »

Le moment de la crise approchait. Vers la fin d'août, les Impériaux avaient concentré tous leurs moyens d'action. Le prince Eugène, qui, de Vienne, donnait aux opérations l'impulsion supérieure, avait insisté pour qu'un effort décisif fût tenté contre la Bavière. Une attaque concentrique était résolue; le prince de Bade en avait combiné les détails : Reventlau, avec l'ancien corps Schlick, devait forcer l'Inn; Heister devait descendre du Tyrol; enfin Bade, partageant son armée en deux corps, devait attaquer Villars de deux côtés : prenant avec lui 23 bataillons et 50 escadrons, le prince devait aller passer le Danube à Ehingen, et faisant un grand détour, franchir l'Iller près de Memmingen, et se porter sur les derrières de Villars ; pendant ce temps, Styrum resté à Haunsheim avec 31 bataillons, 57 escadrons, 30 canons et un équipage de pont, devait surveiller Villars, et aussitôt qu'il verrait le général

français quitter Dillingue, le suivre, passer le Danube à sa suite, et le prendre ainsi entre deux feux.

Reventlau marcha le premier; il se porta sur Scharding le 20 août. Ce mouvement réveilla Max-Emmanuel et fit tomber les illusions qui le retenaient encore à Kufstein; il s'empressa de revenir à Munich avec toutes ses troupes et d'envoyer Arco sur l'Inn avec un détachement. Reventlau s'arrêta, son attaque n'était pas sérieuse; celle de Heister ne l'était pas davantage; il n'osa pas s'aventurer hors des montagnes. Le danger véritable était au nord et à l'ouest; Villars en mesurait l'étendue. Aux premiers mouvements du prince de Bade, il avait compris ses intentions, deviné qu'il voulait passer l'Iller et marcher sur Augsbourg; il avait envoyé Legall et Du Bourg avec 44 escadrons et 20 bataillons pour surveiller ses mouvements et essayer de défendre le passage de l'Iller, mais il sentait l'insuffisance de ce corps; d'autre part, il n'osait dégarnir complétement le camp de Dillingen devant Styrum menaçant. Il écrivit à Max-Emmanuel, dès le 24 août, de venir le rejoindre et lui recommanda d'occuper Augsbourg en passant [1]. La ville impériale avait jusque-là conservé une apparente neutralité; Villars ne doutait pas qu'elle n'ouvrît ses portes à l'armée allemande; aussi insista-t-il très-vivement pour que l'Électeur s'en emparât et, négligeant les démonstrations insignifiantes de Reventlau, concentrât toutes ses forces sur les hauteurs

[1] Dès le mois de juin, Villars avait signalé à Max-Emmanuel la nécessité de s'emparer tout au moins d'une porte d'Augsbourg, et avait, à plusieurs reprises, chargé Ricous de lui rappeler cette importante opération.

qui la dominent. S'il eût suivi ce conseil, l'armée franco-bavaroise, solidement établie dans le triangle Dillingen, Augsbourg, Donauwerth, ravitaillée par les riches magasins d'Augsbourg, couverte par le Danube et le Lech, eût été inattaquable et eût pu détruire, l'une après l'autre, les deux armées séparées de l'ennemi. Mais Max-Emmanuel, tout en se portant avec le gros de ses forces à la rencontre de Villars, refusa péremptoirement d'occuper Augsbourg. Il y avait à cela « des difficultés insurmontables à présent, écrit-il le 29 août, dont je vous informerai de bouche ».

Malgré de nouvelles instances de Villars [1], l'Électeur se contenta d'envoyer Arco avec quelques cavaliers parlementer inutilement avec Augsbourg, et se dirigea vers le camp de Dillingen. Villars l'attendait avec une extrême impatience; il lui tardait de rejoindre Du Bourg et de marcher avec lui contre le prince de Bade; deux fois il avait voulu se porter en avant, mais la déférence qu'il devait à l'Électeur l'avait retenu. Enfin Max-Emmanuel arriva le 1er septembre dans la soirée. Un conseil de guerre eut lieu immédiatement; il fut décidé que M. Dusson resterait dans les positions retranchées de Lavingen et de Dillingen, avec 12,000 hommes environ; que l'Électeur, avec 8,000 hommes environ, marcherait par Burgau dans la direction d'Augsbourg; que Villars irait, par Leipheim, rallier les corps détachés de Legall et de Du Bourg et se porter sur l'Iller pour en interdire le passage à l'ennemi.

Mais en arrivant à Leipheim, le lendemain 2 septembre,

[1] Par lettres des 25, 26 et 27 août, que l'on trouvera à l'Appendice.

Villars apprit que le prince de Bade, échappant à Du Bourg, était allé passer l'Iller près de Memmingen et attaquait cette place; il écrivit immédiatement à Max-Emmanuel d'appeler à lui le corps de Dusson, de laisser momentanément la garde du camp de Lavingen à un millier d'hommes déterminés, sous le commandement d'un officier vigoureux, et de marcher sans retard sur Augsbourg, afin d'y prévenir le prince de Bade. « Je regarde toujours le dessein de se rendre maître d'Augsbourg comme le plus important pour V. A. E... Il est nécessaire que dans l'instant où ma lettre lui parviendra, elle ait la bonté d'ordonner que tout se prépare à marcher demain... que dès demain matin tout s'ébranle, marche et prenne la route d'Augsbourg; j'attends la réponse de V. A. E. pour mettre en mouvement ce qu'il y a de troupes à portée de moi et les faire avancer droit sur Augsbourg... » Il n'y avait pas un instant à perdre; Max-Emmanuel étant à Burgau avait 35 kilomètres à faire pour atteindre Augsbourg; les troupes de Dillingen et de Lavingen n'étaient qu'à 40 kilomètres de cette ville; le prince de Bade, partant de Memmingen, avait 70 kilomètres à franchir pour arriver au même point; Max-Emmanuel avait donc l'avance sur lui. S'il avait suivi les conseils de Villars, il pouvait dès le 3 au soir rallier sous Augsbourg le détachement du comte d'Arco, occuper la ville le lendemain, y attendre les têtes de colonne du prince de Bade, et les arrêter assez longtemps pour laisser à Villars le temps de tomber sur leurs derrières.

Pourquoi ce plan si simple ne s'exécuta-t-il point? Que

se passa-t-il? Nous n'avons pu le savoir exactement. Max-Emmanuel attendit Villars, Villars attendit l'infanterie de Du Bourg qui, fatiguée par une semaine de marches inutiles, avançait lentement; les reconnaissances furent mal faites; toujours est-il que le 6 septembre, les armées alliées étaient encore à Zumarshausen, à 20 kilomètres d'Augsbourg, croyant toujours l'ennemi du côté de Memmingen [1].

Pendant ce temps, le prince de Bade mettant à profit les incertitudes de ses adversaires, avait pris son parti avec une hardiesse et une célérité remarquables. Maître de Memmingen le 3, il s'était porté en avant, à marches forcées, par Mindelheim, Eytringen et la vallée de la Wertach, avait fait vingt-huit lieues en deux jours, et s'était présenté le 5 devant Augsbourg qui s'était empressé de lui ouvrir ses portes. Quand le lendemain soir, Villars et Max-Emmanuel, s'étant avancés avec une faible escorte pour reconnaître les abords de la ville, arrivèrent sur les hauteurs qui la dominent, ils furent fort surpris de trouver l'armée impériale campée sous ses murs; ils coururent

[1] « L'Électeur, avec treize bataillons et onze escadrons, est arrivé ici avant-hier... On ne pénètre pas encore les desseins du prince L. de Baden, qui est près de Memmingen. » *Ricous au Roi,* Zumerhausen, 6 septembre 1703. A. E.

« Le prince L. de Baden ayant laissé un corps retranché près de Dillingen et étant marché avec un autre du côté de Memmingen, *où il est actuellement,* comme ceci est la crise de la campagne, nous avons laissé comme lui un corps retranché vis-à-vis du sien et sommes avec le reste à examiner le parti qu'il veut prendre afin de nous y opposer... et attendre le secours de Mr le duc de Bourgogne. » (*Ricous au maréchal de Vendôme,* même date. A. E.) — En même temps Ricous écrivait à M. de Puysieulx : « On a cru que le prince L. de Baden avait forcé une marche pour prendre Augsbourg, *mais cela ne s'est pas trouvé véritable.* Nous sommes venus ici en diligence pour prévenir. » — Ricous reflète l'opinion de l'état-major de l'Électeur, dont il faisait partie.

chercher leurs troupes et le lendemain ils s'avancèrent en bataille par Gablingen; le prince de Bade avait changé de front, il s'était solidement établi dans le confluent de la Wertach et du Lech, le dos appuyé aux remparts d'Augsbourg. Les chefs alliés n'osèrent l'attaquer dans d'aussi fortes positions. Ils lui offrirent le combat dans la plaine; mais le prince de Bade se garda bien de répondre à leurs provocations et, comme pour les narguer, il envoya un détachement sur la rive droite du Lech, disperser les faibles régiments du comte d'Arco et livrer au pillage les villages bavarois. Villars et Max-Emmanuel furent obligés de se replier sans tirer un coup de fusil; ils vinrent se cantonner autour de Biberbach et de Nordendorf, dans l'angle formé par le Lech et le Danube [1].

La déception fut cruelle et l'humiliation profonde; les deux chefs se sentaient directement atteints dans ce qu'ils avaient de plus cher : Villars dans sa réputation militaire, Max-Emmanuel dans sa Bavière ouverte aux incursions et aux déprédations de l'ennemi. Ils s'accusèrent mutuellement des fautes commises, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité des fausses manœuvres qui avaient permis au prince de Bade de faire, à leur barbe et sans être inquiété, une aussi dangereuse marche de flanc. Nous aurions voulu, dans l'intérêt de l'histoire, pouvoir établir, à l'aide de pièces officielles, la vérité définitive et faire la part de chacun; mais à cette date, la correspondance entre

[1] Tout le détail des marches du prince de Bade se trouve dans sa correspondance. Voy. surtout les lettres des 24 août, 7 et 9 septembre. Roeder, *Ouvr. cit.*, nos 113, 119, 121.

Max-Emmanuel et Villars, qui jusqu'ici nous a servi de guide, fait défaut. Réunis depuis le 3 septembre, les deux chefs n'avaient plus à s'écrire, et c'est verbalement qu'ont été échangées les communications et décidés les mouvements. Néanmoins, en contrôlant les unes par les autres les accusations consignées par les deux parties dans leurs rapports [1], en consultant les lettres écrites par des subordonnés [2], nous croyons être arrivés à établir deux points : l'un à la charge de Max-Emmanuel, l'autre à celle de l'armée française. Le premier, c'est le refus de l'Électeur d'occuper Augsbourg, malgré les invitations pressantes et réitérées de Villars. La lettre originale du 29 août, dans laquelle ce refus est consigné, est entre nos mains [3]. « Je la garde pour ma justification personnelle », écrit Villars au Roi le 10 septembre, et elle s'est transmise jusqu'à nous. Le second point est la lenteur mise par Du Bourg à suivre le prince de Bade et son hésitation à l'attaquer. Avec les 20 bataillons et surtout les 44 escadrons dont il disposait, il pouvait, sans s'engager à fond contre des forces supérieures, embarrasser et retarder leur marche au point de donner à Villars le temps d'arriver; il pouvait tout au moins renseigner exactement son chef sur les mouvements de l'ennemi [4].

[1] Mémoire rédigé par ordre de l'Électeur. A. E. *Bavière*, 48, f° 313. — Mémoire remis au Roi par Fretteville. PELET, t. III, p. 966. — Correspondance de Villars, D. G. — Correspondance de Ricous, A. E.

[2] *Dusson à Chamillart*, 11 septembre 1703. *Blainville à Chamillart*, 14 septembre 1703, D. G. Imprimées dans *Campagne de Villars*, 1762, t. II, p. 206, 217. Voyez aussi les lettres de Dusson, que nous donnons à l'Appendice, n°s 115 et suiv.

[3] Voyez-en le texte à l'Appendice, n° 111.

[4] Villars avait prescrit le 31 août, à Du Bourg, de mettre deux cents che-

De ces deux points le premier est de beaucoup le plus important, et la faute de Max-Emmanuel est certainement la plus grave : s'il eût occupé Augsbourg, les hésitations de Du Bourg et le retard de Villars perdaient toute gravité ; tout pouvait se réparer par une bataille ; le prince de Bade, obligé de combattre sans base d'opérations et sans ligne de retraite, aurait sans doute été battu.

Villars, qui voyait ainsi lui échapper la victoire, se plaignit avec une extrême vivacité. Il y eut entre lui et l'Électeur des scènes pénibles ; le conflit fut encore aggravé par la présence de Ricous et la fâcheuse part qu'il y prit. Ricous, que nous avons vu jusqu'à présent si sévère pour le caractère, les hésitations, les défaillances équivoques de l'Électeur [1], Ricous, dont les rapports avec Max-

vaux dans Memmingen (Appendice, n° 112). Si cet ordre eût été suivi, le passage de l'Iller par le prince de Bade eût été signalé à temps. De même le 5 septembre, Villars, immobile à Zumershausen, expédia Legall avec mille chevaux du côté d'Augsbourg. C'était pourtant un bon officier : il revint n'ayant pas découvert l'ennemi, qui, à ce moment même, se présentait devant la place avec un corps considérable et un grand convoi. A. E. *Bavière*, 48, f° 314. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'insuffisance des reconnaissances de cavalerie.

[1] La correspondance de Ricous avec la Cour renferme, entre autres détails sur l'Électeur, deux portraits de lui : l'un écrit en 1702, l'autre en 1704, par conséquent l'un avant, l'autre après ses démêlés avec Villars ; ils sont d'une sévérité qui dépasse tout ce que Villars a jamais écrit sur le compte de Max-Emmanuel ; nous osons à peine les reproduire : « Il est faible, irrésolu, grand comédien, et avec son extérieur de probité et de bonne foy, n'a pas l'essentiel de ces vertus... Pour la solidité d'une alliance, c'est un esprit très-dangereux. » A. E. *Bavière*, 46, f° 159, et 48, f° 544.

La correspondance de Ricous avec Villars n'est pas moins explicite, et de juin à septembre, elle témoigne chez l'envoyé d'une grande déférence pour le maréchal et d'une grande confiance en ses talents militaires ; le 24 et le 25 août, il se plaignait encore que le détachement envoyé par l'Électeur à Villars fût trop faible, et après des phrases assez sévères sur le compte de Max-Emmanuel, il écrivait : « Si vous jugez avoir besoin de quelque chose, demandez-le nettement ; vous connaissez parfaitement le danger et l'impor-

Emmanuel étaient devenus si difficiles, que celui-ci, dans une lettre autographe du 24 août, que nous possédons [1], demandait son rappel; Ricous, changeant brusquement d'attitude et de langage, prenait parti pour l'Électeur contre le maréchal, soutenait ses résistances de l'autorité de son caractère diplomatique et, ce qui est plus grave, lui donnait raison dans les dépêches qu'il adressait à Versailles. La cause de ce revirement subit était un simple froissement d'amour-propre. Ricous, capitaine d'infanterie dans l'armée française, avait reçu de l'Électeur, par courtoisie, un brevet de lieutenant général dans l'armée bavaroise; il avait fait en cette qualité l'expédition du Tyrol. Les deux armées s'étant trouvées réunies le 3 septembre, Ricous avait prétendu faire accepter son grade de fantaisie par les lieutenants généraux français, et *rouler* avec eux. Ceux-ci avaient protesté, et Villars les avaient soutenus avec sa brusquerie ordinaire. De plus, Ricous, prenant son rôle militaire au sérieux, avait discuté les projets du maréchal, proposé les siens, appuyé les objections inintelligentes de l'Électeur. Villars l'avait remis durement à sa place, et s'en était fait un ennemi acharné. Ces difficultés intérieures s'ajoutant à toutes les difficultés de la situation militaire rebutèrent Villars; après trois mois de fausses démarches et de plaintes stériles, se voyant acculé dans une impasse sans être certain de pouvoir faire accepter à l'Électeur les seules résolutions capables de l'en tirer, il pria le Roi de le

tance des affaires, ainsi décidez là-dessus. » P. V. Le langage de Ricous change brusquement après le 3 septembre.

[1] On la trouvera à l'Appendice, n° 104.

relever d'un commandement qu'il ne pouvait plus utilement exercer pour l'avantage de ses armes et pour sa propre gloire. Il écrivit en même temps à Chamillart, à Tallard, au duc de Bourgogne, pour dégager sa responsabilité. Dans une lettre particulière qu'il adressait au ministre, le 10 septembre, il semblait aller au-devant des ridicules insinuations de Saint-Simon au sujet de la maréchale et en faisait justice :

Ce ne sont pas des dignités que je vous demanderai, Monsieur, mais une grâce que je préfère à toutes celles que je peux espérer : c'est mon congé. Il peut être que ma liberté déplaise au Roi, ce malheur me serait plus cruel que la mort, mais moins que la perte de ma réputation ; et je suis outré de douleur de ce qu'elle peut souffrir des fautes que l'on a faites malgré moi. Je suis tranquille sur l'opinion qu'en a l'armée entière, à laquelle ma conduite est connue, mais toute l'Europe en peut juger autrement. Enfin, Monsieur, que l'on dise si l'on veut, il veut revoir sa femme, que ma conduite sur la grâce que je vous demande soit désapprouvée, je ne m'en soucie point, pourvu que le monde entier n'ait pas lieu de la blâmer sur la guerre...

Je suis outré de douleur, écrivait-il en même temps au Roi, que l'Europe entière puisse me croire capable des fautes puériles que nous faisons depuis huit jours. Ma réputation m'est mille fois plus chère que la vie...

Villars était certainement sincère en tenant ce langage, empreint de sa personnalité débordante : le soin de sa réputation militaire était ce qui le préoccupait le plus ; n'oublions pas que le pays était aussi intéressé que lui à ce qu'elle ne reçût aucune atteinte.

En attendant la décision du Roi, il voulut se relever par

un coup d'éclat. « Vous comprenez bien que je prétende ne perdre aucune occasion de combattre les ennemis », écrivait-il à Dusson. L'Électeur ne paraissait pas aussi empressé, et Villars commençait à soupçonner sa fidélité. Il lui proposa d'abord d'abandonner complétement le haut Danube, de concentrer toutes les troupes bavaroises sur le Lech pour couvrir la Bavière, puis avec toutes les forces françaises de marcher sur Vienne. « C'est le Saint-Esprit qui vous inspire », lui dit Max-Emmanuel en l'embrassant. A la réflexion, on reconnut assez vite que le projet n'était guère réalisable, et l'on chercha mieux. Villars proposa alors de se porter sur Ulm, afin de rétablir les communications avec la France; on y attendrait l'armée du duc de Bourgogne tout en restant en mesure de combattre, sur la rive gauche du Danube, Styrum séparé du prince de Bade. Consultés par écrit sur ce projet, les généraux français l'approuvèrent presque à l'unanimité[1]. Mais Max-Emmanuel protesta contre une combinaison qui découvrait la Bavière. Les tiraillements et les hésitations recommencèrent. L'Électeur montrait une sérénité qui confirmait les soupçons de Villars et contrastait avec les cruelles agitations de son esprit. Le 12 au soir, il donna un concert auquel il fit appeler Villars « par une porte de derrière ». — « Ou il traite secrètement avec l'Empereur, écrivait le maréchal le lendemain à Chamillart, ou il se conduit comme un homme qui a perdu l'esprit. Le mien n'est pas assez libre pour écouter tranquillement sa musique... Il n'y a pas de malheur comparable à celui de commander une armée

[1] Voy. à l'Appendice, n° 117, le procès-verbal de ce conseil de guerre.

sous lui : il est tel, pour un honnête homme, que je préférerais l'exil, la perte de mon bien, à celui de faire une campagne comme les dix jours que je viens de passer. Au nom de Dieu, tirez-moi de cette galère ! »

Cependant le prince de Bade restait immobile sous Augsbourg, se plaignant, lui aussi, de ses auxiliaires. Il les trouvait bien lents à profiter du succès de sa marche audacieuse : « J'ai accompli ma tâche, écrivait-il à l'Empereur, en m'assurant d'Augsbourg et de ses magasins. Je suis sûr de ne pas en être délogé, c'est à Reventlau et à Styrum à faire le reste et à compléter l'opération par une attaque vigoureuse. » Mais ni l'un ni l'autre ne se hâtait d'exécuter le plan convenu. Styrum surtout, qui avait reçu pour instruction de suivre Villars sur la rive droite du Danube, et qui disposait d'une véritable armée, était le plus coupable. Immobile devant les lignes silencieuses de Dusson, il semblait avoir perdu de vue le but commun. Le prince de Bade lui adressait des appels pressants; enfin, le 17 septembre, sur un ordre catégorique de son chef, il se décida à se mettre en mouvement, il attela son équipage de pont avec des chevaux de paysan et s'ébranla dans la direction de Donauwerth; le sol était détrempé par les pluies, il fit très-peu de chemin.

Immédiatement prévenu, Villars comprit que Styrum se disposait à passer le Danube et à venir le prendre entre son armée et celle du prince de Bade. Il n'y avait plus un instant à perdre : ou il fallait se dérober à l'étreinte de ces deux armées, ou il fallait prévenir leur action combinée en attaquant celle des deux qui se disposait à mar-

cher; c'est à ce dernier parti que s'arrêta Villars : il prit rapidement ses dispositions, sans donner à l'Électeur le temps de la réflexion. Le 18, il écrivit à Dusson, resté dans le camp de Dillingen avec huit mille hommes environ, de se préparer à suivre le mouvement des ennemis, et lui-même se porta à Donauwerth et y passa le Danube avec toute son armée. Dans la nuit du 18 au 19 il dépêcha un courrier à l'Électeur pour l'engager à venir camper entre Merfingen et Donauwerth, en un point où il pourrait être à portée, soit de passer le Lech sur le pont de Rain, si le prince de Bade entrait en Bavière, soit de profiter du mouvement de Styrum pour l'attaquer. Quelques heures après, définitivement renseigné sur les positions de Styrum et résolu à le combattre, il écrivit de nouveau à l'Électeur pour l'appeler à lui; il croyait « impossible que l'ennemi pût éviter le combat » et engageait Max-Emmanuel à venir le rejoindre avec toutes ses forces. L'Électeur se rendit à cette invitation, sans empressement, assure Villars dans ses Mémoires [1], mais pourtant avec une certaine célérité. Dans la nuit du 19 au 20 septembre toute l'armée était concentrée sous Donauwerth et commençait son mouvement vers Hochstædt; en même temps Villars prescrivait à Dusson de marcher à la pointe du jour et de venir prendre à revers l'armée qu'il comptait attaquer de front : trois coups de canon devaient lui indiquer le moment de l'attaque.

Si ces dispositions avaient été exactement suivies, la

[1] Voy. le passage (t. II, p. 117) où il affirme qu'après avoir inutilement envoyé plusieurs officiers de suite chez l'Électeur, il fut obligé de se rendre lui-même à son quartier général pour le décider à marcher.

destruction de l'armée allemande eût été complète. Elle occupait, entre Gremheim et Schweningen, une ligne perpendiculaire au Danube, sa droite au fleuve, sa gauche aux montagnes. Devant elle s'étendait la plaine d'Hochstædt, sans un arbre ni un buisson, coupée, en son milieu, par l'insignifiante dépression d'un ruisseau de deux mètres de large. Au centre de ce vaste espace, comme un îlot sur la surface d'un lac, s'élevait le village d'Unterglauheim. Hochstædt, gros bourg entouré d'un mur du moyen âge avec donjon à tourelles, était occupé par un détachement français.

Dusson, parti de Dillingen avant le jour, avait massé ses troupes sous Hochstædt; vers six heures du matin il crut entendre le signal de Villars, et marcha à l'ennemi, la droite au Danube; il put avancer ainsi jusqu'à la hauteur d'Unterglauheim que sa gauche occupa. Mais à ce moment il trouva devant lui toute l'armée de Styrum, qui n'était pas engagée contre Villars. La disproportion du nombre était telle, qu'il n'essaya pas de lutter; chargé par plusieurs brigades de cavalerie, il se replia sous la protection de seize pièces de canon; il rentra dans ses lignes, derrière Hochstædt, non sans avoir été entamé. Six escadrons poussés par les hussards de Pallfy s'embourbèrent dans un marais où ils furent presque entièrement détruits : le régiment de Bourbonnais infanterie, et la brigade de Vivans cavalerie, qui formaient l'extrême gauche, furent coupés et ne purent battre en retraite; ils se jetèrent dans le village d'Unterglauheim, s'y retranchèrent et y résistèrent à toutes les attaques de l'ennemi.

Vers huit heures et demie du matin, les têtes de colonne de l'armée de Villars et de l'Électeur apparurent à Tapfheim; au lieu de trouver Styrum aux prises avec Dusson, elles le trouvèrent délivré de son attaque, et reformant ses lignes pour résister à ses nouveaux adversaires. La cavalerie française à droite, la cavalerie bavaroise à gauche, engagèrent immédiatement le combat sur les deux ailes : la plaine nue était éminemment favorable à leurs évolutions. Par leurs charges multipliées et brillantes elles culbutèrent la cavalerie impériale, débordèrent les lignes ennemies, déterminèrent un mouvement général de retraite vers les montagnes boisées de la droite. L'infanterie franco-bavaroise, fatiguée d'une longue marche, avait peine à suivre les progrès de la cavalerie, elle fut peu engagée et perdit très-peu de monde [1]; vers le soir seulement, l'infanterie allemande s'étant arrêtée à l'entrée des bois, et la cavalerie ayant de la peine à l'y suivre, elle joignit l'ennemi et lui fit subir de grandes pertes. Le régiment de Bourbonnais, dégagé par la retraite de ses assaillants, sortit

[1] « L'infanterie française n'a pas pu nous attaquer à cause de la rapidité de la *retirade.* » (*Lettre du colonel Schilling von Cannstadt,* dans Roeder, *Ouvr. cité,* n° 129.) Rœder a publié en outre les rapports de Styrum et du prince de Bade; ils confirment les avantages remportés par Villars : « Nous avons perdu de 4,000 à 4,500 hommes, écrit Bade à l'Empereur, et l'ennemi n'a pas 300 hommes hors de combat : je ne sais vraiment si on peut appeler cette action une bataille... L'armée de Styrum, sans pont, sans bagages, sans artillerie, est hors d'état de donner jalousie à l'ennemi, elle est presque hors de service (fast unbrauchbar)... Le marquis de Villars m'a fait faire des compliments par mon trompette, et m'a fait dire, ce que je trouve un peu léger pour un maréchal de France, qu'il espérait que je ne lui en voudrais pas d'avoir aussi malmené le comte Styrum, auquel il affirmait, sur sa parole de gentillomme, avoir enlevé trente-trois canons, deux mille voitures, et quatre mille huit cents prisonniers, sans compter les morts. Je doute du nombre des voitures, mais les autres chiffres sont bien près de la vérité. » Roeder, *Ouvr. cité,* p. 229, 245.

d'Unterglauheim et prit une part active à la poursuite, ainsi que quelques escadrons de Dusson, accourus au bruit de la bataille. Styrum perdit trois mille hommes sur le terrain, quatre mille prisonniers, toute son artillerie de trente-trois pièces, son équipage de pont et tous ses bagages ; mais il se retira relativement en bon ordre, ce qui n'eût pas eu lieu, si l'attaque combinée avait été conduite selon les prescriptions de Villars [1].

La victoire d'Hochstædt, malgré ce contre-temps, fut très-glorieuse pour le maréchal qui en avait conduit toutes les opérations ; elle rendit à l'armée sa confiance ébranlée, et rétablit momentanément la paix dans les états-majors. Mais la trêve ne fut pas de longue durée, et de nouvelles divergences la rompirent définitivement. Villars, dont une des maximes favorites était que dès que l'on avait « imposé à l'ennemi », il ne fallait plus « lui donner le temps de reprendre cœur », voulait qu'on poursuivît l'avantage

[1] Bien qu'il eût assez mal exécuté les instructions de Villars, Dusson s'attribua tout le mérite de la victoire : il se dépêcha d'expédier au Roi un courrier qui, partant de Dillingen, avait l'avance sur celui de Villars et arriva avant lui à Versailles. Sa lettre (Pelet, t. III, p. 955), où son rôle était entièrement travesti, eut un grand succès. Chamillart ne sut pas réprimer ce grave manquement à la hiérarchie, aux convenances et à la vérité. Villars dut se faire justice lui-même par une avanie publique, aux applaudissements des états-majors. (Voir ci-dessous, à l'Appendice, n° 130, et *Mémoires de Villars*, t. II, p. 307.) — Chamillart ménageait Dusson, qui était son correspondant secret et le renseignait sur ce qui se passait à l'armée. Dusson se faisait valoir aux dépens de son chef; dès le mois d'avril il écrivait que Villars ne voulait pas la jonction avec l'électeur de Bavière et s'offrait pour commander l'expédition à sa place. Malgré cette malveillance préconçue, Dusson ne pouvait s'empêcher de rendre hommage au brillant courage de Villars : le 4 juillet il décrit une reconnaissance poussée par lui si près de l'ennemi, « qu'il pouvait compter les bataillons », sans écouter les représentations de ses aides de camp, dont l'un, nommé Varaillor, fut tué. D. G. 1676, n° 137.

gagné sur Styrum, qu'on achevât de l'écraser; puis, comme la victoire n'ôtait rien à la nécessité qui s'imposait de rétablir la communication avec la France, il voulait qu'après avoir écrasé Styrum en Franconie, on rabattît sur Ulm et de là à Villingen pour y donner la main au détachement qu'il attendait de l'armée de Tallard. Max-Emmanuel, au contraire, qui avait toujours les yeux dirigés du côté de la Bavière, voulait qu'on se retournât contre le prince de Bade et qu'on le battît comme on venait de battre Styrum. Le conflit reprit avec une nouvelle intensité. Après avoir essayé en vain de faire prévaloir ses idées, Villars déféra aux désirs de l'Électeur, mais avec des formes blessantes, refusant tout conseil, demandant des ordres avec une soumission affectée et railleuse, les exécutant de mauvaise grâce. La marche sur Augsbourg, ainsi conduite, échoua de nouveau; le prince de Bade refusa de sortir de ses lignes, on ne sut le contraindre au combat.

Ce fut au tour de Villars d'imposer sa volonté. Il avait reçu, le 3 octobre, la réponse du Roi à son courrier du 10 septembre, celui où il décrivait en traits si sombres la situation militaire et demandait un congé. Louis XIV, ému, plus qu'il ne convenait peut-être, des faits qui lui étaient révélés, avait pris un parti extrême; il engageait l'Électeur à traiter avec l'Empereur, et autorisait Villars à ramener toutes ses troupes sur le Rhin [1]. Il prescrivait en même

[1] La lettre très-digne du Roi à l'Électeur se trouve au Dépôt de la guerre : elle a été imprimée. (PELET, t. III, p. 965.) — Chamillart fit en même temps, et en très-bons termes, sentir à Villars que son devoir était de rester à son poste : « Il sera temps de demander un congé quand l'armée du Roi sera en sûreté... faites en sorte de sortir honorablement de

temps à Tallard de marcher vers Villingen, toute affaire cessante, pour recueillir l'armée de Villars et lui rendre possible le passage des montagnes Noires. La victoire d'Hochstædt avait si profondément modifié la situation, que Villars prit sur lui de ne pas communiquer à l'Électeur les conseils découragés du Roi, mais, fort des ordres qu'il avait reçus, il déclara qu'il marcherait vers Ulm pour y recevoir le détachement conduit par Tallard ; il conseillait à l'Électeur, en l'attendant, de rentrer en Bavière, de concentrer à Munich ses forces dispersées, de s'y mettre sur la défensive[1]. Max-Emmanuel cria à l'abandon, Ricous déclara que ce serait une honte pour la France que d'abandonner un allié aux vengeances de son ennemi ; Villars tint bon, et Max-Emmanuel, plutôt que de se séparer de l'armée française et de crainte de la voir lui échapper, se décida à la suivre. Il laissa ses propres troupes en Bavière, sous le commandement d'Arco, et au nom de son rang, prit le commandement de l'armée française en marche vers Ulm.

Cette résolution n'était pas du goût de Villars, qui, pour établir la communication avec Tallard, voulait être libre de ses mouvements et ne pas avoir à compter avec la présence odieuse et l'autorité gênante de l'Électeur ; il reçut de

l'embarras où vous êtes; c'est dans les occasions difficiles où on connoît les grands hommes. J'avoue que je n'aurois pas cru, lorsque vous vous êtes trouvé à Donaueschingq, que la guerre d'Allemagne se fût tournée avantageusement pour l'Empereur. » P. V.

[1] Dans un mémoire que Villars remit à l'Électeur pour développer ce plan, et dont nous avons la minute, nous relevons les phrases suivantes : « Il n'y a pas de faute légère à la guerre... la plus capitale est de ne pas profiter d'une bataille gagnée. » Puis, faisant allusion aux négociations secrètes de Max-Emmanuel avec l'Empereur : « Il faut savoir faire la paix ou la guerre et ne point perdre ici un temps précieux. »

très-mauvaise grâce l'adhésion de Max-Emmanuel à ses projets; au lieu d'apaiser le conflit, l'action commune l'aggrava encore. La situation n'était plus tolérable, les deux rivaux sentaient qu'une solution était nécessaire et s'adressèrent chacun de leur côté à la seule autorité capable de l'imposer, au Roi. Villars dépêcha à Versailles son major général, M. de Fretteville, pour plaider sa cause auprès de Louis XIV; l'Électeur envoya Monasterol avec une mission analogue. Puis l'armée combinée commença son mouvement vers l'Iller.

Pendant trois semaines, on fit, entre Ulm et Memmingen, des manœuvres incohérentes et inutiles, au gré des mouvements d'humeur et des caprices contradictoires de chefs divisés; à la faveur de ces tiraillements, le prince de Bade, que la défaite de Styrum laissait en l'air sur les bords du Lech, décampa d'Augsbourg et vint, sans être inquiété, passer l'Iller sous le nez des armées alliées. Il alla se cantonner le long du lac de Constance, entre Leutkirch et Altshausen : non-seulement il y trouvait une région moins épuisée, mais il y menaçait les communications de Villars; ce qu'il redoutait le plus, c'était la jonction avec Tallard. « Si cette jonction a lieu, écrivait-il à l'Empereur, nous serons à toute extrémité... Je ne doute pas que l'ennemi ne tente de détacher un corps sur nos derrières, auquel cas toutes nos dispositions seront bouleversées. » Louis de Bade jugeait Chamillart en homme de guerre, et ne tenait pas compte de l'obstination aveugle qui rivait à l'Alsace l'armée du duc de Bourgogne. A Versailles on ne comprenait pas mieux que Max-Emmanuel la nécessité de rétablir

les communications de l'armée et de lui envoyer rapidement les secours suffisants pour terminer la campagne avec honneur. Rassurée par la nouvelle de la victoire d'Hochstædt, la Cour avait changé d'avis, elle avait donné contre-ordre à Tallard, et l'avait envoyé assiéger Landau [1] ! Cette nouvelle déception mit le comble au mécontentement de Villars, il tomba dans un état d'agitation et d'irritabilité qui ôtait toute liberté à son jugement; toute manœuvre sérieuse était devenue impossible; il se borna à rester le plus près possible de la frontière pour y attendre la suprême résolution du Roi.

M. de Monasterol était arrivé le premier à Versailles ; il y avait été précédé par les dépêches de Ricous, véritable réquisitoire contre Villars : tous les torts étaient attribués au maréchal, aucun à l'Électeur; pas un mot des fausses manœuvres de Max-Emmanuel, de ses hésitations, de ses secrètes négociations avec l'ennemi; mais un tableau perfide de la conduite de Villars, dont tous les mouvements étaient attribués au soin de ses intérêts personnels. Les réticences y étaient habilement mêlées aux chiffres précis; on y voyait un souverain, allié de la France, traité sans respect pour sa dignité, sans égard pour la protection du Roi, abandonné pour des motifs inavouables; l'armée sacrifiée aux malversations de son chef, indignée et humiliée du rôle qu'elle jouait malgré elle [2]. Torcy n'aimait pas

[1] Tallard écrit à Villars le 12 octobre, devant Landau, que vingt-quatre heures après avoir reçu l'ordre de le rejoindre et de régler ses mouvements sur les siens, il reçut contre-ordre et reprit sa marche vers le bas Rhin. P. V.

[2] *Ricous au Roi* et à *Torcy*, 10 et 30 septembre, 11 et 12 octobre. A. E. L'indignation que Ricous témoignait au sujet des bénéfices de Villars était-

Villars, il avait conservé un mauvais souvenir de sa diplomatie militaire et personnelle; il appuya les rapports de son subordonné : « Je ne vois rien de plus affligeant, écrivait-il à Ricous, que le compte que vous rendez de la manière dont les affaires se conduisent, et malheureusement celui dont vous parlez fait lui-même sa propre condamnation par ses démarches. Le Roi n'oublie rien pour réparer le mal. » Monasterol trouvait le terrain tout préparé [1].

M. de Fretteville, au contraire, trouvait des esprits prévenus. Les « démarches » dont parle Torcy avaient mal disposé la Cour; elles avaient trait au brevet de duc, si obstinément et si maladroitement poursuivi par Villars. N'osant plus le solliciter directement, après la rebuffade du mois de janvier et la fin de non-recevoir du 8 juin, il l'avait fait demander par l'Électeur. Une première demande adressée le 12 juin n'avait pas reçu de réponse; Villars ne s'était pas rebuté : après le succès de Munderkingen, il avait prié l'Électeur de renouveler sa démarche. Max-Emmanuel y avait consenti et avait chargé Simeoni, son envoyé intérimaire à Versailles, de rappeler au Roi sa requête [2]. De son côté, Villars avait écrit à Chamillart, à madame de Maintenon, présentant cette faveur comme un

elle sincère et désintéressée? Il est permis d'en douter, en lisant, dans une lettre autographe qu'il écrivait à Villars le 23 août, après l'évacuation forcée d'Inspruck : « Il faudrait des discours et non une lettre pour vous parler de tout cela, aussi bien que des contributions du Tyrol. Ce qui me fâche, c'est qu'il n'ait pas été question de me graisser la patte : on n'en aurait pas été quitte à bon marché. » P. V.

[1] *Torcy à Ricous*, 22 octobre : « Je crois qu'il vous suffit que le Roy soit content de vous. » *Id.*, 31 octobre. A. E.

[2] Voy. ci-dessous, Appendice, n[os] 94, 95, 103 et 104.

moyen de plaire à l'Électeur; le contraste entre ces allégations, datant du mois d'août, et les conflits de l'heure présente, n'était pas fait pour atténuer l'effet de sollicitations fatigantes.

La défense de Villars, apportée par Fretteville et appuyée de son témoignage, était avant tout militaire; elle récapitulait les fautes commises, les opérations manquées du fait de Max-Emmanuel, les succès obtenus malgré lui; elle abordait aussi les questions personnelles, mettant en doute la fidélité de l'Électeur, la sincérité de Ricous et de sa subite conversion, le désintéressement des accusateurs[1]. Il est certain que ce qu'on reprochait aux *sauvegardes*[2] de Villars, ce n'était pas le côté immoral de ce genre de pro-

[1] Le mémoire apporté par Fretteville et la lettre d'envoi de Villars sont imprimés dans Pelet, t. III, p. 966-977. Voy. aussi les lettres de Villars à Chamillart des 21 et 23 octobre, dans *Mémoires de Villars*, t. II, p. 307, 309.

[2] On sait que ce nom désignait des lettres que les chefs d'armée donnaient, moyennant finance, à des communautés ou à des particuliers, pour les mettre à l'abri des exactions des gens de guerre : le plus souvent, le général plaçait, dans la maison ainsi protégée, un de ses gardes, qui prenait aussi le nom de *sauvegarde*. Cet usage était légal : les princes du sang mis à la tête des armées le pratiquaient comme les autres, seulement ils en abandonnaient généralement le produit au maréchal ou général qui commandait sous eux. Pour démontrer la légalité des sauvegardes, il suffit de citer le passage suivant de la lettre écrite par Chamillart à Marsin, le 4 novembre 1703 : « Vous entendrez bien des plaintes contre le maréchal de Villars; si on le croit sur ce qu'il mande, elles seroient sans fondement; il prétend avoir été fort modéré sur cet article. Le Roi, qui connoît votre désintéressement et votre pauvreté, m'ordonne de vous mander *que vous fassiez en sorte de tirer desdites sauvegardes ce qui vous sera nécessaire* pour soutenir la dépense que vous serez obligé de faire avec ce que Sa Majesté vous donne. » — Quand le général en chef abusait de ce droit, outre qu'il nuisait gravement à son caractère, il portait atteinte aux intérêts de l'armée, en diminuant la source des contributions qui la faisaient vivre. On peut et l'on doit reprocher à Villars d'avoir dépassé la mesure permise; il est certain aussi que les accusations de Max-Emmanuel et de Ricous étaient fort exagérées : elles ne concordent d'ailleurs pas entre elles. Max-Emmanuel, comme on le verra dans

fits, mais le tort qu'elles faisaient aux bénéfices de l'état-major bavarois. Quant à Villars, il ne les dissimulait pas : « L'Électeur me laisse les sauvegardes, écrivait-il, desquelles je vous rendrai compte, car je n'en veux faire aucun que le Roi ne sache. » Nous ne dissimulerons pas davantage le sentiment que nous éprouvons ; quand on a invoqué les usages militaires du temps, on a expliqué peut-être, on n'a pas excusé cette extension abusive des droits de la guerre. Jugeons sévèrement les défauts de Villars, mais ne nous attardons pas à les analyser et ne perdons pas de vue ses qualités militaires ; n'oublions pas les grands services qu'il a rendus à la France, et lorsqu'au jour des grands périls, nous le verrons sauver le pays par l'énergie

sa lettre du 15 novembre (Appendice, n° 131), évaluait à 700,000 florins les profits du maréchal. Ricous écrivait le 15 novembre au Roi (A. E.) : « On suppose qu'il emporte 200,000 écus. » Villars, dans un compte qu'il présenta au Roi le 14 février 1705, en lui offrant ses revenus jusqu'à la fin de la guerre (*Mémoires de Villars*, t. II, p. 335), accuse lui-même un profit de 210,000 livres.

Ce chiffre ne paraît pas très-éloigné de la vérité : en effet, en 1702, au moment de son mariage, Villars possédait des capitaux placés en rentes, mentionnés au contrat, pour la somme de 499,875 livres. Le 29 août 1705, il acheta la terre de Vaux, pour la somme de 506,000 livres, et cette somme ne pouvait pas provenir tout entière des profits de l'année 1703, car les rentes ne figurent plus dans l'inventaire dressé après décès du maréchal.

Nous avons trouvé et acquis à Londres une liasse de papiers provenant de Marlborough et qui jette un jour tout particulier sur ce côté des mœurs militaires. Elle contient une partie des comptes de sauvegardes du général anglais ; ils sont tenus avec une grande régularité. La lettre était payée six pistoles, l'homme une pistole par jour ; la campagne de 1705 a rapporté à Marlborough 3,816 pistoles ; celle de 1706, beaucoup plus ; le seul mois de juillet se solde par 1,988 pistoles, soit près de 20,000 livres. Le secrétaire du duc, Cardonnel, qui tenait les comptes, percevait une commission. De plus, il semble résulter d'une minute de lettre adressée à l'intendant Seckendorff le 22 avril 1711, que Marlborough touchait deux et demi pour cent des subsides donnés par la reine d'Angleterre aux troupes alliées à sa solde. « Il n'est pas besoin que ceci entre dans les conventions, dit la lettre, seulement que vous l'insinuiez à qui il appartiendra. »

des grandes résolutions, nous ne lui demanderons pas d'ajouter à ses mérites celui du désintéressement qui fait les saints, mais n'a pas suffi jusqu'à présent à faire les grands capitaines. N'est-ce pas Villars qui écrivait un jour, comme pour fournir des arguments à ses défenseurs : « Qu'importe au Roi que l'on soit méchant! Vous trouverez les qualités du plus grand général du monde dans un homme cruel, avare, impie. Qu'est-ce que tout cela fait? J'aimerais mieux, pour le Roi, un bon général qui aurait toutes ces pernicieuses qualités, qu'un fat que l'on trouverait honnête, libéral, chaste et pieux. Il faut des hommes dans les guerres importantes, et je vous assure que ce qui s'appelle des hommes sont très-rares. »

Louis XIV était du même avis et prenait les hommes où il les trouvait : il lui importait peu que Villars fît bien ses affaires, pourvu qu'il fît aussi bien celles de l'État. Seulement, dans la circonstance présente, les affaires de l'État étaient compromises par une mésintelligence irrémédiable ; il sépara les deux rivaux sans prononcer entre eux et en donnant à chacun d'eux de bonnes paroles. A Monasterol, il déclara que l'Électeur aurait la satisfaction qu'il désirait, que Villars serait remplacé par le comte de Marsin, lieutenant général directement placé sous ses ordres. A Villars, il écrivit qu'il jugeait « plus convenable de l'employer ailleurs que de le laisser dans une situation à ne pouvoir pas lui rendre tous les services qu'il pourrait, s'il n'avait pas à combattre la mauvaise volonté des uns et le peu d'expérience des autres ». Il lui accordait « la permission qu'il avait demandée de rentrer en France, se réservant, lorsqu'il

serait auprès de lui, de lui faire connaître toute sa satisfaction pour les services importants qu'il lui avait rendus ».

Sur un point pourtant, le Roi ne fit pas la part égale; il écrivit à l'Électeur une lettre autographe pour le féliciter de la victoire d'Hochstædt, et ne dit pas un mot au maréchal de la bataille qu'il avait réellement gagnée.

Villars ne se méprit pas sur le sens véritable des communications du Roi. C'était un désaveu à peine dissimulé sous les formes courtoises de félicitations banales; il en ressentit un vif dépit. Le silence gardé par le Roi sur le succès d'Hochstædt le mortifia d'autant plus qu'il le savait injuste; il s'efforça néanmoins de cacher sa mauvaise humeur et de donner le change à l'opinion à force d'assurance et de hauteur. Il voulut aussi, avant de partir, obtenir un dernier succès militaire, et il insista auprès de l'Électeur pour qu'on marchât au prince de Bade, affaibli par la garnison qu'il avait laissée à Augsbourg, et qu'on essayât de le jeter dans le lac de Constance. Après des tiraillements inévitables, la marche en avant fut décidée : Memmingen occupé, on prit le château de Grenenbach, puis la ville de Kempten qui capitula le 13 après une courte résistance. Cette petite expédition assurait à l'Électeur la ligne de l'Iller et le mettait à l'abri d'un retour offensif du prince de Bade; il se contenta de ce demi-succès et refusa d'aller plus loin. Villars n'insista pas et prit congé de Max-Emmanuel. Les adieux furent froids, quoi qu'en ait dit Villars dans ses *Mémoires,* et si l'Électeur pleura en embrassant le maréchal, ainsi que celui-ci l'affirme, ce fut de joie [1].

[1] Voyez à l'Appendice les lettres qu'il écrivait à Monasterol, nos 131 et suiv.

Villars quitta Memmingen le 17 novembre, avec une escorte de deux mille chevaux, commandée par Legall. Il arriva le 20 à Schaffhouse sans encombre et y trouva M. de Marsin qui l'attendait avec un convoi portant 12 millions en espèces pour la trésorerie de l'armée. A Schaffhouse il était en sûreté; il y quitta son escorte qui ramena M. de Marsin et le convoi. L'Électeur alla au-devant du nouveau général jusqu'à Ochsenhausen et l'y reçut le 21. L'entrevue fut des plus cordiales. Marsin remit à Max-Emmanuel, de la part du Roi, une patente de généralissime des armées françaises; en même temps il ouvrit un paquet cacheté que Louis XIV lui avait confié et y trouva pour lui un brevet de maréchal de France. Il avait le caractère doux et conciliant, et s'entendit très-bien avec l'Électeur, quoique n'approuvant pas toujours ses projets. Les débuts de leur association furent heureux : en quelques jours la ligne de l'Iller fut solidement occupée, et Augsbourg repris[1]; la Bavière fut ainsi complétement mise à l'abri pour tout l'hiver. L'Électeur était enchanté; il écrivit à Monasterol des lettres enthousiastes où les compliments qu'il prodiguait à Marsin disparaissaient sous les éloges

[1] Lorsque Max-Emmanuel entra vainqueur à Augsbourg, un homme de quatre-vingt-deux ans lui remit le quatrain suivant :

Gustavam Augustam Gustavus fecerat olim,
Tu facis Augustam marte tuo Bavaram.
Macte animo, princeps invicte, Augusta salutat
Te nunc Augustum, mox quoque Cæsar eris.

Le manuscrit (Archives nationales, *Bavière*, K. 1305) auquel nous empruntons cette pièce, explique le premier vers par la note suivante :

Quum anno 1632 Gustavus rex Sueciæ, victis prius austriacis copiis, ingrederetur victor Augustam, quidam ex ejus civibus, per elegantem anagrammatismum, pro *Augusta* vocavit *Gustava*.

qu'il se décernait à lui-même. L'année suivante on reprit les projets de Villars : Passau fut occupé; Tallard passe les montagnes Noires et vint joindre son armée à celle de l'Électeur et de Marsin; mais les circonstances n'étaient plus les mêmes et les hommes étaient bien différents. Les alliés avaient concentré leurs meilleures troupes sur le Danube, sous le commandement de deux grands capitaines, Marlborough et Eugène; l'armée franco-bavaroise comptait beaucoup de conscrits et était conduite par un chef médiocre assisté d'auxiliaires sans caractère. Les manœuvres de l'Électeur, laissé à ses propres inspirations, aboutirent à un épouvantable désastre, et par une cruelle ironie du sort, c'est ce même nom de Hochstædt, illustré par Villars, qui sert à en conserver dans l'histoire la douloureuse mémoire.

Mais revenons à Villars : nous l'avons laissé le 20 novembre à Schaffhouse, d'assez méchante humeur. Il y écrivit une longue lettre au Roi pour se justifier; assez inutilement d'ailleurs, car Louis XIV ne voulait ni exprimer un avis sur sa conduite privée, ni renoncer à ses services militaires. Il y reçut les deux lettres suivantes [1] :

Mon cousin, j'ay reçeu la lettre que vous m'avez escrite du 23e du mois passé, par laquelle vous me mandez que vous passerez à Schaffouse le 15 du courant et que vous vous rendrez ensuite auprès de moy le plus tost que vous pourrez; je me réserve à vous entretenir lorsque vous serez arrivé, mais je ne veux pas attendre jusques à ce temps-là à vous donner des assurances de

[1] Les originanx de ces deux lettres existent dans les *Papiers de Villars*, la seconde est entièrement autographe.

la satisfaction que j'ay des services importants que vous m'avez rendus, et la présente n'estant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. Escrit à Marly, le 5 novembre 1703.

LOUIS.

A Versailles, le 14 novembre 1703.

Vous verrés, Monsieur, par la lettre que je me donne l'honneur de vous escrire, que vous n'estes pas encore proscrit; si vous l'estes ce sera par votre mauvaise santé, et le Roy en sera très fasché. S. M. m'ordonne de vous depescher ce courrier, pour scavoir, en vous exposant le véritable estat des affaires d'Italie, s'il vous conviendroit d'aller prendre le commandement de l'armée qui est sur la Secchia aux ordres de M. de Vaudemont, dont la santé est si mauvaise qu'il demande avec les dernières instances de retourner à Milan, où il pourra servir utilement en faisant fournir aux deux armées les choses dont elles auront besoin. Il seroit inutile de vous rien dire d'advantage sur ce qui le regarde, mais pour vous déterminer, il est nécessaire que vous soiés instruit du véritable estat et des forces qui sont en Italie... (suit un exposé de la situation de Vendôme en Italie, menacé d'un côté par le duc de Savoie, de l'autre par les Impériaux : le corps de la Secchia est chargé de maintenir ces derniers et d'empêcher leur jonction avec les troupes piémontaises)... Vous verrés par ce récit qu'il faut des meilleurs ouvriers pour une pareille besogne; c'est pour cela que le Roy a jetté les yeux sur vous. Si vous vous y déterminés, vous ne devés compter d'estre que huit jours au plus à Paris; vostre santé c'est ce qui peut vous empescher d'exécuter les ordres de S. M. Si elle peut soutenir cette nouvelle fatigue, vous ne devés pas balancer un moment d'obéir; trop de raisons vous y engagent, vous les connoissés comme moy, nous en parlerons, lorsque vous serés ici, avec plus de liberté et de loisir. Il fault finir comme vous avés commancé; donnés moi une ré-

ponse positive, car le Roy est obligé de faire scavoir à M. de Vaudemont ses intentions sur la demande qu'il fait de retourner à Milan. Je suis et serai tousjours avec autant d'attachement que de vérité, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

CHAMILLART.

Je vous demande une copie de ma lettre que je vous ai escrite à la haste en sortant de chez le Roy dont je n'ay pu faire faire de minutte, n'aiant pas de commis auprès de moi.

Tout en versant un peu de baume sur les blessures de son amour-propre, ces deux lettres ne satisfirent qu'incomplétement Villars. Les affaires d'Italie lui semblaient mal engagées; la rupture avec le duc de Savoie aurait pu, à son sens, être facilement évitée; elle compliquait gravement la situation. L'armée de Vaudemont était affaiblie et dispersée; Villars ne se souciait pas de faire une campagne d'hiver dans des conditions qu'il jugeait défavorables, pourvu d'un commandement qui, bien que séparé, relevait en quelque sorte de celui du maréchal de Vendôme. Il prit la poste pour Paris, et dès son arrivée pria le Roi de confier à un autre l'armée de M. de Vaudemont. Le Roi n'insista pas, moins peut-être que ne l'espérait Villars; il donna au maréchal quelques satisfactions extérieures, l'invita à Marly, lui montra les embellissements nouveaux du parc, mais ne lui parla pas de guerre. Villars alla retrouver sa femme, revoir son fils, et tâcha d'oublier, au milieu des joies de la famille, les déceptions d'une campagne qui, commencée sous les plus brillants auspices, s'était

terminée par un avortement dont il avait la conscience de ne pas être seul la cause.

L'intimité de Villars et de l'électeur de Bavière ne devait pas survivre aux froissements que nous venons de raconter : les infortunes croissantes de Max-Emmanuel devaient pourtant un jour, en 1709, amener un certain rapprochement. Battu à Ramillies, chassé de ses États, réduit à vivre des secours du Roi, l'Électeur promenait son simulacre de souveraineté et les restes de sa cour sur les confins de cette Flandre qu'il avait tant désirée ; il était à Mons quand Villars y fut conduit par le développement de sa fortune grandissante. Le maréchal, trop cruellement vengé, céda au bon mouvement de sa nature, et alla présenter ses hommages au prince errant et malheureux : il le trouva qui tournait des tabatières. Max-Emmanuel se jeta à son cou en pleurant, reconnaissant qu'il souffrait d'avoir négligé ses conseils, le comblant de politesses et d'attentions ; il le fit dîner avec mademoiselle de Montigny sa maîtresse, et lui donna, en le quittant, deux tabatières de buis faites de sa main, le seul présent, dit Villars dans ses Mémoires, qu'il ait jamais voulu recevoir de lui. Villars aura plus tard, à son tour, la bonne fortune de lui faire un présent plus sérieux : il lui rendra ses États héréditaires, par l'épée à Denain, par la plume à Rastadt. C'est sur ce service éclatant que prendront fin leurs relations.

CHAPITRE V

VILLARS ET MADAME DE MAINTENON.

Origine et caractère des relations de Villars et de madame de Maintenon. — Leur correspondance de 1703 à 1708. — Pacification du Languedoc par l'habileté et la modération de Villars, 1704. — Campagnes de 1705 sur la Moselle, de 1706 et 1707 en Alsace et en Allemagne, de 1708 en Savoie.

Parmi les nombreux correspondants de madame de Maintenon, un des plus assidus fut le maréchal de Villars. Leurs relations avaient précédé leur fortune. Le marquis de Villars, père du maréchal, le bel *Orondate,* était des amis de Françoise d'Aubigné. Saint-Simon, qui a cherché à ternir le caractère de cette intimité, en a été pour ses frais de calomnie. Le jeune Villars fut introduit par son père chez la veuve Scarron, et il se noua, entre lui et cette femme qui, par son âge, aurait presque pu être sa mère, des liens que la mort seule rompit. Saint-Simon, qui, sous peine de ridicule, ne pouvait ici parler de galanterie, s'est rejeté sur l'intrigue ; il n'a vu dans cette longue et fidèle intimité que l'alliance intéressée de l'ambition et de la cupidité, de la bassesse et de la forfanterie. On n'a plus à défendre madame de Maintenon contre Saint-Simon ; les savantes recherches dont elle a été l'objet et la publication de sa correspondance authentique ont réhabilité

son caractère en le faisant mieux connaître[1]; l'opinion de l'histoire impartiale est faite; elle proclame son incontestable vertu, sa haute raison, sa piété sincère, son patriotisme éclairé. Le seul côté de sa vie qui donne encore lieu à des discussions contradictoires est son rôle politique : trop grandi par les uns, il est trop diminué par les autres. Sans prendre de réelles initiatives ni de responsabilités directes, madame de Maintenon savait exercer, sur le petit cercle d'hommes qui gouvernaient la France, une influence d'autant mieux acceptée, qu'elle était plus mesurée et plus discrète. Sa seule présence, même silencieuse, au travail quotidien du Roi, était une ingérence effective : comment la croire sans action sur le langage d'un ministre qui tenait à conserver la faveur de ce témoin attentif, sur les décisions du Roi qui tenait à conserver son estime et son affection? Fidèle à ses amis, elle les soutenait et les conseillait[1] : ce fut le cas de Villars; il est certain qu'elle contribua à le faire agréer du Roi, à lui faire pardonner ses incartades et ses indiscrétions, à le maintenir à la tête des armées. Oserait-on lui en faire un reproche? Elle avait su discerner les aptitudes sous les défauts, reconnaître ce qu'il y avait de bon, de courageux, d'heureusement avisé et efficace, sous ces explosions de la vanité ou de l'intérêt : « Si on vous connaissait autant que moi, on vous aimerait beaucoup », devait-elle un jour lui écrire; ce qui ne l'empêchait pas de le morigéner à l'occasion, de calmer ses sollicitations, de lui donner d'une main légère et

[1] Voyez surtout le choix de lettres si judicieusement fait et accompagné d'une si remarquable étude par M. Geffroy. Paris, 1887.

quasi maternelle des leçons dont il savait faire son profit.

Nous n'avons malheureusement qu'un très-petit nombre des lettres qui furent échangées pendant ce commerce de trente ans[1]. Nous n'avons rien de l'époque laborieuse où Villars apprenait la guerre sous Condé, Turenne et Luxembourg; où madame Scarron apprenait la vie sous madame de Montespan; rien de l'époque brillante où Villars, ambassadeur à Vienne, vainqueur à Friedlingen et à Hochstædt, marquait sa place en Europe, et où madame de Maintenon prenait discrètement la sienne à côté du trône de France. Quelques passages des Mémoires de Villars et de sa correspondance générale nous indiquent pourtant un commerce assez suivi; mais les lettres se sont perdues. C'est surtout dans les circonstances délicates que Villars s'adressait à sa protectrice, quand il avait à faire parvenir au Roi une information ou une demande qu'il n'osait adresser directement. Nous avons vu plus haut qu'il avait eu recours à son assistance dans la sotte affaire du duché refusé après la prise de Kehl, dans l'embarrassante négociation relative au voyage de la maréchale. Madame de Maintenon sut, dans ces deux circonstances, épargner à Villars une fausse démarche et un ridicule. Quelquefois, voulant ménager son amour-propre, elle ne lui écrivait pas directement et faisait passer ses avis par une amie commune, madame de Saint-Géran, parente de Villars par sa mère, posée aussi en protectrice de sa famille.

[1] Ces lettres se sont retrouvées dans les *Papiers de Villars* : celles de madame de Maintenon sont à l'état de copies, sauf trois qui sont originales et autographes : nous les signalerons en les reproduisant. Celles de Villars sont ou des copies, ou des minutes originales.

La correspondance ne commence pour nous qu'à la fin de 1703, à l'époque où nous a conduit notre récit. Villars était à Erolzheim, le 20 octobre, au moment le plus critique de sa brouille avec l'Électeur : il venait de recevoir de Versailles les lettres qui, sous des formes courtoises, lui donnaient tort, et accordaient à Max-Emmanuel les satisfactions qu'il demandait. A ce désagréable courrier était joint un mot de madame de Saint-Géran, écrit sous l'inspiration de madame de Maintenon, et destiné à atténuer un peu l'effet des communications du Roi. Villars répondit directement à madame de Maintenon :

Au camp d'Erolzheim, le 21 octobre 1703.

MADAME,

Je reçois une lettre de madame de Saint-Géran bien propre à rétablir le calme dans mon cœur en vérité troublé et avec raison. Dans la première lettre dont Sa Majesté daigne m'honorer après avoir appris une bataille qui a sauvé l'Électeur et l'armée, Sa Majesté me paraît uniquement en peine de ma conduite à l'égard de ce prince, de ses généraux et des siens. Hé! mon Dieu, Madame, de quoi suis-je occupé depuis le matin jusqu'au soir? Le Roi connoît mon zèle : qui en a donné plus de marques dans le cours entier de sa vie? Au moins depuis un an, où ai-je pris l'armée de Sa Majesté et où l'ai-je menée? et où seroit-elle, si des traîtres ou des ignorans n'avoient rompu tous mes projets? En vérité, Madame, j'ai le poignard dans le cœur : ma santé est très-altérée; cependant je ne demande que le temps absolument nécessaire pour la rétablir et d'aller seulement à Schaffouse : le séjour n'en est pas agréable, et je sacrifie, non sans peine, tout ce qui pourrait m'être cher, pour servir le Roi. Je vous assure, Madame, que ce que je souffre depuis six semaines ne se peut comprendre, et je relis dix fois la lettre de

madame de Saint-Géran pour rendre quelque tranquillité à mon cœur un peu agité. Je crois bien, Madame, qu'elle m'en a dit beaucoup plus que vous n'avez ordonné, mais je suis trop heureux de me tromper, persuadé d'ailleurs que je puis espérer vos bontés et (que vous ne sauriez douter) de la parfaite vénération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Madame, votre très-humble serviteur.

Le maréchal ne demandait que quelques semaines de repos : le Roi lui accorda un congé définitif qu'il alla passer en Normandie dans les terres de sa femme [1].

Six mois après, nous retrouvons Villars en Languedoc. Il était rentré en grâce auprès du Roi, qui lui avait confié l'ingrate mission de combattre les insurgés protestants des Cévennes. Depuis vingt ans la malheureuse province du Languedoc était désolée par la guerre civile. Commandants militaires et intendants s'étaient succédé sans rétablir l'ordre : la modération relative de Noailles et d'Aguesseau, les rigueurs impitoyables de Broglie et de Basville, les efforts incohérents de Montrevel n'avaient eu d'autre résultat que de transformer une échauffourée de paysans en une guerre véritable. Les camisards avaient une organisation militaire, des chefs audacieux : Castanet, Salles, Rolland, Ravanel, et Jean Cavalier auquel tous obéissaient. On sait que Villars inaugura un système nouveau, et qu'en joignant la douceur à la fermeté, qu'en parlant pour la première fois de clémence et de pardon aux popu-

[1] Quelques lignes de la correspondance font supposer que Villars sollicita sans succès un commandement au dehors : il aurait voulu être mis à la tête d'une expédition contre le roi de Portugal, qui venait d'accéder à la grande alliance et de se tourner contre Philippe V.

lations fanatisées par la souffrance, il amena une détente générale. Trois semaines à peine après son arrivée, il avait eu une entrevue avec Cavalier et posé avec lui les bases de la pacification. Fier de ce résultat rapide, il s'empressa de l'annoncer à madame de Maintenon, par le billet suivant :

Nîmes, le 13 mai 1704.

MADAME,

J'ose prendre une confiance entière dans l'honneur de votre protection, et comment toutes les bontés dont vous m'avez honoré en prenant congé de vous ne me la donnent-elles pas? Permettez-moi donc de vous la demander dans cette occasion. Le Roi m'a fait l'honneur de me dire, en m'honorant de ses derniers ordres, que si je lui gagnois deux batailles sur les frontières, je ne lui rendrois pas un plus grand service qu'en finissant cette révolte dont ses ennemis attendoient peut-être de grandes suites. La voilà finie, et le bonheur que j'ai d'y avoir contribué m'arrive après la prise de Kell, les montagnes Noires forcées, et une bataille bien gagnée au milieu de l'Empire. Je ne parle pas de ce qui a précédé ces petits services. Eux seuls peuvent, Madame, contribuer à mon élévation. Je ne l'attends pas de mes cabales à la Cour, mais de vos bontés et de l'opinion que j'ose me flatter qu'a Sa Majesté, qu'elle ne peut avoir de sujet plus dévoué ni plus déterminé à sacrifier, en toute occasion, sa vie pour la gloire de lui plaire et de la servir. C'est par ces sentiments, Madame, que j'ose espérer vos bontés, bien plus que par le profond respect, etc...

Villars s'était un peu hâté d'annoncer à madame de Maintenon la fin de la rébellion. Jean Cavalier, de retour au milieu des siens avec les propositions du maréchal, fut mal accueilli ; Rolland, son principal lieutenant, l'accusa de

trahison et faillit le tuer ; Ravanel, l'extatique, se séparant avec éclat de son chef, entraîna tous les partisans de la résistance aveugle, et un succès partiel remporté sur un faible détachement de troupes royales ayant ranimé les espérances des révoltés, peu s'en fallut que tout l'échafaudage construit par l'habileté de Villars ne s'écroulât tout d'un coup.

Le maréchal mit une extrême activité à réparer cet échec momentané ; il menait de front la guerre et les négociations, dirigeant lui-même les colonnes d'attaque et attirant Cavalier à de nouvelles entrevues, tantôt à Calvisson, tantôt dans l'île de Vallabrègues. Mais, quelque soin qu'il y apportât, les jours se passaient, et la fin de la guerre, annoncée un peu bruyamment à Versailles, ne se confirmait pas. On en parla à la Cour, les commentaires malveillants s'échangèrent entre les ennemis accoutumés de Villars. Parmi les plus empressés à dénigrer sa conduite, était le marquis de la Vrillière ; un ancien dissentiment séparait le maréchal du secrétaire d'État. Celui-ci, qui avait dans ses attributions les « affaires de la religion prétendue réformée », se prévalait des devoirs de sa charge pour demander aux commandants militaires en Languedoc des rapports directs sur leurs opérations ; Broglie et Montrevel s'étaient soumis à cette exigence ; il s'attendait de la part de Villars à la même complaisance, et le lui laissa entendre quelques jours à peine après sa nomination. Villars était alors à Paris, préparant sa campagne, consultant les gens du pays, travaillant avec le baron d'Aygalliers [1], nou-

[1] Rossel, baron d'Aygalliers, était un esprit éclairé et fut un intermédiaire très-efficace : « Dieu veuille, écrivait-il à Villars le 16 juin, vous éviter le

veau converti, dont il devait faire l'agent actif et écouté de ses négociations pacifiques; il reçut assez mal les ouvertures de la Vrillière, et se plaignit à Chamillart. « Si Dieu a dit, écrivait-il au ministre de la guerre, le 11 avril, que nul ne peut servir deux maîtres, par ma foi, il est embarrassant d'avoir affaire à un grand ministre et à un autre qui veut tâcher tout doucement de le devenir. » Ce langage était fait pour plaire à Chamillart qui, le lendemain même, écrivait à Villars de ne pas se mettre en peine : « Il ne tiendra qu'à vous, ajoutait-il, de vous dispenser de ces doubles relations, en laissant à M. de Basville le soin d'écrire comme à son ordinaire. Quoiqu'il ne soit pas d'usage, dans le service des armées, que messieurs les intendants rendent compte de ce qui s'y passe, cette guerre tout extraordinaire l'a introduit, et en le laissant subsister, vous contenterez le *petit ministre* qui s'est donné tant de mouvements pour faire un personnage, et vous aurez peu d'occasion de lui écrire. »

Le *petit ministre* ne s'était pas tenu pour battu et avait eu recours à madame de Maintenon, la tante de sa femme, qui lui voulait du bien, et dont il entretenait sans doute l'intérêt en lui communiquant la correspondance qu'il recevait du théâtre de la guerre. Villars, tancé par madame de Maintenon, s'était soumis de mauvaise grâce, mais il était trop homme de commandement pour ne pas sentir l'inconvénient d'une double correspondance officielle; ses lettres à la Vrillière renfermaient peu de détails

malheur de répandre le sang que vous prenez tant de peine à conserver, et vous garantir des conseils violents! »

et parvenaient toujours à la secrétairerie d'État après les dépêches adressées au ministère de la guerre. Le dissentiment subsistait donc, et il se manifestait par l'aigreur avec laquelle le secrétaire d'État critiquait les opérations du maréchal. Villars crut devoir s'en expliquer avec la Vrillière et avec le Roi lui-même. C'était un mois après sa première entrevue avec Cavalier; son habileté et son énergie avaient eu raison des efforts désespérés de Rolland et de Ravanel; Cavalier était définitivement soumis. Interné dans l'île de Vallabrègues avec le gros de sa troupe formé en régiment, il se préparait à partir pour la frontière; la résistance était désorganisée, réduite aux coups de main incohérents de bandes isolées. Villars se sentait assuré du succès, il pouvait se retourner contre ses ennemis de l'intérieur; il prit l'offensive avec sa vigueur ordinaire. Un point surtout lui tenait au cœur : il avait été accusé d'avoir promis aux protestants des Cévennes la liberté de conscience; dans l'état d'esprit où se trouvaient le Roi et la Cour, aucune accusation n'était plus grave ni plus dangereuse. Il y avait prêté dans une certaine mesure : assez indifférent en matière religieuse, opposé, par tempérament et par politique, aux conversions forcées, il avait laissé entendre aux révoltés qu'aucune abjuration ne leur serait imposée, et qu'à condition de ne se livrer à aucune manifestation extérieure de leur croyance, ils étaient libres de croire ce qu'ils voudraient. La distinction entre la liberté de culte et la liberté de conscience était subtile, les intéressés l'interprétèrent dans le sens le plus large; l'équivoque n'avait pas nui à la pacification, mais elle avait

donné lieu au bruit qui, parvenu jusqu'à Versailles, avait été recueilli et exploité par les ennemis de Villars. Villars, piqué au vif et, je l'ai déjà dit, fort de ses succès, se défendit directement auprès du Roi et de madame de Maintenon. Dans sa lettre à Louis XIV, il nia formellement avoir promis la liberté de conscience, et, prenant la Vrillière à partie, il l'accusa d'avoir voulu se venger, en le calomniant, de son refus de correspondre avec lui; il le montra cherchant à empiéter sur les fonctions du ministre de la guerre, et se donna lui-même comme le défenseur méconnu des droits de l'autorité royale et du bien de l'État. En même temps, il écrivait au secrétaire d'État une lettre polie, respectueuse même dans la forme, mais dont l'argumentation incisive réfutait une à une chacune des critiques adressées à ses opérations; elle énumérait ensuite les bons procédés que le maréchal avait eus pour la Vrillière, pour son fils, pour ses parents, et se terminait ainsi:

J'avois lieu d'espérer qu'ayant autant cherché l'honneur de vos bonnes grâces, j'y aurois un peu plus de part... vous voulez que je vous rende le même compte des mouvements des troupes qu'à M. de Chamillart? C'est par lui que j'ai reçu les ordres du Roy pour les commander dans cette province, et il seroit ridicule que le Roy pût être informé de leurs mouvements par mes lettres à tout autre qu'au ministre qui me donne les ordres du Roy pour les faire agir. Madame de Maintenon ne me soupçonnera jamais de manquer d'égards pour tout ce qui a l'honneur de lui appartenir. Je vous ai écrit presque aussi souvent qu'à M. de Chamillart, et quand toute mon attention me sera inutile auprès de vous, je n'aurai rien à me reprocher et serai autant que vous le désirez, Monsieur, votre très-humble serviteur.

Le maréchal ne se contenta pas d'invoquer le témoignage de madame de Maintenon, il voulut se l'assurer et lui écrivit le même jour la lettre suivante :

A Nîmes, le 14 juin 1704.

Je serois au désespoir que vous pussiez me soupçonner de n'avoir pas une attention bien vive à tout ce qui regarde M. le marquis de la Vrillière, et par l'honneur qu'il a de vous appartenir, et par la bonté que vous avez eue de m'ordonner cette attention. J'ai eu l'honneur de vous expliquer, Madame, qu'il m'étoit bien difficile de faire ce que M. de la Vrillière vouloit exiger de moi, qui étoit de lui envoyer les copies de toutes les lettres que j'écrivois à M. de Chamillart. C'est de M. de Chamillart que j'ai reçu les ordres du Roy pour le commandement dont Sa Majesté m'a honoré. Tous ceux qui, avant moi, ont commandé dans ce pays-ci, ont rendu compte à M. de Barbesieux, et auparavant à M. de Louvois, de tout ce qui regardoit les mouvements de troupes. Il est inutile que j'en écrive à M. de Chamillart, si M. le marquis de la Vrillière, informé des mêmes choses par moi, va en rendre compte au Roi. Cependant, Madame, pour obéir à vos ordres, j'ai eu l'honneur d'écrire à M. de la Vrillière tout aussi souvent qu'à M. de Chamillart, lui mandant même les nouvelles qui regardoient les mouvements de guerre, à la vérité moins en détail. Je ne lui ai pas adressé mes courriers; c'est aussi ce qu'a fait M. le maréchal de Montrevel, mais je lui ai écrit par ces mêmes courriers. Cependant, Madame, je vois par les lettres qu'il m'écrit, bien plus clairement par ce que me mandent les premières personnes de la Cour, qu'il se déchaîne contre ma conduite. Je n'en serois pas surpris, si elle n'étoit, grâces à Dieu, très-heureuse, puisque par les voies que j'ai suivies de vivacité dans les mouvements des troupes, et de laisser espérer la clémence de Sa Majesté, sans avoir jamais donné aucune espérance qu'elle puisse être, le chef

des rebelles avec ses principaux lieutenants s'est remis entre mes mains avec ses plus braves et plus raisonnables soldats. Les principaux chefs de Rolland en ont usé de même, et, de tous côtés, il nous arrive de leurs soldats qui rapportent leurs armes. Enfin, Madame, le chapelet se défile, la division est entre eux. Ils ont tué deux lieutenants de Rolland, lequel me mande encore qu'il n'attend que ma permission par écrit, pour se rendre auprès de moi. Ces massacres qui faisoient horreur dans la province ont cessé. Le Roy y a la moitié moins de troupes que l'année passée, tout est dans le meilleur chemin, et M. le marquis de la Vrillière, dont j'ai toujours cherché les bonnes grâces, paraît mon ennemi.

Vous connaissez, Madame, mon respect, ma vénération, mon zèle pour tout ce qui vous regarde. Ce furent ces sentiments seuls qui m'obligèrent à donner, l'année passée, à M. le chevalier de la Vrillière, la première commission agréable pour porter une bonne nouvelle au Roy. M. le marquis de Sainte-Hermine, son oncle, fut envoyé quinze jours après, préférablement à mon propre frère qui était auprès de moi. Ce n'est pas, Madame, pour vous faire connaître mon attachement très-respectueux que j'ai l'honneur de vous parler de cela : je suis bien tranquille sur ce que j'ose me flatter que vous en pensez, mais pour que vous voyiez que je n'ai rien oublié au monde de tout ce qui pouvoit être agréable à M. de la Vrillière, hors ce que je ne puis faire sans manquer directement à M. de Chamillart, et la raison ne permet pas que j'informe un autre ministre des mouvements des troupes que lui.

J'espère, Madame, que vos bontés vous porteront à me pardonner la liberté de ces détails.

Quatre jours après, impatient et inquiet, il écrivait à madame de Maintenon une seconde lettre sur le même sujet; nous ne croyons devoir en reproduire que la fin :

En vérité, Madame, j'aurois gardé éternellement le silence si M. de la Vrillière n'avoit attaqué ma religion, ma gloire et ma fidélité aux ordres du Roy. Il n'y va pas moins que de manquer à tout cela en promettant la liberté de conscience lorsque le principal chef, en se soumettant, n'a pas osé la demander... Pardonnez-moi, Madame, d'oser vous écrire deux fois sur la même matière; vous la trouverez assez importante pour moi.

Le même courrier qui emportait cette justification était chargé de remettre à Chamillart une lettre, où Villars le mettait au courant de tout ce qu'il avait écrit; sa mauvaise humeur se donne libre carrière :

En vérité ce *petit homme* n'est pas sage... Le profond respect, les obligations que j'ai à madame de Maintenon m'ont retenu, tant qu'il n'a fait que blâmer ma conduite; mais aller jusqu'à dire publiquement que j'ai permis la liberté de conscience aux rebelles... Cela est trop violent... J'avoue que par l'honneur qu'a ce *petit homme* d'appartenir à madame de Maintenon, je suis au désespoir d'être forcé de m'en plaindre. Mais que peut faire un homme qui commande dans une province et auquel le secrétaire d'État de cette province ose imputer d'avoir fait un crime, car c'en serait un capital que de promettre la liberté de conscience, dans le temps que les rebelles n'ont jamais songé à la demander et que j'ai dit hautement que je ferois pendre le premier qui me parlât de cela et de toute autre condition que d'implorer la clémence du Roy.

Chamillart, comme on peut le penser, ne soutint pas les prétentions d'un ministre qui aspirait à le remplacer; si d'ailleurs Villars avait à la Cour des détracteurs empressés, il ne manquait pas de défenseurs. Le prince de Conti, un

de ses correspondants les plus assidus, lui écrivait le 29 juin :

Il auroit esté difficile de tirer meilleur party des fols auxquels vous avés affaire. Je sçay bien que *vostre petit ministre* ne vous veut pas de bien et même qu'il a tenu des discours assés extraordinaires sur vostre chapitre, mais c'est de quoy vous ne devés peu vous soucier : tout ce dont je puis vous asseurer, c'est qu'il ne les a pas tenus devant moy. Car assurément je luy aurois rivé son cloud[1]...

Madame de Maintenon avait trop le discernement des choses et des hommes pour ne pas comprendre que la raison était du côté de Villars. Nous n'avons pas la réponse qu'elle fit à ses justifications, mais nous savons qu'elle satisfit complétement le maréchal. Il écrivit, le 9 juillet, à Chamillart :

Je vous rends mille très-humbles grâces d'avoir bien voulu rendre mes lettres et expliquer ma conduite à Sa Majesté et à madame de Maintenon. Vous croyez bien, Monsieur, que M. de la Vrillière ayant eu l'honneur d'épouser sa nièce, je ne me serois pas plaint au Roy, si je n'avois vu M. de Basville obligé à se justifier sur ce que M. de la Vrillière le blamait de n'avoir pas averti que j'avois promis la liberté de conscience aux fanatiques. Pour cela vous comprendrez aisément que je ne pouvois pas garder le silence. Madame de Maintenon m'a fait l'honneur de m'écrire sur cela avec des bontés infinies. J'ai toujours écrit à M. de la Vrillière avec les expressions les plus honnêtes; comme messieurs ses commis ont un autre style, je m'y suis un peu conformé : je vous dirai même que j'aurois passé sur ces

[1] Original autographe. P. V.

malhonnêtetés-là et sur son déchaînement public s'il n'avoit été jusqu'à m'imputer des fautes capitales. Il n'y retournera plus ni moi, Monsieur, à vous importuner de ces détails.

L'incident était clos, pour parler le langage d'aujourd'hui, et Villars avait lieu d'être satisfait du résultat. Le succès avait d'ailleurs parlé pour lui : le système de « vivacité militaire et de clémence » qu'il avait inauguré avait réussi là où vingt années de rigueurs et de supplices avaient échoué. Cavalier et son régiment avaient définitivement quitté la France ; les quelques bandes isolées qui tenaient encore la montagne, sans cohésion entre elles, abandonnées par les populations rassurées, ne devaient pas tarder à disparaître. Villars, en remerciant madame de Maintenon de l'appui qu'elle lui avait donné auprès du Roi, put, plus justement que la première fois, lui annoncer la fin de la campagne et lui résumer les opérations qu'il considérait comme virtuellement terminées. C'est ce qu'il fit dans la lettre suivante :

Nîmes, le 12 juillet 1704.

MADAME,

Je ne puis trouver d'expressions pour vous faire connoître à quel point je suis pénétré des bontés dont vous avez daigné m'honorer. En vérité, Madame, il n'y a rien au monde que je ne voulusse faire pour espérer de les mériter. Vous croyez bien, Madame, au sujet de M. le marquis de la Vrillière, que si je n'avois vu M. de Basville obligé de se justifier sur la foiblesse de consentir à ma mauvaise conduite, et l'indolence de n'en pas avertir, et ne m'accusant pas de moins que d'avoir promis la liberté de conscience, lorsque je dis publiquement que je ferois pendre le premier qui oseroit me la demander de la part des rebelles, pour

cela, Madame, il ne m'était plus possible de garder le silence, je ne l'avois pas rompu sur les avis qui m'étoient donnés par gens de confiance du malheur que j'avois, sans l'avoir mérité, de m'être attiré l'indignation de M. de la Vrillière. J'espère qu'il voudra bien justifier ma conduite : elle sera remplie de tous les égards et les respects que je dois à tout ce qui a eu l'honneur d'entrer dans votre alliance.

Je reviens, Madame, à la matière qui vous touche le plus. Ce sont les affaires de ce pays-ci. Vous avez su toutes les rigueurs que l'on y a exercées. Les supplices les plus cruels, les punitions de la dernière sévérité employées depuis près de deux ans ne faisoient qu'irriter le mal. Je sais par M. de Basville lui-même que ceux que l'on menoit à la mort, y marchoient en chantant les louanges de Dieu avec un zèle et une dévotion si ardente, qu'on étoit obligé de les faire environner d'une foule de tambours pour que leurs discours ne fissent une impression plus dangereuse que l'exemple de leur mort ne pouvoit apporter d'utilité. Dans les occasions, ceux qui ne pouvoient éviter les troupes, étant abandonnés à la discrétion du soldat, remercioient celui qui leur donnoit la mort, sans que l'on ait jamais vu un d'eux demander quartier. Une telle manie s'étoit emparée des esprits de tout ce peuple révolté. Je crus, avec les plus sages, et M. de Basville que je mettrai toujours à la tête, que les voies de douceur étoient plus propres à les ramener que la seule violence; tenant cependant les troupes dans un mouvement continuel pour presser le plus vivement qu'il seroit possible ceux qui auroient les armes à la main, et recevoir d'ailleurs à merci ceux qui imploreroient la clémence de Sa Majesté ; parlant d'ailleurs moi-même à tous les peuples pour les faire revenir sur leur entêtement ridicule, sur les miracles et leurs prophètes. Cela me réussit au point que plus de soixante des camisards rapportèrent d'abord leurs armes. Ensuite ayant séparé les troupes en divers petits corps, et celui que je menois moi-même composé tout au

plus de trois cent cinquante hommes, les rebelles chassés de toutes leurs retraites et battus en quatre ou cinq petites occasions, et pressés d'ailleurs par une troupe de cinquante nouveaux convertis, auxquels je pris sur moi de faire donner des armes, menés par un gentilhomme nommé Daigaliers, lequel parla à Cavalier, ce chef offrit de se soumettre avec toutes ses troupes, et promit la même chose de la part des autres chefs qui le regardoient comme le premier. Cela fut exécuté, et Cavalier tint parole, amenant à Calvisson, qu'il voulut avoir pour lieu d'assemblée, plus de huit cents hommes et allant lui-même parler aux autres chefs, qui tous promirent de suivre l'exemple de Cavalier. Il est certain que Castanet se rendit à Calvisson, que Rolland vint à quatre lieues avec tous ses gens, Joanny, Larose et autres ne demandant tous que la grâce, ou de sortir du royaume ou celle de chercher à expier leurs fautes passées, en sacrifiant leur vie au service de Sa Majesté.

Je prends la liberté, Madame, de vous rendre un compte plus étendu de toutes nos aventures, parce que je sais que votre piété vous fait intéresser encore plus vivement à ce qui regarde la religion, outre que toute révolte doit être regardée comme la plus grande affaire d'un État, surtout quand tout ce qui compose cet État est obligé pour soutenir une guerre très-juste, mais très-ruineuse, à supporter des impôts que quelques peuples ont de la peine à payer.

Pour avoir donc l'honneur de vous informer de suite de plusieurs choses dont vous avez déjà ouï parler, j'aurai celui de vous dire que nous avions bien pensé qu'il n'étoit pas impossible qu'une troupe de rebelles, et d'une folie aussi outrée que ceux qui étaient à Calvisson, pourroit ne pas persister dans les résolutions qu'elle avait prises, qu'il seroit bon à tout événement de pouvoir les empêcher de s'échapper. Pour cela, Madame, l'on avait des troupes à portée, mais l'on devoit cependant s'attendre qu'au premier mouvement, ces gens-là, qui étoient dans une

défense continuelle, se jetteroient dans les bois voisins de..... On auroit certainement pu en tuer une centaine, mais en même temps tous les autres chefs étoient irréconciliables pour jamais, et l'on ne finissoit plus que par la seule violence une guerre qui ne finira jamais entièrement par là. L'on crut donc ne pouvoir mieux faire que de leur marquer une confiance entière. On a désapprouvé aussi la liberté qu'on leur avait laissé de chanter; cette liberté ne pouvoit leur être ôtée que par force, et la moindre violence employée rompoit toute négociation. M. l'archevêque de Narbonne et M. de Nismes, deux sages et saints prélats, furent les premiers à me dire : « Bouchons-nous les oreilles, monsieur, et finissons si nous pouvons. » Enfin, Madame, dans le temps que Cavalier alloit parler aux autres chefs, un nommé Ravanel révolta ce qui étoit à Calvisson, fanatisant et jurant que Dieu l'avertissoit que Cavalier les trahissoit et que les troupes marchoient pour les égorger tous. Cavalier arrive, trouve sa troupe émue, et l'ayant rassemblée pour lui parler, Ravanel s'écrie que ceux qui aimeroient Dieu et leur vie le suivent. Tout s'enfuit, Cavalier les suit, et trois ou quatre jours après, il en ramena un peu plus de cent, avec lesquels il est sorti du Languedoc. Les troupes se remettent en mouvement, je fais menacer d'enlever les pères et mères de ceux qui demeureront parmi les fanatiques. On exécute l'ordonnance, plusieurs reviennent, quelques-uns même nous dénoncent les retraites des camisards, ce qui n'étoit pas encore arrivé, jamais gens n'ayant plus religieusement gardé le secret, et la mort d'une infinité n'ayant jamais arraché une parole qui ait pu rien découvrir. Ils paraissent toujours disposés à se soumettre, l'espérance d'un secours maritime les ayant peut-être retenus. J'ai été obligé, par les avis que m'ont donnés M. le comte de Toulouse et M. le prince de Monaco, de donner quelque attention à la côte; et après l'avoir visitée et trouvé que le danger était moindre qu'on ne me l'avoit fait, je retourne avec toutes les troupes pour presser plus que jamais les rebelles, sui-

vant toujours mon premier principe, de laisser une porte ouverte à la miséricorde du Roy.

Il est certain, Madame, que tous les jours il en revient, que ceux qui sont sous les armes souffrent de grandes nécessités. Nous les avons trouvés peu secourus des étrangers ; aucun officier parmi eux ; mais je ne puis douter qu'il ne revient et conseils et secours des nouveaux convertis des villes. Tous les jours nous acquérons quelques connaissances nouvelles sur cela, et j'espère que quand ils auront bien reconnu une vérité que je leur ai toujours bien affirmée — que jamais le Roy ne consentira à la moindre petite liberté de conscience — et qu'ils verront d'ailleurs leur ruine inévitable et prochaine, si cette révolte ne tombe pas tout d'un coup, j'espère, Madame, que nous les verrons du moins s'affoiblir par ce départ de Cavalier et de ce qu'il mène avec lui ; la reddition de plusieurs autres commence à mettre la défiance dans le parti. Si nous pouvons les joindre avec cela, à quoi certainement je ferai tous mes efforts, nous verrons, s'il plaît à Dieu, le parti se détruire entièrement, et il ne restera tout au plus que quelques voleurs, gens accoutumés au brigandage et au meurtre, que la situation des lieux et les retraites faciles conserveront encore quelques temps, mais qui, à la fin, seront livrés par les peuples dont ils causent la ruine, au lieu que ces mêmes peuples secourent encore, mais plus foiblement qu'auparavant, les troupes armées.

Il est certain, Madame, que l'affaire est avancée, que nous pouvons espérer de la voir finir bientôt, mais je n'oserois en répondre positivement. Je le souhaite bien ardemment, et regardant toujours comme un des plus sensibles bonheurs de ma vie de servir Sa Majesté, vous jugez, Madame, avec votre bonté ordinaire, de mes sentiments, et j'ose dire que vous leur rendez justice, quand vous voulez bien être persuadée que rien ne ralentira jamais mon ardeur à servir et à mériter l'estime de Sa Majesté. Je souhaite et j'espère que ses armes, victorieuses de

toutes parts, forceront bientôt ses ennemis les plus opiniâtres à la paix, et qu'ainsi tous ses autres généraux, et moi qui suis des moindres, lui seront dans peu inutiles. Mais quand, par sa bonté plutôt que par aucun égard pour mon très-foible mérite, le Roy voudra bien me redonner ses armées, il trouvera que je suis uniquement occupé, ainsi que je l'ai toujours été, du désir de bien servir.

Je ne me suis, grâces à Dieu, jusqu'à présent point trompé dans mes projets ; il faudra faire cette année ce qui étoit très-facile l'autre. M. le maréchal de Tallard n'a jamais voulu regarder une communication solide comme indispensablement nécessaire, et j'ai toujours soutenu qu'elle rendroit le Roi maître de la guerre, puisque la faisant dans l'Empire et tenant le Danube depuis sa source jusqu'à Passau, l'on pouvoit, en tout temps, proportionner les secours aux besoins, le Roi régler toujours les projets et ne les pas laisser aller à l'entière disposition de M. l'Électeur de Bavière, dont la tête certainement (je suis obligé de le dire encore) n'est pas toujours assez forte pour les mener. Il est certain que je l'ai sauvé trois fois malgré lui ; je pouvois le manquer la quatrième, et bien assuré d'être accusé par lui à tort et chargé de toutes les fautes que j'aurois le moins faites. Ç'a été, Madame, l'unique et, je crois, assez sage raison qui m'a obligé à profiter de la liberté que Sa Majesté eut la bonté de me donner de revenir. L'on me trouvera toujours fort au-dessus de toute autre passion que celle de servir le plus grand maître du monde, avec laquelle je suis né, et qui a toujours été bien avant dans mon cœur avant l'ambition et la fortune. Je ne dis pas, Madame, qu'au défaut de ces passions-là, je ne puisse être amusé par d'autres ou, pour mieux dire, par l'envie assez raisonnable de rendre telles [1] les personnes avec qui on doit vivre. Votre bonté infinie vous a portée à vouloir bien me donner des conseils sur cela, que je suis avec tout le respect qui leur est dû.

[1] La copie porte *telles*, c'est peut-être *belles* qu'il faut lire.

Voilà, Madame, une trop longue lettre, je vous en demande bien pardon. J'ai dit à M. de Basville ce que vous me faites l'honneur de me mander à son sujet. Il ose vous conjurer, Madame, de vouloir bien ne le pas oublier, et ne se justifie pas sur le reproche très obligeant que vous avez la bonté de lui faire.

Cette lettre est fort curieuse. Villars s'y peint tout entier, avec ses qualités et ses défauts, son esprit vif et ouvert, son intelligence de la guerre, sa bonne humeur, sa confiance en lui-même, son ambition ; il y laisse même deviner son penchant vers la galanterie et les jalouses inquiétudes qui troublaient à tort son bonheur domestique. On y voit enfin que tout en donnant ses soins à la conduite vigoureuse de la petite guerre des Cévennes, il ne perdait pas de vue les opérations de la grande guerre qui se poursuivait en Allemagne; il se consolait difficilement d'être obligé d'employer sur un si petit théâtre des aptitudes faites pour de plus grandes actions, et d'assister, impuissant et éloigné, à la perte successive des positions que ses victoires avaient conquises. Pendant les six derniers mois de l'année 1704, tout en achevant la pacification du Languedoc et sa réorganisation administrative ; tout en tenant les États de la province et en surveillant ses côtes menacées par une escadre anglaise, il suivait avec une activité fiévreuse les événements d'Allemagne, échangeant avec ses correspondants de Versailles, de Suisse ou de l'armée, ses inquiétudes, ses critiques, ses regrets et ses espérances.

Saint-Simon a particulièrement incriminé ce commerce ; il s'est moqué de ces lettres où Villars ne cessait, dit-il, « de mander ce qu'il aurait fait, de déplorer de s'être

trouvé éloigné des armées ; en un mot, de fanfaronner avec l'effronterie qui ne lui a jamais manqué ». J'ai sous les yeux tout ce que Villars a cru bon de conserver de cette correspondance ; ces extraits permettent de réduire à leur véritable valeur les jugements de Saint-Simon. On y voit Villars, sollicité par Chamillart, dès le mois de juillet, de dire son avis sur la campagne, signaler les fautes commises et les fautes à éviter, indiquer le meilleur plan de conduite avec une clarté, une expérience de la guerre, une connaissance des choses et des hommes qui devaient singulièrement frapper ses correspondants ; c'est avec le prince de Conti qu'il s'exprime le plus librement. « On étoufferoit, lui écrit-il, s'il n'étoit permis de discourir sur la guerre. » « Quant à raisonner de la guerre, *inter privatos parietes,* il y auroit de la dureté à me l'interdire. » Conti, avec son consentement, montrait ses lettres au maréchal d'Harcourt, qui les communiquait sans doute à madame de Maintenon. Ses conseils pourtant n'étaient pas suivis, et, malgré ses supplications, la personnalité malheureuse de l'électeur de Bavière continuait à peser de son poids néfaste sur les opérations du maréchal de Tallard [1].

On peut se figurer la douleur et la colère de Villars en voyant les défaites se succéder sur le théâtre même de ses victoires, et le nom de Hochstædt, qu'il avait illustré, servir à désigner la première et la plus inexplicable des

[1] Nous donnons quelques-unes de ces correspondances à la suite des *Mémoires de Villars,* t. II, p. 318 et suiv. Nous possédons en outre des lettres écrites de l'armée par les anciens subordonnés du maréchal, Legall, Du Bourg, l'intendant Baudouin et autres, qui tous regrettent son absence et affirment que les désastres de la campagne ne se seraient point produits, si le commandement lui eût été maintenu.

capitulations. En apprenant cette fatale nouvelle, il écrivit à l'abbé de Saint-Pierre une lettre fort vive[1], dont une copie, « revue, augmentée et non corrigée », fut colportée dans Versailles et y causa quelque scandale. Chamillart conseilla la prudence à Villars; celui-ci désavoua les expressions introduites à son insu dans la copie de sa lettre, mais maintint ses critiques : « Je ne songe à faire la cour à per« sonne, écrit-il à Chamillart, pas même à vous, Monsieur, « voulant vous mander la vérité. Ceux qui dans les armées « songent à s'élever par leur zèle, leur courage, leur appli« cation au service du Roy, disent de moi : Voilà notre « homme. Ceux qui ne comptent que sur leurs cousins, « leurs cousines, leurs tantes, au lieu d'être occupés de la « guerre, me craignent, non pas que j'aie des manières « hautes, mais je ne suis pas leur fait. » Et ailleurs : « Vous « m'avez appris à mépriser les bruits du courtisan, et « madame de Maintenon a eu la bonté de me dire qu'un « de mes défauts étoit d'en être trop occupé. » Il est certain que loin de lui nuire en haut lieu, sa franchise et sa confiance en lui-même lui servirent; nous n'avons pas, malheureusement, les lettres échangées avec madame de Maintenon pendant cette période. Cela est d'autant plus à regretter que Saint-Simon a été particulièrement sévère pour cette correspondance. Si elle se retrouve jamais et si elle prouve que madame de Maintenon, comme l'affirme Saint-Simon, a grandement contribué à faire rendre à Villars le commandement des armées, elle apportera un nou-

[1] Nous avons donné (*Mémoires de Villars*, t. II, p. 330) une portion notable de la minute de cette lettre retrouvée dans les *Papiers de Villars*.

veau témoignage en faveur de la perspicacité et du patriotisme de madame de Maintenon, et lui créera un véritable titre à la reconnaissance de la France.

Ce fut le 29 décembre 1704 qu'une lettre de Chamillart rappela Villars du Languedoc, et lui annonça sa nouvelle destination. Dix jours après, il était à Versailles. Introduit par Chamillart chez madame de Maintenon, il y trouva le Roi, qui lui conféra le titre de duc, lui donna le cordon bleu et lui confia la mission de rétablir la fortune de la France. Sans s'attarder à la Cour, le maréchal se rendit immédiatement à la frontière[1] et travailla sans relâche à la réorganisation de l'armée. Au bout de deux mois, les résultats obtenus lui donnaient toute confiance, et il écrivait à madame de Maintenon la curieuse lettre qui suit :

Metz, 11 avril 1705.

MADAME,

Je crois que vous apprendrez avec joie que, par les sages précautions de Sa Majesté, les troupes qui s'étoient retirées si abattues et dans un si grand désordre, sont plus complètes et plus belles que jamais. J'avoue, Madame, que le prompt rétablissement a passé mes espérances, et nos ennemis qui ont publié partout que nous n'aurions de cavalerie, cette campagne, que vers le mois d'août, auroient vu nos étendards, il y a déjà huit jours, si je n'étois arrêté par une espèce de déluge qui fait une

[1] Monasterol, toujours malveillant pour Villars, annonça ainsi, de Versailles, ce départ à son correspondant habituel, Malknecht : « M. de Villars est parti enflé des progrès qu'il va faire sur la Moselle. » Il lui écrivit le 1er mai, après la pointe faite par Villars sur Hombourg (voy. *Mémoires de Villars*, t. II, p. 174) : « Le maréchal de Villars a fait une belle expédition : tout le monde en parle assez mal ici; Dieu veuille qu'il redresse cette faute et que sa cavalerie soit en état d'agir quand il en aura besoin. » A. M. Les souhaits ironiques de Monasterol furent bientôt accomplis.

mer de tout ce qui est une plaine. J'en vois une de deux lieues d'étendue de mes fenêtres : il n'y a qu'à laisser pleuvoir et prendre patience, et se tenir prêts à agir dès que les chemins seront libres, et les ruisseaux et rivières rentrés dans leur cours naturel. Ce qui me fait une extrême peine, c'est que j'étois sûr de mon coup, tirant, comme l'on dit, sur le temps, et prenant celui que notre diligence et la paresse des ennemis nous présentent : et c'est un fait qu'à la guerre il n'y a que des instants; peut-être que, quand les chemins seront libres, les ennemis auront leurs troupes arrivées et seront en état de traverser un projet que j'ai formé peu de jours après mon retour sur cette frontière.

Enfin, Madame, j'ai l'attention que je dois à bien remplir mes devoirs et j'espère, avec l'aide de Dieu, que l'on ne me reprochera jamais d'avoir manqué ce qui étoit possible.

Je suis véritablement affligé du malheur de l'escadre de M. de Pointis, je sais que Gibraltar est un poste important; mais, Madame, en s'opiniâtrant mal à propos, on s'expose à de plus grands malheurs que ceux que l'on veut craindre.

Au bout du compte, si les Espagnols sont fidèles (et naturellement ces peuples-là le sont), il faut toujours que nos ennemis, pour faire la guerre en Andalousie par Gibraltar, portent par mer hommes, chevaux, équipages de vivres et d'artillerie. Ce transport est prodigieux et très-ruineux pour eux. Qui sait si les avantages qu'ils croiront tirer de cette place ne les portera pas à en perdre d'autres plus considérables, par d'autres endroits? et en nous obstinant à reprendre un poste soutenu par des secours que l'on ne peut lui ôter, on épuise ses forces et l'on se met peut-être hors d'état de faire la guerre vers les frontières de Portugal. Ce raisonnement-là ne m'empêche pas de regarder comme un malheur la perte de Gibraltar, mais il n'est pas tel aussi qu'il faille tout sacrifier pour le reprendre, et très-inutilement, suivant l'opinion, dès le premier jour, d'un frère que j'ai

à ce siége, homme d'aussi bon sens et aussi ferme qu'il y en ait au service du Roy; j'ose, Madame, vous en assurer.

Pardonnez-moi, Madame, la liberté de vous parler des affaires d'Espagne et de passer de celles-là à celles d'Italie. J'ai eu l'honneur de vous mander, dès l'année passée, que l'on y faisoit des fautes capitales; la seule attention que l'on doit avoir présentement est de sacrifier tout autre objet à celui de fermer, s'il est possible, l'entrée de l'Italie aux Impériaux.

Les bontés infinies dont vous m'honorez, Madame, me portent sans doute à plus de liberté que je n'en devrois prendre; vous le pardonnerez à mon zèle, qui me porte souvent à écrire assez librement à M. de Chamillart; mais j'ai trop de preuves de l'honneur de son amitié, pour craindre de lui déplaire; certainement, Madame, ses soins et sa vigilance ont eu tout le succès que l'on pouvoit désirer pour le rétablissement des troupes; j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, elles seront belles et bonnes. Je ne saurois croire que les ennemis soient assez supérieurs pour prendre des places, et si nous nous entendons bien, M. le maréchal de Villeroy, M. de Marsin et moi, de la manière dont le Roy nous a distribué notre tâche, non-seulement nous détruirons les projets de nos ennemis, mais nous pouvons mieux encore. Pour moi, Madame, je présume beaucoup de l'armée dont il a plu au Roi de me faire l'honneur de me donner le commandement. La cavalerie sera arrivée et bonne. L'opinion que j'ai de nos troupes ne me fera rien hasarder légèrement, mais si les ennemis font quelque fausse démarche, j'espère que Dieu me fera la grâce de les relever. Enfin, Madame, ayez bonne espérance : de nos côtés, nous avons des hommes, des chevaux; nous voyons que nous serons payés cette campagne. Dieu continuera ses premières bénédictions au plus grand et au meilleur maître du monde, et qui mérite le mieux d'être bien servi; en vérité, je le dis tous les jours à ceux qui m'entendent, qu'avant d'avoir la gloire d'être admis à certaines conversations dans lesquelles

Sa Majesté s'épanche avec ses serviteurs, je ne pouvois moi-même penser que, parmi tout ce que nous avons vu de grand, il y eût autant de bonté, d'affabilité, de raison, d'humanité, que j'en ai connu par moi-même.

Je prends la liberté, Madame, de vous exhorter encore à faire que le Roy fasse les défenses résolues pour les dépenses des tables et des équipages. Je voudrois que Sa Majesté daignât s'expliquer ainsi :

« Je fais ce qui m'est possible pour empêcher ma noblesse de se ruiner, en les exhortant à plus d'ordre dans leur dépense, et jamais prince n'a tant fait pour l'enrichir, ni si prodigieusement donné que moi : mais je ne puis empêcher que les dissipateurs, gens sans ordre, ne se ruinent malgré toutes mes grâces. Que n'ai-je pas donné à MM. d'Humières et de Bellefonds, à tant d'autres? Est-ce ma faute si ces gens-là n'ont pas laissé de très-grands biens à leurs familles? Enfin, quand je regarde cent de mes sujets à qui je donne le moins, je trouve que c'est encore assez pour soutenir une sorte de dépense convenable à leur état; je prends pour exemple un lieutenant général, qui n'a de moi que ses gages de quitte pendant la campagne; il tire de moi en appointements ou en pain de munition plus de 12,000 francs; on ne me persuadera pas qu'avec 12,000 francs, un lieutenant général ne puisse pas donner à dîner à une douzaine d'officiers qui ne lui demanderont ni des entrées, ni des entremets, ni des fruits si délicats, mais un peu meilleure chère qu'ils ne la font chez eux. »

Enfin, Madame, quand ces discours ne... pas, au moins qu'ils servent à faire dire que le Roy persiste à vouloir établir un ordre dans ses sujets, et qu'il ne puisse pas être justement importuné par tout ce qui vient crier qu'il se ruine. Pourquoi se ruinent-ils? Je crois donc qu'il faut renouveler ces pragmatiques contre le luxe des tables, le Roy n'en retirât-il d'autre utilité que d'avoir fait ce qui dépend de lui pour rendre ses sujets plus sages et plus réglés.

Voilà, Madame, une trop longue lettre. J'espère de la bonté de Dieu que je pourrai avoir l'honneur de vous en écrire, cette campagne, de plus courtes et plus agréables; ma confiance égale mon zèle, et je désire trop ardemment de pouvoir marquer ma reconnaissance au Roy, pour ne pas attendre quelque heureux succès de tant d'ardeur.

L'occasion ne se fit pas longtemps attendre. Marlborough avait concentré des forces imposantes à Trèves; son intention était de pénétrer en France par les vallées de la Moselle et de la Sarre, et de marcher sur Metz, en tournant les Vosges, pendant que l'armée allemande, appuyée sur les lignes de Wissembourg, les aborderait directement : habile manœuvre dont de récents et douloureux souvenirs ne nous font que trop apprécier les dangers. Le corps du prince de Bade appuyait le général anglais; le péril était menaçant. Dans les premiers jours de juin, les alliés s'ébranlèrent. Villars, qui disposait de forces inférieures, vint prendre devant eux, près de Sierk, entre la Moselle et la Sarre, des positions si bien choisies et si fièrement gardées que Marlborough s'arrêta. Pendant plusieurs jours, les deux adversaires s'observèrent; enfin, le 17 juin, le général anglais, renonçant à forcer un passage si bien défendu, décampait sans bruit et allait chercher en Flandre, contre des chefs moins avisés, des victoires plus faciles. Le soir même de ce succès acheté sans combat, Villars s'empressait d'écrire à madame de Maintenon la « courte lettre » qu'il savait devoir lui être « agréable » :

Au camp de Ferkem, 17 juin 1705.

MADAME,

La confiance que vous avez en moi ne sera pas trompée : vous m'avez fait l'honneur de me dire que vous attendiez quelque bonne nouvelle de mon côté; en voici une très-importante et comme vous les aimez, sans qu'il en coûte du sang. Enfin, Madame, je viens de voir la retraite de ce nombre prodigieux d'ennemis qui devoient envahir nos frontières et une retraite même en quelque manière honteuse, puisqu'elle s'est faite la nuit, sans bruit. Voilà nos frontières tranquilles et nos ennemis chassés de la Mozelle et de la Saare, qu'ils regardoient comme une entrée facile pour pénétrer dans le cœur de nos États. J'ose vous augurer, Madame, que ce grand dessein des ennemis avorté rend le Roy maître de la guerre, et de faire une paix glorieuse à la fin de la campagne. Celle des ennemis est entièrement perdue après des dépenses prodigieuses et des efforts immenses, et si le Roy se contente d'une défensive, elle est sûre partout, car ses troupes seront plus promptement d'ici en Alsace et en Flandres que celles des ennemis.

Si le Roy veut que l'on attaque, j'offre le siége de Landau ou d'emporter Trèves. Je compte, Madame, que l'on prendra Turin. Je n'ai plus d'inquiétude que pour l'Espagne. Un peu d'audace dans ce jeune Roy ou dans ceux qui gouvernent ses armées peut ranimer cette indolente nation. De notre côté, l'ennemi n'a pas eu l'avantage de mettre le pied sur les terres du Roy. J'ai voulu me tenir sur l'extrémité de la frontière et qu'il ne fût pas dit que sous mon commandement l'ennemi pût la pénétrer. Ça été une des raisons, mais la moins forte, qui m'a fait opiniâtrer à soutenir un poste que plusieurs avoient voulu m'obliger de quitter. J'en connaissois trop la sûreté et l'importance pour céder à de foibles raisons.

Dieu me fasse la grâce, Madame, de pouvoir donner au

plus grand et au meilleur maître du monde quelques moments de joie et à vous, Madame, dont les bontés ne peuvent être assez payées par le respect avec lequel je suis, etc...

Trois semaines après, Villars était en Alsace et enlevait les lignes de Wissembourg; ce fait d'armes fut l'occasion d'un nouveau billet :

Au camp de Vissembourg, le 4 juillet 1705.

MADAME,

Je ne prendrai jamais la liberté de vous écrire que quand je pourrai avoir l'honneur de vous apprendre quelque petite nouvelle agréable, pour peu importante même qu'elle puisse être. Celle-ci n'est guère plus sanglante, au moins pour les troupes du Roy, que les dernières, puisque nous n'avons eu qu'un dragon de blessé. Pour les ennemis, on les a surpris; ils n'ont songé qu'à fuir, et on en a tué un assez grand nombre, fort à son aise. Enfin, Madame, la diligence, qui est toujours d'un grand mérite à la guerre, nous a fait tomber sur les lignes de Vissembourg, défendues par un corps très-médiocre, mais qui devoit être joint le soir par la tête des troupes qui reviennent de la Moselle. Il paroît surprenant que ces troupes-là ne m'ayent pas devancé en ces pays-ci; leurs généraux ont été trompés par un mouvement que nous avons fait vers Trèves, et qui, ne nous faisant pas perdre trois heures de temps, a cependant produit tout l'avantage qu'on en pouvoit attendre, les ennemis ayant abandonné et la ville et leurs magasins et leur artillerie honteusement. Ils ont encore pis fait ici, puisqu'ils se sont fait battre.

J'espère, Madame, que Dieu bénira mon ardeur pour bien servir le plus grand et le meilleur maître du monde; il peut avoir des serviteurs plus habiles, mais mon zèle suppléera au défaut de lumières. Permettez-moi de me croire toujours honoré de vos bontés.

Mais pendant que Villars rétablissait en Alsace les

affaires de la France, ailleurs elles étaient gravement compromises; en Flandre la malheureuse association de l'électeur de Bavière et du maréchal de Villeroy n'avait amené que des mécomptes : Marlborough gagnait chaque jour du terrain. En Italie, en Espagne, quoique moins grave, la situation était inquiétante. L'année suivante ce fut pis encore : les fatales journées de Ramillies et de Turin marquent d'une triste célébrité la campagne de 1706. Villars seul maintint en Alsace l'honneur du drapeau. Affaibli par les renforts qu'à chaque instant on lui demandait pour la Flandre ou l'Italie, ayant à lutter contre des forces supérieures commandées par un véritable homme de guerre, Louis de Bade, suppléant au nombre par l'habileté et la rapidité des manœuvres, se montrant à la fois prudent et hardi, prenant des villes et évitant les batailles, passant le Rhin à propos et faisant sur le territoire ennemi des pointes audacieuses, il sut, en trois années d'efforts heureux, conserver à la France malheureuse et vaincue ce coin de terre française que nous avons eu la douleur de voir arracher en trois jours à la France prospère et endormie.

Peu s'en fallut qu'il ne fût arrêté court au milieu de ses succès : ouvrant enfin les yeux sur l'incapacité de Max-Emmanuel et l'insuffisance de Villeroy, ayant résolu d'envoyer Vendôme en Flandre, Louis XIV voulait opposer Villars au prince Eugène, et lui donner le commandement de l'armée d'Italie, sous l'autorité nominale du duc d'Orléans [1]. Villars venait de prendre Drusenheim et

[1] « Mon cousin, écrit le Roi à Villars le 22 juin 1706, le maréchal de

Haguenau, de forcer les lignes de Lauterbourg; il se croyait appelé à assiéger Landau et à pénétrer dans l'Empire : la volonté royale l'enlevait à ses succès, à ses troupes victorieuses, à ses légitimes espérances, pour lui donner, auprès d'un prince du sang, la situation qui répugnait le plus à ses aptitudes et à son caractère; il protesta énergiquement et, comme toujours, il appela madame de Maintenon à son secours :

27 juin 1706.

MADAME,

J'ai un grand besoin de vos bontés pour porter Sa Majesté à regarder avec indulgence les raisons que je prie M. de Chamillart de lui représenter pour honorer un autre de l'emploi qu'elle aura bien voulu me destiner, dans lequel je vois, Madame, beaucoup de marques des bontés et celle de la confiance de Sa Majesté; mais, Madame, si quelque bonne qualité peut me faire pardonner bien des défauts, c'est de les avouer, et d'être vrai, se donner pour ce que l'on est et suivre son caractère.

J'avoue que je suis au désespoir de ne pas suivre aveuglément les vues de Sa Majesté, mais je préfère le bien de son service à tout, et même au hasard qu'elle désapprouve mes libertés. J'ai arrangé la campagne de ces côtés-ci; quoique faible, j'espère la finir heureusement pour le Roy, et crois le bien servir en craignant un emploi dans lequel, par bien des raisons, je ne réussirois pas.

Le Roi conserva à Villars son commandement : céda-t-il en cette circonstance aux représentations de Chamillart ou

Villeroy attribuant à la fatalité de son estoille les malheurs qui luy sont arrivés à la teste de mes armées, m'a demandé de nommer un autre général à sa place. J'y ay destiné le duc de Vendosme... J'ay choisi le duc d'Orléans pour commander mes armées en Italie..... Vous servirez sous luy et l'aiderez de vos conseils. » (*Original.* P. V.)

à celles de madame de Maintenon? Je ne saurais le dire; mais la lettre suivante, comparée à la correspondance officielle, prouve que, dans l'esprit du maréchal, l'appui qu'il lui importait surtout de s'assurer, était celui de la compagne discrète et puissante du Roi; c'est à elle qu'il adresse les arguments les plus pressants, les personnalités les plus directes, les appréciations les plus piquantes sur les hommes qui tiennent en leurs mains le sort des armées :

19 juin 1706.

MADAME,

Il est bien certain que la très-vive douleur dont je suis pénétré, est causée par celle que je vous connois. Vous aimez le Roy; vous aimez le royaume, et vous souffrez plus que personne de ses malheurs. Servez-vous, Madame, de votre courage. Que Dieu nous conserve la santé de notre grand Roy, qu'il nous conserve la vôtre, et tout ira bien. Mais, Madame, ne faudroit-il pas, quelquefois du moins, croire les gens heureux, si on ne veut pas les estimer habiles? Je sais que dans les conjonctures où le présent vous accable, je ne devrois point vous fatiguer du passé; mais aussi comment le taire, puisqu'il peut redresser pour l'avenir?

On a toujours été disposé à mal interpréter les plus sages résolutions que j'ai prises. Après le siége de Kehl, on désapprouva fort que j'eusse repassé le Rhin, parti néanmoins indispensablement nécessaire pour se donner les moyens et le temps de pénétrer en Bavière. Tant que j'ai été dans l'Empire, on ne m'a jamais cru ni du côté de M. l'Électeur ni du nôtre. Je voulais le siége de Vienne, dès le 2e mai. M. le prince Eugène a dit à trois généraux de M. l'Électeur de Bavière, qui me l'ont appris eux-mêmes, en présence de Mgr l'évêque de Metz, et de M. de Saint-Contest, que l'Empereur était perdu si l'on m'avait cru. Je voulois ensuite le siége de Fribourg, et M. de Tallard ne vouloit

aucune conquête qui pût établir aucune communication avec moi. Je lui rendois les autres bien faciles, puisqu'il ne restoit pas apparence d'ennemis sur le Rhin.

Peu s'en est fallu que je n'aie été condamné sur tous les articles avec un prince dont certainement la tête n'est pas bonne. J'aurai même l'honneur de vous dire, Madame, qu'après cette heureuse bataille que je donnai malgré M. l'Électeur, je n'eus pas la consolation de pouvoir trouver, dans les lettres de Sa Majesté, qu'il lui eût paru que je me fusse trouvé dans cette bataille. Je ne vous parle de cela, Madame, que pour vous faire observer que l'on sacrifioit tout à M. l'Électeur, car, d'ailleurs, les grades dont il a plu à Sa Majesté de m'honorer, sont d'assez grands témoignages de la satisfaction qu'elle a bien voulu marquer de mes services.

L'année dernière, j'ai vu le Roy, vous, Madame, et M. de Chamillart, entièrement persuadés que j'avois eu grand tort de ne pas défendre les lignes d'Haguenau. Vous trouverez ci-joint, Madame, un ordre de bataille des troupes que le prince de Bade avoit pour lors à ses ordres. Le Roy et M. de Chamillart sont bien convaincus du nombre de ces troupes, et ces mémoires viennent de gens auxquels on a confiance. Les ignorants dans la guerre, et les mêmes gens qui mouroient de peur à toutes les apparences d'une action, ont persuadé que je devois m'opposer à l'entrée des lignes. Il est vrai que je l'aurois empêchée pour quatre jours, mais les ignorants peuvent-ils disconvenir devant tout homme qui raisonne juste sur la guerre, que dès que je remontois la Moutter, et que je m'éloignois du Rhin, le prince de Bade rassembloit toutes ses forces sur moi, et qu'il n'étoit plus à mon pouvoir d'éviter une bataille que je donnois avec sept mille chevaux et vingt-six bataillons moins que les ennemis? Et d'ailleurs, quel grand intérêt de donner bataille pour soutenir Haguenau, place fortifiée contre toutes les règles de la guerre!

En dernier lieu, Madame, je chasse les ennemis de Dru-

senheim et de Lauterbourg, postes les plus importants, et malgré M. le maréchal de Marcin qui s'y est opposé un jour entier (car, après cela, les cabales et le crédit des gens très-occupés d'en avoir, l'emportèrent toujours sur moi), M. le maréchal de Marcin, dis-je, à qui j'envoie proposer toutes les facilités de prendre Landau en peu de jours, fait partir un courrier qui devance les miens, et avant que l'on eût su ce que je pensois sur cette entreprise, j'ai ordre de n'y pas songer. Que de malheurs n'auroit-on pas évités, Madame, si en me laissant agir, on avoit ordonné à M. le maréchal de Villeroy la sûreté et l'inaction! Je serois bien fâché que cette manière de plainte que je prends la liberté de vous faire, de n'être pas cru, pût vous porter à penser que je ne suis pas très-content de M. de Chamillart. Je dois compter, et je compte sur son amitié. J'ai reçu les plus grandes grâces sous son ministère, et personne ne lui sera jamais plus dévoué que je le suis. Mais d'autres ont beaucoup plus de part à sa confiance. Ce que je désire le plus, Madame, c'est que vous ne croyiez pas mal placées les bontés dont vous m'avez toujours honoré.

Je vois, Madame, que l'on rassemble encore toutes les forces du Roy en Flandres. Mais sous quel chef? Sous M. l'Électeur de Bavière. Au nom de Dieu, Madame, c'est mon zèle qui me fait parler ainsi, que l'on évite de mettre, pour la troisième fois, le destin de la France entre les mains d'un prince aussi malhabile que malheureux à la guerre. Jamais le prince d'Orange n'a voulu lui confier quinze escadrons. Sa vie entière est une suite de fautes capitales pour sa conduite et pour celle de ses États. Vous me direz, à qui donc confier les armes du Roy en Flandres? A M. le maréchal de Villeroy et à M. le maréchal de Marcin seuls? Oui, Madame, et que du moins ils ne joignent pas leurs trois étoiles pour décider de la guerre. Je vous le demande à genoux. Que le Roy prenne bien garde aux officiers généraux qui commandent les ailes. Si M. le maréchal de Vil-

leroy a l'une, et M. le maréchal de Marcin l'autre, je les tiens bien menées. Que l'on songe à l'infanterie. Je m'offrirois, Madame, et mon zèle me feroit servir sous tout le monde. Mais j'aurai l'honneur de vous dire, avec la même liberté, que je ne suis pas un trop bon subalterne. Vous croirez que c'est par indocilité : non, Madame, mais je ne suis ni mon génie ni mes vues sous d'autres, à moins que je ne les compte pour rien. Aussi, je ne sais si je pourrois me flatter d'être d'une grande utilité sous ce prince et sous le maréchal de Villeroy. Tout ce qu'il y a de trop libre dans cette lettre, pardonnez-le, Madame, à mon zèle pour le Roy, à mon très-respectueux attachement pour vous, et à l'envie d'être un peu justifié sur des fautes que l'on m'a imputées très-injustement, peine trop dure à souffrir, à qui ne sait être que bon serviteur du meilleur et du plus grand maître du monde, etc.

Maintenu, sur sa demande, dans le commandement de l'armée du Rhin, Villars reconnut la faveur et la confiance du Roi, en faisant, l'année suivante, sa brillante campagne au delà du fleuve. On sait qu'elle débuta par la prise des lignes de Stolhofen (23 mai), opération qui fut menée avec une habileté, une prévoyance et une vigueur incomparables. Entré dans l'Empire, Villars poussa droit devant lui, dispersant les colonnes ennemies, rançonnant le pays, semant la terreur jusque sur le Danube [1]. A la fin de juin il avait dépassé Stuttgard de douze lieues, s'abouchait avec Charles XII, rêvait de lui donner la main et de marcher sur Vienne avec lui, lorsqu'il fut obligé de retourner en arrière : la situation s'aggravait en Flandre et en Italie ; la

[1] « Il me semble que le maréchal de Villars a bien vengé Votre Altesse Électorale du duc de Wirtemberg », écrivait Chamillart à Max-Emmanuel le 14 juin. A. M.

Cour, inquiète, rappelait sur la frontière l'aventureux maréchal et lui prenait une partie de ses troupes pour combler les vides de l'armée d'Italie. Villars obéit en frémissant et prit autour de Bruchsal des positions dans lesquelles il couvrait le passage du Rhin. C'est de là qu'il écrivit à madame de Maintenon la seule lettre [1] qui nous soit restée de l'année 1707; elle a trait à une affaire de famille :

Du camp de Bruchsal, 3 juillet 1707.

MADAME,

J'ai pris la liberté, en partant, de vous supplier d'être favorable à une sœur que j'ai religieuse à Vienne, depuis plus de trente ans; elle est, à une année près, de mon âge. J'espère que M. le cardinal de Noailles et le Père de la Chaise auront informé Sa Majesté des témoignages qui leur avoient été rendus, de sa conduite, par Mgr l'archevêque de Vienne. J'oserai ajouter, Madame, qu'elle a été élevée auprès d'une de mes tantes, dans une abbaye qui est depuis près deux siècles dans notre famille. Cette abbaye est composée uniquement de filles de condition, et pour servir d'exemple à toutes les maisons religieuses, dont aucune ne peut avoir une plus haute réputation de piété et de vertu. Je regarderai comme un très-sensible bonheur pour moi de voir cette sœur, que j'aime tant, abbesse de Chelles.

Le Roi récompense le gain des batailles : ne pourroit-il pas récompenser le succès des prières? Personne n'a plus envie de vaincre que moi, et personne ne prie avec plus de zèle que ma sœur pour le bonheur des armes de Sa Majesté.

[1] La Beaumelle, dans sa compilation sur madame de Maintenon, t. XIV, a donné deux billets, dont l'un aurait été écrit en mai 1706, après la prise de Haguenau et des lignes de Lauterbourg; l'autre, en 1707, après la prise de Stolhofen et l'invasion du Wurtemberg. Leur authenticité ne paraît pas à l'abri de tout soupçon.

Agnès de Villars était religieuse au couvent de Saint-André de Vienne; depuis vingt ans son frère sollicitait inutilement pour elle une abbaye; il s'était entre autres adressé au P. de la Chaise, le 24 août 1704, par une lettre écrite du Languedoc, aussitôt après ses grands succès sur les révoltés des Cévennes; il avait le droit de penser que l'un des instigateurs les plus écoutés de la révocation de l'Édit de Nantes, satisfait de la soumission des camisards, ferait accorder à la sœur du vainqueur « une grosse abbaye près de Paris ». Ses vœux ne furent pas exaucés alors. En 1707, il trouva des dispositions plus favorables; le 15 août, Agnès de Villars était nommée abbesse de Chelles, abbaye trop « grosse » et trop « près de Paris », pour qu'elle ait pu la garder toujours; elle dut la céder, en 1719, à Mademoiselle d'Orléans, fille du régent. La nouvelle abbesse fut intronisée le 17 septembre suivant, en présence de sa grand'mère, la duchesse d'Orléans, princesse Palatine, qui compara la cérémonie à celle du grand prêtre de Cybèle à l'Opéra. Mademoiselle d'Orléans, devenue Sœur Bathilde, n'édifia pas autant le couvent de Chelles que mademoiselle de Villars, si l'on en croit les indiscrétions de Saint-Simon, la chronique scandaleuse de Maurepas et les chansonniers anonymes. Quant à Agnès de Villars, elle se retira, avec une pension du Roi, chez les Bénédictines de la rue du Cherche-Midi, où elle mourut quatre ans après dans les pratiques de la plus haute dévotion.

Pendant que Villars maintenait la ligne du Rhin, les armées de Flandre et d'Italie avaient continué à ne pas

être heureuses. L'une avait été ramenée tout près de la frontière française, l'autre l'avait repassée et défendait péniblement les Alpes contre les entreprises du duc de Savoie.

Le Roi résolut, avant de reprendre la campagne, en 1708, de modifier l'organisation du commandement : le duc de Bourgogne fut désigné pour la Flandre, avec Vendôme; le Rhin fut confié à l'électeur de Bavière, avec Berwick; et Villars fut chargé de commander en Italie. Il lui en coûtait de quitter le terrain qu'il connaissait si bien et de laisser sa « chère armée » aux mains d'un prince qu'il considérait comme le mauvais génie de la France. Néanmoins, il obéit [1]. Il avait reçu l'ordre de s'emparer, chemin faisant, de la principauté de Neufchâtel, qui venait de se donner à l'électeur de Brandebourg, avec l'assentiment de la Suisse. Cette entreprise était fort dangereuse; tardivement décidée, d'un succès fort douteux, elle risquait, en outre, de jeter la Suisse dans la coalition. Villars s'étant rapidement rendu compte de ces inconvénients, en écrivit à madame de Maintenon, et obtint, par elle, que ce projet mal conçu fût abandonné.

La campagne contre le duc de Savoie, conduite dans les plus hautes montagnes du Dauphiné, débuta assez favorablement. Villars arrêta l'ennemi dans sa marche en avant, et l'empêcha de déboucher dans la vallée de l'Isère. Ce premier succès fit l'objet de la lettre suivante :

[1] Il essaya sans succès de faire revenir le Roi sur sa détermination. Comme toujours il se servit de l'intermédiaire de madame de Maintenon, et lui fit parvenir par Boufflers une lettre qui ne s'est pas retrouvée; il exhala sa mauvaise humeur dans une lettre à Chamillart. Voyez *Mémoires de Villars*, t. III.

Du 2 août 1708.

J'espère, Madame, que vous ne serez pas fâchée d'apprendre la bonne situation où notre diligente marche a mis les affaires du Roy sur ces frontières : nous avons, grâce à Dieu, paré le plus dangereux coup que nous pouvoit porter M. le duc de Savoie; s'il eût marché droit au Rhône, où ce prince avait des magasins et sa retraite toujours sûre par le Petit Saint-Bernard, il pouvoit encore nous mettre dans un grand désordre en coupant la vallée de Briançon; il est vrai que, dès que je me suis vu assuré d'un poste qui couvroit Chambéry et Barraux, j'envoyai ordre à M. d'Artagnan qui arrivoit de Provence de couvrir le Briançonnais; enfin, Madame, il ne faut encore nous vanter de rien; mais j'espère que Dieu me fera la grâce de me conduire de manière que cette grande armée navale d'Angleterre et de Hollande dans la Méditerranée, l'achat de six cents mulets pour M. le duc de Savoie, une armée de près de quarante mille hommes, un corps de cavalerie de plus de dix mille chevaux n'auront pas été d'une grande utilité aux ennemis; je ne dis pas que nous ne perdions rien du tout, mais s'il n'en coûte qu'un petit château, j'espère que Sa Majesté ne s'en plaindra pas. La lettre dont vous m'avez honoré me pénètre de joie, c'est par de telles bontés que l'on donne du courage.

La suite de la campagne ne fut pas aussi heureuse : malgré un assez brillant succès à Cézanne, le 11 août, Villars ne put empêcher la chute de Fénestrelles, de Pérouse, d'Exiles. Sa mauvaise humeur était grande, il s'en prenait à Chamillart, qu'il accusait de n'avoir pas voulu croire aux difficultés de la situation. Madame de Maintenon le consolait de son mieux, ses lettres sont malheureusement perdues : il ne reste de la correspondance

de cette période que la lettre suivante, écrite par Villars le lendemain du succès de Cézanne :

12 août 1708.

La dernière lettre dont il vous a plu de m'honorer, Madame, m'a rempli de courage et de confiance. Vous avez la bonté de me dire que Sa Majesté est contente de moi. Je sais, Madame, que je le sers, non seulement avec la plus vive ardeur, mais encore heureusement. Cependant, ni la dans dépêche dont Sa Majesté m'a honoré sur la première retraite de M. le duc de Savoye, ni dans celle de M. de Chamillart, je ne vois pas la moindre apparence de satisfaction de Sa Majesté. Le second coup de M. le duc de Savoye, que nous avons paré, coûtoit au Roi la moitié du Dauphiné, et cependant, comme M. de Chamillart a toujours voulu croire qu'il n'y avoit rien à craindre, ces services-là ne lui paraissent d'aucun mérite. L'action qui se passa hier est la plus brillante, la plus vive et la plus glorieuse pour la nation. Car, à la vue de M. le duc de Savoye, sous son armée en bataille dominant toutes les hauteurs, nous avons emporté deux petites villes, bien fermées de murailles, et passé une rivière défendue pas plusieurs bataillons des ennemis, et forcé leur armée de se retirer. Je marche à eux, et ferai tout ce qui sera humainement possible, mais je ne balancerai point du tout à vous dire, Madame, que les lettres et la conduite défiante de M. de Chamillart sont très-pénibles à un homme comme moi. S'il ne croit pas que je sache la guerre, il me fera plaisir d'en trouver quelque autre, dans le royaume. Je vous supplie très-humblement de ne lui en témoigner rien, quoiqu'il me soit très-aisé de faire voir clairement que l'État a été en grand péril de ces côtés-ci. Grâces à Dieu, tout va bien, on ne peut être plus content que je le suis des troupes; officiers et soldats, tout a fait des merveilles, et pour moi, Madame, je relis la dernière lettre dont vous m'avez honoré, pour n'avoir besoin d'aucune sorte de consolation.

Cependant les fautes et les désastres se succédaient à l'armée de Flandre : les indécisions du commandement, partagé entre le duc de Bourgogne, Vendôme, Berwick, avaient amené la confusion et l'anarchie; la défaite d'Oudenarde avait ouvert la frontière : Boufflers était assiégé dans Lille, que son courage ne devait pas sauver; le désarroi et l'inquiétude étaient grands à la Cour. Madame de Maintenon écrit à Villars pour lui demander conseil. Dans la pensée du maréchal, est-il besoin de le dire? le seul remède à la situation était sa nomination au commandement en chef de l'armée du Nord; l'écrire crûment, il n'osait; on va voir avec quel mélange de désintéressement et de calcul, de précision militaire et de hâblerie méridionale, tout en traçant, à grands traits, un plan de campagne dont chacun peut faire son profit, il laisse entendre qu'il est le seul en état d'en assurer l'exécution :

23 août 1708.

Je reçois, Madame, avec une parfaite satisfaction, la lettre dont il vous a plu de m'honorer. En vérité, Madame, je suis transporté des bontés que vous voulez bien me montrer, et toutes les expressions sont infiniment au-dessous des sentiments qu'elles m'inspirent.

Vous me faites l'honneur de me demander, Madame, ce que je pense sur les partis que l'on peut prendre en Flandre. Vous serez bien persuadée que depuis que j'ai su Lille investi, j'ai été vivement occupé de ce qui pouvoit être le plus convenable à l'intérêt du Roy. J'ai pensé à ce qu'on pouvoit attaquer, qui nous pût dédommager de la perte de Lille, et même dans l'espérance que la défense de M. le maréchal de Boufflers seroit assez longue pour revenir encore au secours de Lille, après

avoir pris ce qu'on attaqueroit, et je ne trouve qu'Oudenarde. Mais comme la prise de cette place mettroit l'ennemi dans une mauvaise situation, il ne faut pas douter que même avant qu'elle ne soit investie, il ne marche pour la protéger. Je trouve donc qu'il seroit plus avantageux d'obliger l'ennemi, qui laisseroit la circonvallation de Lille garnie, à venir donner un combat pour sauver Oudenarde, que d'aller l'attaquer dans ses retranchements. Premièrement, parce qu'on le trouveroit plus faible, puisque ses forces seroient en quelque manière partagées et que celles du Roy seroient réunies. En second lieu, parce que l'armée de Mgr le duc de Bourgogne, faisant la diligence possible pour arriver sous Oudenarde, auroit au moins vingt-quatre heures d'avance pour s'y placer, avantage d'une si grande conséquence à la guerre, qu'on ne sauroit trop chercher à se le procurer.

J'aurai donc l'honneur de vous dire, Madame, que mon premier objet eût été de marcher à Oudenarde, en faisant des ponts sur l'Escault pour la jonction de M. le maréchal de Berwick avec Mgr le duc de Bourgogne, de marcher tous ensemble sur Oudenarde, laissant seulement un corps de huit à dix mille hommes de l'autre côté de l'Escault. Mais tout cela a du être concerté d'avance, et même doit être exécuté présentement. Ma pensée est que l'ennemi ne souffriroit jamais la prise d'Oudenarde; car il est aisé de voir sur la carte qu'Oudenarde une fois pris, il n'a plus de retraite, et que pour le soutenir, il viendroit sans doute nous combattre avec le même désavantage que nous trouverons peut-être en l'allant chercher à Lille.

Voila donc quelle eût été ma première vue. Supposé qu'elle eût trouvé des difficultés que je n'imagine pas, je ne balancerai point à vous dire qu'il faut donner une bataille pour sauver Lille. La gloire des armes, celle de la nation nous y oblige plus que tout. Et c'est ici que la grande maxime de M. de Turenne a lieu : « Qu'il faut combattre pour sauver les places importantes »,

puisque si vous ne combattez pas pour les premières, il faut, malgré que l'on en ait, combattre pour les secondes. Sur cela, Madame, j'aurai l'honneur de vous dire que, prenant congé de Sa Majesté, je pris la liberté de lui dire, lorsqu'elle se promenoit dans les jardins de Versailles, que s'il y avoit une grande action en Flandre, j'osois me flatter que ses troupes m'y verroient avec joie arriver le matin de la bataille. Le Roy eut l'extrême bonté de me répondre que ce plaisir ne seroit pas pour les troupes seulement, mais pour d'autres aussi, et pour lui tout le premier. En vérité, Madame, je me flatte toujours que le Roi verra la campagne finir en ce pays-ci, et elle l'est (c'eût été sans aucune sorte de perte, sans la trahison avérée du commandant d'Exilles), je me flatte, dis-je, de recevoir un courrier de Sa Majesté qui m'ordonne de me rendre en Flandre. Je vous dirai bien naturellement, Madame, que ce seroit avec répugnauce que je prendrois l'ordre de M. de Vendôme; mais pour ces grandes journées, je le servirai comme aide de camp et j'ajouterai que pour une bataille, je croirois une aile très-bien menée par M. de Vendôme, l'autre par M. le maréchal de Berwick. Je le dis avec peine, mais je suis forcé de l'avouer, après ces généraux, ma confiance n'est point du tout entière pour la plupart de tout ce qui leur est subalterne. Je vois depuis longtemps, avec une véritable douleur, le peu de sujets que le Roy a dans un certain ordre.

Que Sa Majesté ait donc la bonté de voir à quoi je puis lui être utile. J'ai, grâces à Dieu, la meilleure santé du monde; les ennemis du Roy ont quelque sorte d'opinion pour moi, et je puis dire avec vérité que jusqu'à présent peut-être, je suis le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Peut-être aucun n'a vu tant de petites ni de grandes actions, et soit subalterne, soit général, grâces à la bonté de Dieu, j'ai toujours vu fuir les ennemis devant moi. M. le duc de Savoye, dans la dernière occasion, étoit en personne à la tête de son armée. S'il y a quelque vanité, Madame, dans ce que j'ai

l'honneur de vous dire, il y a au moins de la vérité, et je mets la vérité avant tout.

Enfin, je supplie Sa Majesté de compter sur mon zèle et sur une application vive et entière à tous ses intérêts. Si Elle pouvoit jetér les yeux sur les dépenses de ses armées, Elle y verroit mon économie et mon attention continuelle à ménager ses finances.

Voilà, Madame, une très-longue lettre, mais puisse-t-elle arriver assez à temps, pour que Sa Majesté puisse faire usage de ma bonne volonté! Elle est au plus haut point, ainsi que la parfaite vénération avec laquelle j'ai l'honneur de vous être dévoué.

Après avoir signé cette lettre, il semble que Villars ait craint de ne pas être suffisamment compris, et alors, de sa grosse et détestable écriture, il ajouta le post-scriptum suivant, sur la signification duquel il est impossible que madame de Maintenon se méprenne :

Permettez-moi de vous dire, Madame, que l'on croit quelquefois bon de faire tenir les cartes à celui qui joue heureusement, surtout si l'on a remarqué que la confiance que donne la fortune n'empêche pas une extrême précaution.

Quelques jours après, dévoré d'impatience, il revient à la charge et indique qu'il se contenterait de commander une aile :

Du 2 septembre 1708.

Je vois, Madame, par toutes les lettres qui nous arrivent de Flandre, que tout se prépare au secours de Lille, à la vérité un peu plus tard que l'on ne l'avoit espéré; il eût été à souhaiter que, prévoyant de bonne heure les desseins des ennemis, ou l'on eût traversé leurs préparatifs ou du moins marché plus tôt pour troubler le siége; le temps étant plus précieux que tout à la

guerre, puisqu'un ennemi prend des précautions en quinze jours qu'il ne pouvoit peut-être ni imaginer ni mettre en usage, s'il avoit moins de temps. Enfin, Madame, ce qui me donne de grandes espérances, c'est les forces prodigieuses que le Roy met ensemble et des meilleures troupes du royaume. Mon premier regret est de n'avoir pas l'honneur de commander celle des ailes de l'armée qu'il eût plu à M. le duc de Bourgogne et à M. de Vendôme de me confier, et j'aurai l'honneur de vous assurer que pour pouvoir être de quelque utilité à Sa Majesté dans une si grande occasion, j'aurois obéi à M. de Vendôme comme le moindre de ses aides de camp. Permettez-moi la liberté de vous dire, Madame, que je vous plains dans cette crise d'affaires plus que tout ce que je crois le plus à plaindre; la vivacité de votre attachement pour le Roy, pour l'État, vous donne des mouvements que le reste du monde ne connaît pas et qui prennent d'autant plus sur votre santé que vous commencez par les cacher au Roy et à tout ce qui vous approche. Dieu vous donne tous les bonheurs que vous méritez, mais surtout celui que vous méprisez le plus, c'est la santé...

P.-S. Je n'ai rien d'important, Madame, à me donner l'honneur de vous apprendre de ces pays-ci où les postes sont bien médiocres, mais où non-seulement le Roy n'auroit rien perdu, mais où les ennemis pouvoient beaucoup perdre, sans la trahison ou foiblesse de celui qui défendait Exilles, lequel a livré la place lorsque M. le duc de Savoie était forcé d'en lever le siége. Si j'en suis cru, il sera très-sévèrement puni [1]; je commence dès à présent, autant qu'il dépend de moi, à faire sentir aux officiers qui ont signé la capitulation l'indignité de leur conduite.

Les courriers mettaient longtemps alors pour se rendre de Briançon à Versailles, et ces lettres n'étaient pas encore

[1] M. de Laboulaye, le malheureux commandant d'Exilles, fut condamné à la dégradation et à la prison, mais Villars empêcha la confiscation de ses biens.

parvenues à madame de Maintenon lorsqu'elle écrivit de nouveau à Villars pour lui dépeindre la situation critique de l'armée de Flandre : cette lettre s'est conservée, et nous sommes heureux de pouvoir la donner tout entière :

12 septembre 1708.

Il y a bien longtemps, Monsieur, que j'ai envie d'avoir l'honneur de vous écrire, mais j'ai été dans un si grand abattement depuis que notre armée s'est mise en marche pour le secours de Lille, que je vous avoue que je n'en ai pas eu le courage, et que je remettais toujours à me réjouir ou à m'affliger avec vous, quand nous verrions cette grande affaire décidée. Elle tire si fort en longueur que je ne puis plus attendre, et je pense trop souvent à vous pour ne vous le pas dire. Ce n'est pas à moi à raisonner sur ce qui se passe en Flandre, je vous en crois instruit, quoique vous en soyez loin. Il paraît que l'on a perdu un temps qui ne peut se recouvrer. La diversité des sentiments a tout gâté, et la pluralité des généraux n'est pas bonne. M. le duc de Bourgogne est bien à plaindre de commencer par quelque chose de si difficile, et de se trouver tiraillé entre tant de gens qui, je le crois, ont tous bonne intention, mais qui voient différemment. M. le maréchal de Boufflers fait, à ce qu'on dit, tout ce qui est possible, et ne paraît pas encore bien pressé. Il faudroit un miracle pour que Lille fût secourue. Cette grande affaire, Monsieur, qui fait toute notre attention, ne peut faire oublier au Roy ni aux honnêtes gens que vous avez sauvé le Dauphiné. Sans vous, toutes mes inquiétudes n'auroient pas été pour la Flandre seulement. Vous m'avez écrit, il y a longtemps, que le Roy en serait quitte avec M. de Savoye pour deux châteaux, et vous auriez encore mieux fait que vous ne le promettiez sans la trahison du commandant d'Exilles. Je suis bien en peine de votre conscience par rapport à cet homme-là, car je doute que vous lui pardonniez jamais. Vous m'avez attiré un remercìment de

M. d'Artagnan. Je voudrais que les officiers qui servent avec vous sussent les témoignages que vous leur rendez près du Roy, pendant que les autres généraux se plaignent souvent de ceux qui sont avec eux. Si on vous connaissoit autant que moi, on vous aimeroit beaucoup. Vous avez trop de bonté de penser à ma santé. Elle est souvent attaquée, mais jusqu'ici elle se soutient. Je suis bien véritablement, Monsieur, votre très-humble et très-obéissante servante.

On regrette, en lisant ces lignes si sobres, si justes et si bien tournées, que toutes les lettres antérieures aient disparu. Celle-là, du moins, peut justifier Villars du reproche que lui a adressé Saint-Simon, de se faire valoir à l'aide et aux dépens de ses subordonnés. M. d'Artagnan, qui fut, depuis, le maréchal de Montesquiou, est un des officiers que Saint-Simon a le plus opposés à Villars, jusqu'à en faire le vainqueur méconnu de Denain : on voit déjà, et on verra encore mieux par la suite, avec quelle réserve ces jugements doivent être accueillis [1].

Nous n'avons pas la réponse de madame de Maintenon à la lettre de Villars du 23 août. On peut en deviner le sens. Madame de Maintenon désirait voir appeler Villars en Flandre, moins par intérêt pour lui que par amour du bien public ; l'armée était du même avis, et son instinct ne la trompait pas. Le Roi se laissa facilement persuader ; aus-

[1] Voici les termes mêmes d'une lettre de Villars au Roi, datée du 12 août 1708 : « Votre Majesté aura vu dans ma dernière dépêche à M. de Chamillart combien j'avois lieu de me louer des diligences de M. d'Artagnan pour soutenir les passages qui coupoient la petite route de Briançon, que le chevalier de Sors, lieutenant-colonel de Vexin, le sieur de Bettens, commandant de Castellas, avoient défendu avec beaucoup de fermeté des postes que les ennemis avoient attaqués ; il est bien certain que ce second objet de M. le duc de Savoye étoit des plus dangereux. » (Min. orig. P. V.)

sitôt la frontière des Alpes fermée par la chute des premières neiges, il s'empressa de mander Villars à la Cour et lui donna le commandement qu'il désirait.

Les années qui suivent sont les années justement célèbres de la vie de Villars : il aura la rare bonne fortune de sauver son pays, dans une des crises les plus périlleuses qu'il ait traversées, alors qu'il avait à lutter contre la coalition européenne avec un trésor vide, un commerce ruiné, des ressources épuisées. Sans rien diminuer de sa gloire, il est permis de se demander si Villars eût obtenu les mêmes succès s'il n'avait trouvé dans l'armée, à un aussi haut degré, l'esprit de sacrifice et le sentiment de l'honneur professionnel, s'il n'avait surtout senti derrière lui l'inébranlable fermeté de Louis XIV, s'il n'avait enfin deviné près du Roi la protection bienveillante, la raison consommée, l'activité discrète et vigilante de madame de Maintenon.

CHAPITRE VI

VILLARS ET MADAME DE MAINTENON.

Campagne de 1709. — Disette et misère de l'armée.— Activité de Villars. — Bataille de Malplaquet. — Villars, blessé, est porté à Versailles. — Attentions et faveurs du Roi. — Campagne de 1710. — Marlborough et Eugène prennent Douai, Béthune, Aire et Saint-Venant. — Villars retarde leur marche. — Va aux eaux de Bourbonne. — Campagne de 1711. — Villars veut prendre l'offensive. — Le Roi refuse. — Marlborough force les lignes, assiége et prend Bouchain. — Indécision de Villars, son mécontentement. — Marlborough retourne en Angleterre.

Le 15 mars 1709, le maréchal de Villars reçut du roi Louis XIV les lettres patentes qui le nommaient au commandement de l'armée de Flandre. Trois jours après, il était à Cambrai, se mettant résolûment à l'œuvre ; la tâche qu'il avait assumée était des plus périlleuses : aux rigueurs d'un hiver exceptionnel avaient succédé des pluies diluviennes qui rendaient les chemins impraticables ; la misère, la disette, qui désolaient tout le royaume, se faisaient plus cruellement encore sentir à l'armée. Les souffrances du soldat et de l'officier subalterne étaient indescriptibles. Néanmoins, les effectifs étaient complets et le moral excellent ; mais, sans argent, sans vivres et sans moyens de transport, l'armée était condamnée à l'immobilité et à l'impuissance. Saint-Simon a accusé Villars d'avoir caché cette situation, d'avoir trompé la Cour par ses fanfaronnades, d'avoir ainsi contribué à la continuation d'une

guerre mal engagée, d'avoir hésité à combattre pour dissimuler ses mensonges, et finalement mis au pied du mur, de s'être fait battre par sa faute et d'avoir exposé le pays à des périls qui auraient entraîné sa perte si le maréchal de Montesquiou n'avait gagné, malgré lui, la bataille de Denain. En cette circonstance, comme en tant d'autres, le grand écrivain s'est laissé aveugler par la haine mesquine qu'il avait vouée à Villars, comme s'il n'avait pu lui pardonner d'avoir acheté au péril de sa vie et par des actions d'éclat les distinctions qu'il ne devait, lui, qu'aux subalternes services de cour rendus par son père à Louis XIII. Tout le roman s'évanouit devant l'histoire authentique. La correspondance de Villars montre, au contraire, avec quelle sincérité, quelle prudence, quelle activité, le maréchal se rend compte de tout et rend compte de tout à la Cour, sans illusion comme sans faiblesse. Mais, en chef avisé, voulant donner le change à l'ennemi et ne pas alarmer un pays découragé, il réserve ses confidences pour le Roi, le ministre et madame de Maintenon, « aux autres, dit-il lui-même, je me fais tout blanc de mon épée et de mes farines », annonçant l'arrivée de convois imaginaires et de millions supposés, affectant la gaieté et la confiance, alors qu'il « passait de mauvaises nuits » dans l'inquiétude et l'angoisse. « Nous sommes dans les dernières extrémités, écrit-il, le 4 juillet, à Chamillart, je ne puis former aucun projet, même de défensive » ; et à Torcy, le négociateur futur de la Haye : « Je crois la paix nécessaire ; qu'elle ne soit qu'un peu chère, elle sera bonne. » Mais tout en conseillant la paix, Villars préparait avec la dernière énergie

la reprise de la campagne, et lorsque les conditions humiliantes exigées par la coalition lui furent connues, il les repoussa avec indignation et fut le premier à conseiller au Roi un suprême effort qu'il se sentait en mesure de tenter avec honneur.

La correspondance de Villars avec madame de Maintenon pendant l'année 1709, qui s'est conservée presque en entier, offre comme un résumé de toutes ces péripéties émouvantes; elle contient aussi la preuve que tout en apportant aux affaires publiques une activité infatigable, Villars n'oubliait pas ses intérêts privés et continuait à en confier la soin à sa protectrice.

A Tournay, le 3 avril 1709.

MADAME,

J'apprends par plusieurs lettres que M. le duc d'Estrées est très-mal; j'ose me flatter, Madame, de l'honneur de votre protection. Je ne prends pas la liberté de demander son gouvernement à Sa Majesté, ne voulant pas l'importuner dans un temps où Elle me fait l'honneur de me charger de la plus importante affaire de l'État; mais, Madame, si vous avez cette bonté, vous pouvez dire avec vérité que de tous ceux qui ont l'honneur de servir Sa Majesté dans les mêmes emplois que celui dont Elle m'honore, aucun assurément ne lui a été moins à charge, et j'en compterois plusieurs qui ont coûté au Roy des sommes si prodigieuses au delà des secours que Sa Majesté a bien voulu me donner, que vous en seriez étonnée. Cependant, Madame, j'ai toujours soutenu une très grande dépense. Je ne suis cependant pas ruiné, mais je ne saurois imaginer que le désordre et la dissipation puissent être un mérite auprès du Roy.

Je dois avoir l'honneur de vous dire, Madame, que je trouve les troupes, généralement parlant, dans un état bien différent de ce

que l'on publie à la cour de Paris, et j'ose vous assurer, Madame, que le Roy aura une bonne armée à opposer aux ennemis; et si leur orgueil les aveugle au point de ne pas vouloir une paix, non seulement raisonnable, mais avantageuse pour eux, j'espère que Dieu me fera la grâce de contribuer à les punir. Il faut, Madame, ne rien négliger pour envoyer les fonds nécessaires pour payer la solde des troupes et des officiers; enfin, Madame, c'est une dépense de trois à quatre mois, car, avant ce temps-là, ou la paix sera faite, ou une grande action nous délivrera, s'il plaît au Seigneur, de l'oppression. Je suis inquiet pour les vivres; du reste, je trouve dans les troupes les sentiments qu'elles m'ont toujours montrés et je suis sûr qu'elles feront voir leur ancienne ardeur; j'ose me flatter, Madame, que vous êtes persuadée de la mienne, aussi bien que du profond respect, etc.

P. S. J'ai eu l'honneur de vous dire, Madame, qu'en passant à Lyon, M. le cardinal de Bouillon me vint voir, quoique je n'eusse pas beaucoup l'honneur d'être connu de lui. Il m'a fait prier en dernier lieu de supplier Sa Majesté, si je croyois le pouvoir faire, que pourvu qu'il n'approchât point de la cour, ni de Paris de quinze lieues, il regarderoit comme une grâce aussi nécessaire qu'agréable, de pouvoir aller librement dans le royaume, dans les lieux où ses affaires, ou bien sa santé, l'exigeroient. Pardonnez-moi la liberté, Madame, d'oser vous en parler, il me semble que c'est lui en donner une dont la plus grande partie lui avoit déjà été accordée.

En écrivant à Chamillart, le même jour, Villars parle aussi de son désir d'avoir la survivance du gouvernement du duc d'Estrées, et il fait observer que son cousin, le maréchal d'Estrées, ayant déjà un gouvernement de 50,000 livres de rente, il ne croit pas lui faire tort. Quant au cardinal de Bouillon, il était en disgrâce depuis

plus de vingt ans, exilé en province, et ne pouvait se consoler d'être éloigné de Versailles; il était, pour le moment, retiré à l'abbaye des Bénédictines de la Claire, près de Lyon, et avait rencontré Villars revenant de l'armée d'Italie; il était resté en correspondance avec lui. Nous avons plusieurs de ses lettres, une entre autres du 13 mai, où il recommande au maréchal son abbaye de Saint-Waast d'Arras, dont les biens, situés près de Lille, souffrent de la guerre, et qui ne peut plus « le secourir dans ses pressants besoins », quoiqu'elle ait été jusque-là « sa mère nourricière ». J'ignore si Villars put faire restituer au cardinal une partie de ses revenus, mais il ne fut pas heureux dans sa tentative pour faire adoucir la sévérité de son exil. Madame de Maintenon lui répondit en effet, courrier par courrier :

8 avril 1709.

Voulez-vous toujours m'écrire en cérémonie, Monsieur le maréchal? Si vous continuez, je saurai bien aussi vous rendre le respect qui vous est dû.

M. le duc d'Estrées n'est point mort; ainsi, je n'ai rien à répondre sur le premier article de votre lettre.

Il n'y a que de vous, Monsieur, que l'on tire quelque consolation. Vous nous faites envisager que nous aurons une armée; elle sera conduite par vous, et peut-être est-ce le point où Dieu a voulu nous conduire, pour montrer les révolutions qu'il sait faire quand il lui plaît.

Cependant nous joignons maintenant, au malheur de la guerre, la crainte de la famine et d'un scorbut à l'Hôtel-Dieu et aux Invalides, qui nous annoncent la peste. Il faudroit votre courage pour supporter de tels maux.

Le Roi presse le plus qu'il peut pour qu'on envoie de l'argent,

et il me paraît que M. Desmaretz cherche toutes sortes d'expédients pour en avoir. On vous aura bien mandé que la flotte est arrivée riche de plus de 20 millions pour la France. Je voudrois bien que nous puissions mettre la main dessus.

Ne vous mêlez point dans les affaires du cardinal de Bouillon. C'est un homme qui déplaît au Roi, et avec beaucoup de raison, et comme de mon consentement vous ne lui déplairez jamais, je ne lui ai pas dit un mot de cet article de votre lettre. Adieu, Monsieur le maréchal, la crainte de me retrouver en 1694 ne me met pas de belle humeur, mais je n'en suis pas moins votre très humble et très obéissante servante.

Villars se le tint pour dit et ne reparla plus du cardinal. Cependant, le mois suivant, Torcy recevait du Roi l'ordre de permettre au cardinal de s'approcher de la Cour de trente lieues. Saint-Simon, qui rapporte le fait, s'étonne que le Roi ait eu ce mouvement sans que personne lui en eût parlé. Il est probable que madame de Maintenon avait fait, en son propre nom, la commission dont Villars s'était chargé. Les vingt millions venaient de Lima et étaient arrivés à Saint-Malo; ils étaient destinés à des négociants français. On discutait la question de savoir si le Roi pouvait légitimement se les approprier contre des billets, et les appliquer aux besoins de l'armée. Villars insista vivement pour qu'on fît cet emprunt forcé.

A Tournay, le 15 avril 1709.

La dernière lettre, Madame, dont vous avez bien voulu m'honorer, redouble mes peines par toutes celles que vous souffrez de l'état actuel des affaires. Il est certain que les craintes de voir manquer les bleds, n'est pas le moindre de nos malheurs, celui-là seul, auquel la bonté et l'application de Sa Majesté ne

peuvent remédier, la portera plus qu'aucune raison à désirer une paix que la pitié pour ses peuples lui fait paraître bien nécessaire, puisque la guerre nous ôte tous les moyens de faire venir des grains des pays étrangers, où la famine est cependant presque aussi redoutée qu'en France.

Mais si l'orgueil et l'impiété des ennemis leur fait mépriser ce nouveau fléau de Dieu, et les porte à oublier leurs propres malheurs, pour augmenter les nôtres, il faut espérer que Dieu ne nous abandonnera pas.

Je dois vous rendre mille très humbles grâces de la bonté que vous avez de vouloir espérer que je pourrois contribuer à une révolution. J'oserois me flatter qu'elle seroit entière si Dieu nous donnoit un avantage sur les ennemis; nous aurons une armée, Madame, et je me flatte que nous trouverons dans nos troupes une ardeur qui jusques à présent ne les a point abandonnées dans les actions où je me suis trouvé, mais il faut les nourrir, ces troupes, et je ne puis ni ne dois vous cacher qu'il n'y a encore aucune sorte de magasin assuré, ni pour les places, ni pour l'armée.

Vous me faites l'honneur de me parler de 20 millions arrivés en dernier lieu, et vous dites que vous voudriez bien que l'on pût mettre la main dessus; qui en peut empêcher? Voici le temps, Madame, où l'on ne doit omettre aucune sorte de remède, la vaisselle d'argent, s'il ne reste encore quelque argenterie dans les églises; enfin, rien n'est précieux au point de nourrir les hommes qui doivent combattre pour le salut de l'État.

La réponse de madame de Maintenon ne se fit pas attendre.

A Saint-Cyr, le 25 avril 1709.

C'est par discrétion, Monsieur, que je n'ai pas répondu plus tôt à votre lettre du 15 de ce mois; j'ai su que vous étiez malade d'un grand rhume, je comprens que vous avez bien des lettres

à dicter, beaucoup de choses à faire et peu de temps à perdre; croyez une fois pour toutes que si mes lettres pouvoient vous être agréables, vous n'en manqueriez point et que je croirois même faire une très bonne œuvre, en aidant par le moindre endroit celui qui soutient présentement toutes nos espérances.

Par tout ce qui me revient, il paroît que nous ne devons pas espérer la paix; nous en saurons dans deux jours davantage; la rareté du bled nous fait encore plus de mal que la guerre. Et ce que nos ennemis souffrent là-dessus n'est point une consolation pour nous.

J'avois oüy dire qu'on vous envoyeroit pour votre part 4 millions en piastres arrivés sur la dernière flotte, mais on me dit hier qu'il falloit façonner cette monnoye et que vous ne l'auriez qu'au commencement de mai, cependant les troupes souffrent de ces retardemens.

M. Desmaretz ne peut goûter la ressource de la vaisselle d'argent; il est persuadé qu'elle n'iroit pas si loin qu'on pense, qu'elle feroit beaucoup de bruit et de peine et qu'il faudroit plus de quatre mois pour la réduire en monnoye; l'argenterie des églises ne pourroit être mieux employée qu'à secourir ceux qui protégent l'Église, mais elle est bien moins considérable qu'elle ne le paroît, ce n'est, la plupart du temps, qu'une feuille d'argent sur du bois.

M. le maréchal d'Harcourt a peine à partir sans se voir assuré de sa subsistance, et il est difficile d'y voir bien clair dans ce temps ici.

Je sèche de déplaisir de tout ce que je vois et du peu de ressource que le Roy trouve, ce ne sont pas des matières qu'on doive traiter dans une lettre.

M. de Besons part au premier jour, le duc de Noailles partira le premier de mai, je ne crois pas que le M. duc d'Orléans parte sitôt.

La santé de M le maréchal de Boufflers ne se rétablit point,

ce dont je suis très fâchée; il sert pourtant son quartier avec un peu d'aide dans les promenades.

Vous n'avez pas besoin d'être excité, Monsieur le Maréchal, vous voyez l'importance de l'ouvrage qui est entre vos mains, il n'y a qu'à prier Dieu de combattre avec vous. Je ne crois pas non plus que je doive finir par des protestations. Il me semble que vous connaissez mon cœur.

La matière que madame de Maintenon n'ose traiter dans une lettre est sans doute l'inquiétude que lui cause l'état d'esprit dans lequel était Chamillart. Le ministre était épuisé de fatigue; brisé par les angoisses morales et le labeur physique, obsédé par les réclamations quotidiennes de Villars, impuissant à lui faire parvenir les subsistances indispensables, il était vaincu par une tâche au-dessus de ses forces. Cependant, les chances de paix diminuaient chaque jour, malgré la modération de Louis XIV. Torcy était parti pour la Haye porteur de concessions suprêmes et inutiles. Villars, ne pouvant rien obtenir par correspondance, vint à Marly : deux conseils de guerre furent tenus par le Roi avec lui, Harcourt, Boufflers, Chamillart et Desmarets, en présence du Dauphin et du duc de Bourgogne. Le ministre de la guerre y fut très-malmené et de ce jour-là, sans doute, son changement fut décidé. Villars, au contraire, sortit de cette réunion solennelle avec plus de force et d'autorité; un plan de campagne très-étudié qu'il avait rédigé fut discuté avec soin, quelques mesures furent prises pour lui procurer des ressources, et surtout il semble qu'une certaine latitude lui ait été accordée pour s'en créer lui-même. De retour à son quartier général, il

redoubla d'activité et d'initiative, écrivant directement aux intendants des provinces, réquisitionnant les vivres et les fourrages, stimulant le zèle des gentilshommes et des volontaires, communiquant à tous l'ardeur dont il se sentait animé depuis que la guerre lui apparaissait comme inévitable. Dès la fin de mai, il se croyait en état de pouvoir manœuvrer et l'annonçait à madame de Maintenon :

A Douai, le 24 mai 1709.

Il y a quatre jours, Madame, que je ne me flattois pas de pouvoir mettre l'armée du Roy en campagne, et j'étois forcé de penser sur notre misère comme nos ennemis et comme l'on pense à la Cour et à Paris. J'ai été si outré de ne me voir que pour trois jours de subsistances et de pouvoir craindre que toutes les forces des ennemis, qui sont en marche, ne pussent entrer sans nul obstacle dans le royaume, que j'ai forcé nature : j'ai donc fait prendre d'autorité dans toutes les villes d'Artois et de Flandres, neuf à dix mille sacs de grain : on a travaillé jour et nuit à les faire moudre, et enfin j'espère marcher lundi prochain avec soixante bataillons pour occuper les premiers postes, et le reste suivra successivement, suivant le mouvement des ennemis.

M. de Bernières[1] revient d'une conférence avec deux députés hollandois ; ces messieurs lui ont dit que le dessein de leurs généraux étoit d'entrer dans le royaume. Il leur a assuré que je chercherois une bataille ; leurs derniers bonheurs et leur supériorité en nombre de troupes les flatte ; j'espère que Dieu me fera la grâce de rabattre leur orgueil; du pain, de l'argent, tout nous manque, hors le courage et une très vive ardeur de bien servir le Roy et l'État.

[1] Intendant de l'armée de Flandre.

Madame de Maintenon s'empressa de féliciter Villars de ces résultats en lui écrivant la belle lettre qui suit :

26 may 1709.

Quand je pourrois douter de ce que vous dites, Monsieur (ce qui ne m'arrivera pas), nous savons assez d'ailleurs l'extrémité où vous vous trouvez, et avec quelle activité vous vous êtes mis en état de subsister quelques jours. Je vis, il y quelque temps, une lettre de M. de Tarneau qui mandoit à madame d'O les peines utiles que vous vous donnez, et votre prodigieux travail; il auroit écrit tout de même le contraire.

M. le prince Eugène dit hautement à la Haye qu'il entrera en France; comme rien n'échappe à mes craintes, mon inquiétude est qu'il ne se mette entre vous et nous. Je n'ai osé confier ma pensée qu'à mon ami, M. le maréchal de Boufflers, ayant peur que ce ne fût une sottise, mais il m'a dit que ce n'en étoit point une, et que ce seroit le plus grand malheur qui pourroit nous arriver.

Mon espérance est en Dieu et en vous, qui ne vous laisserez pas surprendre et qui ne pouvez être accablé que par le nombre; au reste, je ne cesse de persécuter le Roy, M. de Chamillart et M. Desmaretz, pour votre subsistance.

Nos maréchaux de France sont persuadés que si le Roy étoit bien servi, nous pourrions encore soutenir la guerre : ils ont, Monsieur, une très grande opinion de vous.

Nous eûmes encore hier un courrier de M. de Torcy; on croit toujours qu'on va apprendre la conclusion de la paix ou la continuation de la guerre, et ce n'est ni l'un ni l'autre; car, plus on accorde aux ennemis, plus ils demandent; ainsi, il faut de nouveaux ordres et de nouveaux courriers. Vous jugez bien, Monsieur, de ce que coûtent au Roy les sacrifices qu'il fait. Dieu veuille que sa santé n'en soit point altérée, vous souscrirez à ce souhait.

Ce sont de grandes extrémités de manquer d'argent et de pain,

il faut bien céder, quand Dieu se déclare aussi visiblement contre nous.

M. de Listenois, en me disant adieu, m'a prié, Monsieur, de vous le recommander; vous connoissez sa naissance, son courage et sa bonne volonté; il auroit besoin de se faire nommer en bien après la ridicule aventure qui lui est arrivée.

Le maréchal d'Harcourt est enfin parti aujourd'hui, après avoir obtenu quelques secours, à force de presser tout le monde.

Il n'est question ici que de pain, M. Demaretz a donné des ordres pour en faire venir de tous cotés; on croit pourtant que la récolte sera meilleure qu'ón ne le pensoit.

On vous croit, à Saint-Cyr, un saint; je voudrois que cela fût vrai, afin d'attirer sur vous la bénédiction de Dieu.

A Saint-Cyr, le 29 mai 1709.

Pardonnez la liberté que je prens, Monsieur, de vous faire une recommandation pour un gentilhomme qui a épousé une demoiselle de Saint-Cyr, qui étoit depuis quatre ans auprès de moi; la lettre qu'il m'écrit pour m'en demander une pour vous explique mieux son état que je ne le pourrois faire; nous sommes accablés de tous côtés et de toute sorte de misère, vous êtes généreux et vous avez de la bonté pour moi, ainsi je ne puis douter que vous ne fassiez le mieux ou le moins mal que vous pourrez.

Le beau langage de madame de Maintenon, la confiance qu'elle témoignait à Villars, le tableau qu'elle lui faisait des angoisses du Roi, tout était de nature à exalter son courage; il répondit avec résolution :

Au camp de Lens, le 29 mai 1709.

Je vois, Madame, avec la plus sensible peine toute celle que vous souffrez de la situation actuelle des affaires, j'aurai l'honneur de vous donner quelque soulagement sur une partie de celles dont le Roy me fait l'honneur de me charger : je

m'assure des vivres, et quoique tous ceux sur lesquels je comptois en partant de Marly m'aient manqué, j'en ai trouvé de nouveaux et j'en ai jusqu'au 10 juillet. Quant aux fourrages, par l'économie que j'ai pratiquée depuis près d'un mois, et par les ordres que j'ai donnés de mettre toute la cavalerie au verd, dans des quartiers à deux journées au plus du rendez-vous général, non seulement j'en aurai autant que les ennemis, mais j'épargne tous les jours près de 100,000 francs au Roy.

Dieu veuille, Madame, que je puisse soulager non seulement ses finances, comme j'en ai déjà eu le bonheur quelquefois, mais les soins dont un si grand et si bon Roy est cruellement travaillé, et qu'il ait autant de bonté pour moi que nous lui en avons vu pour ceux qui le servoient plus mal.

L'on trouvera dans les troupes le zèle et l'ardeur qu'elles doivent à leur maître et à leur patrie, et en moi, s'il plaît à Dieu, les sentiments que vous me faites l'honneur de me souhaiter dans la conjoncture présente.

Je suis très redevable aux dames de Saint-Cyr, de l'opinion qu'elles veulent bien avoir de ma sainteté; je voudrois bien qu'elle fût fondée, puisque j'aurois pour mon salut et celui de l'État toutes les qualités nécessaires; quand je parle de mon salut, permettez-moi de me compter avant l'État; quand il ne sera question que de ma vie, je la mettrai à sa place, par rapport à ce que je dois au Roy et à mon pays. J'oserai toujours, Madame, me flatter de vos bontés que je mérite, par le profond respect et la parfaite vénération avec laquelle j'ai l'honneur de vous être dévoué.

Les ennemis n'iront point en France, Madame, et j'espère me conduire de manière, avec l'aide de Dieu, que je réprimerai leur orgueil.

Torcy, revenant de la Haye, avec le dernier mot de la coalition, avait donné rendez-vous à Villars, à Douai, et

passa avec lui la journée du 31 mai. Il lui fit connaître les dures conditions de l'ennemi : reddition des places frontières, restitution de l'Alsace, déchéance de Philippe V, enfin toutes les humiliations et tous les sacrifices que la coalition exigeait de Louis XIV. Villars ne put contenir son indignation, et, préjugeant l'opinion du Roi, il lui adressa par Torcy une très-belle lettre [1], dans laquelle, après avoir démontré en quelques lignes l'inutilité et le danger des concessions demandées, il affirma qu'il était en état de combattre et traça, à grands traits, un exposé des mesures à prendre immédiatement pour entrer en campagne. La réponse du Roi, datée du 3 juin, est simple et digne. Il approuve Villars d'avoir compris qu'il ne pourrait accepter des conditions aussi fatales à la France, et lui donne ses instructions pour l'ouverture des hostilités.

Cette lettre fut suivie d'un billet de madame de Maintenon [2] :

A Saint-Cir, ce 6 juin 1709.

Nous ne parlons plus que de guerre, et il me parait que tout le monde s'anime pour trouver de l'argent ; chaqun offre sa vaisselle, nous verrons ceux qui la donneront les premiers ; vous croyés bien, Monsieur, que notre maréchal de Boufflers ne sera pas le dernier. M. des Maretz me paroit bien occupé de vous envoyer des bleds. On conte beaucoup sur la Bretagne. On dispute souvent s'il faut une bataille ou s'il n'en faut pas : je suis bien en repos là-dessus, quand je pense à ce que vous m'en avez dit ; Dieu veuille que vous soiés bien secondé !

[1] Imprimée dans les *Mémoires de Villars*, t. III, Appendice ; la réponse du Roi se trouve dans Pelet, t. IX, p. 24.

[2] Original autographe P. V. Nous en respectons l'orthographe.

Je prends la liberté, Monsieur, de vous recommander M. le conte de Lisle, frère de mon amy M. l'Evesque de Chartres : j'en entens dire du bien à tous les généraux sous lesquels il a servi; il y a très longtemps qu'il sert, et il avance si peu que sa santé succombe avant d'avoir la moindre fortune : il n'est pas le seul dans ce cas, et l'on n'en voit que trop de rebuttés.

Vous allez avoir de grandes affaires sur les bras, Dieu veuille vous protéger dans la bonne cause que vous soutenez : je souhaitte plus que personne que nous soions heureux, et que nous le soions par vous.

Encouragé par ce langage, par les expressions encore plus bienveillantes du Roi et du ministre, Villars pensa que le moment était bien choisi pour demander une faveur. Il écrivit à madame de Maintenon qu'ayant à combattre des généraux tels que Marlborough et Eugène, revêtus de toutes les dignités et des plus grandes charges de leurs cours, il se sentirait plus fort s'il recevait quelque grâce du Roi, et qu'inférieur à ses rivaux sous le rapport des effectifs et des subsistances, il trouverait raisonnable d'être fait leur égal en dignités. La charge de premier gentilhomme de la Chambre était vacante par la mort du duc de la Trémoïlle, il la demanda. Le Roi répondit lui-même qu'il en avait assuré la survivance au fils du duc, au prince de Tarente. Villars demanda alors la pairie, « pour lui porter bonheur au début de la campagne », de même que « le duché lui avait porté bonheur » pour la campagne de 1705. Il rappela même à Chamillart le désir et le besoin qu'il avait d'un « bon » gouvernement. A ces demandes importunes, le Roi fit la sourde oreille, et madame de Maintenon répondit par une leçon dont on admirera tout à l'heure

la parfaite mesure et le bon goût. Entre temps, la disgrâce définitive de Chamillart était survenue, et Voysin avait été appelé à le remplacer. Voysin était fort des amis de madame de Maintenon, qui avait contribué à sa nomination et attachait un grand prix à ce que Villars, l'ami de Chamillart, lui fît un bon accueil. La correspondance du mois de juin roule sur ces divers sujets, et s'occupe aussi du prétendant Jacques III, qui, sous le nom de chevalier de Saint-Georges, avait voulu suivre les opérations de l'armée de Villars. Nous la reproduisons sans autre commentaire.

Du camp de Lens, le 6 juin 1709.

J'avois pris la liberté de vous demander, Madame, l'honneur de votre protection pour la charge de premier gentilhomme de la Chambre. Le Roy me fait l'honneur de me mander qu'il en a honoré M. le prince de Tarente; je vous assure, Madame, que c'eût été fort bien de la vendre bien cher dans la conjoncture présente, car le Roy a plus besoin d'argent que de gentilhomme de la Chambre.

Je n'ai pas voulu, Madame, lorsque le Roy m'a honoré de la plus grande et de la plus difficile commission qu'il puisse donner dans le royaume, qu'il fût dit que je lui demandasse la moindre grâce, et je n'aurois pas pris la liberté de lui parler de celle de premier gentilhomme de la Chambre, si l'on ne m'eût écrit que trente personnes la demandoient.

J'ose vous dire, Madame, que si je n'avois pas été en ces pays-ci, l'armée du Roy se seroit peut-être dissipée, faute de pain. J'ay pris la liberté de mander à Sa Majesté le 22 mai, que je n'avois que deux mille huit cents sacs de farine, c'est-à-dire moins de trois jours de subsistance pour son armée.

J'ay rassemblé les intendans, dont le zèle et l'industrie étoient à bout, pour avoir nourri les troupes tout l'hiver sans le secours

du munitionnaire, et en un mot, malgré toutes représentations, j'ai levé d'autorité ce qu'il faut pour vivre un mois et mettre l'armée du Roy en campagne.

Il ne faut pas toujours faire tant d'honneur à l'homme que de croire que la seule gloire le mène; cependant ces sentiments fortifiés de mon zèle et ma fidélité pour le Roy, me soutiendront toujours; mais quand on songe à toutes les charges, dignités, biens, honneurs que le Roy a donnés à tant de maréchaux de France qu'il a été obligé d'ôter du service!

Sur tous ces discours, Madame, qui sentent l'ambition, les Dames de Saint-Cyr ne me croiront plus si dévot; je ne me donne pas pour tel, je me recommande pourtant bien à Dieu et à vous aussi, et j'ose vous demander un peu de reflexion sur les vues d'ambition et d'élévation, et le bonheur des deux généraux que j'ai devant moi. Voulez-vous que je leur dispute de fortune? Quelque chose, Madame, pour m'égayer un peu le cœur qui ne laisse pas d'être parfois contristé! en vérité, Madame, c'est moins par ambition que pour me mettre en bonheur. L'on ne vous mandera pas que je paroisse triste à l'armée, et j'ai appris à nos troupes la noble, juste et sage résolution que le Roy avoit prise, d'une manière à réveiller l'ardeur; la mienne sera toujours conforme à mes devoirs, aussi bien que le profond respect et la parfaite vénération avec laquelle, etc.

A Marly, ce 14 juin.

Je viens de voir un moment M. de Bernières, il chante vos louanges; Dieu veuille, Monsieur, que vous soyez aussi heureux que vous mérités de l'estre. Vous faittes bonne mine et vous avez grande raison, mais vous sentés le poid de la plus importante et de la plus difficile affaire qu'un homme puisse avoir entre les mains.

Vous aurés esté fâché de M. Chamillart, mais le Roy a esté obligé de se rendre à la voix publique; j'espère que M. Voysin s'abattra moins et servira plus vivement.

Je suis bien aise du commerce que vous avez avec M. le maréchal de Boufflers, il peut vous donner de bonnes veües et vous saurés bien en profiter : sa probité et son zèle lui font passer de mauvaises nuits.

La reyne d'Angleterre m'ordonna hier de vous conjurer de sa part de bien traitter le chevalier de Saint-Georges que vous aurez mardy : il marche avec peu d'équipage : il fera mauvaise chère : je suis assurée que vous ne vous embarrasserés pas de luy; il a une grande passion de vous suivre partout, et le Roy dit que, si cela est, il aura un peu de mouvement.

C'est un avanturier qui n'en sauroit trop faire : s'il périt, il n'a plus besoin de rien; s'il vit et qu'il vous suive, il aura une réputation qui contribuera à le restablir.

La Reyne vous demande de lui donner vos avis, de le reprendre s'il manquoit à quelque chose, et de le faire aller aussy loin qu'il doit aller; vous le trouverés, je croy, bien disposé.

Je n'ose vous rien dire de moy, Monsieur, je ne vis pas depuis que je vous sai à portée d'une action; mais je me console par vostre sagesse qui sait fort bien cognoistre le péril, quoy que les discours marquent la confiance.

Les bonnes âmes ne cessent de prier pour vous; on me paroist très occupé de vous envoyer tous les secours qui seront possibles.

(*Orig. autogr. P. V.*)

Au camp de Lens, le 16 juin 1709.

Je crains, Madame, que les dernières lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire ne vous ayent fait quelque peine, et que vous n'ayez desapprouvé de me voir des désirs, dans des temps où je n'en dois avoir d'autres que de pouvoir rendre au Roy et à ma patrie les plus grands et les plus importans services. Je vous assure, Madame, que j'ai été forcé par beaucoup de gens, et d'ici et de Paris, à demander cette charge au Roy : je résistai et

enfin je me laissai aller; après cela, Madame, pardonnez-moi la liberté de le dire, dans tous les temps, mais surtout dans ceux qui sont aussi difficiles, l'intérêt de Sa Majesté, les mérites personnels et la vertu doivent être les seuls degrés pour les honneurs; croyez-vous, Madame, que les deux derniers maréchaux [1] de France réveillent l'ardeur dans les officiers généraux? aussi dois-je prendre la liberté de vous dire qu'elle est très-médiocre; les vérités ne vont pas bien avant à la cour.

Voilà un nouveau ministre dont je connois le mérite, j'espère qu'il ranimera; je ne sais si, depuis la retraite de M. de Chamillart, Sa Majesté aura vu mes dernières dépêches; je serois bien fâché que quelques traits sur l'ambition lui eussent déplu : plût à Dieu que tout le monde pensât comme moi sur le bien du service, la gloire du Roy et de la nation; j'ai bien des défauts, mais, grâces à Dieu, fort peu de ces côtés-là.

Enfin, Madame, nous voici à la veille des grandes actions, et qui peuvent décider du salut de l'État, je prends la liberté de mander à Sa Majesté ce que j'estime nécessaire pour soutenir une ardeur qui tombe dans plusieurs, mais je demande en grâce que ce que j'ay l'honneur d'écrire à Sa Majesté soit tenu dans le plus grand secret. Pour moi, je ne demande à nos François que le courage que je leur ai presque toujours vu, et au Roy, du pain et un peu d'argent pour ses troupes. C'est ce que La Couture appeloit « l'étoile de gayeté », et cette étoile a médiocrement éclairé nos troupes depuis six mois : citer La Couture dans une lettre que j'ai l'honneur de vous écrire, n'est-ce pas contre le respect? voilà bien des pardons que j'ai à vous demander. En vérité, Madame, j'ai été dans de véritables souffrances depuis huit jours, et où j'aurois eu grand besoin du courage et de l'esprit

[1] Charles-Auguste de Goyon de Matignon, créé maréchal de France le 18 février 1708, et Jacques Bazin de Bezons, créé le 15 mai 1709. Villars avait le second en médiocre estime, et la campagne qu'il fit en Espagne aussitôt après sa promotion ne fut pas brillante. Voy SAINT-SIMON, t. VII, p. 75.

que les lettres dont vous m'honorez savent inspirer; car on s'ópposoit aux postes que j'avois résolu de prendre, et j'ai été obligé, comme il m'est déjà arrivé bien des fois, à me déterminer sans consulter davantage; j'espère que tout ira bien, et que Dieu nous aidera; je le prie de conserver la santé du Roy et la vôtre contre tant de diverses agitations ; j'ai le poignard dans le cœur quand je suis forcé de les augmenter, mais je tromperois dans les plus importantes occasions si je ne l'avertissois des périls que font toutes nos troupes en Espagne. J'aurai l'honneur de vous dire, Madame, que j'écrivis il y a un an une dépêche au Roy, dans laquelle j'expliquois très-précisément que les ennemis attaquoient l'Espagne par la France : cela est marqué présentement; et par conséquent la conquête d'une place en Espagne est bien indifférente, vu la thèse générale.

Au camp de Lens, le 17 juin 1709.

Vous m'ordonnez, Madame, d'avoir une grande attention pour le Roy d'Angleterre, j'espère que ce prince sera content de mon extrême application pour tout ce qui pourra lui être utile et agréable, je me ferai un très-sensible plaisir de remplir sur cela tous mes devoirs.

Vous m'avez fait l'honneur de me parler de M. le marquis de Listenois et de M. le comte de Lisle, frère de M. l'évesque de Chartres; j'ose me flatter, Madame, que vous serez bien persuadée de mon attention à vous donner des marques de mon respect sur tout ce qui peut regarder des personnes honorées de vos bontés.

Je ne connois pas fort M. le comte de Lisle, mais pour M. le marquis de Listenois, qui a servi plusieurs campagnes avec moi, je dois avoir l'honneur de vous dire, Madame, que l'on ne peut au monde avoir plus de courage, plus de bonne volonté, et d'envie de bien remplir tous ses devoirs. Selon les apparences, dans fort peu de jours, chacun aura occasion de montrer son zèle.

Dieu me fasse la grâce de rendre le mien utile au Roy et à l'État, et me donner les occasions de mériter vos bontés et l'honneur de votre estime.

Il est vrai, Madame, que je suis très-fâché que M. de Chamillart ait pu s'attirer la disgrâce de Sa Majesté. Vous savez, Madame, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire, quand vous avez eu la bonté de m'en parler à mon dernier voyage, ses intentions et son zèle étoient tels que l'on pouvoit le souhaiter; ne croyant pas volontiers : pour moi je sais bien qu'il ne m'a jamais cru; j'étois fort raccommodé avec lui de cet hiver, je comptois fort sur son amitié, j'ai pour principe de chercher toujours à m'attirer celle de ceux que le Roy honore de la première confiance; j'étois des amis de M. Voisin, et je suis persuadé que c'est un bon choix; qu'il ne se laisse pas subjuguer aux courtisans; c'est un dangereux écueil pour quiconque veut bien servir son maître.

J'ay l'honneur de vous estre dévoué, Madame, avec tout le respect et la vénération que je dois, etc.

Le 19 juin 1709.

Il est vrai, Monsieur, que vos dernières lettres m'ont affligée en ce qui a rapport à vous; je voudrois bien que vous n'augmentassiez pas les peines du Roy en l'exposant à vous refuser quelque chose, et je voudrois bien aussi que vous n'eussiez point d'autres inquiétudes que celle de la place où vous êtes; il me semble qu'il y en a bien suffisamment pour vous occuper et pour vous faire oublier vos intérêts particuliers; le salut de l'État est entre vos mains. M. le maréchal de Boufflers m'assure tous les jours qu'il ne conoit personne qui en sache plus que vous sur la guerre; votre activité a mis l'armée sur pied, votre vigilance ne vous permettra jamais d'être surpris; il me paroit que le Roy, M. Desmaretz et M. Voysin, ne songent qu'à vous envoyer de l'argent et du bled, et à rendre ces secours fréquents, ne pou-

vant les faire si grands qu'ils voudroient : tout cela entre vos mains me donne de grandes espérances, et elles seroient bien remplies, si notre état n'empiroit pas. Je suis assurée que votre grand cœur envisageroit quelque chose de plus, car il ne se contente pas de médiocrité, c'étoit le terme d'une folle de la cour, que je puis citer puisque vous citez la Couture. Vous avez grande raison de demander le secret sur ce que vous avez mandé au Roy, qui regarde quelques particuliers, mais je crains bien qu'ils ne vous donnent pas de satisfaction, et que ce soient toujours les mêmes dont nous avons oüy parler dans les campagnes passées. Le Roy a su tout ce que vous avez adressé à M. Chamillart; cela ne se pouvoit autrement, mais je puis vous assurer que vous ne lui avez point déplu, et quand vous auriez quelque défaut personnel, il est bien persuadé que vous n'en avez point sur ce qui regarde la capacité et le zèle; j'espère que notre nouveau ministre sera moins lent et moins abbatu que l'étoit l'autre, ou du moins que ce ne sera pas sitot. Il est fort de mes amis, et je vous prie, Monsieur, qu'il soit des vôtres. Le Roy se porte fort bien, malgré toutes les inquiétudes raisonnables qu'il a sans doute, quoiqu'il ne les montre pas. Vous n'avez point besoin, Monsieur, que je vous inspire le courage et l'esprit, mais nous en avons un grand que Dieu vous conserve, et qu'il veüille bien soutenir la bonne cause[1].

Au camp d'Aunay, le 25 juin 1709.

Je n'ai pas eu l'honneur de répondre, Madame, à la lettre dont il vous a plu de m'honorer sur l'arrivée du roy d'Angleterre dans cette armée. J'ose me flatter, Madame, que vous avez été bien persuadée de mon extrême attention sur tout ce qui peut

[1] Voir dans les lettres que madame de Maintenon écrivait à la même époque au duc de Noailles, à la princesse des Ursins, des allusions à ces correspondances : « M. de Villars gronde de ne pas être premier gentilhomme de la Chambre. — Il se trouve fort inférieur aux ennemis, mais ne perd pas courage; il crie seulement sur le pain et l'argent, etc. » — GEFFROY, *Madame de Maintenon*, t. II, p. 207 et suiv.

avoir rapport à ce prince. Il a bien voulu me faire l'honneur de se servir de ma maison, et je n'oublie rien de tout ce que je puis imaginer lui être agréable, tant pour toutes les connoissances qu'il peut désirer sur nos mouvements, que sur tout ce qui peut lui être commode et utile. Ce prince s'attire fort les respects et la considération par une grande honnêteté et des manières très-polies.

Vous avez bien voulu me faire l'honneur de m'écrire pour plusieurs personnes, il ne tiendra pas à moi qu'elles ne s'aperçoivent de l'attention respectueuse et très-vive que j'ai pour l'exécution de vos ordres. Sur le sujet de M. Voysin, c'est à moi, Madame, à vous supplier très-humblement de vouloir bien me recommander à lui, puisque certainement il n'y a pas de généraux d'armée qui ne dépendent fort du ministre qui a l'honneur de rendre compte de leur conduite à Sa Majesté. Ce que je puis avoir l'honneur de vous dire, Madame, c'est qu'il me paroît une grande exactitude de sa part, et que je suis bien persuadé qu'il fera tout ce qui sera humainement possible; mais lui, moi, et tous tant que nous sommes, avons des peines infinies à remédier au plus grand mal qui ait jamais été, c'est d'avoir de grandes armées assemblées sans qu'il ait été un moment question de songer à leur subsistance : je puis avoir l'honneur de vous dire avec vérité, Madame, que sans moi celle du Roy seroit dissipée, car on ne tient pas des gens que l'on ne nourrit point, et quelques efforts que nous fassions, je ne puis jamais répondre de quatre jours d'avance, surtout s'il faut nous éloigner des lieux où nous avons ces quatre jours tout au plus de subsistances. Avec de tels soins on passe de mauvaises nuits; un général est bien à plaindre d'être arrêté par de telles chaînes. Permettez-moi, Madame, d'oser toujours me flatter que vous voulez bien me faire l'honneur de me regarder comme l'homme du monde qui vous est dévoué avec le plus profond respect et la plus parfaite vénération.

Au camp d'Aunay, le 29 juin 1709.

Voilà un mémoire, Madame, qui m'est envoyé par M. de Lafonds, ci-devant intendant des armées d'Allemagne, d'Alsace et de Comté; c'est un homme de bon sens et bon esprit, très-zélé pour le Roy. J'ose vous supplier, Madame, de vouloir bien faire voir son mémoire à Sa Majesté; si Elle y trouve quelque chose de bon et d'utile pour son service, qu'Elle ait la bonté de le faire examiner; je désirerois fort que ni moi, ni M. de Lafonds ne fussions nommés, puisque cela peut regarder divers particuliers, quoiqu'il n'y ait rien qui ne me paroisse très-juste dans ledit mémoire.

A Saint-Cir, ce 30 juin 1709.

C'est par discrétion, Monsieur, que je n'ay pas l'honeur de vous escrire plus souvent : vous ne croiriés pas aisément que ce fust par oubli : si l'Europe entière a les yeux ouverts sur vous, jugez ce que font les nostres; je serois remplie de confiance si vous n'aviez qu'une armée opposée, mais quand on me dit que vous en avez deux et que l'une entrera en France pendant que l'autre vous occupera, je vous avoue que je suis dans des transes continuelles; on commence à dire que vous ne serés point attaqué, ce sera donc pour la seconde fois que vous aurés aresté les projets de M. de Malborugh. Il me paroist que nostre nouveau ministre de la guerre est très-occupé de vostre subsistance; c'est un homme de travail; je luy diray de vostre part, Monsieur, de ne se pas laisser subjuguer par les courtisans : c'est encore pis par les dames qui se meslent à cette heure de toute sorte d'affaires; celle d'Espagne a fait grand bruit dans le salon, mais, grâces à Dieu, nous en revenons ce soir, et comme on sera moins rassemblés, il reviendra moins de discours. J'eus l'honeur, en prenant congé du roy d'Angleterre, de luy conseiller de manger souvent chés vous; j'espère que vous serés contents l'un de l'autre. Il est, je croy, bien estonné de ce qu'il voit et du mou-

vement que vous vous donnés. Il nous revient bien des louanges sur tout ce que vous faittes et sur ce que vous dittes, et cella d'une manière très-naturelle et par des voyes souterraines. Je voudrois que vous continuassiez vostre prodigieux travail et que vostre santé n'en souffrist point; c'est ce qui n'est pas aisé. Je conte bien, Monsieur, que vous serés ami de M. Voisin, je veux estre le nœud de vostre liaison. Il n'y a personne qui ignore que vous seul avés formé une armée, et les ennemis estoient si persuadés qu'il n'y en auroit pas, qu'ils n'ont point douté de la paix, à quelque prix qu'ils la missent; Dieu en a disposé autrement; je m'envais luy demander, avec les Dames de Saint-Louis, de vous protéger et de vous rendre tel qu'elles croient que vous estes. Je vous recommande encore, Monsieur, un jeune homme qui porte mon nom et qui est plus sage que l'on ne l'est à son aage; il me semble qu'il n'a jamais esté assez heureux pour servir sous vous : c'est M. le conte d'Aubigné. Je n'ose nommer le régiment qu'il commande de peur de me tromper. Je prens toute sorte d'intérest à ce que vous allez faire [1].

Madame de Maintenon n'était pas la seule à prendre intérêt à ce que Villars « allait faire », tous les yeux étaient tournés vers lui; la réputation d'habileté et de bonheur qui l'avait précédé en Flandre, la gravité des circonstances, tout concourait à concentrer sur lui l'attention générale. Saurait-il réussir où les autres avaient échoué? Saurait-il inaugurer une période de manœuvres nouvelles, opposer, à la vigueur méthodique de Marlborough, une stratégie plus avisée, l'arrêter sur l'Escaut, comme il l'avait arrêté sur la Moselle? Chacun se posait ces questions avec anxiété et non sans une certaine confiance en l'avenir.

[1] Original autographe. P. V.

On a souvent comparé la guerre à une partie d'échecs : cette comparaison banale n'a plus guère aujourd'hui que la valeur d'une figure de rhétorique. A l'époque dont nous nous occupons et dans la Flandre, elle était d'une singulière exactitude. Le terrain de la lutte, nettement circonscrit, visible dans ses plus petits détails, a la forme et la nudité d'un échiquier; il est semé de places et de positions retranchées qui représentent les pièces principales. La saison venue, les adversaires, après s'être courtoisement attendus, commencent la partie, je veux dire la campagne; ils s'observent, méditent chaque coup, font avancer et reculer leurs pions, concentrent sur une pièce leurs moyens d'attaque et de défense, refusent le combat quand la supputation des forces accumulées et des chances réciproques en démontrent le résultat probable. Après plusieurs mois de marches et de contre-marches, après la prise de pièces secondaires, l'échec suprême est donné, c'est-à-dire la grande bataille qui décide du sort de la partie. Celui des deux adversaires qui a perdu replie son jeu, on remet les pions dans leur boîte ou les régiments dans leurs quartiers d'hiver, et chacun va à ses petites affaires en attendant la partie ou la campagne suivante.

Villars avait l'instinct d'une guerre plus active, de la vraie guerre, celle des mouvements rapides et à longue portée, celle des batailles soudaines et des poursuites impitoyables. Il n'avait cessé de blâmer la guerre de siéges; nous avons dit ses impatiences contre Tallard et Vendôme, s'éternisant en des siéges inutiles, se « panadant devant des bicoques » au lieu de soutenir son mouvement projeté au

cœur de l'Autriche; sa correspondance abonde[1] en traits vifs et colorés dirigés contre l'habitude de ne marcher que la pelle à la main et de se couvrir de retranchements. « Les retranchements diminuent l'ardeur des troupes. » — « Tout homme qui est derrière une ligne a peur; nos Français sont faits pour marcher à l'ennemi. — Les lignes étendues sont dangereuses; j'en ai fait de belles aussi, mais je ne suis point amoureux de mon ouvrage. » En prenant le commandement de l'armée de Flandre, il avait cru appliquer ses maximes favorites. La force des choses l'avait mis dans le moule commun.

Manquant d'argent, de vivres, de moyens de transport, encombré de recrues, il ne pouvait songer à prendre l'offensive; les ordres de la Cour lui enjoignaient d'ailleurs une stricte défensive. Il s'était mis à faire de « belles lignes » et avait apporté à ce travail une telle activité qu'il avait pour ainsi dire fermé la frontière, d'abord de la mer à Béthune et à la Bassée, puis de la Bassée à l'Escaut, en longeant la Scarpe, avec un camp retranché à Denain comme soutien. Une barrière continue se dressait devant l'envahisseur.

L'ennemi, en reprenant la campagne, le 23 juin, croyait marcher à de faciles succès. Marlborough et Eugène de Savoie, les deux artisans de nos malheurs, comptaient que l'année 1709 marquerait l'écrasement définitif de la France. Ils avaient lentement reconduit l'armée française, du cœur de l'Empire aux frontières du royaume, par les sanglantes et douloureuses étapes

[1] Voy. entre autres *Mémoires de Villars*, t. II, p. 183, 190, 222, 362.

de Blindheim, Ramillies, Oudenarde, Turin, Lille : ils voulaient consommer leur triomphe par un dernier succès militaire. On ne peut expliquer que par cette ambition de soldat la rupture des négociations de la Haye. Louis XIV acceptait les conditions les plus dures et les plus inespérées ; mais la chute de ses ambitions, l'anéantissement de son œuvre politique, « l'oubli de sa gloire », ne suffisaient pas à ses implacables ennemis ; il leur fallait la dernière victoire sur le sol français, la route de Paris ouverte, la France à discrétion devant leur armée triomphante. Tout semblait justifier leur confiance et leurs convoitises. Le froid, la misère, la famine, désolaient le royaume ; l'armée était décimée par la faim et la désertion : il semblait que tout dût céder au premier effort.

Une première surprise les attendait. Lorsque le 26 juin ils se présentèrent devant les lignes de Villars, non loin de Lens, ils les trouvèrent si bien fermées et gardées avec tant de vigilance qu'ils n'osèrent les attaquer : une seconde fois ils tâtèrent cette frontière fortifiée, du côté d'Étaires, sans plus de succès. Ils renoncèrent à l'offensive projetée et se remirent à la lente, méthodique, guerre de siéges, commençant par Tournai, avec l'intention de continuer par Condé et Valenciennes, afin de s'assurer le cours de l'Escaut.

Cependant l'année avançait, le siége de Tournai se prolongeait, aucun résultat palpable n'était atteint ; on commençait à trouver à la Haye, que les succès annoncés se faisaient attendre et à regretter d'avoir poussé les choses à l'extrême par des exigences exagérées. L'électeur de

Cologne, réfugié à Valenciennes, fut informé de ces dispositions et vint officieusement sonder Villars sur les chances d'une nouvelle négociation. En transmettant ces propositions au Roi, Villars ne les avait pas appuyées, mais il est facile de voir qu'il ne conseillait pas de les repousser sans examen. La question des subsistances, malgré toute son activité personnelle, continuait à lui donner les plus grands soucis; inquiet sur la possibilité d'assurer pour plusieurs mois l'approvisionnement de l'armée, il se sentait obligé de chercher la fin de la guerre, soit dans une bataille générale et décisive, soit dans de nouvelles négociations de paix. Il avait indiqué au Roi cette alternative, en ajoutant qu'on ne pouvait y échapper que par des diversions tentées en pays ennemi, soit à l'aide du roi de Suède, Charles XII, soit par un débarquement du chevalier de Saint-Georges en Écosse. Dans la même dépêche, tout en s'excusant « de sortir de sa sphère », il avait adressé au Roi des notes confidentielles sur le service des finances et des vivres, et en particulier sur certains intendants de province. Il avait accompagné cet envoi d'une lettre adressée à madame de Maintenon :

Du camp de Denain, le 29 juillet 1709.

Je meurs de peur, Madame, que Sa Majesté ne désapprouve la trop grande liberté que je prends de lui parler de matières qui ne me regardent pas, et sur lesquelles on ne me demande point du tout mon avis; on doit le pardonner à mon zèle. Le public veut imaginer que le Roy m'honorant d'une assez grande confiance pour me charger de ce qu'il a présentement de plus important, je puis hazarder de parler à Sa Majesté de tout. Je vous assure, Madame, que si je sors de ma sphère, c'est avec

grande timidité; vous n'avez pas eu la bonté de me faire savoir si j'ai bien ou mal fait de vous envoyer cet avis, qui m'avoit été donné sur les finances, je vous supplïois que je ne fusse pas nommé.

Si nous en croyons les principaux des ennemis, on ne s'est pas trop bien conduit sur la négociation. Ce qui se passe ici sur la subsistance de l'armée est en vérité, Madame, bien surprenant; l'armée manque de pain très-souvent pendant un jour, deux jours, et c'est un miracle que le service se soutienne; quand je suis arrivé dans le camp, où je suis présentement, l'armée a été trente heures sans pain, et si le secours de Tournay m'eût été assuré le jour d'après, il m'eût été impossible de le tenter, parce que des gens qui sont trente heures sans manger, n'en sont pas soixante. Avec cela je vois sur ces malheurs-là une fermeté héroïque à nos soldats, et ils me répondent sur leurs souffrances en honnêtes gens; il y a peu de désertion dans le François; ce n'est que parmi les étrangers.

Je vous assure, Madame, que ce que je souffre depuis quatre mois ne seroit pas supportable à une moins bonne santé : Dieu me fait la grâce de la proportionner au besoin que j'en ai, mais que ne souffrez-vous pas, vous, Madame? Dieu vous conserve.

L' « avis sur les finances » est le mémoire de M. de Lafonds, envoyé par la lettre du 29 juin, et qui précédait les rapports confidentiels que Villars s'excusait d'adresser; madame de Maintenon s'empressa de le rassurer.

A Marly, le 2 août 1709.

Ce n'est pas par oubli ni négligence, Monsieur, que je n'ai pas encore eu l'honneur de répondre à votre lettre du 29 juillet; ce n'est pas même la fièvre que j'ai eue cinq ou six jours de suite qui m'en a empêchée, c'est uniquement par le désespoir où je suis et par celui que je vous vois; vous éprouvez une étrange

sorte de malheur, qui est celui de ne pouvoir vous servir de votre courage; vous verriez une victoire dans vos mains que vous ne pourriez l'aller chercher faute de subsistances, et vous vous voyez réduit à voir mourir de faim des troupes de bonne volonté; voilà le sujet de ma douleur et de toutes mes méditations, il faut plus d'une sorte de courage, Monsieur, pour soutenir le personnage que vous faites.

Je ne sais rien qu'on désapprouve de tout ce qui vient de vous; on peut bien ne pas le suivre tout à fait, mais je vous assure qu'on en trouve tout bon; on peut quelquefois craindre que votre courage ne vous menât trop loin; vous pouvez certainement parler au Roy; votre sphère n'est point bornée, mais nos moyeus le sont si cruellement qu'il faut bien refuser des choses dont on sent l'utilité.

J'ai mal compris vos intentions dans le mémoire que vous m'avez envoyé; je n'ai point cru que vous ne voulussiez pas être nommé; vous me mandiez, ce me semble, que vous ne vous en souciiez point, et je l'ai pris pour un consentement, comme je suis plus libre avec M. Voysin qu'avec M. Desmaretz, je le consultai le premier; il me dit que le mémoire étoit bon, et qu'il croyoit que je devois le renvoyer à M. Desmaretz; je le fis en mettant de ma main sur le mémoire qu'il venoit de vous afin d'y donner plus d'autorité. Il me répondit qu'il y avoit de bonnes choses, mais que ce n'étoit pas pour le temps présent et qu'il l'avoit mis dans son portefeuille pour s'en servir à propos.

Je prie Dieu de conserver votre santé; c'est toute notre ressource. Il ne nous revient de l'armée que des vers à votre louange, vous les achetez trop cher, quelque agréables qu'ils soient; la sincère part que je prends à tout ce qui vous touche, Monsieur, me les fait entendre avec plaisir.

M. Voysin fait, ce me semble, tout ce qu'il lui est possible par son travail et sa diligence qui me paroît n'être arrêtée que par l'impossibilité sur l'argent.

Villars, cependant, à force d'énergie, d'industrie, d'expédients, avait réussi à trouver des ressources, à faire vivre ses troupes, et, ce qui était mieux encore, à relever leur moral : dissimulant ses inquiétudes sous une gaieté d'emprunt, ses angoisses sous des rodomontades, il était parvenu à inspirer au soldat une sécurité qu'il n'éprouvait pas toujours lui-même; quelques coups de main heureux à Warneton, à Hasnon, des escarmouches nombreuses, conduites avec vigueur et succès, avaient rendu la confiance aux hommes, fait renaître l'émulation et le désir de combattre. Dès la fin de juillet, Villars jugea qu'il avait en main un instrument assez solide pour tenir la campagne : la difficulté des subsistances augmentait; mieux valait, selon lui, chercher une bataille, que de laisser les troupes se consumer dans l'inaction et la misère. Il écrivit au Roi pour lui demander l'autorisation de combattre. Le Roi résista quelque temps, hésitant à risquer sa dernière armée dans une bataille décisive : il finit pourtant par écrire à Villars, qu'aussitôt après la chute de Tournay il lui laissait sa liberté d'action, avec cette réserve pourtant, qu'il ne prendrait pas de parti extrême et se contenterait de profiter des occasions que l'ennemi lui donnerait [1].

Le Roi se résignait à la chute de Tournay : non qu'il doutât de l'énergie du commandant, M. de Surville, officier de grand mérite, mais il savait la place à court de vivres et n'avait aucun moyen de la ravitailler. Villars

[1] *Le Roi à Villars*, 20 juillet 1709. Pelet, *Mémoires militaires*, t. IX, p. 61.

prenait moins facilement son parti de la fin d'un siége qui immobilisait le gros des forces ennemies. Il trouvait que Surville aurait pu mieux ménager ses approvisionnements, rationner la population civile, prolonger une résistance si nécessaire à ses propres projets : il lui écrivait des lettres indignées, mais ne pouvait lui faire passer un sac de farine : il écrivait sur le même ton au Roi, au ministre, à madame de Maintenon : pour combattre la mauvaise impression que la capitulation imminente de Tournay causait aux officiers sous ses ordres, à la veille d'une bataille décisive, il aurait voulu que des princes du sang, ou à leur défaut des grands seigneurs de la Cour, vinssent à l'armée.

Du 29 août 1709.

Vous serez bien affligée, Madame, de la pitoyable conduite de M. de Surville et de son opiniâtreté, malgré toutes les lettres que j'ai pu lui écrire, à ne vouloir pas épargner ses vivres ; j'en suis outré de douleur. Il est certain, Madame, que la fermeté et le désir de gloire s'affoiblit dans la plus part des principaux officiers; j'ai eu l'honneur de le mander au Roy, il y a des choses que j'avois pensé nécessaires pour le jour d'une grande action. Sa Majesté ne les a pas approuvées. Il est surprenant que l'on voie approcher une bataille qui doit décider du sort de l'État, sans que personne parte pour s'y trouver; quand Charles-Quint assiégea Metz, tous les princes du sang et ce qu'il y avoit de gens de qualité la plus distinguée s'y jetèrent; j'espère, avec l'aide de Dieu, que tout ira bien où je serai, mais je ne saurois être partout; et dans des armées aussi étendues, je croirois important d'avoir aux ailes ce qui peut animer; je parle et agis comme je dois; je n'oublie rien de tout ce qui peut relever l'ardeur. En vérité, Madame, le péril est grand, l'on peut être

tranquille sur tout ce qui me regarde, et j'espère que Dieu m'aidera, mais je ne dois rien oublier de tout ce qui me paroît nécessaire.

Villars était injuste pour Surville, dont la défense héroïque fut admirée des ennemis eux-mêmes : lorsqu'il capitula, le 31 août, sa garnison était réduite de sept mille hommes à quatre mille à peine, les assiégeants avaient perdu plus de six mille hommes, toutes les défenses extérieures étaient bouleversées par le canon ou par la mine[1]. Villars avait tort de ne pas rendre à Surville ce qui lui était dû : madame de Maintenon le lui fit sentir.

A Versailles, le 2 septembre 1709.

Vous croyez bien, Monsieur, que je ne laisse échapper aucun sujet d'affliction et de crainte, et que je sens vivement la perte que nous ferons de la citadelle de Tournay par le manque de subsistances; nous devons croire que M. de Surville n'y peut faire que ce qu'il fait, puisqu'il a toute sorte d'intérêt à faire une belle défense.

Je sais, Monsieur, ce que vous avez proposé au Roy en cas de bataille; il ne voit point de jeunes gens autour de lui, et il croit que les princes ne feroient que vous embarrasser; sa confiance est en Dieu, en vous et dans la valeur de ses troupes; il est vrai, Monsieur, qu'il seroit à désirer que vous fussiez partout, et que cela n'est pas possible.

Le Roy vient de prendre une précaution en cas qu'il vous arrivât un malheur; il seroit encore plus grand pour nous que pour vous, et nous ferons bien des prières afin que Dieu vous conserve.

[1] Le 20 août, la ration de pain avait été réduite à une demi-livre, et la ration de viande de cheval supprimée : il restait neuf chevaux que l'on réservait aux blessés. *Surville à Villars*. P. V.

Vous êtes assurément chargé d'une grande et difficile affaire; je me laisse quelquefois flatter à un raisonnement que j'entends faire; on dit : « Si les ennemis n'ont osé attaquer M. le maréchal de Villars avant la prise de Tournay, parce qu'il étoit posté trop avantageusement, pourquoi l'attaqueront-ils dans ce même poste où il s'est encore fortifié pendant qu'ils se sont affaiblis devant la place qu'ils ont prise? »

Le public et M. le maréchal de Boufflers, en particulier, n'ont cessé d'approuver et de louer tout ce que vous avez fait jusque ici, et jamais je n'ai vu mettre à bout la malignité, la critique et l'envie comme vous le faites; je ne saurois croire que Dieu veuille nous abandonner, et j'espère qu'il n'y aura point de bataille ou que nous la gagnerons. Je finis avec cette agréable idée, en vous assurant, Monsieur, que personne ne s'intéresse plus que moi à tout ce qui vous touche en particulier.

Le Roi n'agréa pas le conseil donné par Villars aux princes du sang. Au lieu de personnages gênants et inutiles, il envoya à Arras le maréchal de Boufflers, afin d'être à portée de prendre le commandement, en cas qu'il arrivât malheur à Villars. C'est la « précaution » que madame de Maintenon annonçait dans la lettre précédente. Boufflers, qui estimait sincèrement Villars et était en correspondance suivie avec lui, ne voulut pas se contenter de ce rôle éventuel; à peine arrivé à Arras, avec une abnégation et un patriotisme au-dessus de tout éloge, il écrivit à Villars, quoique plus ancien que lui, qu'il lui demandait ses ordres et les exécuterait « avec plus d'empressement qu'aucun de ses aides de camp ».

Villars fut touché, comme il devait l'être, de la démarche du maréchal de Boufflers, et ne se trompa pas sur le

mobile désintéressé qui l'inspirait; déjà, à l'annonce de son départ pour Arras, il avait écrit à M. d'Artagnan que le public attribuait ce voyage à une mission pacifique, mais que lui l'attribuait « au zèle du maréchal et à son attachement qui l'a porté, lorsqu'une bataille doit décider du sort de l'État et peut se donner d'un moment à l'autre, à vouloir plutôt y être volontaire qu'être inutile. Nous verrons, ajoutait-il, si son exemple nous attirera quelques autres volontaires, j'en doute ». C'est le 4 septembre que Boufflers vint trouver Villars au camp de Denain. Les deux maréchaux se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et Villars, encore tout ému, écrivait au Roi : « J'ai été ravi de voir un homme de son mérite, de son âge, avec toutes les dignités et les bontés de Votre Majesté, venir volontaire. Les marques qu'il a données de son zèle, de son ardeur, dans des occasions aussi importantes, est la chose du monde la plus propre à réveiller l'ardeur dans tous ceux qui pourraient en manquer. J'ai été pénétré de joie de l'entendre tenir les discours les plus propres pour cela. Je suis persuadé que rien ne pouvait faire un meilleur effet, c'est montrer aux Français ce qu'ils doivent à Votre Majesté, à l'État, à eux-mêmes [1]. »

Le Roi répondit par la plume de madame de Maintenon :

A Saint-Cyr, le 7 septembre 1709.

Rien n'est si beau, Monsieur, que ce que fait M. le maréchal de Boufflers, mais on ne peut en être touché, au point que vous

[1] *Villars au Roi*, 4 septembre 1709. C'est le même soir qu'il donna pour mot d'ordre à l'armée : *Boufflers, Lille.*

l'êtes, que par être capable d'une pareille conduite, si vous vous trouviez en cas pareil. J'ai vu avec un grand plaisir ce que vous avez écrit là dessus et la satisfaction qu'en a eu Celui à qui vous voulez plaire; Dieu veuille récompenser votre droiture par quelque heureux événement, ou par empêcher nos ennemis de nous faire de grands maux, c'est ce que j'envisage toujours, et voici un temps de terribles inquiétudes; souffrez, Monsieur, que par l'intérêt que je prends à ce qui vous regarde, je vous prie de ne vous point trop déchainer sur M. de Surville; vous vous faites des ennemis de tous ses amis et de tous ses proches; si par là vous aviez pû sauver Tournay ou le reste de la campagne [1], il seroit beau de sacrifier votre intérêt particulier à celui du Roy et de l'État, mais ce qui est fait est fait. Comptez, Monsieur, que je vous parle uniquement pour vous, parce qu'on ne peut être, etc.

Quand cette lettre atteignit Villars, il n'était plus au camp de Denain : l'heure des grands événements avait sonné. Marlborough, maître de Tournay, renonçant à remonter la vallée de l'Escaut, trop bien gardée, s'était porté sur Mons, avec l'intention de l'assiéger. Villars avait vu, dans cette marche de flanc, exécutée devant lui, une de ces occasions dont le Roi l'avait autorisé à profiter : il s'était décidé à chercher l'ennemi et à le combattre. L'esprit des troupes était excellent : l'arrivée du glorieux défenseur de Lille avait produit une vive impression, les cœurs étaient remués, les courages exaltés par l'exemple, et c'est avec une mâle résolution que chacun avait accueilli l'ordre de marche donné par Villars le 5 septembre au matin.

L'histoire des mémorables journées qui suivirent a été

faite plus d'une fois, et nous pourrions hésiter à la refaire. Il nous a semblé pourtant qu'il y avait à les étudier encore par quelque côté, à en coordonner les détails, les relations contradictoires. N'aurions-nous à en offrir au lecteur qu'un récit rajeuni [1], que nous croirions encore pouvoir le lui remettre sous les yeux : l'intérêt qui s'attache aux grands faits de notre histoire ne s'éteint pas; les relire aujourd'hui n'est pas sans quelque profit; il est bon de chercher, dans nos propres annales, des enseignements, des encouragements, des exemples.

Le terrain que Villars abordait et sur lequel allait se jouer la plus sanglante partie du siècle, était assez exactement délimité par un quadrilatère dont les quatre villes de Valenciennes, Condé, Mons et Maubeuge occupent les sommets. De Valenciennes à Condé coule l'Escaut, de Mons à Condé la Haine, des environs de Maubeuge à Mons, la Trouille. Un autre affluent de l'Escaut, l'Hongneau, coupe diagonalement le quadrilatère des environs de Maubeuge à Condé. Parallèlement à ce petit cours d'eau une ligne de bois s'étend de Maubeuge à la Haine et partage le quadrilatère en deux parties sensiblement égales. Cette ligne est traversée par plusieurs éclaircies ou trouées : la plus

[1] Les sources de ce récit sont en première ligne les documents rassemblés dans le grand ouvrage de l'état-major autrichien, *Feldzüge des Printzen Eugen von Savoyen*, Vienne, t. XI; les pièces conservées au Dépôt de la Guerre et en partie publiées par PELET, *Mémoires militaires*, etc., t. IX; la *Correspondance de Marlborough*, publiée par COXE et par MURRAY; puis les ouvrages suivants : *Histoire du prince Eugène de Savoie*, Amsterdam, 1750; DUMONT, *Vie du prince Eugène; Mémoires de Villars*, t. III; *Mémoires de Schulenburg; Mémoires de Feuquières;* FOLARD, *Commentaire sur Polybe*, etc.; et parmi les historiens modernes : ARNETH, *Prinz Eugen;* NOORDEN, *Der Spanishe Erbfolgekrieg*.

large fait face à la ville de Bavay et sépare le bois de la Lanière [1] au sud, des bois de Taisnière et du Sart, au nord; on l'appelait la trouée de Malplaquet, du nom d'un petit village situé à l'entrée du côté de la France : un passage plus étroit se trouvait auprès des villages de Dour et de Blaugies [2]; enfin près de Boussu, l'accès était libre entre l'extrémité de la forêt et la Haine. Mons et Condé avaient des garnisons françaises; le poste intermédiaire de Saint-Ghislain, sur la Haine, était gardé par deux cents hommes; des lignes fortifiées avaient été commencées le long de la Trouille; enfin, ainsi qu'on le sait, Villars était cantonné autour de Valenciennes avec toute son armée consistant en cent trente bataillons, deux cent soixante escadrons et quatre-vingts pièces de canon, soit environ quatre-vingt-dix mille hommes.

L'ennemi ne pouvait aborder Mons qu'en le tournant par le nord : il avait eu vent des intentions de Villars et craignait d'être devancé par lui sous la place : il s'y porta avec une grande célérité. Le 3 septembre au soir, à peine la garnison de Tournay sortie et remplacée, le prince de Hesse avait été lancé en avant avec une forte avant-garde : Marlborough le suivait dans la nuit du 3 au 4, Eugène se mettait ensuite en marche. Villars, informé le même

[1] Il porte aussi dans les documents contemporains le nom de bois de Jansart.

[2] La plupart des documents contemporains écrivent Blangies; mais la carte d'état-major porte Blaugies, et dans le pays, ainsi que je l'ai constaté, le nom est ainsi prononcé. Le bois de la Lanière et celui du Sart ont presque conservé leur ancienne forme, quoique le second ait été diminué, du côté belge, par quelques défrichements; mais les bois de Blaugies et de Boussu ont été en partie détruits par l'extension des houillères du Borinage.

jour du mouvement de l'ennemi, ne put s'ébranler que le 6; il passa l'Escaut avec l'intention de marcher sur Mons, sa gauche appuyée à la Haine; mais il dut s'arrêter à Quiévrain pour attendre l'infanterie de sa droite commandée par le comte d'Artagnan [1]. Il avait poussé devant lui le chevalier de Luxembourg avec trente escadrons et une brigade d'infanterie, lui donnant l'ordre d'occuper les lignes de la Trouille. Luxembourg, arrivant le 6 au matin en vue de ces lignes, les trouva déjà aux mains du prince de Hesse : il ne put que jeter dans Mons un de ses régiments de dragons et vint rejoindre Villars; le maréchal avait passé l'Hongneau le 7 et s'était mis en bataille derrière les bois, la gauche à la Haine et la droite à Athis. Le même jour, Marlborough, ayant passé la Haine à Havré, investit Mons, mais, apprenant la marche de Villars, il se hâta de se mettre en bataille devant la place, face à l'ennemi, la droite à la Haine auprès de Jemmapes, à Quaregnon.

Le 8, on resta immobile des deux côtés : Villars, parce qu'il fit distribuer les vivres aux troupes; Marlborough, parce qu'il se crut attaqué et se mit sur la défensive; une reconnaissance de quatre cents chevaux débouchant par Boussu lui avait donné cette illusion. Elle était commandée par le brigadier Shelton, qui s'aventura trop près de l'ennemi et fut pris avec cinquante cavaliers [2]. Marlborough pourtant étendit un peu sa gauche au sud du côté

[1] Pierre de Montesquiou, comte d'Artagnan, qui fut depuis le maréchal de Montesquiou.

[2] Il put assister de loin, et du côté de l'ennemi, à la bataille de Malplaquet, et causer le lendemain avec les vainqueurs : renvoyé par eux, il donna

de Quévy, et Eugène, passant la Trouille à son tour, vint camper à sa droite : tous deux attendirent ainsi que Villars eût laissé deviner ses intentions. Ils supposaient avec quelque raison que le maréchal les cherchait pour les combattre, et s'apprêtèrent à le recevoir.

Villars n'avait que deux routes pour aller à eux : la trouée de Boussu ou celle de Malplaquet : celle de Blaugies était trop étroite ; la première le menait directement sur le front de l'armée alliée, la seconde le menait sur son aile gauche; il choisit la seconde route et se l'assura par un mouvement très-bien conçu.

Le 9, de grand matin, il envoya Broglie avec sa réserve, faire, par Boussu, une démonstration sur la droite de l'armée ennemie : puis formant rapidement sa propre armée sur quatre colonnes parallèles, il marcha par la droite, le long des bois qui le dérobaient à la vue de l'ennemi, et à dix heures du matin il s'établit en force dans la trouée de Malplaquet : Luxembourg, qui le précédait avec une grosse avant-garde de cavalerie, occupait déjà la lisière des bois. Arrivé là, il s'arrêta. On ne s'explique pas qu'il ait suspendu un mouvement si bien commencé. Si, au lieu de s'arrêter dans la trouée du bois, il eût débouché dans la plaine et attaqué avec vigueur la gauche de Marlborough, il est probable qu'il l'eût défaite [1]. L'ennemi, retenu à droite par la fausse attaque de Broglie,

de curieux détails à Boufflers, qui les consigna dans sa lettre au Roi du 13 septembre. (PELET, t. IX, p. 366.)

[1] Schulenburg, dans ses *Mémoires*, reconnaît que cette attaque était « le droit du jeu » et aurait « plus qu'embarrassé » les alliés. Feuquières, autre témoin oculaire, est du même avis.

aurait hésité avant de faire un changement de front : attaqué, à l'une des extrémités de sa ligne, par des forces supérieures, il eût sans doute éprouvé un grave échec. Pour que Villars ait renoncé à ce mouvement, complément naturel de celui qu'il venait d'exécuter, il faut ou qu'il ait reçu des renseignements erronés sur les positions de l'ennemi, ou plutôt qu'il ait été dominé par des considérations étrangères à la stratégie. N'oublions pas que Louis XIV, rendu prudent par les échecs des campagnes précédentes, toujours préoccupé de la pensée de renouer les négociations de paix, ne voulait pas risquer inutilement son unique armée : s'il avait laissé à Villars sa liberté d'action, il l'avait entourée de limites si étroites qu'elle était singulièrement entravée : « Quoique je vous aie ci-devant marqué, lui écrivit-il le 6 août [1]... que je vous laissais la liberté d'aller attaquer les ennemis... j'estime qu'il vaut toujours mieux n'être pas forcé à chercher l'occasion du combat. » Il fallait plus d'indépendance de caractère que n'en avait Villars pour contrevenir à de pareils ordres; s'il voulait une bataille, au moins voulait-il pouvoir dire qu'il ne l'avait pas cherchée. Il prit donc ses dispositions pour recevoir l'attaque et la recevoir dans les meilleures conditions de défense.

L'ennemi, de son côté, n'avait pas tardé à se rendre compte du mouvement français. Broglie n'avait pas poussé à fond son attaque : après avoir escarmouché avec les troupes envoyées à sa rencontre, il avait lentement dis-

[1] Pelet, t. IX, p. 74.

paru par la trouée de Blaugies et rejoint Villars. Le danger n'était pas là, il était à gauche : les deux chefs l'eurent bientôt reconnu et s'étaient hâtés d'y pourvoir. Réunis au village de Sart, dans un moulin, ils avaient arrêté leurs dispositions ; à la suite de cette conférence, toute leur armée, mise en mouvement, venait s'établir au débouché de la trouée en face de l'armée française, sa gauche à Aulnoit, son centre à Blaregnies, sa droite à Sart ; à trois heures de l'après-midi elle était dans ses positions et canonnait de loin les Français : le choc était devenu inévitable et la bataille paraissait certaine pour le lendemain ; et pourtant, toute la journée du 10 septembre se passa en canonnades sans gravité et escarmouches d'avant-postes ; aucun des adversaires ne se décida à sortir de ses lignes, comme si chacun d'eux hésitait à prendre la responsabilité de l'effroyable tuerie qui se préparait. Marlborough fut-il, comme Villars, retenu par des considérations d'un autre ordre ? Ses critiques lui ont vivement reproché d'avoir trop tenu compte des hésitations des députés hollandais, de s'être laissé dominer par le souvenir de ses intérêts parlementaires et le soin de sa responsabilité. S'il en fut ainsi, nous aurions ici un nouvel exemple, à ajouter à tant d'autres, des fautes auxquelles sont exposés les chefs d'armée qui se laissent distraire, par des considérations politiques ou personnelles, du point de vue strictement militaire. Villars manqua une bonne occasion en n'attaquant pas le 8 ; les alliés firent à leur tour une faute en n'attaquant pas le 9, car ils laissèrent à leur adversaire le temps de construire les retranchements dont la conquête devait leur

coûter des flots de sang. Marlborough donna comme raison de ce délai qu'il voulut attendre un corps de vingt et un bataillons et dix escadrons appelé de Tournay à la hâte, et qui devait assurer aux alliés la supériorité du nombre; il est douteux que ce renfort de douze mille hommes ait compensé les inconvénients du retard. Quoi qu'il en soit, Villars avait su profiter, avec une extrême activité, des délais qui lui avaient été accordés; faisant travailler ses troupes nuit et jour, il avait couvert toutes ses positions d'un réseau d'ouvrages formidables. Rappelons en quelques mots la disposition des lieux.

La trouée de Malplaquet avait et a encore, du côté de la France, une ouverture d'environ deux mille cinq cents mètres; du côté de la Belgique, elle s'élargit sensiblement: elle était alors partagée en deux passages inégaux, par un petit bois, aujourd'hui disparu, le bois de Thiry, auquel se reliaient les constructions et les haies de la petite ferme de Blairon. Le passage de droite était le plus étroit, les documents du temps l'appellent *trouée d'Aulnoit,* du nom du village auquel elle conduit : la trouée de gauche, double en largeur, s'appelait *trouée de la Louvière,* du nom d'une petite cense qui s'y trouvait. A l'entrée des trouées, du côté de la France, s'élève un plateau qui s'étend dans la direction du nord; il sert de ligne de partage aux eaux qui, du côté de la France, se rendent à l'Hongneau, et du côté de la Belgique, à la Trouille. Ces dernières ont creusé, dans le sol argileux, des ravins peu profonds dont les sillons, parallèles et arrondis, descendent d'une pente uniforme vers l'est; l'un d'eux contourne la

pointe du bois du Sart et la sépare du village de Blaregnies, situé sur un léger relèvement du sol. Le point culminant du plateau est près du hameau de Malplaquet, non loin de la pyramide qui marque le souvenir de la bataille : de là l'œil embrasse la presque totalité du terrain; mais partout ailleurs la vue est arrêtée par les ondulations du sol [1].

Villars s'établit en travers des deux trouées, sur le versant oriental du plateau; une ligne de redans, allant d'un bois à l'autre, fermait complétement le passage; on avait pourtant ménagé, de place en place, des ouvertures pour laisser sortir la cavalerie. A droite et à gauche, la ligne se retournait pour suivre la lisière des bois. A droite, dans la trouée d'Aulnoit et dans le bois de la Lanière, les moyens de défense avaient été accumulés : une triple ligne d'épaulements s'appuyait à une véritable redoute, armée de canons, entourée d'abatis. A gauche, les retranchements étaient moins complets, quoique encore très-sérieux : ils consistaient en levées de terre et en abatis qui obstruaient l'entrée du bois : insensiblement la ligne s'était étendue le long de la lisière et avait gagné l'extrémité du bois du Sart, où elle touchait presque les avant-postes ennemis. L'infanterie et l'artillerie garnissaient tous ces ouvrages; ils formaient une sorte de croissant dont les feux croisés balayaient tout l'intervalle des bois. L'infanterie de la droite était commandée par le comte d'Artagnan, qui avait sous lui le duc de Guiche, qui devint

[1] Voyez la carte en regard de la page 376. Les chiffres indiquent l'altitude du sol.

maréchal de France, le duc de Mortemart, commandant la brigade de son nom, le marquis de Monchy [1], Hautefort, Conflans, Fervaques : parmi les régiments à leurs ordres, Piémont, Navarre, Picardie, Royal, Bourbonnais, les gardes françaises et suisses, les brigades d'Irlande et d'Alsace, les plus beaux noms de l'armée. L'infanterie de la gauche était sous le commandement d'Albergotti, assisté de Puységur, Nangis, Montsoreau, du comte de Chemerault, qui fut tué, du marquis de Goesbriant, qui commandait les brigades postées dans le bois du Sart : Champagne, le Roi, la Reine, le régiment de Charost, que commandait le jeune duc de Charost, tué à sa tête dans la suite de la journée. Derrière l'infanterie, sur la pente et au sommet du plateau de Malplaquet était déployée la cavalerie : la maison du Roi à droite, les gendarmes au centre, les carabiniers à gauche. A l'extrême gauche, derrière le bois de Taisnières, Broglie, avec sa réserve, surveillait la région du nord.

L'ennemi, qui comptait attaquer, n'avait pas fait de retranchements : il s'était contenté de couvrir d'un épaulement deux grosses batteries de position, l'une de quarante pièces au centre, l'autre de vingt-huit pièces en face de la droite française. Son armée était déployée parallèlement à l'armée française entre Aulnoit et Sart : Eugène à droite, avec les troupes impériales et danoises; Marlborough à

[1] Les documents imprimés dans Pelet portent tous Mouchy, ce qui est une erreur : le marquis, depuis maréchal, de Mouchy naquit en 1715. Il s'agit ici de Charles de Bournel, marquis de Monchy en Artois, alors colonel de Lorraine, depuis lieutenant général, d'une ancienne famille militaire qui s'est fondue en celles de Moustiers et d'Hinnisdal. Voy. le P. Anselme, VIII, 157, et Pinard, V, 114.

gauche, avec les troupes anglaises et hollandaises, les contingents du Hanovre et de la Prusse. L'infanterie était sur deux lignes : derrière elle la cavalerie, également sur deux lignes. L'effectif comptait de cent à cent dix mille hommes et cent cinq pièces de canon. Parmi les généraux qui commandaient cette grande armée, on remarquait : le prince de Hesse-Cassel, le duc de Wurtemberg, le prince de Nassau-Orange, le prince d'Auvergne, neveu du duc de Bouillon, transfuge de l'armée française, élevé comme le prince Eugène à la cour de Louis XIV; Lobkovitz, Harrach, Rantzau; le Saxon Schulenburg [1]; le Prussien Lottum; les Hollandais Tilly, Spaar, Dohna; les Anglais Cadogan, Stairs, Orkney, Webb, les ducs d'Athlone et d'Argyle.

Les positions prises par Villars étaient extrêmement fortes, mais elles avaient le défaut de toutes les positions strictement défensives, celui d'immobiliser les troupes et de ne répondre qu'à un seul système d'attaque; un ennemi qui aurait voulu aborder de front ce croissant formidable se serait heurté contre des obstacles infranchissables : il se serait jeté dans « une espèce de gueule infernale, a écrit l'historien officiel de l'armée impériale [2], dans un gouffre de feu, de soufre et de salpêtre d'où il ne semblait pas qu'on pût approcher sans périr ». Mais contre un ennemi avisé, la ligne offrait deux points faibles, les deux extrémités

[1] Il avait été laissé à Tournay avec quarante-huit bataillons; appelé le 8, il s'était mis en marche le 9 avec vingt et un bataillons, les avait précédés de sa personne, et, arrivé au camp d'Eugène le 11 à quatre heures du matin, avait reçu de lui le commandement de toute son infanterie. C'est l'auteur des *Mémoires* publiés.

[2] *Relation publiée par les alliés.* Dumont, *Histoire du prince Eugène*, t. I, p. 85. — Pelet, t. IX, p. 355.

du croissant, et surtout cette extrémité gauche qui se projetait en avant [1] et pouvait être attaquée à revers.

La disposition même de l'armée française dictait aux alliés leur ligne de conduite. Il fut convenu, entre Marlborough et Eugène, que l'on commencerait par attaquer les deux ailes et que l'on s'efforcerait de les chasser des bois qu'elles occupaient : puis, à mesure que ces ailes reculeraient, on ferait avancer la réserve d'infanterie et la cavalerie, afin d'être en mesure, au moment opportun, d'attaquer et d'enfoncer le centre français. Le principal effort devait porter sur l'aile gauche : Eugène en fut chargé. Marlborough devait diriger l'attaque sur la droite, puis celle sur le centre. Les attaques devaient être faites par des colonnes d'infanterie, soutenues, à une certaine distance, par de la cavalerie [2]. En même temps, le général Withers était envoyé au-devant de la colonne anglo-hollandaise qui

[1] Il est permis de supposer, avec Noorden, qu'en l'étendant aussi loin, Villars se réservait de lui faire prendre l'offensive lorsque l'ennemi aurait été rebuté et désorganisé par plusieurs assauts infructueux. C'est dans ce but qu'il l'aurait moins solidement retranchée que l'extrémité droite.

[2] Journal des opérations conservé aux archives de la guerre à Vienne, et cité dans *Feldzüge des Pr. Eugen von Savoyen*, t. XI, p. 101. — On conserve aux mêmes archives l'ordre original en français rédigé par le prince Eugène pour son corps d'armée particulier ; on le lira sans doute avec intérêt :

« L'infanterie se rangera en trois lignes, et attaqueront le bois depuis la pointe de l'aile droite de l'armée de Son Altesse mylord duc de Marlborough jusques à la gauche des ennemys dans ledit bois.

« La cavallerie se rangera en deux colonnes, les deux ailes se joignant, et suivront de la gauche sur la marche de la cavallerie de l'armée de mylord duc, pour gagner la plaine aussitôt que l'infanterie aura chassé les ennemys hors du bois, et alors se rangeront sur la droite de ladite cavallerie de l'armée de mylord duc.

« Tous les attaques commenceront à la pointe du jour si on peut être prêt, et le signal pour commencer sera une décharge de toute l'artillerie anglaise, qui sera répondu par l'artillerie hollandaise.

« L'infanterie se mettra en marche une heure avant le jour pour gagner

arrivait de Tournay, avec ordre d'en prendre le commandement, de traverser les bois, du côté de Blaugies, et de venir tomber sur les derrières de l'armée française. Ce plan, ainsi que nous allons le voir, fut suivi de point en point et couronné de succès.

Les deux armées couchèrent en bataille sur le terrain, dans leurs positions.

Le 11 septembre au matin, un épais brouillard couvrait le sol : en attendant qu'il se dissipât, chacun fit ses derniers préparatifs de combat, et passa cette heure solennelle suivant le tempérament propre à sa nation. Dans le camp anglais et allemand, des prières publiques furent récitées, puis chaque corps se rendit en silence au poste qui lui avait été assigné : du côté des Français aussi, plus d'une prière émue s'éleva silencieusement du fond des cœurs vers le Dieu des armées, mais les manifestations extérieures avaient un tout autre caractère : le besoin de mouvement, l'insouciance réelle ou factice se traduisaient par de bruyants propos. Villars parcourait les rangs, jetant au soldat de ces mots familiers, colorés, qui le touchaient au point sensible; il avait l'entrain communicatif, sa popularité était alors au plus haut point, la confiance qu'il inspirait, sans bornes; de longues acclamations saluaient son passage; on les entendait du camp ennemi courir le long des lignes françaises, on distinguait les cris de *Vive le maréchal!* mêlés au cri de *Vive le Roi!* « ce cri, a dit Bernardin de Saint-

le terrain où elle doit être postée, et la cavalerie de l'aile droite serrera à la gauche, pour joindre la cavallerie de l'aile gauche.

« Les deux mille hommes avec le comte de Denhoff seront postés à la droite de la première ligne. »

Pierre, que les Français poussent toujours dans le danger, comme s'ils appelaient leur prince à leur secours, ou comme s'ils voulaient témoigner qu'ils sont prêts à mourir pour lui ».

Villars, par déférence pour Boufflers, lui avait confié le commandement de la droite; il avait pris celui de la gauche, tout en se réservant la direction générale de la bataille.

Vers sept heures et demie, le brouillard commença à se dissiper, et les deux armées apparurent l'une en face de l'autre, l'une déjà formée pour l'attaque, l'autre immobile derrière ses retranchements : une vive canonnade s'engagea et acheva de disperser les derniers nuages : un peu avant huit heures, une décharge générale de la grande batterie anglaise donna le signal de l'attaque.

Eugène, qui était chargé du premier effort, avait disposé ses cinquante-neuf bataillons sur trois lignes. Il jeta toute cette masse sur l'extrémité de la gauche française : Schulenburg avec trente-six bataillons attaqua la pointe du bois du Sart, Lottum avec vingt-deux aborda cette même pointe par son flanc méridional, essayant de percer entre la lisière et le centre français. Le petit ravin qui contournait cette lisière, détrempé par les pluies des jours précédents, était boueux et glissant : les colonnes allemandes et anglaises avançaient avec peine; Albergotti les attendit derrière les abatis et les levées de terre qui le couvraient. Lorsqu'elles furent à cinquante pas, il les accueillit par un feu roulant des plus meurtriers; les colonnes reculèrent et engagèrent la fusillade à distance, pendant que l'artillerie anglaise concentrait son feu sur le bois; deux heures durant, cette lutte

se continua et les assauts se renouvelèrent sans que Lottum ait pu approcher de la lisière qu'il attaquait et sans que Schulenburg n'ait pu gagner d'autres avantages que d'emporter la pointe de la ligne, et de prendre pied dans les premiers arbres de l'extrême gauche. Cet avantage, il l'avait chèrement payé : ses pertes étaient considérables ; les généraux Harrach et Kanitz étaient hors de combat, ainsi que la plupart des colonels et lieutenants-colonels d'infanterie.

Pendant que ce sanglant combat se déroulait, un autre combat non moins meurtrier s'était engagé à l'extrême droite française ; d'après le plan convenu, Marlborough devait la faire attaquer une demi-heure après la première attaque d'Eugène. Vers neuf heures, les colonnes s'ébranlèrent : trente bataillons hollandais ou à la solde de la Hollande, commandés par le jeune prince d'Orange, abordèrent les retranchements de la trouée d'Aulnoit. La cavalerie anglaise, commandée par le prince de Hesse, soutenait le mouvement. L'attaque fut conduite avec une telle vigueur qu'elle parut un instant devoir réussir. Les deux premières lignes de l'extrême droite furent emportées, le régiment de la Marck perdit trois drapeaux. Artagnan tenait en réserve le « vieux » régiment de Navarre : le jeune marquis de Gassion, héritier d'un nom célèbre, le commandait ; cette troupe d'élite, lancée en avant, eut bientôt regagné les positions emportées, repris les drapeaux perdus et conquis à son tour trois drapeaux ennemis. Orange, sans se laisser décourager, renouvela l'attaque avec une valeur que l'on ne saurait trop admirer,

conduisant lui-même les colonnes à l'assaut, escaladant les épaulements un drapeau à la main; son courage se brisa contre la ténacité des troupes françaises et le feu meurtrier de la grande redoute. Une fois encore il crut avoir pris pied dans les lignes. Les régiments de Lannoy, d'Alsace, de Picardie, les gardes eux-mêmes qui défendaient l'entrée de la trouée, avaient reculé; le duc de Guiche, qui commandait une des brigades, avait été emporté blessé; ce fut encore Navarre qui rétablit le combat; Picardie, rallié par Boufflers lui-même, voulant effacer un moment de faiblesse, le suivit tête baissée, et Orange fut de nouveau rejeté hors des lignes, laissant sur le carreau près de la moitié de ses effectifs. Là tomba à la tête de ses braves highlanders, l'héritier d'Athole, le jeune marquis de Tullibardine, avec lui, les généraux Webb, Hamilton, le brigadier suisse Mey, les Suédois Spaar et Oxenstiern.

Après trois heures d'une pareille lutte, la gauche alliée était fort maltraitée. Si à ce moment Boufflers avait pu prendre à son tour l'offensive, appeler à lui une partie de la cavalerie immobile sur le plateau de Malplaquet et attaquer à fond, on peut croire qu'il eût sérieusement entamé la ligne de bataille ennemie. Mais l'excès des retranchements ne favorisait ni matériellement ni moralement un mouvement en avant par masses : si quelques retours offensifs furent prononcés, ce ne furent que des actions isolées, locales, faites par de petites fractions d'infanterie, qui, après avoir poursuivi quelque temps l'assaillant en retraite, s'empressaient de reprendre, derrière leurs retranchements, des positions abritées. Quant

à l'infanterie ennemie, elle allait se reformer sous la protection de la cavalerie anglaise et à l'abri du bois de Thiry. Ainsi cloué à ses lignes, Boufflers défendait son terrain, mais n'en gagnait pas : ne se laissant pas entamer, mais ne faisant pas profiter l'ensemble de l'affaire des avantages particuliers qu'il remportait. Néanmoins, vers midi, les choses avaient, de son côté, pris une tournure si favorable qu'il était plein d'espoir; il croyait pouvoir compter sur une victoire prochaine, quand de graves nouvelles lui parvinrent de la gauche et du centre.

Nous avons laissé l'extrême gauche, vers dix heures, se défendant avec peine, mais avec un succès relatif, contre les assauts réitérés de Schulenburg et de Lottum. Sans se laisser rebuter par la fermeté de la résistance et la multiplicité des obstacles matériels, Eugène prit ses dispositions pour une attaque plus décisive; laissant momentanément Lottum appuyé au bois de Thiry, entretenir le feu à distance, il fit déborder par Schulenburg l'extrémité de la ligne française, et attaquer le bois du côté où il était le moins défendu : lui-même se mit avec les colonnes d'infanterie, dirigeant les mouvements, remplaçant les bataillons trop fatigués par des troupes de réserve, voyant à tout, animant les hommes par son exemple, donnant les preuves d'une habileté consommée et d'une rare intrépidité. Assaillie ainsi de toutes parts par un ennemi très-supérieur en nombre, la tête de ligne française, isolée, fut obligée de se replier dans l'intérieur du bois; les défenseurs de la lisière, pris à revers, firent de même. Lottum, renforcé par la brigade anglaise d'Argyle, pro-

tégé contre un retour offensif de Chémérault par Marlborough lui-même, à la tête de la cavalerie d'Auvergne, Lottum, put alors, à son tour, franchir cette lisière, et tout le corps d'Eugène se trouva engagé dans le bois. Eugène y pénétra lui-même, mêlé aux tirailleurs; une balle l'atteignit au côté de la tête : le sang coulait sur son visage, on le pressait de se faire panser : « Si je dois être tué tout à l'heure, dit-il, le pansement est inutile; si je dois vivre, il sera bien temps ce soir. » Refoulés par cette attaque violente, les défenseurs du bois reculaient pied à pied, d'arbre en arbre; néanmoins ils reculaient : après deux heures d'une lutte acharnée, ils étaient ramenés à la lisière orientale et commençaient à remonter les pentes du plateau de Malplaquet.

Villars avait suivi de près les progrès de l'ennemi; se tenant dans la trouée de la Louvière, près de la jonction des lignes avec le bois du Sart, au milieu de l'infanterie, il ne perdait de vue aucun des incidents de la lutte : il avait reçu lui-même la première attaque de Lottum, avait aider à la repousser, prodiguant, lui aussi, ses exemples et sa vie. Quand Lottum, obliquant à droite devant lui, avait forcé l'entrée du bois, il avait fait passer sous les arbres quelques bataillons de son centre; la brigade de Bretagne, celle des Irlandais avaient ainsi successivement serré à gauche; les Irlandais de Lee et de O'Brien abordant les assaillants anglais sous la double impulsion de leur valeur naturelle et de leur haine nationale, les avaient même obligés quelque temps à reculer; mais ces renforts n'avaient pas suffi à arrêter le flot conduit par Eugène.

Villars, se voyant débordé, s'était de sa personne porté plus à gauche, derrière le bois. Sur ce point, le terrain monte à partir de la lisière, par une pente douce et uniforme; en travers de ce glacis naturel, Villars s'était hâté d'établir une ligne d'infanterie, à l'aide de sa réserve et des douze bataillons de Chémérault, tirés du centre. A mesure que les fantassins de Goesbriant sortaient du bois, il les recueillait, les reformait derrière cette ligne solide. Quand les soldats de Schulenburg et de Lottum parurent à leur tour, ardents à la poursuite, ils s'arrêtèrent devant ce front menaçant, se formèrent sous bois et commencèrent à gravir la pente avec résolution. Villars les attendait; il les reçut avec une de ces charges à la baïonnette qu'il savait inspirer; refoulés, culbutés, Allemands, Danois, Anglais, regagnèrent l'abri du bois. Malheureusement, tandis qu'il menait lui-même la charge au milieu de la fusillade, Villars tomba; une première balle avait tué son cheval, une seconde l'avait lui-même atteint au-dessus du genou; presque au même moment Albergotti, blessé d'une balle à la hanche, tombait à son tour. Villars voulut se faire panser sans quitter la place et essaya de garder le commandement, mais vaincu par la douleur et la perte de son sang, il s'évanouit; on couvrit une chaise avec des drapeaux pris à l'ennemi, et sur ce glorieux brancard on le transporta au Quesnoy. Il était environ midi.

Arrêtons-nous un instant, à cette heure critique, pour jeter un coup d'œil sur l'ensemble du champ de bataille.

A droite et dans la trouée d'Aulnoit, l'armée française avait victorieusement maintenu ses positions : elle avait

devant elle la gauche ennemie décimée, désorganisée, sauf la cavalerie du prince de Hesse, qui n'avait pas été sérieusement engagée ; au centre, dans la trouée de la Louvière, les lignes françaises étaient encore intactes, mais dégarnies par les appels de la gauche : il ne restait guère pour les défendre que les troupes auxiliaires de Cologne et de Bavière. En face d'elles l'ennemi occupait le petit bois de Thiry et la lisière du bois du Sart ; un peu plus en arrière était déployée la réserve anglaise, les quinze bataillons d'Orkney qui avaient suivi le mouvement de Lottum, tout en se tenant hors de l'atteinte des balles, et que Marlborough gardait intacts, sous sa main, pour frapper le coup décisif. Derrière cette infanterie, était massée toute la cavalerie alliée, qui s'était insensiblement rapprochée et que Marlborough réservait aussi pour l'action suprême. A gauche, les lignes françaises s'étaient déplacées : elles avaient entièrement quitté les bois du Sart et de Taisnières, mais s'étaient reformées sur les pentes du plateau de Malplaquet. Devant leur fière attitude, le corps d'Eugène, maître du bois, n'osait pas encore s'aventurer en plaine ; mais de l'abri qu'il avait conquis, il dirigeait un feu meurtrier, non-seulement sur l'infanterie de la gauche, mais sur celle du centre et sur la cavalerie massée derrière elle. Plus loin encore à gauche, le général Withers avait réussi à traverser les bois et apparaissait sur le flanc de l'armée française ; Broglie le contenait encore avec sa cavalerie, mais il s'établissait dans les maisons et jardins du hameau de Lafolie, et y prenait une position menaçante. En résumé, au moment où Villars fut emporté du champ de bataille,

la situation, favorable à droite, menacée au centre, était entamée à gauche : la journée était compromise, elle n'était pas perdue : elle pouvait encore être rétablie, comme le furent celles de Fontenoy et de Marengo, par une de ces manœuvres soudaines, irrésistibles, qu'une inspiration de génie conçoit et fait réussir.

Villars aurait-il eu cette inspiration? Aurait-il pu, maintenant et contenant la droite de l'ennemi dans le bois du Sart, jeter sur la gauche désorganisée des masses assez fortes pour l'enfoncer, entraîner le centre dans sa déroute, et ressaisir la victoire au moment de lui échapper; aurait-il eu le temps de réunir les éléments d'une pareille opération? Deux lignes de ses Mémoires permettent de croire qu'il l'eût au moins tentée [1]. Villars est resté convaincu que sans sa blessure il eût remporté la victoire : sans partager à ce point l'optimisme du confiant maréchal, nous pouvons croire qu'il l'eût disputée par quelque coup d'audace. Boufflers, qui avait au plus haut degré le courage, l'abnégation, la fermeté d'un homme de devoir et de caractère, n'avait pas l'instinct des grandes initiatives : et d'ailleurs, quand il reçut, avec la nouvelle de la blessure de Villars, la responsabilité du commandement suprême, le moment des grandes initiatives était passé pour lui, il avait été mis à profit par l'ennemi.

Marlborough suivait depuis le matin avec une croissante anxiété les sanglantes péripéties du combat : partageant

[1] « Quelques-uns des officiers généraux proposèrent à la droite de sortir des retranchements et de marcher à l'ennemi, et ce seul mouvement eût décidé de la bataille. » (*Mémoires de Villars*, t. III.)

son activité entre le centre et la gauche de son armée, il avait assisté à l'échec de l'une, aux lents progrès de l'autre, s'étonnant d'une résistance à laquelle ne l'avaient pas habitué ses faciles victoires. Il trouvait lent à venir le moment prévu par le plan de bataille et où la défaite des deux ailes françaises lui permettrait de porter sur le centre un effort décisif : il le guettait avec impatience, ménageant avec soin les réserves destinées à l'attaque suprême. Enfin vers midi, à cette période de la bataille que nous venons de décrire, l'occasion tant attendue se présenta. L'habileté et la vigueur d'Eugène l'avaient fait naître. Le recul de la gauche française laissait la trouée de la Louvière presque sans défenseurs; Villars blessé, disparu, ne pouvait plus parer au danger; Boufflers, ignorant encore la blessure de son chef, n'avait pas à y pourvoir : Marlborough saisit l'occasion avec sa promptitude et sa décision ordinaires. Il lança en avant Orkney et ses quinze bataillons anglais, sur une seule ligne, en les faisant soutenir par le duc d'Auvergne à la tête de la cavalerie hollandaise. Orkney emporta d'un seul mouvement les redans qui fermaient la trouée de la Louvière et en délogea les troupes électorales bien inférieures aux siennes en nombre et en valeur : il s'établit solidement dans ces lignes : aussitôt Auvergne, pénétrant par les intervalles que Villars avait préparés pour sa propre cavalerie, venait se mettre en bataille à l'entrée de la plaine, le dos aux retranchements conquis; la grosse artillerie anglaise, tirée de la redoute du centre, arrivait au galop et, passant par les mêmes intervalles, se mettait en batterie et couvrait

de projectiles la cavalerie française massée sur le plateau : derrière cette première ligne et prête à lui succéder, avançait toute la masse de la cavalerie alliée, les dragons anglais de Wood, les Prussiens et les Hanovriens de Bulau, les cuirassiers impériaux conduits par le duc de Wurtemberg et le comte Vehlen, deux cents escadrons intacts, en masse profonde, en ordre imposant, animés par la présence de Marlborough et d'Eugène, les deux chefs qui les avaient si souvent menés à la victoire. Cette formidable poussée d'hommes et de chevaux pénétra comme un coin de fer dans le front de l'armée française, la séparant violemment en deux parties, et, chose triste à raconter, c'est un petit neveu du grand Turenne qui lui montrait le chemin.

Mais tout n'était pas dit encore, derrière la brèche sanglante qui venait de s'ouvrir, sur les pentes de Malplaquet, il y avait la cavalerie de France, ces brillants escadrons, qui ne le cédaient à personne en valeur, en courage, en réputation noblement acquise; à leur tête les meilleurs lieutenants de Villars : Magnac, qui commandait la charge de Friedlingue; Legall, qui commandait celle de Munderkingen; Rosel, Vivans, qui avaient mené avec lui de si furieuses chevauchées ; il y avait encore le vieux Boufflers, qui, s'il n'avait pas les inspirations du génie, avait celles du patriotisme et de l'honneur. Un choc terrible se préparait. A peine Auvergne avait-il mis sa cavalerie en bataille qu'elle était assaillie par la gendarmerie, conduite par La Vallière : culbutés, renversés, les escadrons hollandais ressortaient des lignes; mais arrivés à ces mêmes

lignes, les gendarmes furent accueillis par le feu de l'infanterie et de l'artillerie anglaises solidement établies dans les redans et les fossés; ils durent reculer : l'infanterie de la droite française, qui tenait encore les retranchements de la trouée d'Aulnoit, aurait pu les soutenir : c'étaient Alsace, Lannoy, les gardes françaises et suisses; mais ces régiments eux-mêmes étaient l'objet d'une attaque irrésistible. Hesse, entrant en même temps qu'Auvergne dans les lignes avec ses escadrons anglais et tournant à gauche, était venu les prendre à dos; quatre bataillons hanovriens de Rantzau, se couvrant du bois de Thiry, avaient fait de même; en même temps le prince d'Orange renouvelait son attaque de front; il était parvenu à rallier les survivants de sa colonne, à leur inspirer une telle ardeur qu'on avait vu des blessés, aussitôt pansés, reprendre leur place dans le rang; avec cette troupe reformée, il avait abordé, pour la quatrième fois, les retranchements de la trouée. Cette fois, grâce à la diversion de l'intérieur, il les emporta. Les braves régiments qui les défendaient, assaillis de tous les côtés à la fois, se replièrent sur le bois de la Lanière, laissant sur le terrain le vieux et brave brigadier d'Alsace, Steckenberg. « Ce fut là le coup décisif », dit la relation officielle des alliés : en effet, il achevait d'ouvrir le centre français : il ne restait plus d'infanterie française dans l'intervalle des deux bois, tout le passage était libre, ouvert aux mouvements de la cavalerie.

Alors s'engagea, entre la cavalerie alliée et la cavalerie française, un des plus furieux combats qui aient jamais

été combattus entre des troupes à cheval. Ce fut comme une nouvelle bataille qui parut encore quelque temps tenir la victoire indécise[1]; deux heures durant, vingt mille cavaliers tourbillonnèrent dans la plaine, croisant le flux et le reflux de leurs charges, faisant assaut d'adresse et d'intrépidité. Mais, entre ces deux troupes, la partie n'était pas égale : l'une était soutenue, l'autre ne l'était pas; chaque fois que les escadrons français, poussant devant eux les

[1] Schulenburg reconnaît que le combat fut « douteux jusqu'à la fin ». « Si on avait eu le dessous, écrit-il, comme on a eu lieu de le craindre plus d'une fois, la retraite aurait été sujette à bien des embarras. »

Marlborough, dans les trois lettres qu'il écrivit le soir de la bataille (*Marlbor. dispatches,* t. IV, p. 592-596), affirme en termes presque identiques que la cavalerie française lutta, de midi à trois heures, avec une grande énergie : « Their horse fought with great fury till past three. » — Saint-Simon raconte pourtant que les premiers escadrons qui furent opposés à la cavalerie ennemie débouchant dans la plaine, chargèrent mollement, et furent ramenés : l'héroïsme de la maison du Roi aurait réparé ce moment de défaillance. Ce qui ferait croire à l'exactitude de ce renseignement, c'est l'existence d'une chanson qui, composée à cette époque, s'est maintenue par tradition : la voici telle qu'elle se chantait encore en 1829, dans les régiments de carabiniers :

Cavaliers (*bis*),
Pour boire on dit que vous avez renom,
Mais pour vous battre on dit que non.
On dit que vous avez été
A la bataille de Malplaquet
Sans tirer sabre ou pistolet.
Cavalerie,
N'approchez pas de nos dragons,
Car ils sont en furie
Et vous battront.
Et vous, trompettes,
N'approchez pas de nos tambours,
Car leurs baguettes
Battent nuit et jour.

Il ne faut pas oublier que dans l'ancienne armée le nom de *cavalerie* ne s'appliquait pas à toutes les troupes à cheval, mais seulement aux régiments qui n'étaient ni gendarmes, ni dragons, ni hussards, ni de la maison du Roi. La faiblesse momentanée de quelques escadrons n'infirme en rien la gloire acquise en cette journée par la cavalerie française prise dans le sens étendu que nous donnons aujourd'hui, à ce mot.

ennemis renversés, arrivaient aux lignes, ils y trouvaient l'infanterie anglaise, couverte, inattaquable, qui les recevait par des salves meurtrières; en même temps, de la lisière du bois du Sart, de la pointe du bois de Thiry, partait un feu croisé de mousqueterie et d'artillerie qui les arrêtait dans leur course victorieuse. Malgré ces conditions désavantageuses, Boufflers soutint vaillamment la lutte : il était redevenu colonel de cavalerie, mêlé aux escadrons, parlant aux hommes, chargeant à leur tête, leur promettant de ne pas quitter la place, tant qu'il y aurait un cavalier dans la plaine [1]. La maison du Roi soutint son ancienne réputation; le vieux Gassion, malgré ses soixante-dix ans, se souvenant qu'il avait été vingt ans lieutenant aux gardes du corps, voulut se mettre à sa tête; dans ses rangs, le prétendant anglais, le duc de Rohan, l'élite de la noblesse française : trois fois elle renversa les escadrons ennemis, perça jusqu'aux lignes, mais ne put franchir la barrière de feu qui se dressait devant elle; la cavalerie ennemie, au contraire, ralliée à l'abri de ces feux, reprenait une offensive chaque fois plus efficace; peu à peu, la cavalerie française perdit du terrain, vaincue surtout par l'infanterie. Sur le plateau de Malplaquet, où la ramenait le reflux du combat, aucune infanterie française pour la recueillir et couvrir son ralliement. La gauche, débordée par Withers, avait peine à se maintenir; la droite, rejetée dans le bois de la Lanière, était trop loin. Dans ces conditions désavantageuses, Boufflers jugea qu'il valait mieux suspendre le combat que de risquer une

[1] Lettre de Contades, PELET, t. IX, p. 372.

défaite complète, il donna le signal de la retraite; elle se fit dans un ordre admirable. La droite se retira par les bois, sur Bavay et le Quesnoy, conduite par Artagnan, qui avait eu trois chevaux tués sous lui; la gauche se dirigea sur Quiévrain et Valenciennes, sous la conduite de Legall et de Puységur; la cavalerie couvrait le tout, Rosel faisant l'arrière-garde avec les carabiniers : l'armée emmenait ses canons, sauf quelques pièces restées démontées dans les bois; elle emportait plus de drapeaux à l'ennemi qu'elle n'en laissait entre ses mains; elle n'était ni précédée de fuyards, ni suivie de traînards, mais elle abandonnait ses blessés à la générosité du vainqueur [1].

L'ennemi, contenu par cette fière attitude, épuisé par sa victoire, n'essaya même pas de poursuivre l'armée en retraite [2]; il s'arrêta sur ce plateau de Malplaquet qu'il venait de conquérir au prix de tant de sang, et dont la

[1] Les bagages avaient été, par ordre de Villars, dès le 8, renvoyés en arrière.

La carte que nous donnons ci-contre permet de mieux comprendre le récit de la bataille. La couleur bleue indique l'armée française, la rouge l'armée alliée.

A Première position de l'infanterie française.
B Première position de la cavalerie française.
C Première position de la réserve française (Broglie).
D Première position de l'armée alliée.
a Première attaque du prince Eugène.
b Première attaque de Lottum.
c Première attaque du prince d'Orange.
d Deuxième attaque du prince Eugène.
E Position du corps d'Eugène vers midi.
F Position de la gauche française vers midi : point où Villars fut blessé.
e Dernière attaque de Marlborough sur le centre dégarni.
G Corps de Withers.

[2] Schulenburg constate que l'artillerie française continuait à tirer en se retirant et que la retraite se fit « en si bon ordre, que nos généraux n'ont pas jugé à propos de la faire poursuivre plus loin ».

possession fut le seul fruit de sa victoire. Ce champ de bataille lui-même, il dut le quitter et revenir en arrière : les morts et les mourants le disputèrent aux vivants; ils étaient là au nombre de plus de trente mille, couchés sur un faible espace. Rien ne peut rendre l'horreur de ce spectacle ; sur certains points, notamment dans les fossés des retranchements de la droite où la lutte avait été si vive, les corps étaient amoncelés en couches profondes, quelques-uns maintenus debout par l'accumulation des autres, immobilisés dans l'attitude du combat par la rigidité de la mort. Vingt mille blessés réclamaient, par leurs cris, une assistance que l'activité la plus charitable était impuissante à leur donner. Le vainqueur subit la poignante émotion de cette scène lugubre, et le chant d'actions de grâces que Marlborough fit entonner par ses troupes victorieuses avait les accents d'un chant funèbre.

L'armée alliée eut, d'après les relevés officiels, vingt deux mille neuf cent trente-neuf hommes hors de combat : parmi les morts se trouvaient les généraux Oxenstiern, Spaar, Webb, Gore, Lallo, Heyden, Pendergast... un grand nombre de colonels; l'armée hollandaise avait particulièrement souffert : elle supportait la moitié des pertes, quoiqu'elle ne formât que le quart de l'effectif total : les bataillons des gardes bleues étaient ramenés de mille deux cents hommes à cinq cents; ils avaient huit capitaines tués sur dix; la compagnie de cadets était réduite à trois hommes.

Les pertes de l'armée française, qui avait combattu à couvert la plus grande partie de la journée, n'atteignaient

guère plus de la moitié de ce chiffre[1] : elle avait donc relativement peu souffert dans son organisation matérielle, elle était moins atteinte encore dans son moral ; sa longue résistance, sa belle retraite, les pertes énormes qu'elle avait infligées à un ennemi supérieur en nombre, la relevaient à ses propres yeux et lui dissimulaient l'échec final ; chacun avait le sentiment d'avoir fait son devoir et était prêt à le faire encore avec l'espoir d'un meilleur résultat : dès le lendemain de la défaite, l'armée était en bataille derrière la Rhonelle, à quatre lieues seulement de Malplaquet, offrant le combat à l'ennemi, qui ne crut pas devoir le reprendre. Les alliés avaient manqué leur but : la prise de Mons ne devait leur offrir qu'une médiocre compensation.

« Eugène et Marlborough doivent être contents de nous, écrivait un officier français[2], car jusqu'à ce jour, ils n'avaient jamais trouvé de résistance digne d'eux. » Bouf-

[1] Le chiffre de 11,000 a été adopté par l'auteur des *Feldzüge Eugens* : il paraît conforme à la vérité : le Dépôt de la Guerre ne renferme pas de documents officiels qui établissent les pertes véritables, on n'y trouve que la liste des officiers tués, blessés ou disparus (Pelet, t. IX, p. 378) ; elle se monte à 850 ; quand on songe que le corps d'officiers se recrutait presque exclusivement dans une seule classe de la nation, on peut juger, par ce chiffre, des sacrifices énormes qu'un demi-siècle de guerres continuelles a imposés à cette classe, et s'expliquer comment ont disparu la plupart des familles de l'ancienne noblesse militaire de France. Parmi ceux qui tombèrent à Malplaquet pour ne plus se relever, je trouve les noms de Charost, Palavicini, Croy, Beuil, Chémerault, Chardon, Moret, d'Autrey, Féligonde, Goussonville ; le duc de Guiche se remit de sa blessure et devint maréchal de France, le duc de Saint-Aignan, le marquis de Nesle, le vicomte d'Angennes, le marquis de Béthune, le marquis de Gondrin, le marquis de Courcillon, fils de Dangeau, les chevaliers de Janson et d'Oppède, MM. de Coetquen, de Tournemine, du Reffuge, etc., furent parmi les blessés.

[2] La lettre est conservée dans les archives princières de la maison de Liechtenstein.

flers écrivait, de son côté, au Roi : « La suite des malheurs arrivés depuis quelques années aux armes de Votre Majesté avait tellement humilié la nation française, qu'on n'osait quasi plus s'avouer Français; j'ose vous assurer, Sire, que le nom français n'a jamais été tant en estime, et peut-être plus craint qu'il l'est présentement dans toute l'armée des alliés... Il nous en coûte beaucoup, et on ne peut s'empêcher de regretter la perte de tant d'honnêtes gens, mais c'est un sang bien utilement répandu, et il faut compter pour une grande victoire d'avoir regagné et rétabli l'honneur et la réputation de toute une nation. » Ces sentiments étaient ceux de toute l'armée. Nous n'étonnerons personne en disant que Villars renchérissait encore sur leur expression : « Si Dieu nous fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, écrivait-il au Roi le 14 septembre, Votre Majesté peut compter que ses ennemis sont détruits. » Était-ce d'ailleurs vraiment une bataille perdue, une bataille où le vainqueur avait laissé sur le carreau deux fois plus de monde que le vaincu? N'était-il pas plus juste et plus politique de la considérer comme une victoire? Ce fut bientôt l'avis de Villars, qui écrivit au Roi : « Les ennemis peuvent dire avoir gagné la bataille puisqu'ils sont demeurés maîtres du champ de bataille, mais l'armée de Votre Majesté *l'a véritablement gagnée,* par le nombre prodigieux de morts qu'il y a chez les ennemis. » Le Roi crut devoir adopter cette version, tout en sauvant, par une rédaction habile, les apparences de la vérité. Il fit Villars pair de France, le combla d'honneurs et d'attentions, « pour avoir remporté le principal avan-

tage sur les ennemis[1] ». Il envoya le bâton à Artagnan.

On pourra sourire avec Saint-Simon de ces subterfuges de la vanité personnelle ou nationale, on n'oubliera pourtant pas que le salut du pays était intéressé à ce que le prestige de Villars ne souffrît aucune atteinte. Il importait de ne pas diminuer la confiance qu'il inspirait, de ne pas détruire l'effet produit sur l'armée par la présence, à sa tête, d'un chef qu'elle aimait et croyait invincible : si elle avait retrouvé son ancienne valeur, si elle avait reconquis l'estime et le respect de ses ennemis, si elle avait vu l'effort de l'invasion se briser devant sa résistance, n'était-ce pas l'œuvre de Villars, le résultat de l'action qu'il exerçait malgré ses défauts, à cause d'eux peut-être, sur l'esprit mobile, impressionnable, du soldat français? Louis XIV le crut ainsi, madame de Maintenon maintint le Roi dans cette conviction : l'avenir devait justifier leur confiance et l'appui qu'ils donnèrent à Villars. Dans ses mains, après quatre mois de commandement, les fuyards d'Oudenarde étaient devenus les glorieux vaincus de Malplaquet; encore deux années de la même direction, ils seront les vainqueurs de Denain.

La France entière s'associa aux sentiments de son souverain; de tous les points du territoire arrivèrent au Ques-

[1] Il est curieux de constater, même dans les lettres de madame de Maintenon, la gradation de l'opinion : le 14 la bataille « est perdue », la journée est « glorieuse, mais malheureuse ». Le 16 : « Moins on peut dire qui a eu l'avantage. » Ces lettres, publiées par M. Geffroy, t. II, p. 225-235, sont du plus vif intérêt et témoignent de la confiance qu'inspirait Villars, ainsi que de l'estime qui entourait Boufflers.

noy, à l'adresse de Villars, des témoignages de sympathie et d'admiration. Plus de soixante lettres reçues en huit jours constatent ce grand mouvement d'opinion; elles étaient signées des noms les plus illustres : princes du sang, ducs et pairs, évêques, magistrats, officiers de tout grade figurent dans cette liste. La maréchale était accourue au chevet du blessé : le Roi envoya son premier chirurgien, Maréchal, celui qui ne quittait jamais sa personne, présider au traitement de la blessure; elle n'était pas sans gravité : l'os de la jambe avait été atteint; des esquilles nombreuses compliquaient l'état de la plaie : des opérations douloureuses furent pratiquées. Le vigoureux tempérament de Villars, soutenu par les satisfactions de l'amour-propre, eut raison de la douleur et de la fièvre. Quand le glorieux blessé fut transportable, on le mit dans une litière et on le conduisit à Versailles à petites journées. Le voyage fut une véritable marche triomphale. A Versailles le Roi mit le comble à ses faveurs : il fit porter le blessé dans l'appartement du prince de Conti et de la princesse sa mère, au rez-de-chaussée, et vint l'y voir. A l'exemple du maître, toute la Cour se pressa autour du lit du convalescent. Il faut lire dans Saint-Simon le tableau de ces empressements et le violent accès de colère que suscitent dans l'âme enfiellée du grand seigneur d'aussi scandaleuses infractions aux lois de l'étiquette. Voysin, Desmarets, apportaient leur portefeuille; on discutait les projets de guerre, les promotions, les commandements; madame de Maintenon ne fut pas la moins assidue, elle venait souvent et avait tête-à-tête de longs entretiens

avec son protégé [1]. On peut croire qu'elle tempérait les écarts de son imagination et s'efforçait de modérer les transports qu'une fortune aussi éclatante devait susciter dans sa nature prime-sautière et personnelle.

Cependant l'hiver de 1710 s'était passé et la campagne s'était rouverte en Flandre; les débuts n'avaient pas été heureux pour nos armes : Marlborough et Eugène avaient forcé les lignes sans combat près de Lens et étaient venus mettre le siége devant Douai le 29 avril; le maréchal de Montesquiou [2], qui avait le commandement suprême, s'était replié sous Cambrai. La présence de Villars était devenue nécessaire. Sa blessure s'était fermée, mais les mouvements de sa jambe étaient difficiles et douloureux : Villars se fit faire une machine qui, emboîtant le genou, lui permettait de se tenir à cheval, et partit. Le 14 mai il rejoignait l'armée et imprimait une activité nouvelle aux opérations. Dès le 29, il crut avoir en main une force suffisante pour affronter un combat : il passa la Scarpe et se déploya dans la plaine de Lens devant Marlborough : celui-ci ne voulut pas sortir de ses positions retranchées, et Villars ne crut pas devoir l'y attaquer; il eut raison, et voyant son ennemi décidé à éviter une bataille, il reprit le système de lignes qui avait l'approbation de la Cour. L'ennemi, de son côté, reprit son système de siéges pendant que Villars, fortifiant les cours d'eau, les reliant par des ouvrages, créait devant lui une frontière artificielle, qui

[1] Elle a raconté un de ces entretiens à la princesse des Ursins, Geffroy, t. II, p. 239.

[2] C'est celui que nous avons appelé jusqu'ici le comte d'Artagnan.

d'Arras à Valenciennes l'immobilisait dans ses conquêtes.

Pendant toute cette année 1710 nous n'avons retrouvé que trois des lettres échangées avec madame de Maintenon : la première écrite par le maréchal durant le siége de Douai, sans doute dans un moment d'impatience et presque de découragement :

Ce 20 may 1710.

Si Douay ne fait pas, Madame, une aussi longue résistance qu'on l'avoit espéré, ce ne sera pas au défaut de la place qu'il faudra s'en prendre; les ennemis l'attaquent par le plus fort et, par la dernière lettre de M. d'Albergotti, il se plaint de sa garnison, cependant choisie dans la meilleure infanterie du Royaume. Il craint de manquer de farine par ne pouvoir faire moudre, quoiqu'il ait des blés suffisamment dans la place. J'ai l'honneur de mander à Sa Majesté que je dois avoir les mêmes craintes pour les subsistances de son armée, et si j'en voulois croire tous les avis que l'on me donne, en arrivant à l'armée je ne serois pas plus tranquille sur la fermeté des troupes; mais je ne saurois croire qu'elles manquent à me suivre, bien qu'il soit vrai que jamais les troupes n'ont été plus foibles, les officiers ni les soldats plus accablés par la misère et la mauvaise nourriture. Je vous supplie, Madame, de vouloir bien me ménager sur tout ce que contient cette lettre, dans laquelle vous trouverez plutôt les sentiments d'un bon serviteur du Roi et bon citoyen que d'un habile courtisan.

Je n'ai rien oublié pour que, dès le commencement de l'hiver, l'on songeât à composer cette armée non d'un plus grand nombre de bataillons et escadrons, mais de bataillons et escadrons mieux choisis. J'avois demandé généralement tout ce qui venoit d'Espagne en infanterie et cavalerie; cela est fait, il n'y a plus de remède. Mais, sur la paix, je sais combien le Roy y est opposé; je ne suis pas surpris que les conditions lui en

paraissent insupportables. Si mon sentiment fait quelque impression, je ne puis douter que le Roy ne s'en souvienne toujours.

Les plus grands malheurs évités ne font jamais aucun mérite à ceux qui ont donné les sages conseils, parce que l'on suppose toujours qu'ils ne seroient pas arrivés. Si nous donnons une bataille et que nous la gagnions, le Roy pensera que, s'il m'avoit cru, il n'auroit pas vu un événement qui change la face des affaires; il ne pensera pas que s'il la perd il n'y a plus de ressources. Mais enfin, quand je fais réflexion que nous avons au moins trente-cinq mille hommes moins que nos ennemis, que presque tous les officiers généraux me veulent faire craindre la même mollesse que M. d'Albergotti trouve dans sa garnison[1]; quand je vois tous les peuples mal intentionnés et ceux de ces frontières souhaiter le mauvais succès de nos armées, que dans ce 20 mai je ne vois non seulement aucun emplacement de farines, mais qu'à vingt lieues de moi, hors les quatorze mille sacs que nous avons, qui ne font pas douze jours de subsistance, je n'ai sureté de rien, que les finances sont à bout, je dis, Madame, que regardant les deux questions qui empêchent la paix, si les ennemis se rendent sur les demandes ultérieures, nous devons nous rendre sur tout ce qui regarde l'Espagne et les Indes. Enfin, Madame, pesez mes raisons, nous marchons aux ennemis, parce que s'il n'y a point de paix, il faut les combattre de toute nécessité, ou pour le secours de Douay ou pour celui de la première place à laquelle ils voudront marcher après Douay. Si l'on peut faire la paix avant cela, je crois avoir rai-

[1] L'ennemi était moins sévère ou plus juste que Villars pour la garnison de Douai : je lis dans la lettre d'un officier anglais en date du 19 mai (trouvée dans une liasse de papiers achetés à Londres) ce qui suit : « We go on but « slowly with this siege : the garrison is large and M. Albergotti is a man « of a good character and expects a baton from his behaviour here. The « French made a sally the other night and cut Suttons regiment to pieces : « they have so many officers and soldiers killd that they can do duty no longer « at the siege. »

son de vous dire qu'elle est préférable à tout ce que l'on peut espérer ou craindre de la suite de la guerre.

Il vous reviendra que je n'oublie rien au monde de tout ce qui peut réveiller l'ardeur, la joie, l'esprit de gloire et de fermeté dans le soldat et l'officier : je mêle les plaisirs et les affaires, et il n'y a personne assurément qui me soupçonne de penser ce que contient cette lettre, mais je crois cependant devoir me donner l'honneur de vous l'écrire, vous suppliant très-humblement de vouloir bien me ménager sur les matières que j'ose traiter.

La seconde lettre a trait aux affaires privées du maréchal :

Le 12 juin 1710.

J'apprends, Madame, par une lettre de madame de Saint-Géran, que madame la maréchale de Noailles vous a dit que je voulais acheter la terre d'Aunan, à laquelle elle songe pour M. le duc de Noailles. J'ai l'honneur de vous assurer, Madame, que je n'y ai jamais pensé en ma vie, ni personne pour moi. Je n'ai pas achevé de payer celle de Villars[1], et la moitié de ma maison[2] est encore due; je vous assure, Madame, que je ne suis pas en état d'acheter un lit, et ai même laissé un meuble que madame de Varengeville[3] avait cru avoir à bon marché. Je ne puis attribuer ces desseins d'acquisitions que l'on me donne qu'à celui qu'on a de me nuire. Je dois assurément aux bruits qui ont été répandus de mes richesses excessives de n'avoir pas été honoré d'un des gros gouvernements qui ont été donnés à MM. de Tallard et de Berwick. Je n'ai jamais été à charge au Roy et ne lui serai jamais. Je ne fais pas comme bien d'autres

[1] La terre de Vaux, l'ancien domaine de Fouquet, sur laquelle Villars avait fait mettre son duché.

[2] Située rue de Grenelle-Saint-Germain, aujourd'hui ministère de l'instruction publique.

[3] La mère de la maréchale de Villars.

qui se font bien payer de leurs médiocres voyages. Je voudrois seulement être en assez bonne santé pour que mes soins pussent égaler mon zèle, qui seul m'a porté à me charger d'un emploi que je ne saurois bien remplir sans des secours d'argent sur lesquels le Roy puisse se reposer entièrement, si je demeure en chemin. La fidélité que je dois à Sa Majesté, et la juste crainte que je pourrois avoir de ses reproches, m'a obligé à prendre la liberté de lui mander la vérité.

Madame de Maintenon répondit immédiatement :

A Saint-Cyr, le 14 juin 1710.

Il est vrai, Monsieur, que madame la maréchale de Noailles pense depuis longtemps à la terre d'Aunan pour sa belle-fille, et qu'elle m'avoit chargé d'avoir l'honneur de vous en écrire. Je l'ai oublié, ayant bien des choses qui m'occupent davantage, et craignant un peu aussi d'abuser de votre honnêteté pour moi dans une occasion qui auroit pu vous être agréable. Je ne suis point surprise que l'avis se trouve faux, et je le suis encore moins que vous ne soyez pas en état de faire des acquisitions. Vous n'êtes point riche, et vous ne faites point le pauvre; vous avez peu, et vous ne demandez guère. Ces maximes-là ne sont pas ordinaires, mais j'espère qu'elles réussiront aussi bien que les autres. Je sais, Monsieur, tout ce que vous faites pour vous procurer du secours, et que votre zèle vous fait même prévoir pour le temps où vous pourriez manquer, ce qui est bien éloigné de ceux qui répondent : « Ce n'est pas mon affaire. » Vous ne douterez pas, Monsieur, de l'inquiétude où je suis de l'état où vous êtes. Il est bien affligeant pour le Roi et pour vos véritables amis. Il n'y a que votre courage et votre affection qui puissent vous soutenir, mais il y a des impossibilités auxquelles il faut céder. Je prie Dieu de ne vous y pas réduire, et je vous supplie de me croire telle que je suis pour vous. Ne m'écrivez point, je vous en conjure, j'aime bien mieux que vous preniez un moment de repos.

La troisième lettre est un billet de madame de Maintenon ayant trait à un fait d'armes du maréchal de Montesquiou; il nous a été impossible de retrouver la trace de cette action, sans doute quelque coup de main heureux sur un convoi ennemi ou un poste isolé [1] :

Le 10 juillet 1710.

J'ai envie d'avoir l'honneur de vous écrire, Monsieur, depuis la petite action qui s'est passée en Flandre, mais je crains votre politesse à me répondre, et je ne puis douter que vous ne soyez accablé de toutes sortes d'affaires, puisque vous faites toutes sortes de métiers dont bien nous prend. Ne m'écrivez donc jamais par honnêteté, je vous en supplie, et donnez-vous tout entier au Roi et à l'État. Permettez-moi de faire ici un compliment à M. d'Artagnan; il trouvera avoir peu fait, mais pour moi, je trouve que c'est beaucoup de faire quelque chose et de montrer que nos troupes savent encore battre nos ennemis quand elles sont bien menées. Vous ne doutez pas, Monsieur le maréchal, des souhaits que je fais pour vous.

Villars souffrait beaucoup de sa blessure; l'automne venu, il remit le commandement de l'armée au maréchal d'Harcourt et alla prendre les eaux de Bourbonne-les-Bains. Dans la solitude et l'isolement d'une ville de province, l'esprit de Villars travaillait : il faisait des plans de campagne, les adressait au Roi, à Voysin; madame de Maintenon essayait de calmer cette agitation : « Elle me faisoit l'honneur de me mander, écrit Villars à Voysin le

[1] Il se peut que la date de cette lettre ait été fautivement transcrite par le copiste de Villars, et qu'il faille la reporter à l'année suivante; le billet pourrait avoir été écrit après la prise du poste d'Arleux, enlevé par Montesquiou le 23 juillet 1711.

1er octobre, qu'elle craignoit pour moi les soucis qui seroient mêlés aux remèdes que je fais; si la tranquillité d'esprit les rend plus salutaires, certainement je ne l'ai pas. » Et il reprenait ses spéculations stratégiques. La pensée lui vint de déplacer le théâtre de la lutte, de le reporter en Allemagne. Comparant le souvenir de ses brillantes chevauchées d'outre-Rhin aux trois années qu'il venait de passer à piétiner sur place et à remuer de la terre, il rêvait d'expéditions plus décisives. Un plan d'invasion en Allemagne communiqué à Voysin ne fut pas agréé; il retourna le 15 avril 1711 en Flandre reprendre le commandement de l'armée et faire des lignes fortifiées.

Mais un grave événement survint qui donna un aliment nouveau à son activité d'esprit : l'empereur Joseph Ier mourut le 17 avril. Le prince Eugène quitta l'armée de Flandre pour aider l'archiduc Charles à se faire donner la couronne impériale. Louis XIV songea à une diversion en Allemagne : l'électeur de Bavière y poussait, s'offrait même pour commander l'expédition. Villars, consulté, non-seulement approuva le projet, mais s'offrit à son tour pour l'exécuter; il en traça fiévreusement le plan : un corps d'armée serait rapidement concentré en Alsace, il irait secrètement et au dernier moment en prendre le commandement, passerait le Rhin comme en 1702, forcerait les montagnes Noires comme en 1703, pousserait au cœur de l'Empire dégarni comme en 1707; il promettait des victoires faciles et de grosses contributions; il se faisait fort de traverser l'élection impériale et de jeter le désarroi dans la « grande alliance » : il acceptait même la présence

gênante et détestée de l'électeur de Bavière, ses « petits démêlés » avec lui étaient oubliés; tout cédait devant la grandeur du but et la certitude des résultats. Louis XIV ne permit pas à Villars de quitter la Flandre; Max-Emmanuel, mis par Philippe V en possession de ce qui restait des Pays-Bas espagnols, oublia bientôt la Bavière et l'Empire, et vint installer à Namur son simulacre de souveraineté; tout se borna à l'envoi en Alsace de dix mille hommes pris à l'armée de Villars; ils y firent, suivant son expression, « plus de bruit que de mal ».

Cette déception ne découragea pas Villars : n'ayant pu prendre l'offensive en Allemagne, il voulut au moins la prendre en Flandre; l'occasion lui paraissait favorable : son armée était bien disposée, mieux payée et mieux nourrie, grâce aux efforts de Desmarets; elle avait retrouvé sa discipline : quelques coups de main heureux lui avaient rendu la confiance; l'ennemi, affaibli par l'envoi de détachements en Allemagne, par l'absence du prince Eugène, était devenu moins entreprenant. Villars supplia le Roi de le laisser attaquer. Louis XIV refusa. Il ne voulait pas risquer dans une bataille les chances qu'il entrevoyait dans la division des alliés, les négociations commencées, les diversions attendues. Villars dut se résigner, mais sa correspondance porte la trace d'une assez vive irritation que madame de Maintenon s'efforce de calmer.

Le 19 juin 1711.

J'avoue, Madame, que j'ai désiré ardemment la permission d'attaquer les ennemis. Toutes les raisons de guerre me faisoient espérer un grand et heureux succès. Je pouvois mener l'armée

dans un pays ouvert, où la valeur de la nation aurait plus décidé que tous les manèges des généraux. L'ennemi rompu n'avoit plus de retraite, et c'étoit précisément cette sorte de bataille que j'aurois par choix préférée à toutes les autres.

Je suis consolé par l'espérance que j'ai que Sa Majesté a eu de bonnes raisons de ne rien donner au hasard, car les meilleures et les plus favorables dispositions peuvent être dérangées par les moindres contre-temps. Enfin, Madame, je veux croire que quelque négociation nous produira bientôt un dénouement avantageux. Peut-être conviendroit-il que celui auquel le Roy veut bien confier le salut de l'État, par le commandement de sa principale armée, eût quelque légère connaissance des négociations. Je vous jure, Madame, que je ne veux sur cela que ce qui peut être du bien du service. Je voudrois que le Roy et vous, Madame, puissiez voir dans mon cœur, vous y trouveriez moins d'ambition que de zèle et d'envie de voir la justice et la vertu l'emporter sur la cabale. J'ai eu l'honneur de vous lire, en partant, un mémoire très-sage, et que je brûlois sur-le-champ, avec d'autant plus de joie que j'avois satisfait à mon plus ardent désir, en vous disant ce que mon honneur et ma conscience me persuadoient ne devoir plus vous taire. Je me flatte, Madame, que vous avez assez bonne opinion de moi pour en avoir jugé ainsi. Je crois pouvoir l'espérer de vos bontés, que j'ose dire mériter par le très profond respect et la parfaite vénération avec lesquels j'ai l'honneur de vous être dévoué.

Marly, le 23 juin 1711.

Monsieur,

Je juge de votre peine par celle du Roi, et je comprends parfaitement l'une et l'autre; mais il faut croire que dans cette conjoncture la patience est ce qu'il y a de meilleur. On voit tant d'apparences de tous côtés à des changements qui ne peuvent que nous être favorables, qu'il y a plus de sagesse à attendre que ces nuages s'éclaircissent. Cependant, Monsieur, j'entre dans

votre souffrance de ne pouvoir profiter d'une occasion qu'on ne trouve pas deux fois dans la même campagne, et votre sang pétille quand vous pensez au bien qui pourroit en résulter pour le Roi et pour votre gloire personnelle. Consolez-vous en pensant que nous sommes mieux que nous avons été, que notre armée est nombreuse et payée, et que, selon toutes les apparences, nous n'éprouverons pas de nouveaux malheurs. Il me semble que l'on est plus sage en Flandre que par le passé, et qu'on y tient bien moins de ces discours qui me fâchoient si fort; peut-être aussi que nous ne sommes pas si bien avertis; ceux du salon sont aussi moins vifs. Je vous ai toujours vu, Monsieur, fort au-dessus de ce qu'on appelle tracasserie. Le comte d'Aubigné m'écrit des choses bien obligeantes de votre part, j'en mérite une part par les sentiments que j'ai et que j'aurai toute ma vie pour vous.

Ces conseils ne calmèrent pas la mauvaise humeur de Villars : un second détachement qu'il fut obligé de faire pour l'armée du Rhin y ajouta encore. Mis ainsi dans l'impossibilité de faire de grandes opérations, il se rabattit sur les petites. Le 11 juillet, Gassion enlevait tout un camp de cavalerie à Gueulzin, sous Douai; le 23, Montesquiou reprenait Arleux de vive force et le rasait. C'est à la suite de ces brillants coups de main que Villars écrivit à madame de Maintenon la lettre suivante :

29 juillet 1711.

J'espère, Madame, que Sa Majesté sera satisfaite de la guerre que nous faisons, et en attendant qu'il convienne à ses intérêts de chercher les grands événements, nous ne perdons aucune occasion d'attaquer les ennemis. Et pour peu qu'ils laissent quelques corps de troupes mal placés, quelques forts séparés du gros de leur armée, des convois hasardés, des gardes ou grandes

ou petites éloignées, tout a été attaqué, battu et emporté, et, grâces à Dieu, sans aucune perte considérable : mais, Madame, ce qui vous fera encore un plus sensible plaisir, c'est l'ordre et la discipline qui s'observent dans cette grande armée. L'on y voit les cavaliers et soldats éviter de marcher, dans un champ semé, sur les blés que l'intérêt du Roy oblige de conserver entiers à la tête du camp. Et tout cela, Madame, sans que, depuis trois mois, j'aie été obligé de faire mourir un seul homme. Il est peut-être sans exemple qu'un si grand nombre d'hommes ait vécu si longtemps avec tant de sagesse.

Permettez-moi, Madame, de vous parler des frayeurs que l'on vous donne depuis quatre ans. Et je puis en prendre la liberté, puisque, grâces à Dieu, vous en devez être présentement délivrée. Quel est le général d'armée, hors moi ou le ministre, qui ne vous ai pas fait envisager une subversion de l'État? une fuite presque infaillible de Versailles? Et vous savez vous-même, Madame, avec quelle fermeté le Roy me fit l'honneur de me parler sur ces dangers évidents, sur les partis auxquels Sa Majesté se préparoit, qui tirèrent des larmes de mes yeux, quand ce grand Roy me fit entrevoir à quels périls il pouvoit être exposé, et les bons, fermes et sages partis que, dans ce cas-là, il vouloit prendre.

De cet état affreux, nous en sommes à voir nos armées imposer aux ennemis, les leurs dans l'inaction, nos soldats demander avec ardeur une bataille, et enfin nous ne voyons plus d'obstacle à une bonne paix que de l'avoir trop désirée.

Vous me faites l'honneur de me dire, Madame, que vous voudriez bien ne me voir plus gronder : permettez-moi la liberté de vous dire que les bons et solides serviteurs grondent souvent, que les mauvais et ceux qui ne songent qu'à plaire pour leurs propres intérêts approuvent toujours : je devrois, Madame, être un peu mieux connu du Roy et de vous. Quelle intrigue me voyez-vous à la cour? Je n'écris au monde qu'au Roy, à vous,

Madame, très rarement, et au ministère par lequel le Roy veut être informé des affaires dont il me fait l'honneur de me charger. Je suis comblé des bontés du Roy, et je n'ai d'autre souci au monde que de le voir aussi bien servi qu'il mérite de l'être. L'on passe tout l'hiver à vous dire que je suis haï; les courtisans répandent qu'il règne une discorde affreuse dans cette armée et que tous les officiers généraux sont brouillés avec moi. Rien n'est plus faux; mais ils le disent, et de ces discours répandus sans fondement, il en reste une impression, et même dans votre esprit, malgré la justesse de votre pénétration.

J'aurai l'honneur de vous dire, Madame, que je ne suis brouillé avec personne dans l'armée, et que les gens de bien et de courage, et qui comptent plus sur leurs actions que sur la cabale, me regardent comme leur unique ressource; mais ce nombre diminue tous les jours. Nous voyons depuis plusieurs années l'esprit de cour régner dans les armées. Et comment cela ne serait-il pas, si les protections de cour l'emportent sur les bonnes actions? Et quand je désirerai plus de crédit, peut-être, Madame, penserez-vous que c'est par ambition et désir de considération? Dans qui, j'ose le dire, le Roy a-t-il plus trouvé de vérité, lorsque j'ai pris la liberté de lui parler des hommes, et en qui Sa Majesté peut-elle trouver une connaissance plus fidèle et plus sûre des gens de guerre que dans celui qui depuis dix ans les a tous eus sous son commandement et les voit agir tous les jours? Vous aurez bientôt la paix, je vous en assure, Madame, et vous verrez pour lors si je suis un homme de cour et d'intrigue. Je ne désirerois du crédit que pour le Roy; si la guerre dure, je ne veux être cru que pour son service, et plût à Dieu que je l'eusse été depuis dix ans! Il y a longtemps que le Roy aurait donné la paix à l'Europe en la dictant à ses ennemis, et si j'avois été honoré de la confiance de Sa Majesté (que j'ose dire avoir méritée), les trois fois que je suis entré dans l'Empire, elle pouvoit y donner la loi : la première, lorsque

j'étois en Bavière; la seconde, lorsque l'on prit en dix jours Haguenau, Drusenheim, Lauterbourg et tous les postes des ennemis, avec près de cinq mille prisonniers de guerre, et que j'envoyai courriers sur courriers pour que l'on ne fît rien en Flandre et qu'on me laissât agir dans l'Empire, et ce fut dix-neuf jours avant la malheureuse bataille de Ramillies. La troisième, quand avec quarante bataillons l'on força les lignes de Stolhoffen; quelques troupes d'augmentation, au lieu de celles que j'eus ordre de détacher, nous soutenoient au milieu de l'Empire.

J'ai envoyé, pendant que j'étois à Bourbonne, un projet pour attaquer l'Allemagne, le mois de mars dernier; il sembloit, Madame, que je prévisse la mort de l'Empereur, et présentement, Madame, pour ne rien faire, je soutiens qu'il y a trop de troupes en Allemagne.

Cette lettre, Madame, est bien longue, et surtout quand je prends la liberté de vous supplier de n'en faire aucun usage; j'ose vous en conjurer, et de la brûler après l'avoir lue. Je désire seulement qu'elle me justifie, auprès de vous, sur mes gronderies, lesquelles sont présentement d'autant plus utiles, que, selon les apparences, nous sommes bien près de la paix. D'ailleurs, je suis fort content de M. Voysin, que je tiens un très bon secrétaire d'État, d'un travail et d'un ordre au-dessus de tout ce que l'on peut désirer

J'ose vous supplier, très humblement, Madame, de me faire toujours l'honneur de me regarder avec les mêmes bontés, et comme l'homme du monde qui vous est le plus dévoué et avec le plus profond respect et la plus parfaite vénération.

Ce long plaidoyer n'était guère de saison, à la veille d'une action décisive, lorsque les questions personnelles disparaissaient devant l'intérêt poignant du moment. Madame de Maintenon le fit sentir à Villars, en lui adressant sans retard la délicate leçon qui suit :

A Fontainebleau, le 2 août 1711.

Il y a quatre jours, Monsieur, que j'ai reçu, par le plus beau messager du monde[1], la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 29 juillet. J'ai toujours voulu y répondre, mais une petite fièvre lente, que j'ai souvent, et l'inquiétude de vous savoir en présence de l'ennemi m'en ont empêchée. Je commence à croire qu'il n'y aura rien, et que nous en demeurerons aux petits avantages qui n'ont pas laissé de nous faire un grand plaisir, et marquent que le général ne s'endort pas et que les troupes savent encore battre les ennemis.

Comme j'ai parfaitement bien senti l'état où nous avons été, je sens bien aussi celui où nous sommes, et je les confronte souvent pour en tirer de bons présages.

Quand je vous prie de ne plus gronder, c'est sans nul rapport aux discours des courtisans. Je vous assure qu'ils ne font nulle impression. Il est trop aisé de voir ce qui les attire, et je souhaite de tout mon cœur que vous les méprisiez autant qu'ils méritent de l'être.

Il faut pourtant convenir qu'il y en a bien moins que les années passées, et qu'on vous fait plus de justice.

Vous avez raison, Monsieur, de souhaiter du crédit pour faire récompenser le mérite, et vous en êtes plus digne qu'un autre, parce que vous êtes sans passion et fort attaché aux intérêts du Roi et de l'État.

Mais après tout n'est-il pas le maître? et s'il est d'un avis différent du vôtre, n'est-il pas juste qu'il suive le sien? C'est sur vos projets, « c'est sur les différentes vues », c'est sur les détachements que je voudrois que vous ne grondassiez jamais. Je voudrois que vous fissiez vos représentations, en secret, très librement, mais que vous épousassiez tout ce que le Roi décide, et qu'il parût que vous l'approuvez.

[1] Nous n'avons pas pu découvrir quel était l'officier ainsi désigné.

Si je vous veux trop parfait, prenez-vous-en, Monsieur, aux sentiments d'estime, et si vous voulez bien que je le dise, d'amitié que j'ai pour vous. J'espère qu'ils me feront pardonner toute ma liberté.

Il paraît ici, comme à vous, que le ministre de la guerre sert avec beaucoup d'intelligence et d'application.

Je voudrais bien espérer la paix autant que vous.

Madame de Maintenon se trompait avec Villars en croyant « qu'il n'y aurait rien », et que Marlborough renoncerait à toute entreprise. Au moment même où sa lettre parvenait au camp français, le général anglais se décidait à prendre l'offensive avec une vigueur et une habileté qui déconcertaient tous les plans de Villars. Trompant son adversaire par de fausses démonstrations et par une rapide contre-marche, il forçait le 6 août les lignes françaises sans rencontrer de résistance, et se déployait audacieusement dans la plaine de Cambrai, dans l'angle formé par le confluent de la Censée et de l'Escaut. Villars n'osait l'attaquer dans cette dangereuse situation. Marlborough passait l'Escaut devant lui, sans être inquiété, allait investir Bouchain, faisait occuper le camp de Denain et séparait ainsi l'armée française de Valenciennes et de Condé. Le siége de Bouchain était mené avec une extrême vigueur, sous les yeux de Villars paralysé et immobile. Le 17 août, la dernière communication de Villars avec les assiégés était violemment coupée : la chute de la place ne devenait plus qu'une question de temps. Le maréchal semblait avoir perdu son audace et sa décision; soit effet des recommandations prudentes reçues de la Cour un mois plus tôt, soit

défiance de ses propres forces, il hésitait, se dépensait inutilement en paroles retentissantes. Cette attitude nouvelle était l'objet de commentaires malveillants[1]. L'armée, qui avait cru marcher au combat, était déçue dans son ardeur; des critiques circulaient dans les camps; elles étaient recueillies à la Cour par les nombreux ennemis de Villars. Voysin, qui avait fortement insisté pour qu'on attaquât Marlborough pendant ses manœuvres téméraires, Voysin, qui avait, non sans raison, déclaré le siége de Bouchain impossible en présence d'une armée nombreuse, Voysin était mécontent : Villars, sentant venir un orage, voulut le conjurer; il envoya au Roi le marquis de Contades, son major général et son auxiliaire dévoué, officier élégant, sympathique et discret, avec la mission de commenter ses dépêches, de faire agréer ses explications. Arrivé le 20 à Fontainebleau, Contades fut reçu le lendemain chez madame de Maintenon, y resta deux heures avec le Roi et Voysin, y retourna le soir et repartit le 22 porteur du billet suivant, qui constatait l'entier succès de ses démarches :

A Fontainebleau, le 22 août 1711.

Je crois que le retour de M. de Contades vous aura donné, Monsieur, toute la consolation que vous êtes capable de recevoir dans le triste état de nos affaires présentes. Cette consolation seroit tout entière pour un homme qui ne seroit occupé que de lui, puisque le Roy est très-persuadé que vous n'avez rien à vous reprocher; mais je connois trop votre zèle, Monsieur, pour douter que vous ne soyez affligé du fait. N'y ajoutez

[1] Saint-Simon, t. X, p. 109.

pas la peine des discours que l'on tient, car ils ne méritent pas d'être comptés, et je ne pardonne point à Madame la maréchale de Villars de vous les mander. Il faut penser à faire le mieux que vous pourrez; il ne faut rien faire par dépit, et je vous en crois incapable. J'ai pris toute la part possible à vos peines, Monsieur, j'en ai beaucoup senti de tout ce qui s'est passé; vous savez que je n'y suis pas indifférente. Rendez-moi la même justice sur ce qui vous regarde personnellement, et croyez, Monsieur, que je suis plus sincèrement que personne, etc.

MAINTENON.

Villars dut comprendre qu'il devait surtout à l'intervention de sa protectrice la résignation du Roi et le silence de Voysin; il s'empressa de la remercier :

25 août 1711.

J'ai appris, Madame, par M. de Contades, les bontés dont vous m'honorez, et la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire met dans mon âme toute la douceur et toute la consolation dont elle peut être capable, dans des temps où les affaires du Roy ne vont pas comme je le désire.

La situation où nous nous trouvons pouvoit être évitée; je l'ai prévue, et c'étoit dans les temps que vous m'avez accusé de gronder. Il ne faut plus parler du passé, aussi bien le présent et l'avenir nous occupent assez.

Le Roy peut être persuadé que son véritable intérêt m'occupe uniquement. Je mets mon application entière à le bien connoître; je consulte ceux auxquels je crois de la sagesse et de la fermeté. Je ne me compte pour rien par rapport au bien du service. Si j'en croyois ma gloire peut-être mal entendue, mais suivant l'opinion du public, je sais très-bien qu'elle seroit moins intéressée à faire tuer sept ou huit mille hommes qu'à voir prendre Bouchain, les bras croisés. Après cela, Madame, ne

regardez pas cette perte comme un si grand malheur. Si j'avois l'honneur de vous en parler par rapport à la peine que j'en ressens, je ne la compterois pas pour médiocre; mais pesant l'importance dont elle peut être, elle n'est pas telle qu'on le veut penser. Si l'ennemi s'en éloigne, nous la reprendrons; s'il veut y passer la campagne, il faut le voir retirer, et tâcher de la reprendre ou l'hiver ou au mois de mars, si avant ce temps-là Dieu ne nous donne pas la paix.

Je ne doute pas, Madame, que vos bontés pour M. le maréchal de Boufflers ne vous rendent bien sensible à sa perte. C'était un bon et très zélé serviteur du Roy. Je prendrois la liberté de vous demander l'honneur de votre protection pour la charge la plus honorable et la plus belle de celles qui approchent Sa Majesté, si ma blessure me laissoit assez de pouvoir de la suivre; mais grâces à Dieu et à la bonne santé de Sa Majesté, elle fait trop de chemin pour qu'un homme estropié puisse convenir à un si beau et si grand emploi. C'est la seule raison qui m'empêche d'en écrire à Sa Majesté. Les bontés de Sa Majesté, l'attention qu'elle m'a fait l'honneur de montrer à M. de Contades pour ma santé, la soutiendront contre toutes les peines et les inquiétudes dont elle est attaquée. Elle veut bien rendre justice à la conduite que j'ai tenue, malgré tout ce que l'on a imaginé pour la faire croire blâmable. Tous les discours ne m'ébranleront pas de la droite voie que je dois suivre, et qui est de ne pas perdre, si je puis, une occasion favorable d'attaquer les ennemis, mais aussi de ne pas commettre mal à propos une armée du salut de laquelle dépendroit peut-être celui de l'État.

La mort du maréchal de Boufflers laissait vacante une place de capitaine des gardes du Roi par quartier. La maréchale de Villars aurait vivement désiré cette charge pour son mari, et avait écrit à madame de Maintenon une lettre assez pressante en ce sens; Villars ne la désirait

pas moins, mais il eut le tact de comprendre qu'après l'échec de Bouchain, le moment était mal choisi pour demander une aussi haute faveur. On vient de voir que, prétextant l'état de sa jambe, il déclina toute candidature ; madame de Maintenon approuva fort sa réserve et se hâta de le lui dire :

31 août 1711.

L'adversité ne vous a pas encore fait tourner la tête, Monsieur le maréchal, et rien n'est si raisonnable dans toutes ses parties que la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire.

Il est vrai qu'on nous donne ici la perte de Bouchain comme un des plus grands malheurs qui pourroient nous arriver; que c'est en vain qu'on se flatte de le reprendre, que les ennemis prendront le Quesnoy, et qu'ils mettront l'une et l'autre en sûreté.

Je suis bien persuadée que vous voyez plus clair que ceux qui parlent; que vous prendrez les meilleurs partis, et que tous les discours des courtisans ne vous exciteront pas à rien faire contre les intérêts du Roy et de l'État. Je connois votre attachement pour l'un et pour l'autre.

Il est vrai que l'on a perdu la probité même, en perdant M. le maréchal de Boufflers; il étoit de mes amis depuis longtemps et il auroit toujours été le vôtre sans l'attention des dames à vous brouiller.

Le parti que vous prenez sur la charge de capitaine des gardes est d'un homme de foi, qui n'est pas avide, et qui ne veut point entreprendre ce qu'il ne sauroit faire. Je ne sais si le public voudra empoisonner votre procédé là-dessus, je le soutiendrai partout bien noble et bien sage.

Vous n'avez pas dû douter que le Roi n'entendît parfaitement vos raisons, bien expliquées par M. de Contades; je suis même témoin qu'il s'en était dit une partie en voyant sa carte.

Pour moi, Monsieur, vous me feriez une très-grande injustice, si vous ne me comptiez toujours pour votre amie.

P. S. Une dame de Saint-Louis veut que je vous recommande les biens du sieur Vandam de Maureausard, situés entre Landrecies et Berlemont. Je ne sais peut-être ce que je dis ; je copie son billet, et ni elle ni moi ne savons si les ennemis sont de ce côté-là, ni ce que vous pouvez faire.

Villars trouva peut-être que le Roi s'était trop hâté de le prendre au mot : le dépit perce dans la réponse qu'il expédia sans retard :

4 septembre 1711.

Je suis pénétré, Madame, de toutes les bontés que je trouve dans la dernière lettre dont vous m'honorez. Je ne chercherai pas de termes pour vous en marquer ma très vive et très respectueuse reconnaissance; ils ne répondroient pas à mes sentiments.

Je ne doute pas que l'on ne cherche à empoisonner ceux que j'ai fait paraître sur la plus belle et la plus désirable charge qu'il y ait à la Cour. Vous les approuvez, Madame, j'espère que le Roy pensera de même, et cela me suffit.

Mon attention est conforme à mon devoir sur la conduite de la guerre dont je suis chargé. Toute la sagesse humaine ne peut rendre insensible à la malignité, la fausseté, l'envie que je vois déchaînées contre moi. Des ennemis du Roy et de l'État, bien plus que les miens, m'écrivent tous les jours des lettres anonymes pour me porter à sacrifier l'armée du Roy à la première occasion. Je vois que l'esprit de vérité, de justice, une grande attention à faire connaître et récompenser les bonnes actions, se sacrifier, tout estropié que l'on est, pour son maître et pour le public, touche uniquement le maître. Le public, qui est le plus intéressé, empoisonne tout. C'est aussi le seul maître que l'on doit chercher à satisfaire, et la seule raison nous détermineroit à ne vou-

loir plaire à deux maîtres. Dieu me fasse la grâce d'être plus occupé du premier que du second.

On sent, à ces violences de langage, que la chute de Bouchain est proche et que Villars prévoit la fâcheuse impression qu'elle produira sur le public. Il voudrait bien débloquer la place, mais il a laissé passer l'occasion favorable. Protégé par des rivières, par des ouvrages fortement armés, Marlborough ne saurait être délogé sans de grands sacrifices; les tentatives faites de divers côtés n'ont pas réussi. Spectateur impuissant des progrès du siége, Villars ne peut qu'exhaler sa mauvaise humeur dans des lettres passionnées. Bouchain capitule le 12 septembre; la garnison, prisonnière de guerre, défile en vue de l'armée française et de son chef qui dévore son dépit.

Quoique vainqueur, Marlborough n'avait pas lieu de triompher : Bouchain n'était qu'une bicoque, et c'était le seul fruit de la campagne; l'armée alliée était trop fatiguée pour pouvoir pousser plus loin : Marlborough la sépara et partit pour l'Angleterre où l'appelait la défense de ses intérêts politiques et où l'attendait la disgrâce. Villars prit également ses quartiers d'hiver; avant de quitter ses troupes il écrivit à madame de Maintenon une lettre qui est comme le résumé de toute sa campagne et de tous ses griefs :

Le 15 octobre 1711.

Je n'ai pas ignoré, Madame, les très injustes clameurs qui se sont élevées, et j'ai déjà vu dans les lettres dont vous avez bien voulu m'honorer, qu'elles n'avoient pas fait grande impression sur l'esprit du Roy ni sur le vôtre; mais la persévérance des

ennemis de cour est dangereuse. Je vous assure, Madame, que bien certainement, il n'a été fait aucune faute de ma part; que toute autre conduite pouvoit mettre le royaume en péril. Quand on donne une bataille entre Cambray et Saint-Quentin, il faut au moins que le poste ne soit pas dangereux, puisque le mauvais succès pourroit avoir de terribles suites. Et quand j'entends dire que les batailles ne sont pas toujours aussi décisives!... a-t-on oublié que la dernière d'Hochstedt, où les ennemis avoient plus perdu que nous, a ramené les armées du Roy du milieu de l'Autriche aux portes de Thionville? Celle de Turin, où dix-huit bataillons seulement ont été poussés, nous a coûté toute l'Italie? celle de Ramillies, où vingt escadrons battus nous ont coûté toute la Flandre? C'est avec douleur, Madame, que je renouvelle les vôtres, mais j'aurai l'honneur de vous dire que j'ai soutenu les armes du Roy et ses frontières, ces deux dernières années, avec beaucoup de fermeté et de sagesse. J'ai pressé très vivement pour avoir la permission d'attaquer les ennemis dans les plaines de Lens, au commencement de cette campagne; la permission m'en ayant été refusée ne m'a pas empêché de présenter la bataille aux ennemis pour sauver Cambray, quoiqu'il y eût quarante-quatre bataillons et quarante-deux escadrons de différence des troupes que j'avois pour combattre à Lens. Depuis cela, j'ai cru ne pouvoir combattre qu'avec un très grand désavantage. Je l'ai pensé ainsi et je crois avoir pensé juste.

Il est très aisé au Roy de trouver des généraux plus habiles, mais jamais il n'en aura qui l'aient servi avec plus de zèle et de vérité; c'est cet esprit de vérité qui m'attire tant d'ennemis, et des misérables qui meurent de peur, le jour que l'on marche aux ennemis, font les braves le jour d'après et osent dire impudemment qu'ils ont conseillé d'attaquer, et cela ridiculement, puisqu'il n'en a jamais été question.

J'espère la paix, Madame, et je la désire comme très nécessaire à l'État; mais si la guerre continue, pardonnez-moi de vous

dire, Madame, que celui auquel le Roy confiera le salut de l'État, en l'honorant du commandement de l'armée de Flandres, doit être tellement craint et considéré qu'il n'y ait personne dans son armée qui compte sur d'autre élévation que celle qu'il pourra espérer de ses actions et des témoignages de son général.

J'ose prendre la liberté de vous supplier très humblement, Madame, que ma lettre soit uniquement pour vous.

Villars suivit de près cette lettre à Versailles. Madame de Maintenon n'eut donc pas à lui répondre; c'est verbalement qu'elle lui donna la leçon qu'il méritait; elle avait le secret de ces admonestations amicales qui, sans froisser un amour-propre ombrageux, calmait les emportements de l'homme de guerre, et orientait la perspicacité du courtisan. Elle lui conseilla sans doute d'accepter en silence les critiques plus ou moins fondées de ses détracteurs, de se contenter de la confiance du maître que rien n'avait altérée et qu'elle contribuait à soutenir. L'événement avait d'ailleurs justifié cette confiance, puisqu'en somme, malgré des fautes de détail, Villars avait fait échouer le plan de la coalition, refait une armée, préparé les succès des campagnes suivantes et donné à Louis XIV le temps de nouer avec l'Angleterre des négociations qui étaient en bonne voie. Madame de Maintenon n'avait pas à regretter son œuvre et ne pouvait que continuer son rôle. Il eût été bien intéressant pour nous de la suivre jusqu'au bout, de décrire son action pendant les deux mémorables années 1712 et 1713. Malheureusement sa correspondance s'est perdue; nous n'avons, depuis la fin de 1711 jusqu'à la mort de madame de Maintenon, que quelques-unes des lettres écrites par

Villars; nous les donnerons à leurs dates respectives : elles prouveront du moins que le commerce établi entre ces deux personnages ne fut jamais interrompu. Villars ne cessa de rechercher les conseils et l'appui de la discrète et puissante compagne de Louis XIV; et quand la mort du grand Roi l'eut fait rentrer dans l'obscurité et la retraite, Villars continua l'hommage de sa fidèle reconnaissance à celle qui avait été son amie et sa protectrice de tous les temps[1].

[1] Les mémoires de Villars constatent les visites qu'il fit à Saint-Cyr dans les années 1717-1718 : en 1719, ils font suivre la mention de la mort de madame de Maintenon des lignes suivantes : « La figure qu'elle a fait dans le monde la fera connoître par des portraits bien différents. Ce que le maréchal de Villars a trouvé en elle, c'est un grand fonds d'esprit et de piété, beaucoup d'attachement pour le Roi et pour l'État, avec un désintéressement parfait : elle se sacrifioit tout entière au goût du Roi, et renonçoit au sien, qui auroit été de vivre dans une petite compagnie bien choisie, avec plus de liberté et de douceur dans le commerce que son rang ne lui en permettoit. »

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER

VILLARS ET L'ÉLECTEUR DE BAVIÈRE

CHAPITRE II

VILLARS ET LA SUCCESSION D'ESPAGNE

